

RAPPORT ANNUEL
2007

« JOUER PLEINEMENT
NOTRE RÔLE D'ACTIONNAIRE
INDUSTRIEL ET METTRE
EN ŒUVRE DES STRATÉGIES
DE CROISSANCE DE LONG TERME. »



W E N D E L

1 2 4 6 10 12 14 16 18 20 22 24 26 28 30 32 34 36 47 54 59 66 68 69 159 181 191

Informations spécifiques

Assemblée générale

Comptes individuels

Comptes consolidés

COMPTES 2007

Mécénat

Politique sociale

Développement durable

Contrôle interne

Gouvernement d'entreprise

ENGAGEMENTS

Stahl

Oranje-Nassau

Deutsch

Stallergènes

Editis

Materis

Saint-Gobain

Legrand

Bureau Veritas

PARTICIPATIONS ET FILIALES

Carnet de l'actionnaire

Chiffres clés

Faits marquants 2007 et Actualités 2008

L'équipe de Direction

Message

Profil

Sommaire

Le présent rapport sur l'exercice 2007 inclut le document de référence et incorpore le rapport financier annuel.

ENTREPRENDRE ET INVESTIR À LONG TERME

« Nous avons pour objectif de contribuer au progrès des entreprises dont nous sommes actionnaires, afin d'accélérer leur croissance et leur développement, dans l'intérêt de leurs collaborateurs et leurs clients. »

Jean-Bernard LAFONTA

Wendel est l'une des premières sociétés d'investissement cotées en Europe ; sa philosophie est d'investir sur le long terme, comme actionnaire majoritaire ou de premier rang, dans des sociétés, non cotées ou cotées, ayant des positions de leader, afin d'accélérer leur croissance et leur développement. Ces sociétés sont industrielles et de services, françaises ou internationales. Wendel participe à la définition et à la mise en œuvre de stratégies ambitieuses et assure les financements nécessaires à leur réussite.

La stratégie d'investissement et de développement du Groupe passe par un dialogue étroit noué avec les équipes de management des sociétés dont Wendel est actionnaire. Ce partenariat est au cœur du processus de création de valeur. Wendel est en soutien actif et constant, partage la prise de risque et apporte l'expérience ainsi que les compétences financières et techniques. Wendel n'intervient pas dans la gestion quotidienne de l'entreprise dont le management est responsable. Des représentants de Wendel siègent au Conseil d'administration ou au Conseil de surveillance de chaque société.

L'objectif est de faire croître la valeur de Wendel dans la durée, de plus de 15% par an en moyenne, tout en offrant à ses actionnaires une progression au même rythme du dividende.



« CONFIANTS DANS LES PERSPECTIVES DE CROISSANCE DE BUREAU VERITAS, NOUS AVONS PRIS L'INITIATIVE DE L'INTRODUIRE EN BOURSE AFIN D'EN POURSUIVRE ET ACCÉLÉRER LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT. »

2007 a été une nouvelle année de croissance pour notre Groupe. Toutes nos filiales ont enregistré de bons niveaux d'activité et amplifié leur développement, renforçant ainsi leurs positions de leaders à l'international. Elles ont réalisé une trentaine d'acquisitions cette année pour 760 millions d'euros. Ces bons résultats témoignent de la qualité de nos actifs et des équipes qui les animent. Notre portefeuille a par ailleurs évolué et s'est diversifié.

Confiants dans les perspectives de croissance de Bureau Veritas, nous avons pris l'initiative de l'introduire en Bourse afin d'en poursuivre et accélérer la stratégie de croissance. C'est une très belle étape dans le parcours de développement de Bureau Veritas ; il y a une douzaine d'années, lorsque Wendel en est devenue actionnaire, Bureau Veritas était une entreprise d'environ 6 000 personnes. C'est aujourd'hui un des leaders de la certification, composé de plus de 30 000 personnes qui opèrent dans le monde entier. Le marché de la certification et de l'évaluation est en pleine consolidation mondiale et cette mise sur le marché donnera à Bureau Veritas de nouveaux moyens de croissance car le Groupe a pour ambition de doubler de taille à l'horizon des cinq prochaines années. Wendel en est l'actionnaire de contrôle avec 63 % du capital.

Par ailleurs, Wendel a investi dans Saint-Gobain. Constatant fin 2006 que l'investissement dans le secteur non coté auquel elle avait procédé avec succès ces dernières années (Legrand, Bureau Veritas, Editis) offrait temporairement des perspectives moins rentables, Wendel a privilégié, dans la continuité de son métier d'actionnaire professionnel de long terme, l'acquisition d'une position d'actionnaire principal dans une grande société cotée. Notre choix s'est porté sur Saint-Gobain dont chacun connaît la position de leader dans différents secteurs industriels, principalement liés à l'habitat. Nous avons acquis entre septembre 2007 et avril 2008 une position de premier actionnaire avec 21,5 % du capital. Depuis la fin de l'année 2007, la situation économique aux États-Unis, et dans une moindre mesure en Europe, s'est dégradée en raison de la crise financière née des défauts de paiement des crédits immobiliers américains. Malgré cet environnement conjoncturel plus difficile, Wendel estime que Saint-Gobain, comme Legrand hier, ou Bureau Veritas il y a douze ans, recèle d'importants potentiels de développement, notamment dans les pays émergents et dans le segment des produits liés aux économies d'énergie dans l'habitat. Conformément à notre rôle d'actionnaire industriel, notre objectif est de contribuer à aider la Direction générale de Saint-Gobain à réaliser son plan stratégique et amplifier ses potentiels, afin d'accélérer la croissance et la rentabilité du Groupe à moyen terme. À cet égard, l'accord de gouvernance conclu avec le Conseil d'administration de Saint-Gobain, quelques mois après notre entrée dans le capital, reconnaît le rôle de Wendel dans la stratégie et la recherche de potentiels d'amélioration, ainsi que le plein exercice de sa position d'actionnaire principal. Il a défini les conditions dans lesquelles l'influence durable de Wendel s'établira. Wendel est persuadée que son investissement dans Saint-Gobain contribuera très positivement à ses résultats et à sa création de valeur sur le long terme.

La détérioration du système financier international a créé un climat d'incertitude entraînant une baisse généralisée des marchés actions à laquelle Wendel n'a pas échappé. Dans cet environnement plus difficile, notre Groupe trouve dans la diversification et la qualité de ses filiales et participations, dans la compétence et l'engagement de ses équipes, et dans l'appui de son actionnariat, notamment familial, toutes les raisons d'être confiant dans sa réussite.

Ernest-Antoine Seillière, Président du Conseil de surveillance

Jean-Bernard Lafonta, Président du Directoire

L'ÉQUIPE DE DIRECTION

Pour conduire le Groupe, et mettre en œuvre la stratégie d'investissement et de développement, le Directoire est assisté d'une équipe de professionnels qui s'est renouvelée et étoffée depuis 2002.

L'équipe d'investissement est aujourd'hui composée des deux membres du Directoire (Jean-Bernard Lafonta et Bernard Gautier), de six managing directors, de quatre directeurs alliant des compétences de gestionnaires et d'investisseurs, et de six chargés d'affaires.

Ils présentent des profils variés et complémentaires, à la fois de créateurs d'entreprises, de responsables opérationnels et de consultants. Ils ont tous acquis une forte expérience d'investisseurs et des savoir-faire reconnus en matière d'ingénierie financière au sein de Wendel et dans leurs fonctions précédentes en France et à l'international.

Ils interviennent en amont du processus d'investissement pour effectuer les analyses permettant d'identifier les investissements potentiels, les évaluer et prendre une décision. Ils procèdent à des audits d'acquisitions très approfondis. Ils organisent, négocient et optimisent les structures de financement et d'acquisition. Ils conçoivent, programment et mettent en œuvre avec le management des sociétés, les actions nécessaires à la création de valeur. Enfin, ils organisent les cessions.

Un Comité d'investissement se réunit chaque semaine pour identifier les opportunités d'investissement, définir les stratégies de développement et analyser les potentiels de croissance. Il travaille en partenariat très étroit avec le management des sociétés du Groupe, dans un dialogue permanent avec un souci de compréhension détaillée des enjeux opérationnels au plus près du terrain.

L'équipe de Direction est composée par ailleurs des Directeurs des affaires financières, des affaires fiscales, des affaires juridiques, de la communication et du Secrétaire général ; ils travaillent avec l'équipe d'investissement et avec le management des sociétés du Groupe. Un Comité opérationnel hebdomadaire assure la fluidité de l'information et la coordination des décisions.

Enfin, l'équipe de Wendel fait appel à des consultants et experts, pour compléter les compétences et les expertises internes, ayant des missions définies et ciblées en fonction des secteurs et de la technicité des dossiers. Ils interviennent dans les domaines stratégiques, financiers, juridiques et environnementaux.



MANAGING DIRECTORS

Philippe Donnet,
CEO Asie-Pacifique

Dirk Jan van Ommeren
CEO Pays-Bas

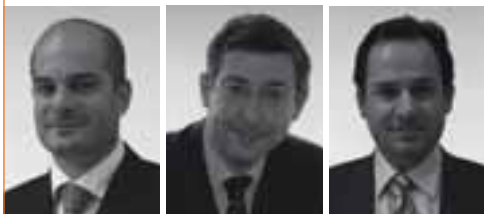
Roland Lienau
Allemagne





DIRECTOIRE

Jean-Bernard Lafonta, Président du Directoire
Bernard Gautier, membre du Directoire



MANAGING DIRECTORS

Yves Moutran/Gaël de la Rochère/Patrick Tanguy



DIRECTEURS

Stéphane Bacquaert/Olivier Chambriard/David Darmon/Jérôme Michiels



CHARGÉS D'AFFAIRES

Patrick Bendahan/Stéphanie Besnier/Bruno Fritsch
Stanislas Panhard/Karim Souid/Félicie Thion de la Chaume

AFFAIRES JURIDIQUES

Arnaud Desclèves



AFFAIRES FISCALES

Jean-Yves Hémerly



AFFAIRES FINANCIÈRES

Jean-Michel Ropert



COMMUNICATION

Christine Dutreil



COMMUNICATION FINANCIÈRE

Gérard Lamy



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

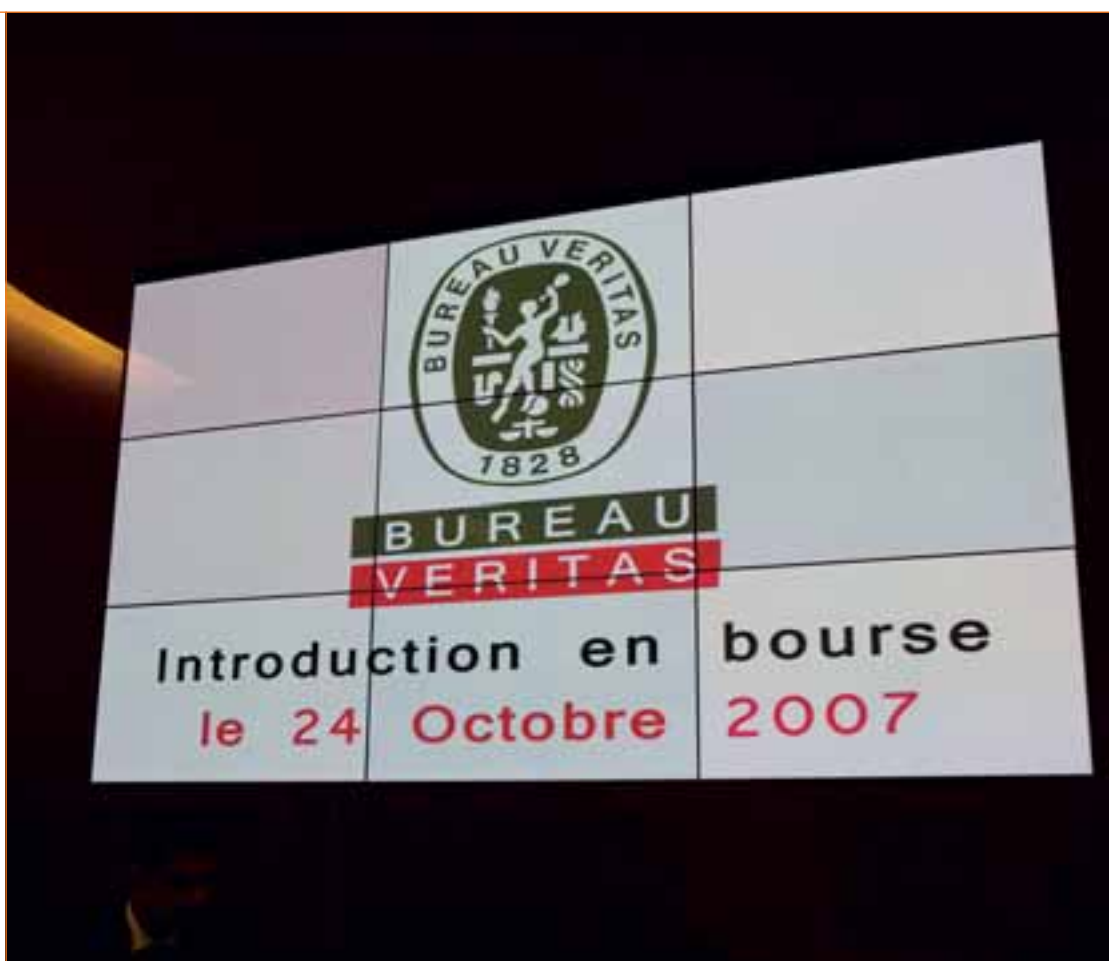
Jean-Michel Mangeot



FAITS MARQUANTS 2007

« Nous sommes heureux de la reconnaissance par le marché du leader mondial que nous sommes devenus. Nous poursuivrons avec notre actionnaire Wendel, la stratégie ambitieuse de croissance que nous nous sommes fixée. »

Frank Piedelievre,
Président
de Bureau Veritas



SUCCÈS DE L'INTRODUCTION EN BOURSE DE BUREAU VERITAS

Afin de permettre à Bureau Veritas de franchir une nouvelle étape dans sa croissance et son développement, Wendel a procédé en octobre 2007 à l'introduction en Bourse de sa filiale.

Le succès de cette opération a permis à Wendel de céder pour 1,2 Md€ de titres tout en restant le premier actionnaire de Bureau Veritas avec 63 % du capital.

Cette introduction en Bourse a été la plus importante réalisée en France au cours de l'année 2007.

ACQUISITION DE 21,5% DU CAPITAL DE SAINT-GOBAIN

Wendel est devenu le premier actionnaire de Saint-Gobain, avec l'acquisition entre septembre 2007 et avril 2008 de 21,5 % du capital, pour 5,5 Mds€ environ.

Saint-Gobain est l'un des cent premiers groupes industriels mondiaux, spécialisé dans la production, la transformation et la distribution de matériaux pour l'habitat et la construction ; il est leader mondial dans chacun de ses métiers.

Wendel, conformément à sa vocation d'actionnaire professionnel a investi pour le long terme, convaincue des atouts et des importants potentiels de développement de Saint-Gobain et souhaite aider la Direction générale à les mettre en œuvre.

À cet égard, les modalités de la participation de Wendel à la gouvernance de Saint-Gobain ont été définies, avec notamment la représentation de Wendel au Conseil d'administration par trois administrateurs (deux en 2008 et le troisième en 2009), la création d'un Comité stratégique et la participation au Comité des Mandataires.



CESSION DE NEUF CEGETEL

En septembre 2007, Wendel a cédé la totalité de sa participation dans Neuf Cegetel, soit 2,4 % du capital, pour un total de 148 M€.



RENFORCEMENT ET INTERNATIONALISATION DE L'ÉQUIPE D'INVESTISSEMENT



Après avoir réalisé trois investissements à l'étranger en 2006 (Deutsch, Stahl et AVR), Wendel a choisi de concentrer sa stratégie internationale d'investissement sur deux régions du monde : l'Asie, (Japon et Corée du Sud) et l'Europe, (Allemagne et Pays-Bas).

Concernant l'Asie, Philippe Donnet⁽¹⁾ a rejoint le Groupe et a ouvert en 2007 un bureau de représentation à Singapour. Une filiale sera mise en place en 2008 à Tokyo et recrutera une équipe locale.

Le 1^{er} janvier 2008, Roland Lienau⁽²⁾, de nationalité allemande, a rejoint Wendel pour développer les investissements en Allemagne.



Enfin, Dirk Jan van Ommeren⁽³⁾, CEO d'Oranje-Nassau, identifie les opportunités d'investissement pour Wendel aux Pays-Bas.

Par ailleurs, deux managing directors ayant une expérience approfondie et des compétences opérationnelles fortes des secteurs industriels en France et à l'international, ainsi que trois chargés d'affaires ont rejoint l'équipe d'investissement au cours de l'année 2007.

L'équipe d'investissement est aujourd'hui composée de 18 professionnels.

ACTUALITÉS 2008

BUREAU VERITAS A ACQUIS 100 % DU GROUPE CHILIEN CESMEC

Poursuivant son développement par croissance externe, Bureau Veritas a conclu un accord en février 2008 pour l'acquisition de la totalité du capital de la société chilienne Cesmec.

Créé en 1968, le groupe Cesmec comprend plusieurs sociétés établies au Chili, au Pérou et en Argentine (11 sites au total dans ces trois pays), pour un effectif d'environ 950 personnes. Cesmec fournit une vaste gamme de services d'évaluation de conformité.

En 2007, le groupe Cesmec a réalisé un chiffre d'affaires de 21,5 millions d'euros. Cette acquisition va significativement renforcer la présence du groupe Bureau Veritas en Amérique du Sud, où il emploiera désormais 3 700 collaborateurs avec une position de leader pour les services d'inspection et d'essais en laboratoire au Chili.

Elle lui permettra aussi d'étendre ses activités pour l'industrie minière, venant renforcer et compléter le portefeuille de services de CCI Holdings, société australienne acquise en juin 2007.



WENDEL A OCTROYÉ UNE EXCLUSIVITÉ AU GROUPE PLANETA EN VUE DE LA CESSIION D'EDITIS

Wendel est entrée en avril 2008 dans une phase de négociation exclusive avec le groupe d'édition espagnol Planeta, en vue de la cession de sa filiale Editis.

Le contrat de cession pourrait être signé d'ici fin juin 2008, sous réserve de l'obtention des autorisations et consultations nécessaires. À cette date, la valeur d'entreprise est de 1 026 millions d'euros, soit environ 11 fois le résultat opérationnel. Le rapprochement d'Editis et de Planeta, contribuera à l'émergence d'un nouveau leader européen de l'édition. Il s'inscrit dans la stratégie de développement poursuivie par Editis depuis 2004, avec sept acquisitions

pour un total de 150 millions d'euros de chiffre d'affaires ; sur la même période, le résultat d'exploitation d'Editis s'est accru de 60 %, pour atteindre 93 millions d'euros en 2007.

Pour Jean-Bernard Lafonta, Président du Directoire de Wendel, « la stratégie conduite par Alain Kouck a permis de faire d'Editis un acteur majeur de l'édition française. Le rapprochement avec Planeta s'inscrit dans notre politique de création et d'internationalisation de leaders. Nous sommes heureux d'avoir contribué à cette évolution stratégique. »

DEUTSCH A RÉALISÉ UNE CESSION ET DEUX ACQUISITIONS

En janvier 2008, Deutsch a cédé, dans le cadre de sa stratégie de recentrage sur son cœur de métier – la fabrication des connecteurs électriques de haute performance –, sa division Relais au groupe STPI.

Deutsch a par ailleurs réalisé deux acquisitions stratégiques :

- 60 % de LADD, une division de WESCO International, pour environ 75 millions de dollars. LADD est le distributeur de connecteurs pour « environnements sévères » de Deutsch aux États-Unis depuis plus de vingt ans. En 2007, les ventes de LADD ont été de 100 millions de dollars. Deutsch et WESCO vont travailler ensemble pour renforcer les relations commerciales avec les clients et accélérer le développement de nouveaux segments de marché et de nouveaux produits.
- 100 % des actions de SERVO, distributeur de connecteurs pour le sport automobile. Cette opération permettra une forte progression de la distribution des composants essentiels pour l'industrie des sports mécaniques.



LEGRAND A ACQUIS PW INDUSTRIES

PW Industries est le spécialiste nord-américain du cheminement de câbles sous plafond destiné aux secteurs tertiaires et industriels. Legrand, leader incontesté du cheminement de câbles aux États-Unis et dans le monde, renforce ainsi ses positions en complétant son offre et accélère son développement dans le marché industriel. PW Industries a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 32 millions de dollars.



ORANJE-NASSAU DEPUIS 100 ANS DANS LE GROUPE WENDEL

C'est en 1908 que le groupe Wendel est devenu propriétaire d'Oranje-Nassau Groep. Oranje-Nassau, créé aux Pays-Bas au XIX^e siècle, a obtenu en 1893 la concession d'exploitation de mines de charbon. En raison d'un changement dans la politique énergétique néerlandaise au début des années 1960, les activités d'extraction de charbon ont cessé progressivement, et Oranje-Nassau a démarré une activité de forage et de production de pétrole et de gaz en 1967 en mer du Nord ; la première production a débuté en 1977. Dès 1982, avec l'acquisition d'actifs dans plusieurs pays d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, Oranje-Nassau est devenu un acteur international dans la production de pétrole et de gaz.

MATERIS A ACQUIS ICP/ALLTEK

Materis Paints, l'activité Peintures du groupe Materis, a acquis fin janvier 2008 le groupe français ICP/Alltek, n° 2 du marché français des enduits pelliculaires en pâte.

La moitié des ventes est réalisée en France et l'autre moitié dans toute l'Europe via des réseaux de distributeurs intégrés et indépendants ou des circuits grand public.

Cette acquisition permet à Materis Paints de compléter son offre dans un segment de marché très complémentaire à celui de la peinture décorative.



CHIFFRES CLÉS

au 31 décembre 2007

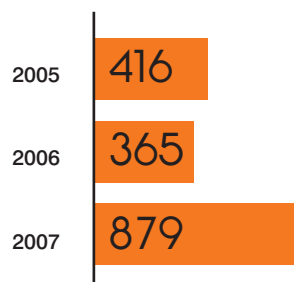
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

(En millions d'euros)



RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE

(En millions d'euros)

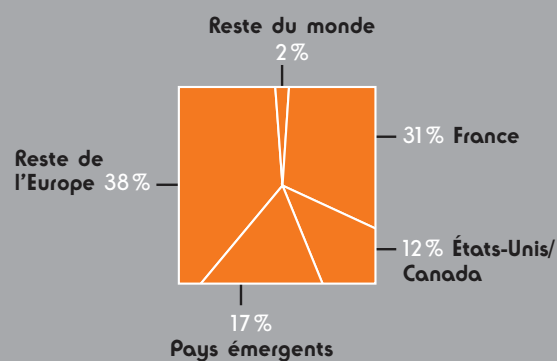


RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS PAR SOCIÉTÉ

(en millions d'euros)

	2005	2006	2007
Bureau Veritas	139,6	157,2	188,4
Legrand	92,5	120,5	129,0
Oranje-Nassau	74,0	69,8	58,9
Editis	30,1	41,5	48,9
Materis	–	36,6	46,4
Stallergènes	13,4	14,5	16,0
Stahl	–	3,9	3,4
Deutsch	–	– 0,2	10,1
Wheelabrator Allevar	12,6	–	–
Financements, frais généraux et impôts	– 67,3	– 81,3	– 93,0
Résultat net des activités	295,0	362,5	408,1

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE (1)



(1) Chiffre d'affaires 2007 en consolidation proportionnelle.

NOTATION

Wendel est noté par Standard & Poor's depuis septembre 2002. Le 17 avril 2008, la notation attribuée par Standard & Poor's est :

Long terme

BBB-

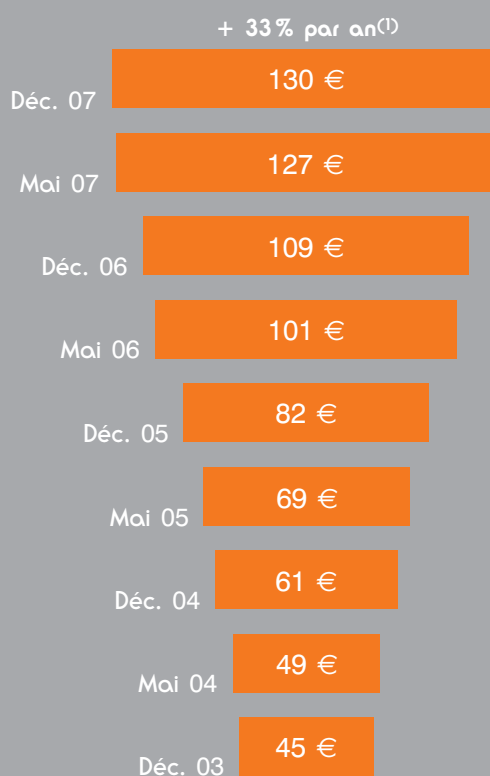
Perspective négative.

Court terme

A-3

PERFORMANCE DE L'ACTIF NET RÉÉVALUÉ PAR ACTION

La méthode de calcul de l'actif net réévalué a été établie en ligne avec l'attestation d'équité donnée en janvier 2002. L'évolution de l'actif net réévalué, mesure l'accroissement de valeur, d'un exercice sur l'autre, pour l'actionnaire de Wendel. L'actif net réévalué a presque triplé entre décembre 2003 et décembre 2007. Le taux de rentabilité interne, avec le dividende réinvesti en actions Wendel, s'élève en moyenne à 33%⁽¹⁾ par an pendant cette période. Cette rentabilité forte et régulière montre la création de valeur depuis fin 2003. Les pages 217 à 219 du présent rapport décrivent la méthode de calcul de l'actif net réévalué. Un expert indépendant établit, au minimum deux fois par an, sa propre évaluation et la remet au Comité d'audit.



⁽¹⁾ Avec les dividendes distribués durant la période et réinvestis.

ACTIF NET RÉÉVALUÉ

(en millions d'euros)

	Déc. 2003	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007
Participations dont Wendel est l'actionnaire principal ou de contrôle	2 430	3 770	4 530	6 470	7 800
Investissements minoritaires	970	520	300	230	60
Actions Wendel auto-détenues	–	240	430	570	10
Trésorerie	90	570	820	780	1 840*
Actif brut réévalué y compris trésorerie	3 490	5 100	6 080	8 050	9 710
Dette financière	– 970	– 1 670	– 1 600	– 2 000	– 3 160
Actif net réévalué	2 520	3 430	4 480	6 050	6 550
Actif net réévalué par action (en euros)	45	61	82	109	130

* Trésorerie après fonds propres investis dans Saint-Gobain. La trésorerie libre de tout nantissement à fin décembre 2007 est de 1,7 Md€

DONNÉES BOURSIÈRES

(en euros)

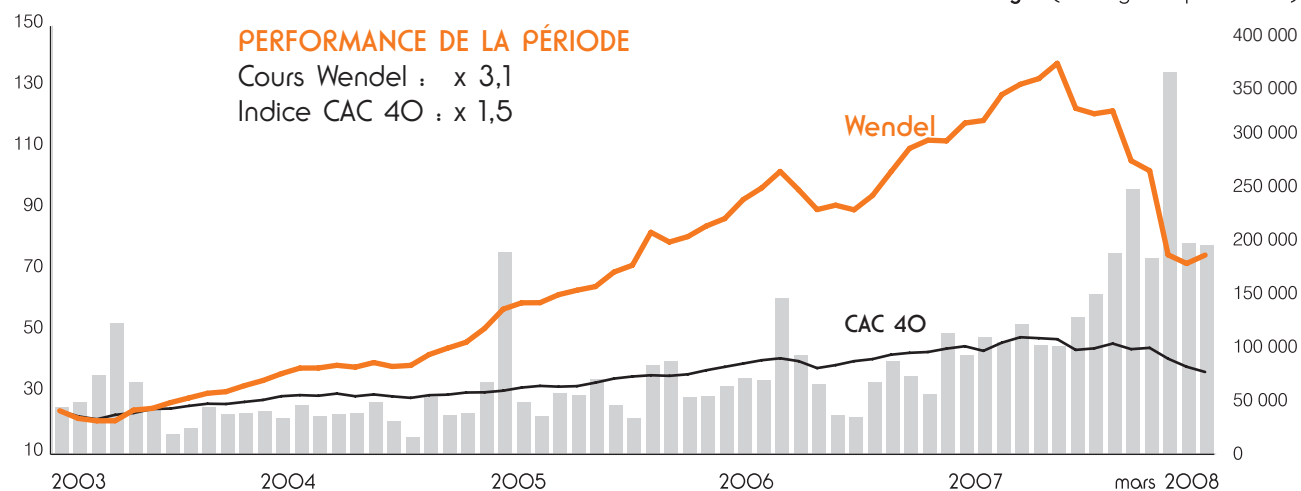
	2003	2004	2005	2006	2007
Cours le plus haut	35,15	54,10	88,15	115,80	145,25
Cours le plus bas	19,51	33,70	48,90	84,20	88,56
Cours moyen	25,37	42,01	70,27	98,06	119,25
Cours moyen de décembre	34,14	51,16	84,63	112,71	102,73
Capitalisation boursière de décembre (en millions d'euros)	1 910	2 874	4 571	6 256	5 169

Wendel est cotée sur l'Eurolist d'Euronext Paris, Compartiment A.

Code ISIN : FROOOO1212O4.

Cours (en euros)

Nombre titres échangés (en moyenne par séance)



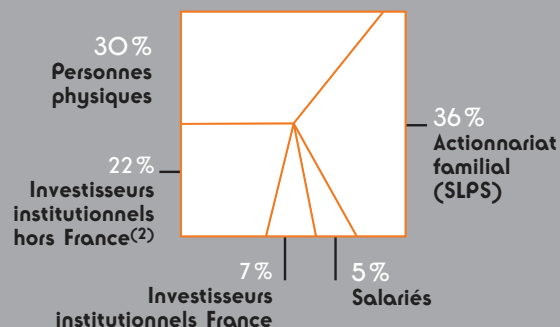
ACTIONNARIAT au 31 décembre 2007

DIVIDENDE

(en euros)

	2003	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾
Dividende ordinaire	1,05	1,15	1,4	1,7	2,0
Dividende exceptionnel	—	—	0,6	0,3	—

(1) Dividende proposé à l'Assemblée générale des actionnaires.



(2) Dont Arnold & Bleichroeder : 6 %.

Depuis sa création, Wendel place l'information de ses actionnaires au premier rang de ses valeurs. Wendel associe tout au long de l'année ses actionnaires à la vie du Groupe et met en œuvre tous les moyens de communication pour leur offrir à tous, individuels et institutionnels, et à la communauté financière, une information régulière, complète et transparente. Les plus de 55 000 actionnaires individuels (nombre en augmentation constante) ont à leur disposition un **Numéro Vert 0 800 897 067** qui leur permet d'obtenir toutes les informations, notamment pratiques, sur la gestion de leurs actions, leurs droits, les événements du Groupe...

Diffusion tout au long de l'année d'informations régulières

- Envoi de lettres aux actionnaires et de communiqués à l'occasion de la publication des résultats annuels et semestriels, des chiffres d'affaires trimestriels ou de tout autre événement important de la vie du Groupe et de ses filiales. Ces communiqués font l'objet d'insertions dans la presse économique et d'information générale quotidienne et hebdomadaire.

Rencontres avec les analystes, gérants, investisseurs et journalistes

- En mars et septembre 2007, Wendel a organisé deux réunions pour la présentation des résultats semestriels et annuels. Jean-Bernard Lafonta, Président du Directoire, a fait une présentation approfondie de la situation du Groupe, de la stratégie d'investissement, des opérations financières en cours et des perspectives. Ces réunions sont suivies d'une conférence téléphonique animée par Jean-Bernard Lafonta et destinée, principalement, aux analystes et investisseurs anglo-saxons.
- Le 18 décembre 2007, Wendel a organisé pour la cinquième année, une journée d'information sur les sociétés non cotées du Groupe. La journée a débuté par la visite du site d'Interforum, la plate-forme de distribution du Groupe Editis, dont Wendel est actionnaire à 100%. Cette visite, qui avait pour objectif de présenter l'activité industrielle de distribution et de diffusion,

a réuni une cinquantaine d'analystes et investisseurs. Elle a été suivie de la présentation des sociétés non cotées de Wendel. Les Présidents d'Editis, Materis, Deutsch, Oranje-Nassau et Stahl, ont fait une présentation détaillée de leurs métiers, de leurs stratégies et de leurs perspectives. Plus de 200 analystes, investisseurs et journalistes, français et étrangers, étaient présents. Jean-Bernard Lafonta et toute l'équipe de Wendel étaient à la disposition du public pour répondre aux questions. Les présentations et leurs interventions sont disponibles sur le site Internet de Wendel.

- Par voie d'entretiens entre l'équipe de Direction et les investisseurs en France et à l'étranger, des réunions ont été organisées, tout au long de l'année, avec les gérants appartenant aux principales institutions financières à Paris, Londres, New York, Bruxelles, Édimbourg, Amsterdam, Luxembourg et Genève.

- Le 5 décembre 2007, Jean-Bernard Lafonta est intervenu à l'université Paris-Dauphine lors d'un grand débat organisé par Le Cercle des économistes et NYSE Euronext et réunissant plus de 2000 participants. Le thème de la table ronde portait sur « les risques que font peser les fonds sur les marchés et les entreprises ».

Site Internet : www.wendelgroup.com
communication@wendelgroup.com

Sur le site Internet de Wendel peuvent être consultées en anglais et en français toutes les informations générales d'actualité sur le Groupe et ses filiales ainsi que les données financières et réglementaires. L'ensemble des documents publiés est à la disposition des internautes. Le rapport annuel des quatre derniers exercices de Wendel est téléchargeable en version électronique à partir du site. Une revue de presse sur Wendel et ses filiales est consultable. Le cours quotidien de l'action du Groupe et son historique sont consultables en permanence. L'actif net réévalué, publié tous les trimestres, est également disponible sur le site. Un espace d'accueil est ouvert aux actionnaires qui ont la possibilité de poser des questions par messagerie.



AGENDA 2008

- > Assemblée générale : 9 juin
- > Mise en paiement du dividende : 16 juin
- > Présentation des comptes semestriels : 3 septembre

CONTACTS

- > Internet : wendelgroup.com
- > Communication financière : communication@wendelgroup.com

PARTICIPATIONS ET FILIALES

Bureau
Veritas



évaluation
et certification

Legrand



produits
et systèmes
électriques
basse tension

Saint-Gobain



production
transformation
et distribution
de matériaux

Materis



chimie de
spécialités pour
la construction

Editis



édition et
diffusion/
distribution

« Les participations et filiales
du groupe Wendel allient la tradition
industrielle, l'esprit entrepreneurial
et la forte culture de l'innovation
technologique. »

15

Stallergènes



immunothérapie
allergénique

Deutsch



connecteurs
de haute
performance

Oranje-
Nassau



énergie

Stahl



revêtements
et produits
de finition cuir

Bureau Veritas

16

63%

Participation Wendel

Deuxième groupe mondial de services d'évaluation de conformité et de certification appliquées aux domaines de la qualité, de la santé, de la sécurité, de l'environnement et de la responsabilité sociale (QHSE) et leader mondial des services QHSE hors inspection de matières premières.

- > Présence dans plus de 140 pays
- > Plus de 300 000 clients
- > Plus de 850 bureaux et laboratoires
- > 55 000 entreprises ont été certifiées par BV Certification
- > Plus de 33 000 collaborateurs

(en millions d'euros)	2006	2007
Chiffre d'affaires	1 846	2 067
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	268	312
Résultat net consolidé	157	164

(1) Résultat opérationnel ajusté avant les écritures d'allocation d'écarts d'acquisition, les management fees et les éléments non récurrents.



ACTIF au 31/12 (en millions d'euros)

2007		
899	910	1 837
actifs non courants	actifs courants	Total
	28 actifs non courants destinés à être cédés	
2006		
719	701	1 420
actifs non courants	actifs courants	Total

PASSIF au 31/12 (en millions d'euros)

2007		
165	932	717
capitaux propres	passifs non courants	passifs courants
	23 passifs courants destinés à être cédés	
2006		
228	628	564
capitaux propres	passifs non courants	passifs courants

FORTE PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RÉSULTATS.

En 2007, le chiffre d'affaires s'est établi à 2067 M€, en hausse de 12% par rapport à 2006. La croissance organique de 10% résulte d'une forte progression de l'ensemble des divisions. Les variations des taux de change ont eu un impact négatif de 3% sur la croissance, résultant du renforcement de l'euro. Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 312 M€ en 2007 (+ 16% par rapport à 2006). La marge opérationnelle ajustée atteint 15,1% après 14,5% en 2006.

BONNES PERFORMANCES DE L'ENSEMBLE DES DIVISIONS.

Le chiffre d'affaires de la division **Marine** s'est élevé à 247 M€, en hausse de 18%. Le dynamisme de la division résulte de la forte croissance de l'activité de classification et de surveillance de navires en construction et en service.

La division **Industrie** a réalisé un chiffre d'affaires de 299 M€, en progression de 29%. La division a bénéficié d'une forte croissance des investissements dans le domaine de l'énergie et de l'élargissement du périmètre en Australie (CCI Holdings, Intico).

Le chiffre d'affaires de la division **Inspection et Vérification en Service** s'est établi à 268 M€, en hausse de 11%. La croissance organique a été essentiellement le fait de la France.

Le chiffre d'affaires de la division **Hygiène, Sécurité et Environnement** a progressé de 7% à 201 M€. La division a bénéficié d'une croissance solide en France, grâce au dynamisme des services dans le domaine de la responsabilité sociale, de la performance énergétique et environnementale, alors que l'activité a été en retrait dans l'ensemble des sociétés acquises récemment aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie.

L'activité **Construction** a crû de 5% à 393 M€. Les bonnes performances enregistrées sur les marchés français, espagnol et japonais ont compensé le recul américain où Bureau Veritas a néanmoins continué à gagner de nouveaux contrats d'outsourcing avec les municipalités. La division bénéficie d'une tendance structurelle de privatisation du marché.

Le chiffre d'affaires de la division **Certification** a enregistré une progression de 7% à 247 M€.

Cette bonne performance est due au dynamisme des activités de certification, à la progression rapide des grands contrats mondiaux et à une croissance à deux chiffres dans certains pays en forte croissance comme la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie.

Le chiffre d'affaires de la division **Biens de consommation** (259 M€) a augmenté de 4% dont 12% de croissance organique et - 7% d'impact de change. La croissance a été forte pour les activités liées aux jouets et aux tests analytiques sur les textiles.

Le chiffre d'affaires de la division **Services aux Gouvernements et Commerce International** a enregistré une forte hausse de 27%, à 152 M€. Des contrats d'inspection avant expédition ont été signés avec les gouvernements du Cambodge, du Mali et de la République démocratique du Congo, et la division a bénéficié d'une forte croissance des importations inspectées en Angola. Par ailleurs, l'acquisition de la société australienne CCI Holdings ainsi que l'ouverture d'un laboratoire spécialisé à Tianjin en Chine ont permis un véritable décollage de l'activité d'inspection de matières premières minérales.

POURSUITE DE LA CROISSANCE EXTERNE

Bureau Veritas a confirmé en 2007 son leadership en matière de consolidation de son industrie avec l'acquisition de 16 sociétés, représentant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 260 M€.

Grâce à cette stratégie de croissance externe, Bureau Veritas a renforcé ses positions en Europe, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Asie, dans presque toutes ses divisions opérationnelles.

L'acquisition de CCI Holdings en juin 2007 a permis à Bureau Veritas de doubler de taille en Australie. Par ailleurs, grâce à la prise de contrôle à 100% d'ECA, en octobre 2007, Bureau Veritas détient une position de leader en Espagne. Au total, les acquisitions en 2007 ont contribué à hauteur de 5% à la croissance de Bureau Veritas.

Les perspectives de croissance externe sont très positives et Bureau Veritas a d'ailleurs annoncé début février la signature d'un accord en vue d'acquérir le leader chilien Cescmec (21,5 M€ de chiffre d'affaires en 2007).

PERSPECTIVES

> 2008 s'inscrit dans les objectifs annoncés d'un doublement du chiffre d'affaires à l'horizon 2011 par rapport à 2006, sur la base à la fois d'une croissance organique moyenne de 8%, d'acquisitions, d'une amélioration de la marge opérationnelle et d'une croissance moyenne annuelle du résultat net part du groupe de 15% à 20% (hors éléments non récurrents).

> Sur la base du périmètre à fin décembre 2007 et à taux de changes constants, la hausse du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel ajusté de 2008 devrait être supérieure à 15% par rapport à 2007.

bureauveritas.fr

- > Présence dans plus de **60** pays et ventes dans plus de **180** pays
- > Près de **60%** des ventes réalisés dans les segments industriels et commerciaux
- > Plus de **130 000** références
- > de **4% à 5%** du CA engagés dans la R&D
- > Plus de **100** gammes d'appareillages

- > **38%** du CA réalisés avec les produits nouveaux
- > **35 000** collaborateurs

(en millions d'euros)	2006	2007
Chiffre d'affaires	3 737	4 129
Résultat opérationnel ajusté récurrent ⁽¹⁾	640	732
Résultat net consolidé	255	423

(1) Résultat opérationnel ajusté des écritures comptables d'acquisition liées à l'acquisition de Legrand France en 2002, des pertes de valeur des goodwills et des éléments non récurrents (charges de restructuration et plus ou moins-values de cession d'actifs).



ACTIF au 31/12 (en millions d'euros)

2007		
4 448	1 662	6 110 Total
actifs non courants	actifs courants	
2006		
4 407	1 529	5 936 Total
actifs non courants	actifs courants	

PASSIF au 31/12 (en millions d'euros)

2007		
2 131	2 226	1 753
capitaux propres	passifs non courants	passifs courants
2006		
2 169	1 986	1 781
capitaux propres	passifs non courants	passifs courants

FORTE CROISSANCE DES RÉSULTATS 2007

Le chiffre d'affaires 2007 de Legrand est en forte progression, + 10,5 % par rapport à 2006, pour atteindre 4 129 M€. La croissance organique est très soutenue à + 8,6 % et les acquisitions contribuent pour 3,6 % à la croissance du Groupe. Le résultat opérationnel ajusté récurrent progresse de 14,4 % pour atteindre 732 M€. Enfin, le résultat net, en très forte augmentation par rapport à 2006, s'est établi à 423 M€ en 2007.

AMÉLIORATION STRUCTURELLE DU MODÈLE ÉCONOMIQUE.

La performance réalisée en 2007 illustre le changement structurel de modèle économique de Legrand, combinant solidité financière accrue et accélération tangible du rythme de croissance.

Depuis plusieurs années, Legrand a amélioré la répartition de ses forces commerciales et industrielles à l'échelle mondiale : une structure de groupe multipolaire s'est progressivement construite, caractérisée par l'émergence de pôles de développement de taille significative et en pleine expansion comme le Mexique, le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie, la Pologne ou la Turquie.

Avec près de 25 % de ses ventes réalisés dans les pays émergents, Legrand a amélioré son profil de croissance et diversifié ses positions de marché. Le chiffre d'affaires dans ces pays a progressé en 2007 de 18 % à structure et taux de change constants, contribuant ainsi à environ 50 % de la croissance organique du Groupe.

Par ailleurs, Legrand a significativement amélioré sa structure de coûts : 54 % des effectifs de production sont aujourd'hui localisés dans des pays à bas coûts et plus de la moitié des charges opérationnelles sont variables.

Enfin, Legrand exploite de façon méthodique de nouveaux segments de marché très porteurs tels que le contrôle d'éclairage, l'efficacité énergétique, les réseaux voix-données-images et les automatismes résidentiels. Tous ces métiers enregistrent des croissances à deux chiffres de leurs ventes en 2007.

POLITIQUE ACTIVE D'ACQUISITIONS CIBLÉES

Facteur récurrent de développement du Groupe, la croissance externe qui est autofinancée, s'est accélérée. Au cours des trois dernières années, Legrand a ainsi réalisé le rachat de quinze sociétés, dont six en 2007, totalisant sur une base annuelle un chiffre d'affaires acquis de plus de 0,5 Md\$. Très ciblées, ces acquisitions donnent notamment accès à Legrand aux marchés en pleine expansion des pays émergents (TCL et Shidean en Chine, Cemar au Brésil, Kontaktor en Russie, Macse au Mexique) et des automatismes résidentiels (OnQ, Vantage et UStec) et contribuent fortement au développement du Groupe sur les marchés tertiaires et industriels (Van Geel, Zucchini, ICM-Cablofil, Alpes Technologies).

Pour 2008, le groupe a d'ores et déjà annoncé l'acquisition de PW Industries, spécialiste nord-américain du cheminement de câbles destiné aux secteurs tertiaires et industriels.

FORTE GÉNÉRATION DE CASH-FLOW LIBRE

Grâce à la forte croissance des résultats et à la maîtrise des capitaux employés, le cash-flow libre⁽¹⁾ progresse en 2007 de 21 % et s'élève à 553 M€, soit 13 % des ventes.

Pour la quatrième année consécutive le cash-flow libre représente donc sensiblement plus de 10 % du chiffre d'affaires, contre 6 % historiquement, traduisant l'amélioration structurelle de la capacité de Legrand à générer de façon récurrente un niveau de cash-flow libre très significatif.

PERSPECTIVES

> Pour 2008, compte-tenu du ralentissement économique et en l'absence de changements conjoncturels majeurs sur ses marchés, Legrand est confiant dans sa capacité à faire croître son chiffre d'affaires de 7 % à 9 % (hors effet de change et après prise en compte des acquisitions et à atteindre sur la même période une marge opérationnelle ajustée proche de celle réalisée en 2007.

(1) Le cash-flow libre est défini comme les flux de trésorerie issus des opérations courantes, majorés de la trésorerie nette provenant des cessions d'actifs, minorés des investissements et des frais de développement capitalisés.

20 | **18 %**
Participation Wendel

- > Un des **100** premiers groupes industriels mondiaux
- > Présent dans **54** pays
- > Leader mondial dans chacun de ses métiers
- > **207 000** collaborateurs

(en millions d'euros)	2006	2007
Chiffre d'affaires	41 596	43 421
Résultat opérationnel	3 322	3 156
Résultat net consolidé	1 682	1 543



ACTIF au 31/12 (en millions d'euros)

2007		
26 041	15 097	41 138 Total
actifs non courants	actifs courants	
2006		
26 274	15 402	41 676 Total
actifs non courants	actifs courants	

PASSIF au 31/12 (en millions d'euros)

2007			
15 267	12 754	13 117	41 138 Total
capitaux propres	passifs non courants	passifs courants	
2006			
14 487	14 238	12 951	41 676 Total
capitaux propres	passifs non courants	passifs courants	

BONNE PROGRESSION DE L'ACTIVITE ET DE LA MARGE

Saint-Gobain a connu en 2007 un niveau d'activité soutenu avec une croissance du chiffre d'affaires de + 5% à données comparables (dont + 3,7% en prix) pour atteindre 43,4 Mds€. Le résultat d'exploitation s'accroît de + 10,6%, et de + 11,4% à taux de change constants ; la marge d'exploitation du groupe s'établit à 9,5% du chiffre d'affaires, contre 8,9% en 2006.

BONNES PERFORMANCES DES CINQ PÔLES

Le pôle **Vitrage** réalise la plus forte croissance du groupe en chiffre d'affaires (+ 10,4% à données réelles ; + 11,2% à données comparables). Cette croissance résulte d'une demande très soutenue, des augmentations de prix de vente réalisées dans le vitrage bâtiment et de l'augmentation de la contribution des produits à plus forte valeur ajoutée.

Au sein du pôle **Matériaux Haute Performance** (MHP), l'activité Céramiques, Plastiques et Abrasifs a réalisé une croissance interne de 4,5%, qui bénéficie de la bonne tenue de l'investissement et de la production industriels au niveau mondial.

Le chiffre d'affaires du pôle **Produits pour la Construction** (PPC) progresse de + 2,5% à structure et taux de change comparables, grâce à la croissance vigoureuse de la demande en Europe occidentale et dans les pays émergents (77% des ventes au total), qui compense largement le recul du marché américain de la construction.

Le chiffre d'affaires réel du pôle **Distribution Bâtiment** progresse de 10,8% grâce aux acquisitions réalisées en 2006-2007 et à une croissance interne solide de + 5,7%. L'activité est restée soutenue dans la plupart des pays d'Europe occidentale. Les pays émergents restent très dynamiques et dépassent désormais 1 Md€ de chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires du pôle **Conditionnement** progresse de + 5,5% à données comparables, grâce notamment à une hausse des prix de vente, sur fond de demande vigoureuse en Europe et dans les pays en voie de développement.

BONNE GÉNÉRATION D'AUTOFINANCEMENT LIBRE

L'autofinancement hors provision pour amendes Vitrage s'établit à 3 762 M€, en progression de + 12,4% par rapport à 2006. Les investissements industriels augmentent de 3,7%, à 2 273 M€, et représentent 5,2% des ventes. Le groupe concentre ses investissements dans les pays émergents (environ 40% des investissements de croissance) et dans les marchés liés aux économies d'énergie (notamment pôles Vitrage et PPC, qui représentent plus de 50% des investissements). L'autofinancement libre (autofinancement – investissements industriels) augmente de 28,8% et atteint 1 489 M€. L'endettement net avant paiement de l'acquisition Maxit, s'établit, à 9 928 M€ au 31 décembre 2007, en diminution de 14,4% par rapport au 31 décembre 2006.

CROISSANCE FORTE DES ACTIVITÉS DANS LES PAYS ÉMERGENTS

Les activités liées aux marchés de l'habitat en Europe (notamment Vitrage, Distribution, Aménagement intérieur) ont bénéficié d'une forte demande, amplifiée par les nouvelles réglementations en matière d'économies d'énergie dans le bâtiment. Ce dynamisme a plus que compensé la forte baisse d'activité de la construction aux États-Unis. Les pays émergents et l'Asie, où le groupe réalise désormais 15% de son chiffre d'affaires et 19% de son résultat d'exploitation, ont continué à connaître une croissance très soutenue (+ 16,6%) pour l'ensemble des métiers du groupe.

Par zone géographique, l'évolution de l'activité, à données comparables, montre un fort contraste entre l'Amérique du Nord (13% du chiffre d'affaires du groupe), en recul de 7,1%, et le reste du monde, en croissance soutenue. Ainsi, la France (28% du chiffre d'affaires) voit ses ventes progresser de + 5,2% ; les autres pays d'Europe occidentale (44% du chiffre d'affaires) de + 6%. La zone Pays émergents et Asie (15% du chiffre d'affaires du groupe) reste la plus dynamique, avec une croissance interne de + 16,5%. À l'exception de l'Amérique du Nord, la rentabilité s'améliore dans chacune des zones géographiques.

PERSPECTIVES

> Dans un environnement économique plus difficile et plus incertain, le Groupe dispose de facteurs de résistance importants : présence sur le marché de la rénovation des bâtiments en Europe, positionnement de leader mondial sur le marché des économies d'énergie dans l'habitat, poursuite de la croissance externe ainsi qu'une structure financière solide et un autofinancement libre élevé.

> Pour 2008 et les années suivantes, le groupe entend poursuivre les axes stratégiques présentés en juillet 2007 :

- l'accélération du développement géographique, à travers des investissements de croissance dans les pays émergents, avec l'objectif d'y réaliser 33% du chiffre d'affaires du groupe (hors Distribution) en 2010 ;
- la poursuite d'une croissance par acquisitions, notamment pour accentuer la présence du groupe dans les pays émergents, accroître le potentiel d'innovation et renforcer la Distribution Bâtiment ;
- l'innovation et les efforts accrus de recherche et développement, notamment sur l'énergie et l'environnement.

saint-gobain.com

Materis

Un des leaders mondiaux de la chimie de spécialités pour la construction, spécialisé dans quatre activités : adjuvants Chryso, aluminates Kerneos, mortiers Parex Group et peintures Materis Paints.

22

76%

Participation Wendel
en capital et prêt d'actionnaires

- > Plus de **100** marques reconnues sur leurs différents marchés nationaux
- > **88** sites industriels dans **23** pays
- > **350** points de ventes de peintures et de décoration
- > **9 000** collaborateurs dans le monde

(en millions d'euros)

	2006	2006 (8 mois)	2007
Chiffre d'affaires	1 622	1 122	1 817
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	206	155	227
Résultat net des activités		36,6	46,4

(1) Résultat opérationnel ajusté avant les écritures d'allocation d'écarts d'acquisition, les management fees et les éléments non récurrents.



ACTIF au 31/12 (en millions d'euros)

2007

2 366	694	3 060
actifs non courants	actifs courants	Total

2006

2 312	663	2 975
actifs non courants	actifs courants	Total

PASSIF au 31/12 (en millions d'euros)

2007

126	2 424	510	3 060
capitaux propres	passifs non courants	passifs courants	Total

2006

137	2 420	418	2 975
capitaux propres	passifs non courants	passifs courants	Total

PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DU RÉSULTAT.

En 2007, Materis a connu une croissance soutenue et rentable avec un chiffre d'affaires de 1 817 M€, en progression de + 12 % par rapport à l'exercice 2006. Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 227 M€ et la marge opérationnelle se maintient à 12,6 % ; l'innovation, l'accroissement des prix et les gains de productivité compensent la hausse des coûts des matières premières et de l'énergie.

POURSUITE DE LA CROISSANCE ÉQUILIBRÉE

Materis continue de bénéficier d'un bon équilibre entre croissance organique et croissance externe, respectivement 7 % et 6 %.

L'activité Adjuvants (Chryso) a délivré d'excellentes performances avec une progression des ventes tout particulièrement en Europe de l'Est, Afrique et Moyen-Orient, grâce notamment au marché béton. Son chiffre d'affaires s'élève à 201 M€, en croissance de 16,5 % par rapport à 2006.

L'activité Aluminates (Kerneos), a réalisé une très bonne année 2007, avec une croissance de 10,8 % de son chiffre d'affaires (327 M€). Toutes les zones géographiques ont contribué à cette très bonne performance.

L'activité Mortiers (Parex Group) a réalisé à nouveau une excellente année avec un chiffre d'affaires de 552 M€, en croissance de 13,2 % par rapport à 2006. L'Asie-Pacifique, l'Argentine et l'Europe, avec la France en tête, tirent la croissance et compensent largement le recul du marché de la construction individuelle aux États-Unis.

L'activité Peintures (Materis Paints) affiche un chiffre d'affaires de 748 M€, en croissance de 10,5 % par rapport à 2006, bénéficiant d'un marché en France plutôt bien orienté et d'un retournement de tendance favorable en Espagne et au Portugal.

UNE DYNAMIQUE D'INNOVATION. Un grand nombre de produits et services ont été lancés dans les quatre activités de Materis pour fournir des produits à forte valeur d'usage, propres et faciles d'utilisation.

Chryso a lancé la gamme de plastifiants nouvelle génération pour béton facilitant la mise en œuvre des bétons courants et a également travaillé sur un produit de démoulage entièrement conçu à partir de composés végétaux et biodégradable à plus de 60 %. Kerneos a lancé Secar Xeniom™, produit qui améliore les bétons réfractaires en leur conférant plus de simplicité, de souplesse d'utilisation et plus de régularité.

Après avoir lancé en 2006, en première mondiale en France, un mortier-colle sans poussière, Parex Group a lancé, en 2007, un enduit sans poussière et a développé cette technologie en Argentine et aux États-Unis.

S'inscrivant dans une démarche de respect de l'environnement, Materis Paints a développé de nouvelles générations de peintures qui bénéficient du label écologique européen Ecolabel, apportant une valeur environnementale maximum, associée à des qualités d'esthétique, de rendement et d'applicabilité exceptionnelles.

POURSUITE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL.

En 2007, Materis a réalisé plus de dix acquisitions dans ses quatre métiers pour un montant total de 70 M€. Trois acquisitions, au Brésil, en Argentine et au Chili, ont conforté les positions de Materis dans les mortiers en Amérique du Sud. Son entrée en Turquie avec l'acquisition de Geser (mortiers-colles) ainsi que le rachat du cinquième acteur marocain de la peinture décorative accélèrent la croissance du groupe dans les pays émergents où Materis réalise 18 % de son chiffre d'affaires.

Enfin, Materis consolide ses positions dans les mortiers, les adjuvants et les peintures en Amérique du Nord, qui va constituer une plateforme de développement.

PERSPECTIVES

> Materis évolue dans des marchés en forte croissance dans les pays émergents, globalement stable en Europe, et en repli aux États-Unis. Materis est confiant dans sa capacité à poursuivre sa croissance grâce à des projets de développement interne et en saisissant les opportunités de croissance externe.

materis.com

- > 44 marques d'édition
- > 105 millions de livres distribués par Interforum
- > Plus de 2600 collaborateurs

(en millions d'euros)	2006	2007
Chiffre d'affaires	755	760
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	80,2	93,1
Résultat net des activités	41,5	48,9

(1) Résultat opérationnel ajusté avant les écritures d'allocation d'écarts d'acquisition, les management fees et les éléments non récurrents.



ACTIF au 31/12 (en millions d'euros)

2007		
747	391	1 141 Total
actifs non courants	actifs courants	
	3 actifs non courants destinés à être cédés	
2006		
673	351	1 032 Total
actifs non courants	actifs courants	
	8 actifs non courants destinés à être cédés	

PASSIF au 31/12 (en millions d'euros)

2007		
222	540	379
capitaux propres	passifs non courants	passifs courants
2006		
169	490	370
capitaux propres	passifs non courants	passifs courants
	3 passifs courants destinés à être cédés	

Au sein d'un marché stable, Editis a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 760 M€, surperformant ainsi le marché. Editis a de nouveau en 2007 augmenté de façon significative son résultat opérationnel (+ 16%), lui permettant d'atteindre une rentabilité de 12,2%.

BONNE CROISSANCE ORGANIQUE. La croissance organique affiche une hausse de +2,5%, comparable à celle de 2006. Une performance obtenue grâce à la progression des trois segments d'activité : la **Littérature**, soutenue par la performance de best-sellers en 2007 et le développement continu du format poche, l'**Éducation**, portée par ses bonnes performances et les développements en parascolaire et la **Diffusion et Distribution**, qui bénéficie des nouveaux contrats signés avec des éditeurs tiers, renforçant l'activité d'Interforum.

CROISSANCE EXTERNE DYNAMIQUE. En 2007, Editis a poursuivi une politique d'investissement active avec l'acquisition du groupe belge De Boeck, des éditions Gründ et de la société Paraschool. Avec DNL, acquis en 2006, ces acquisitions contribuent à la progression du chiffre d'affaires consolidé (+ 9%) et compensent l'incidence de l'arrêt du contrat de distribution universitaire transféré au groupe Lagardère au 1^{er} janvier 2007 (- 10%).

Avec l'acquisition du groupe belge De Boeck (40 M€ de chiffre d'affaires en 2006), Editis développe son pôle Éducation et renforce sa présence en Belgique : De Boeck occupe la première place sur le scolaire en langue française en Belgique, et est présent dans les domaines de l'enseignement supérieur, universitaire et professionnel ainsi que du juridique, en langues française et néerlandaise.

L'acquisition des éditions Gründ permet à Editis de renforcer sa présence dans le livre pratique et le livre jeunesse en France. Fondée en 1880, la maison d'édition publie des ouvrages autour de l'art, la nature, des ouvrages pratiques et des livres jeunesse. L'export représente environ 20% de son chiffre d'affaires.

Avec Paraschool, Editis investit le domaine des contenus interactifs dans l'univers de la formation professionnelle et du soutien scolaire. Créé en 2000, Paraschool a connu depuis sa création une très forte évolution de son chiffre d'affaires.

NOUVEL ENJEU : LE NUMÉRIQUE. En 2007, Editis s'est doté des ressources en compétences et en moyens pour relever le défi du numérique et se placer en position concurrentielle à tous les niveaux de la chaîne éditoriale depuis l'auteur jusqu'au lecteur. À cet effet, une nouvelle organisation a été mise en place sur trois axes : la définition de nouveaux modèles économiques avec la nomination d'un Directeur du Développement numérique du groupe Editis, la mise en chantier d'un projet ambitieux de numérisation de l'ensemble de la production éditoriale, ainsi que la création d'un canal « commerce électronique » dans l'offre de diffusion et de distribution du groupe.

FAITS MARQUANTS. Le début de l'année 2008 a été marqué par des rapprochements entre des maisons du groupe Editis, pour acquérir, au-delà des complémentarités éditoriales, la taille et les moyens nécessaires à leur développement : après les éditions Gründ et les éditions First, les éditions Perrin et les Presses de la Renaissance se sont rapprochées. Hemma a également rejoint le groupe Place des éditeurs et sa nouvelle branche jeunesse.

PERSPECTIVES

> En 2008, Editis entend poursuivre la croissance organique grâce au développement de nouveaux territoires éditoriaux, à la signature de nouveaux contrats de diffusion-distribution et aux opportunités liées au numérique. Editis a également pour ambition de saisir toute opportunité d'acquisition permettant de renforcer son activité.

editis.com

Stallergènes

Laboratoire biopharmaceutique européen, leader des traitements de désensibilisation par voie sublinguale destinés aux maladies respiratoires liées à l'allergie.

26

47 %

Participation Wendel

- > Près de 500 000 patients traités en 2006
- > Près de 1 million de préparations délivrées
- > 16 % du CA consacré à la Recherche et Développement
- > 700 collaborateurs

(en millions d'euros)	2006	2007
Chiffre d'affaires	126,6	147,1
Résultat opérationnel (avant R&D)	41,2	49,1
Résultat net consolidé	14,6	16,0



ACTIF au 31/12 (en millions d'euros)

2007

74,1	56,5	130,6 Total
actifs non courants	actifs courants	

2006

67,2	55,9	123,1 Total
actifs non courants	actifs courants	

PASSIF au 31/12 (en millions d'euros)

2007

66,4	19,1	45,1	130,6 Total
capitaux propres	passifs non courants	passifs courants	

2006

52,7	21,9	48,5	123,1 Total
capitaux propres	passifs non courants	passifs courants	

ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE EN 2007

La croissance s'est accélérée en 2007 avec un chiffre d'affaires en hausse de 16 % à 147 M€. Cette croissance est tirée par le dynamisme et la notoriété croissante des traitements par voie sublinguale qui progressent de 21 %. Elle a concerné l'ensemble des marchés ; l'augmentation significative du nombre de nouveaux patients, en particulier en France et en Allemagne, en est le principal vecteur.

Ce bon niveau d'activité a permis de dégager un résultat opérationnel avant R&D de 49 M€, en progression de 19 %, et un résultat opérationnel de 25,3 M€, en progression de 9 %. Le résultat net s'élève à 16 M€, en progression de 10 % sur l'exercice 2006. Ces bons résultats se sont produits dans un contexte de forte augmentation des frais de R&D, (+ 32 %) et des frais commerciaux (+ 20 %), liés au programme comprimés.

Le maintien d'une forte marge de rentabilité nette au niveau de 11,1 % permet toutefois de générer un cash-flow libre toujours largement positif de + 6,5 M€ et de diminuer l'endettement financier net de 14 % à 10,4 M€.

LE PROGRAMME COMPRIMÉS ORALAIR®

Le budget de R&D représente plus de 16 % du chiffre d'affaires. Précurseur et leader des traitements de désensibilisation par voie sublinguale, Stallergènes conduit un programme ambitieux de développement dont l'objectif est de proposer le traitement de désensibilisation sublinguale par comprimés. Ce programme de comprimés ORALAIR® comprend trois produits

(pollens de graminées, pollens de bouleau, acariens) et permettra de traiter les principales allergies concernant environ deux patients sur trois en Europe. ORALAIR® Graminées, dont l'efficacité et la bonne tolérance ont été validées par les résultats d'une étude clinique chez l'adulte et d'une étude clinique chez l'enfant, finalisée fin 2007, fera l'objet d'une procédure de reconnaissance mutuelle auprès de la plupart des pays européens, dès lors que l'enregistrement aura été obtenu auprès des autorités de santé en Allemagne.

Les deux autres produits, le comprimé d'allergènes de bouleau et le comprimé d'allergènes d'acariens, sont en cours de développement.

Le développement des comprimés a nécessité d'importants investissements, tant sur le plan industriel, avec la construction d'une nouvelle unité de production, que sur le plan commercial, en préparation du lancement en Europe d'ORALAIR® Graminées. De plus, Stallergènes recherche un partenaire pour le développement et la commercialisation d'ORALAIR® Graminées aux États-Unis.

Parallèlement à la conduite du programme comprimés, Stallergènes conduit le programme Enhanced Allergens, qui a pour objectif de moduler la réponse immunitaire, grâce à des technologies nouvelles.

Ce programme de recherche novateur s'inscrit dans la démarche d'ensemble de Stallergènes qui consiste à dédier son expertise unique en matière d'allergènes à l'amélioration permanente des traitements de désensibilisation par voie orale.

PERSPECTIVES

> Stallergènes se fixe pour 2008 un objectif de progression de son activité supérieur ou égal à 10 %. Le laboratoire prévoit l'intensification de son effort de Recherche et Développement qui devrait représenter en 2008 17 à 18 % de son chiffre d'affaires pour accompagner le programme en cours et le dépôt d'une demande d'études cliniques aux États-Unis (IND) dans la perspective d'un enregistrement.

Enfin, la société continue d'étudier les propositions de partenariat pour les États-Unis.

stallergenes.com

Deutsch

Spécialiste mondial des connecteurs haute performance pour environnements sévères.

28

89%

Participation Wendel en capital et prêt d'actionnaires

- > N° 1 mondial dans les connecteurs de haute performance
- > Présent dans 25 pays
- > 3500 collaborateurs dans le monde

(en millions USD)

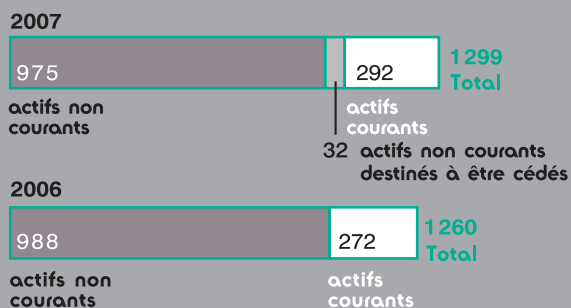
	2006 ⁽¹⁾	2006 (5 mois)	2007
Chiffre d'affaires	550	236	600
Résultat opérationnel ajusté ⁽²⁾	90	39	89,5
Résultat net des activités	–	– 0,3	13,9

(1) Chiffres pro forma cumulés et non audités.

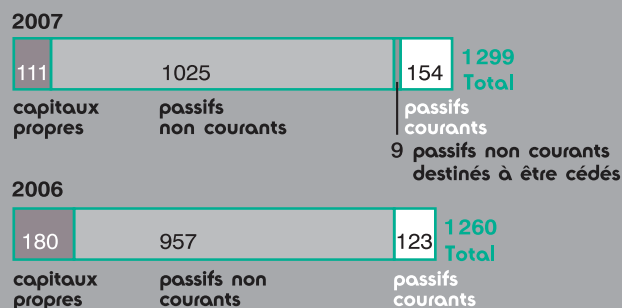
(2) Résultat opérationnel ajusté avant les écritures d'allocation d'écarts d'acquisition, les management fees et les éléments non récurrents.



ACTIF au 31/12
(en millions USD)



PASSIF au 31/12
(en millions USD)



UNE NOUVELLE ORGANISATION. Au cours des 18 derniers mois, les équipes de Deutsch ont travaillé au regroupement des trois sociétés jusqu'alors indépendantes, américaine, française et anglaise. L'intégration de ces trois sociétés en un seul groupe mondial a représenté le grand challenge de l'exercice 2007.

Afin d'adapter le groupe à sa nouvelle taille, à son nouvel environnement et à ses nouveaux challenges, Deutsch s'est réorganisée en juillet 2007 en créant la division Industrie, « DI » et la division Aéronautique & Transports, « DAT ».

Cette réorganisation a conduit à créer un siège groupe à New York, à développer plusieurs fonctions transversales et à recruter des cadres dirigeants dont le Directeur Aéronautique & Transports, le Directeur Financier, et le Directeur Informatique. Le groupe s'est par ailleurs doté de systèmes d'information et de reporting centralisés et plus efficaces.

Le groupe réorganisé s'est fixé deux objectifs :

- le développement d'une gamme complète de produits par division ;
- une meilleure couverture géographique de ses clients.

CROISSANCE ORGANIQUE SOLIDE. Globalement, la croissance organique pour l'exercice 2007 est de 4 %.

La **division Aéronautique & Transports** a connu une forte croissance organique (+ 10 %), grâce aux premiers résultats de la stratégie de cross marketing, notamment aux États-Unis. Ainsi, la D-Easy, produit développé et fabriqué en France, est maintenant commercialisée chez Boeing.

La **division Industrie** est restée stable malgré un recul anticipé de 50 % du marché américain des poids lourds lié à un changement des normes d'émission qui avait entraîné le passage par anticipation en 2006 de nombreuses commandes. La croissance de l'activité en Europe a été très bonne. Enfin, les marchés agricoles et de la construction ont été tirés en avant par l'Asie et l'ensemble des pays émergents.

CESSIONS ET ACQUISITIONS. Dans le cadre de la stratégie de recentrage du groupe sur la fabrication et la distribution de connecteurs de haute performance, Deutsch a réalisé trois opérations début 2008 : acquisition de 60 % de Ladd Industries, société qui distribue les produits de la division Industrie sur le territoire américain et de 50 % de Servo Interconnect, société implantée en Grande-Bretagne, distributeur de connecteurs pour les véhicules de sport automobile dont elle détenait déjà 50 %. Par ailleurs, Deutsch a cédé son activité Relais.

PERSPECTIVES

> Les mesures prises en 2007, notamment le programme d'optimisation des achats, produiront leur résultat dès 2008. Deutsch est maintenant dans une position favorable pour améliorer sa croissance et ses marges.

compagnie-deutsch.com

- > Production d'environ **17 500** barils/jour
- > **34** champs de production dans le monde, principalement en mer du Nord

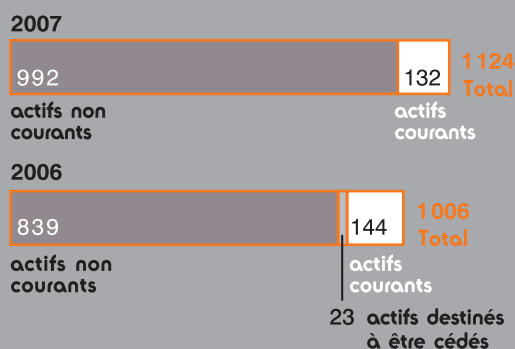
(en millions d'euros)	2006	2007
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	232	243
Résultat opérationnel ⁽¹⁾	154	142
Résultat net des activités ⁽²⁾	69,8	58,9

(1) Activité Énergie.

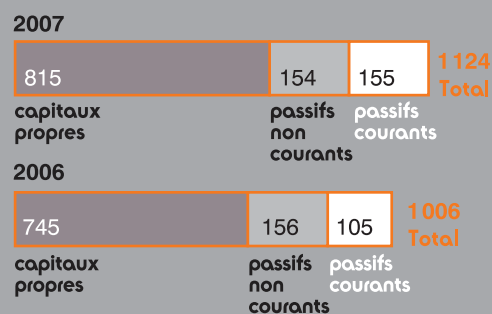
(2) Hors sociétés du groupe Wendel détenues via Oranje-Nassau.



ACTIF au 31/12
(en millions d'euros)



PASSIF au 31/12
(en millions d'euros)



ÉNERGIE. La stratégie d'Oranje-Nassau consiste à faire l'acquisition de champs déjà en activité. Le groupe ne fait pas d'exploration, activité plus risquée.

Pour 2007, le prix moyen du baril de référence, le Brent, s'élève à 72,45 \$, en progression de 10 % par rapport au prix moyen de 65,75 \$ pour 2006. Converti en euros, le prix moyen du baril s'établit à 52,90 € en 2007, contre 52,20 € en 2006, en progression de 1 %, liée à l'appréciation constante de l'euro par rapport au dollar en 2007. Cette nouvelle augmentation des prix de l'énergie en 2007 résulte de l'augmentation de la demande mondiale.

Le chiffre d'affaires de l'énergie s'élève à 243 M€, en hausse de 5 % par rapport à 2006. La production de pétrole et de gaz s'établit à 5,4 millions de barils, en progression de 8 % par rapport à celle de l'année précédente. Cet accroissement est lié à la mise en production du champ pétrolier de Buzzard, situé sur le plateau continental britannique. Ce lancement réussi a largement compensé l'épuisement naturel des autres gisements de pétrole et de gaz en exploitation.

En juillet 2007, Oranje-Nassau a conclu un accord avec Devon Energy International Ltd en vue d'acquérir pour 206 M\$ tous ses actifs pétroliers situés au Gabon, sous réserve de l'agrément des autorités gabonaises. Ces champs devraient accroître d'environ 15 % la production du groupe.

Oranje-Nassau a également signé un accord pour céder la moitié de ses intérêts, soit 9,1 % sur les 18,2 % qu'elle détient dans le champ pétrolier de Janice, situé sur le plateau continental britannique. Intervenu en janvier 2008, cette cession et la plus-value correspondante seront inscrites dans les comptes de l'exercice 2008.

IMMOBILIER. Oranje-Nassau a pris la décision de se concentrer sur son cœur de métier, l'acquisition de champs pétroliers en activité, et de cesser son activité dans l'immobilier. Jugeant l'environnement favorable, Oranje-Nassau a cédé en octobre 2007 son pôle immobilier.

INVESTISSEMENT. Oranje-Nassau développe depuis 2006 une activité d'investissement aux Pays-Bas, prenant, avec l'appui de Wendel, des participations dans des groupes ayant un fort potentiel de développement.

Oranje-Nassau avait acquis, en 2006, 8 % du capital d'AVR aux côtés de KKR et CVC Partners. AVR est la première société de traitement de déchets aux Pays-Bas. Elle a fait l'acquisition, en 2007, de Van Gansewinkel, l'un des leaders en Belgique, confortant ainsi sa place parmi les premières sociétés européennes de ce secteur.

PERSPECTIVES

> L'accroissement de la production de pétrole doit se poursuivre en 2008 avec l'acquisition de nouveaux champs pétroliers au Gabon. Le groupe est dans une situation favorable pour poursuivre ses investissements.

oranje-nassau.com

AVR – Van Gansewinkel

AVR – VAN GANSEWINKEL est un acteur majeur dans la collecte et le traitement des déchets. La société en a ainsi traité plus de 10 millions de tonnes en 2007 et réalisé un chiffre d'affaires de plus de 1,2 Mds€ en 2007.

LES 6500 SALARIÉS DU GROUPE sont des spécialistes de la collecte, du stockage,

du recyclage et le traitement de toutes sortes de déchets. Ils œuvrent chaque jour pour fournir aux collectivités et aux entreprises des solutions de traitements de leurs déchets.

(en millions d'euros)	2007
Chiffre d'affaires	1 197
Résultat brut d'exploitation	274

PERSPECTIVES

> Dans le cadre de son développement, AVR-Van Gansewinkel a réalisé les acquisitions de De Sutter, en Belgique, Semler, basé à Son en Breugel, Pays-Bas et le spécialiste des containers J. Eiland à Emst aux Pays-Bas.

avrvangansewinkel.eu

Stahl

Leader mondial dans les revêtements de haute performance pour cuirs, textiles et produits associés.

32

48 %

Participation Wendel
en capital et prêt d'actionnaires

- > 9 sites de production
- > 26 laboratoires
- > 1300 salariés dans 28 pays

(en millions d'euros)

2006 ⁽¹⁾

2006
(6 mois)

2007

Chiffre d'affaires

316

155

311

Résultat opérationnel ajusté ⁽²⁾

44,4

20,1

44,2

Résultat net des activités

3,9

3,4

(1) Chiffres pro forma non audités.

(2) Résultat opérationnel ajusté avant les écritures d'allocation d'écarts d'acquisition, les management fees et les éléments non récurrents.



ACTIF au 31/12
(en millions d'euros)

2007

502

actifs non
courants

135

actifs
courants

637
Total

2006

546

actifs non
courants

130

actifs
courants

676
Total

PASSIF au 31/12
(en millions d'euros)

2007

66

capitaux
propres

468

passifs
non courants

103

passifs
courants

637
Total

2006

73

capitaux
propres

516

passifs
non courants

87

passifs
courants

676
Total

PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS. Stahl est le leader mondial des produits de finition pour le cuir et des revêtements de haute performance. Ces produits sont utilisés notamment dans les industries de l'habillement, de la chaussure, de l'automobile, de l'ameublement et de la maroquinerie. Stahl commercialise également des produits chimiques et des colorants utilisés en amont de la chaîne de traitement du cuir.

REPRISE DE LA CROISSANCE ORGANIQUE
Après un ralentissement de la croissance au premier semestre dans une conjoncture peu favorable, la croissance organique au second semestre s'est élevée à 3%, portée par la bonne progression de l'activité des revêtements haute performance (Permuthane). Sur l'ensemble de l'année, la croissance organique est de 1% et le chiffre d'affaires s'élève à 311 M€.

SOLIDE GÉNÉRATION DE CASH-FLOW. Stahl bénéficie historiquement d'un taux de conversion du résultat brut d'exploitation en cash élevé, supérieur à 70%, du fait d'une gestion stricte du besoin en fonds de roulement. Ce taux de conversion, (résultat brut d'exploitation – investissements – variation du BFR divisé par le résultat brut d'exploitation) déjà élevé, s'est encore amélioré en 2007 pour être porté à plus de 90%, grâce aux mesures prises pour réduire davantage le besoin en fonds de roulement.

OPTIMISATION DES COÛTS ET RÉORGANISATION. La direction de Stahl a mis en place un plan pour faire évoluer l'organisation de la société et donc réduire les frais fixes. Ces mesures destinées à améliorer la marge opérationnelle porteront pleinement leurs fruits en 2008. Le nouveau Président-Directeur général, Huub van Beijeren, a fait évoluer l'organisation de la société en la simplifiant ; il a centralisé les fonctions production, achat et logistique et nommé un Directeur pour chacune d'entre elles. Les actions menées afin de réduire les coûts ont débuté en juin et portaient essentiellement sur l'Europe et les États-Unis.

Le montant de la réduction des frais de fonctionnement porte sur 4 M€ pour le second semestre de 2007.

DÉVELOPPEMENT EN ASIE. Un nouveau Directeur pour la Chine a été nommé afin de conduire une politique d'expansion sur ce très important marché et d'accélérer le développement de la nouvelle usine de Suzhou. Cet investissement de 17,5 M\$ permet à Stahl de pénétrer de nouveaux marchés jusqu'alors difficilement accessibles du fait des barrières douanières et des coûts de transport et de livraison élevés. Les tests de production se sont déroulés au cours du premier semestre et les ventes ont démarré au second semestre. En outre, les effectifs de la force de vente ont été doublés au cours des deux dernières années dans cette région, reflétant les efforts continus pour accroître ses parts de marché.

PERSPECTIVES

> Stahl est en situation de tirer pleinement parti de la restructuration de 2007, d'amplifier la croissance dans la zone Asie et d'optimiser encore la gestion de son besoin en fonds de roulement. Stahl est maintenant mieux placée que ses principaux concurrents pour tirer pleinement parti des différentes opportunités offertes tant par le marché des produits de finition pour le cuir que des revêtements de haute performance.

stahl.com

ENGAGEMENTS

Gouvernement d'entreprise
Développement Durable
Politique Sociale
Mécénat



« NOTRE GROUPE
EXISTE DEPUIS PLUS
DE 300 ANS.
IL N'Y A PAS DE
PROJET D'ENTREPRISE
DURABLE SANS
UNE VISION PARTAGÉE,
DES VALEURS FORTES
ET UN ENGAGEMENT
ÉTHIQUE ET RESPONSABLE. »

COMPOSITION DES ORGANES SOCIAUX

Depuis l'Assemblée générale du 31 mai 2005, Wendel est devenue une société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance. Au 31 décembre 2007, le Conseil de surveillance comprend dix membres et le Directoire, deux ; le nombre de membres du Conseil sera porté à onze avec la nomination de Frédéric Lemoine, si l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2007 l'approuve.

La durée des mandats des membres du Conseil de surveillance est statutairement de quatre ans. Néanmoins, afin d'éviter un renouvellement de l'ensemble du Conseil suite au passage à une structure à Conseil de surveillance, un échelonnement des renouvellements a été organisé en 2005. En conséquence, les dates d'échéance des mandats sont les suivantes :

2008 (Assemblée générale statuant sur les comptes de 2007) :

Jean-Marc JANODET

François de MITRY

François de WENDEL

2009 (Assemblée générale statuant sur les comptes de 2008) :

Ernest-Antoine SEILLIERE

Édouard de L'ESPEE

Grégoire OLIVIER

2010 (Assemblée générale statuant sur les comptes de 2009) :

Nicolas CELIER

Béatrice DAUTRESME

2011 (Assemblée générale statuant sur les comptes de 2010) :

Didier CHERPITEL

Guy de WOUTERS

Par ailleurs, le mandat des membres du Directoire expire le 31 mai 2009.

Règles de fonctionnement

Le Directoire « assure la direction collégiale de la société ». À cette fin, il dispose des pouvoirs de gestion et de décision les plus étendus.

Pour sa part, conformément aux statuts de la société, le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion

conduite par le Directoire qui lui présente, au minimum chaque trimestre, un rapport détaillé sur la situation et les perspectives de la société ; il lui présente en particulier les performances et la stratégie de développement des filiales composant le portefeuille (chiffre d'affaires, ratios clés du compte de résultat et principaux postes du bilan), les opérations financières projetées ou réalisées, ainsi que toutes les opérations susceptibles d'affecter la Société.

Le Directoire lui présente également au minimum chaque trimestre l'évolution de l'actif net réévalué par action qui mesure la création de richesse, l'évolution du cours de Bourse, ainsi que des éléments permettant de mesurer les performances de la Société relativement à ses pairs et aux principaux indices de sociétés cotées. Il lui présente également la situation bilancielle de la Société, sa structure d'endettement, la nature et la maturité des financements.

Le Directoire l'informe également régulièrement de l'évolution du capital et des droits de vote, des projets d'opérations d'acquisitions ou de cessions de la Société, ainsi que des projets susceptibles d'affecter matériellement le bilan de la Société pour lesquels il recueille son accord ; de même, le Conseil de surveillance est saisi pour décision de tout projet significatif d'acquisition ou de cession de filiales, de toute émission de dette, de tout projet d'augmentation de capital ou d'émission de valeurs susceptibles de donner accès, y compris indirectement et à terme, au capital de la Société.

Le Conseil de surveillance peut mener toutes les vérifications qu'il estime nécessaires.

Le Conseil de surveillance entend également le Directoire sur les comptes sociaux et consolidés et présente à l'Assemblée générale son rapport et ses observations et remarques sur les comptes et le rapport détaillé que présente le Directoire.

Le Conseil de surveillance est responsable de la nomination et de la révocation des membres du Directoire. Il fixe également, sur proposition du Comité de gouvernance établi en son sein, la politique de rémunération des membres du Directoire et leurs bonus, ainsi que le nombre d'options accordées à chacun d'entre eux ; il se prononce également, sur proposition du Directoire, sur les principes d'association des managers à la performance et aux résultats du Groupe et arrête le plafond de co-investissement global et les montants susceptibles d'être investis par chacun des membres du Directoire.

Outre les responsabilités que lui confère la loi, le Conseil de surveillance, de par les statuts, autorise toute modification des statuts, toute opération modifiant, directement ou indirectement, le capital de la société, ainsi que toute décision d'affectation du résultat et de distribution de dividende.

Afin de mener à bien ses missions, le Conseil de surveillance peut constituer en son sein des comités spécialisés chargés du suivi de telle ou telle de ses missions.

Le Directoire fait, par ailleurs, à chaque réunion du Conseil de surveillance, un exposé sur sa stratégie et sur la situation de la Société et des filiales du Groupe.

1 - Le Conseil de surveillance

1.1 - La composition du Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance est composé des dix membres suivants :



Ernest-Antoine SEILLIÈRE,

Président du Conseil de surveillance. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit, ancien élève de l'École nationale d'administration et du Center for International Affairs de Harvard.

Ancien Conseiller des Affaires étrangères puis Conseiller technique de plusieurs ministres, il est entré dans le groupe Wendel en 1976, où il a occupé plusieurs fonctions, dont celles d'administrateur Directeur général (1978-1987) puis de Président-Directeur général (1987-2002) de CGIP et de Directeur général adjoint puis de Président de Marine-Wendel (1992-2002) ; depuis la fusion des deux sociétés, il a été successivement Président et Directeur général de WENDEL-Investissement, avant d'en devenir Président du Conseil de surveillance en 2005 ; il est Président du Conseil d'administration de SLPS et du Conseil de surveillance d'Oranje-Nassau, et administrateur d'Editis Holding et de Bureau Veritas. Il est également membre des Conseils de surveillance de Peugeot SA, de Gras Savoye et Compagnie, d'Hermès International et administrateur de Sofisamc.

Après avoir présidé le Medef de 1997 à 2005, il est aujourd'hui Président de BusinessEurope (depuis 2005).

Il est officier de la Légion d'Honneur, officier de l'ordre National du Mérite et Commandeur de l'ordre d'Oranje-Nassau (Pays-Bas). Il est âgé de 70 ans.

Au 31 décembre 2007, il détenait, directement ou indirectement au sens de la réglementation, 1 185 972 actions Wendel.



Guy de WOUTERS,

Vice-Président du Conseil. De nationalité belge. Docteur en droit et en sciences économiques.

Au cours d'une longue carrière au sein du groupe Royal Dutch/Shell, il a exercé des responsabilités diverses dans les secteurs énergétique et pétrochimique : Directeur juridique de Shell Française, puis Directeur de Shell Chimie et Président de la Cie Chimique de la Méditerranée, il est devenu Président de Belgian Shell en 1974 et Directeur de la planification stratégique au siège du groupe à Londres jusqu'en 1984. De 1985 à 1995, il fait partie du Comité de Direction, puis du Conseil d'administration de la Société Générale de Belgique. Il a notamment présidé le Comité de Direction de Tractebel et représenté les intérêts de la SGB dans de nombreux Conseils d'administration, tels que Electrafina, Sofina, Petrofina, Havas, RTL, etc.

Dans le groupe Wendel depuis 1985, il a été Président d'Oranje-Nassau jusqu'en 2000 et administrateur de diverses filiales, notamment Carnaud Metalbox, Valeo, CapGemini, Stallergènes, etc. Il est actuellement Senior Adviser et membre du Conseil consultatif européen de Lehman Brothers à Londres.

Par ailleurs, il a également été Président de l'Uniapac (Union Internationale des dirigeants d'entreprises chrétiens) de 1993 à 1997. Il fait partie du Conseil de la Fondation Médecins Sans Frontières et des conseils d'administration de diverses associations d'amis d'organismes culturels (Centre Georges-Pompidou, Opéra de Paris, Festival d'Automne...).

Il est chevalier de la Légion d'Honneur et de l'ordre de la Couronne (Belgique) et officier de l'ordre de Léopold (Belgique). Il est âgé de 77 ans. Au 31 décembre 2007, il détenait, directement ou indirectement au sens de la réglementation, 342 actions Wendel.



Nicolas CELIER,

Ingénieur de l'école polytechnique de Zurich.

Après avoir travaillé de 1968 à 1979 chez SACILOR comme chef de service puis responsable de produits, il est devenu Directeur général d'Air Conditionné Airwell de 1980 à

1983, Directeur auprès de la Direction générale de la Lyonnaise des Eaux, Président-Directeur général d'Unidel-Sécurité, Président de la ventilation Industrielle et Minière, devenue ABB Fläkt, dont il est devenu coordinateur pour la France jusqu'en 1993, il a ensuite été successivement Directeur général de

Sultzer Infra SA, Directeur du Développement de Cofixel, gérant de Fabricom GmbH jusqu'en 2004 et Président d'Axima Réfrigération pour l'Europe (entre 2002 et 2004).

Il est aujourd'hui administrateur ou gérant de plusieurs sociétés : FKO Invest BV (Pays-Bas), Solving International SA, Parkers Mussy SAS, Lamibois SAS, OSLO SA, I-ces SAS et RSO SpA (Italie) ; il préside également le Conseil de surveillance d'Optim-process SA et le Conseil de Cherche-Midi Participations SAS (depuis 2002). Il est âgé de 64 ans.

Au 31 décembre 2007, il détenait, directement ou indirectement au sens de la réglementation 99 739 actions Wendel.



Didier CHERPITEL,

Diplômé d'études supérieures (DES) de sciences économiques et de l'Institut d'études politiques de Paris. Il a travaillé de 1970 à 1998 chez J.P. Morgan, à New York, Paris, Singapour, Bruxelles et Londres ; il a, en particulier, été

Directeur général de J.P. Morgan Guaranty Ltd à Londres, Président-Directeur général de J.P. Morgan France et Directeur général en charge des activités de banque privée en Europe. Après deux ans comme Directeur général en charge des activités de marchés de capitaux chez Security Capital Group à Londres, il a été quatre ans Secrétaire général de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à Genève. Il est aujourd'hui Président du Conseil de surveillance d'Atos Origin et administrateur de Fidelity International à Luxembourg. Il est également Président de Managers sans frontières (Québec), membre de la Fondation MSF France (depuis 2003), de Swiss Philanthropic Foundation (ONG à Genève) (depuis 2004). Il est également administrateur et trésorier de François-Xavier Bagnoud International à Sion (depuis 2005) et de la Fondation Mérieux à Lyon (depuis 2007). Il est âgé de 63 ans.

Au 31 décembre 2007, il détenait, directement ou indirectement au sens de la réglementation, 4 000 actions Wendel.



Béatrice DAUTRESME,

Diplômée de l'École nationale des langues orientales. Elle a fait toute sa carrière chez L'Oréal : elle a, en particulier, passé neuf ans comme Directrice générale de la division Cosmetics aux États-Unis ; revenue en France

en 1989, elle a été successivement Directrice générale internationale d'Helena Rubinstein, puis membre du Comité Exécutif de L'Oréal depuis 2001 en tant que Vice-Présidente, Directrice générale en charge du développement stratégique et de la

Communication. Elle est chevalière de l'Ordre National de la Légion d'Honneur. Elle est âgée de 62 ans.

Au 31 décembre 2007, elle détenait, directement ou indirectement au sens de la réglementation, 375 actions Wendel.



Jean-Marc JANODET,

(mandat soumis à renouvellement à l'Assemblée générale statuant sur les comptes 2007). Diplômé de l'ESCP. Il a fait toute sa carrière dans le groupe Wendel : il a, en particulier, été administrateur

Directeur général de Marine-Wendel et Directeur, membre du Comité Exécutif chargé des affaires financières de CGIP. Il est Président du Conseil d'administration de Sofisamc (Suisse) et de Trief Corporation (Luxembourg) et administrateur de Stallergènes. Il est officier de l'ordre national du Mérite. Il est âgé de 73 ans.

Au 31 décembre 2007, il détenait, directement ou indirectement au sens de la réglementation, 22 935 actions Wendel.



Édouard de l'ESPÉE,

Diplômé de l'ESCP. Après avoir commencé comme analyste financier et gérant de portefeuille à Genève, Londres et Paris, il est devenu en 1988 gestionnaire du fonds Praetor Global Bond en obligations internationales (meilleur

fonds obligataire sur dix ans selon Standard & Poor's en 2002) et a créé Concorde Bank Ltd ; associé d'Optigestion SA à Paris et gérant indépendant à Genève depuis 1991, il a créé Calypso Asset Management SA en 1999. Membre de l'Association suisse des gérants de fortune, Administrateur directeur général de Calypso Asset Management (depuis 1999), il est aussi, depuis 2004, administrateur de Praetor Sicav SA (Luxembourg), de Concorde Asset Management (Barbade) et de SLPS. Il est âgé de 59 ans.

Au 31 décembre 2007, il détenait, directement ou indirectement au sens de la réglementation, 3 706 actions Wendel.



François de MITRY,

(mandat soumis à renouvellement à l'Assemblée générale statuant sur les comptes 2007). Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris ; ancien élève des Universités de Paris-Dauphine (maîtrise de gestion et DEA de Finances)

et de Yale. Après avoir commencé comme analyste puis avoir été responsable des financements structurés dans le cadre de LBO, il a rejoint Intermediate Capital Group PLC en 1997 et en est devenu Directeur général et administrateur en 2003.

Il représente ICG aux Conseils d'administration de Picard Surgelés, Nocibé, SIA, Sebia, Rétif, Medi-Partenaires et Protection One ; il préside également le Conseil de surveillance d'Eisman GmbH. Il est âgé de 42 ans. Au 31 décembre 2007, il détenait, directement ou indirectement au sens de la réglementation, 85 actions Wendel et en détient 285 depuis début avril 2008.



Grégoire OLIVIER,

Ancien élève de l'École polytechnique et Ingénieur en chef des Mines ; MBA de l'Université de Chicago. Après avoir commencé sa carrière au ministère de l'Industrie puis avoir été conseiller technique auprès du Premier ministre, il rejoint le

groupe Pechiney en 1991 où il est successivement Directeur général d'Aluminium de Grèce, Directeur de l'usine de Chicago d'American Can et Vice-Président stratégie d'ANC. Il rejoint ensuite Alcatel où il est Directeur général de Saft. Devenu Président du Directoire de Sagem en 2001, il a été nommé en 2005 membre du Directoire de Safran et Président-Directeur général de Sagem Communications. Il est, depuis 2006, dans le groupe Peugeot comme Président-Directeur général de Faurecia puis membre du Directoire de PSA Peugeot Citroën. Il est chevalier de l'ordre national du Mérite. Il est âgé de 47 ans. Au 31 décembre 2007, il détenait, directement ou indirectement au sens de la réglementation, 100 actions Wendel.



François de WENDEL,

(mandat soumis à renouvellement à l'Assemblée générale statuant sur les comptes 2007).

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, maîtrise de sciences économiques de Paris, MBA de Harvard University. Après avoir occupé

plusieurs postes de Direction générale chez Carnaud et Carnaud Metalbox, il a rejoint le groupe Pechiney en 1992 où il a, en particulier, été Directeur général d'Aluminium de Grèce ; de 1998 à 2005, il a exercé des fonctions de Direction générale chez Crown Cork, d'abord comme Senior Vice-President en charge des achats pour l'Europe, puis comme Executive Vice-President en charge de la branche « Food Europe ». Il est aujourd'hui administrateur de Burelle SA et de SLPS et membre du Conseil de surveillance de Massilly Holding (depuis 2007). Il est âgé de 59 ans.

Au 31 décembre 2007, il détenait, directement ou indirectement au sens de la réglementation, 207 950 actions Wendel.

À ces dix membres en fonction au 31 décembre 2007, s'ajoutera une personne supplémentaire, si l'Assemblée générale statuant sur les comptes de 2007 accepte sa nomination :

Frédéric LEMOINE,

(candidature présentée au vote de l'Assemblée générale des actionnaires). Diplômé de l'École des hautes études commerciales, de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ecole nationale d'administration, licencié en droit.

Après quelques années à l'Inspection des Finances, et au cabinet de deux ministres, il a rejoint CapGemini en 1997 où il est devenu Directeur général Adjoint et Directeur financier de CapGemini Ernst&Young en 2000. Il fut ensuite Secrétaire général adjoint de la Présidence de la République entre 2002 et 2004.

Depuis lors, il consacre la plus grande partie de son activité à ses missions d'administrateur indépendant. Il préside, à ce titre, le Conseil de surveillance d'Areva depuis mars 2005.

Il est également administrateur de Groupama SA et de Flamel Technologies depuis 2005. Depuis 2007, il est censeur auprès du Conseil de surveillance de Générale de Santé, après en avoir été membre (2006-2007). Il mène, par ailleurs, des missions de consulting, ayant créé une société (LCE) dont il est le gérant. Depuis 2004, il a notamment travaillé auprès de MacKinsey, en tant que senior advisor. Il est chevalier de l'ordre national du Mérite. Il est âgé de 42 ans. Il détient 100 actions Wendel.

1.2 - le fonctionnement du Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance tient des réunions régulières et se réunit au minimum quatre fois par an. En 2007 et jusqu'à fin mars 2008, le Conseil de surveillance s'est réuni 15 fois (contre onze fois durant la même période de l'année précédente). Le taux de présence moyen a été de plus de 90 % pour les réunions du Conseil de surveillance et aucun membre du Conseil n'a été absent plus de trois fois. La durée moyenne d'une réunion du Conseil de surveillance est de plus de 2 heures.

Séance du 29 janvier 2007 – Ordre du jour :

- Situation des filiales ;
- Prévisions de résultats 2006 ;
- Situation de trésorerie ;
- Actif net réévalué et cours de Bourse ;
- Budget 2007 ;
- Projets de développement ;
- Projet de simplification des structures de détention ;
- Rapport du Comité d'audit ;
- Rapport du Comité de gouvernance ;
- Actionnariat au 31 décembre 2006 ;
- Conventions règlementées.

Séance du 23 février 2007 – Ordre du jour :

- Émission obligataire.

Séance du 28 mars 2007 – Ordre du jour :

- Comptes annuels 2006, rapport du Comité d'audit et audition des Commissaires aux comptes ;
- Actif net réévalué ;
- Fixation du dividende ;
- Simplification des structures de détention ;
- Rapport du Comité de gouvernance ;
- Examen des projets de résolutions ;
- Rapports du Président à l'Assemblée générale ;
- Projets.

Séance du 26 avril 2007 – Ordre du jour :

- Rapport du Comité de gouvernance ;
- Projets.

1^{re} séance du 4 juin 2007 – Ordre du jour :

- Situation des filiales ;
- Situation financière ;
- Actif net réévalué et cours de Bourse ;
- Projets ;
- Rapport du Comité de gouvernance ;
- Cautions, avals et garanties ;
- Évolution du capital et actionnariat.

2^e séance du 4 juin 2007 – Ordre du jour :

- Gouvernance ;
- Délégations au Directoire pour augmenter le capital.

Séance du 18 juillet 2007 – Ordre du jour :

- Situation des filiales, prévisions 2007 ;
- Projets ;
- Rapport du Comité de gouvernance ;
- Évolution du capital.

Séance du 30 août 2007 – Ordre du jour :

- Comptes semestriels, rapport du Comité d'audit et audition des Commissaires aux comptes ;
- Situation financière ;
- Actif net réévalué ;
- Projets.

Séance du 19 septembre 2007 – Ordre du jour :

- Évolution de la situation des marchés.

Séance du 4 octobre 2007 – Ordre du jour :

- Projets.

Séance du 25 octobre 2007 – Ordre du jour :

- Projets.

Séance du 5 décembre 2007 – Ordre du jour :

- Situation des filiales ;
- Situation financière ;
- Actif net réévalué ;
- Projets ;
- Rapport du Comité de gouvernance.

Séance du 30 janvier 2008 – Ordre du jour :

- Situation des filiales ;
- Prévisions de résultats 2007 ;
- Actif net réévalué ;
- Budget 2008 ;
- Projets ;
- Rapport du Comité d'audit ;
- Actionnariat au 31 décembre 2007 ;
- Conventions réglementées.

Séance du 13 février 2008 – Ordre du jour :

- Projets.

Séance du 13 mars 2008 – Ordre du jour :

- Projets.

Séance du 26 mars 2008 – Ordre du jour :

- Activité et projets de la Société,
- Comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2007, rapport du Président du Comité d'audit, avis des Commissaires aux comptes,
- Rapport du Président du Comité de gouvernance,
- Projets de résolutions à l'Assemblée générale du 9 juin 2008,
- Communication financière,
- Rapports du Président.

Afin d'exercer sa mission dans les meilleures conditions, le règlement intérieur du Conseil prévoit que ses délibérations sont préparées, dans certains domaines, par des Comités spécialisés. Ces Comités sont au nombre de deux : le Comité d'audit et le Comité de gouvernance.

Un point de l'ordre du jour est consacré, une fois par an, aux conditions de préparation et d'organisation des travaux.

1.2.1 – Les Comités

Les attributions et les modalités de fonctionnement des Comités sont précisées dans le règlement intérieur de chaque Comité et intégrées dans la Charte du Conseil de surveillance.

1.2.1.1 – Le Comité d'audit

Le Comité d'audit est composé de quatre membres :

M. Jean-Marc JANODET (Président)

M. Nicolas CELIER

M. Édouard de L'ESPÉE

M. Grégoire OLIVIER

Chacun des membres du Comité d'audit a la compétence financière et comptable requise pour être membre du Comité dans la mesure où il exerce ou a exercé des fonctions de direction générale dans plusieurs sociétés industrielles ou financières. M. Grégoire OLIVIER est considéré comme indépendant au sein du Comité.

Missions du Comité d'audit

Le Comité a pour missions de :

- s'assurer de la pertinence du choix et de la bonne application des méthodes comptables retenues pour l'établissement des comptes sociaux et consolidés ;
- vérifier le traitement comptable de toute opération significative réalisée par la Société ;
- s'assurer que les procédures internes de collecte et de contrôle des données permettent de garantir la qualité et la fiabilité des comptes de la Société ;
- assurer la liaison avec les Commissaires aux comptes ;
- contrôler, avant qu'ils soient rendus publics, tous les documents d'information comptable et financière émis par la Société ;
- présenter au Conseil de surveillance les observations qu'il juge utiles en matière comptable et financière, notamment à l'occasion de l'arrêté des comptes sociaux et consolidés, semestriels et annuels ;
- piloter la procédure de sélection des Commissaires aux comptes et soumettre au Conseil de surveillance le résultat de cette sélection ;
- se faire communiquer les honoraires d'audit et de conseil versés par la Société et les sociétés du Groupe dont elle a le contrôle aux cabinets et aux réseaux des Commissaires aux comptes de la Société et en rendre compte au Conseil.

Travaux et modes de fonctionnement

Le Comité d'audit se réunit autant de fois qu'il le juge nécessaire et au moins deux fois par an, préalablement à l'examen des comptes annuels et semestriels par le Conseil de surveillance. Il dispose de tous les moyens qu'il juge nécessaires pour mener à bien sa mission. Ses réunions ont, en général, lieu avec un délai suffisant (ordinairement une semaine avant le Conseil) pour lui permettre d'approfondir tout point qui soulèverait son attention. De même, les documents sont adressés à l'avance à ses membres avec un délai usuellement d'une semaine. Il peut auditionner les responsables de la comptabilité ainsi que les Commissaires aux comptes en dehors de la présence de la Direction de la Société. Il peut également mandater des experts pour mener à bien toute tâche ou diligence relevant de son champ de compétence. C'est ainsi qu'il donne mandat à un expert indépendant reconnu, Associés en Finance, pour évaluer au moins tous les semestres la valeur d'actif net réévalué de la Société. À l'issue de chaque réunion, ses membres délibèrent, hors la présence de la Direction de la Société. Après chaque réunion du Comité d'audit, un compte-rendu est établi et communiqué au Conseil de surveillance. Le Comité d'audit s'est réuni six fois entre janvier 2007 et mars 2008 (contre six fois en 2006) ; le taux de participation a été de plus de 95 % et ses réunions ont duré en moyenne trois heures chacune.

24 janvier 2007 – Ordre du jour :

- Sélection des Commissaires aux comptes : examen de leurs réponses à l'appel d'offres et sélection des candidats ;
- Projet de cession de Solfur : étude du rapport d'Associés en Finance.

28 mars 2007 – Ordre du jour :

- Comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2006 ;
- Situation financière ;
- Actif net réévalué ;
- Communication financière ;
- Examen des projets de rapports relatifs à la gouvernance et au contrôle interne.

19 juillet 2007 – Ordre du jour :

- Situation des filiales ;
- Points comptables ;
- Situation de l'endettement.

31 août 2007 – Ordre du jour :

- Comptes semestriels de la Société et audition des Commissaires aux comptes ;
- Actif net réévalué et audition d'Associés en Finance.

30 janvier 2008 – Ordre du jour :

- Prévisions de résultats 2007 ;
- Points comptables ;
- Situation de l'endettement ;
- Actif net réévalué au 31 décembre 2007 et audition d'Associés en Finance ;
- Préparation du rapport sur le contrôle interne.

20 mars 2008 – Ordre du jour :

- Examen des Rapports du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne,
- Comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2007,
- Points comptables,
- Rapport des Commissaires aux comptes,
- Endettement de Wendel et des filiales,
- Renouvellement du mandat d'un Commissaire aux comptes suppléant,
- Audition d'Associés en Finance.

1.2.1.2 – Le Comité de gouvernance

Le Comité de gouvernance, qui regroupe les fonctions du Comité des rémunérations et celles du Comité des nominations, est composé de cinq membres :

M. Guy de WOUTERS, Vice-Président du Conseil de surveillance

M. Didier CHERPITEL

M. François de MITRY

M. François de WENDEL

M^{me} Béatrice DAUTRESME

Il a été présidé par Guy de WOUTERS jusqu'au 17 avril 2007 ; depuis lors, il est présidé par Didier CHERPITEL.

Le Comité de gouvernance comprend donc deux membres indépendants au sens AFEP-MEDEF, Béatrice DAUTRESME et Didier CHERPITEL, son Président depuis avril 2007.

Missions du Comité

- Faire au Conseil de surveillance des propositions de candidature à un mandat de membre du Conseil de surveillance après avoir examiné tous les éléments qu'ils doivent prendre en compte : équilibre souhaitable de la composition du Conseil au vu de la composition et de l'évolution de l'actionnariat de la Société, notamment le nombre souhaitable de membres sans lien d'intérêt direct ou indirect avec la Société ;
- Proposer la rémunération des membres du Directoire y compris les avantages en nature ;

- Examiner les modalités de répartition des jetons de présence entre les membres du Conseil de surveillance ;
- Prendre connaissance de la politique de co-investissement proposée à l'équipe dirigeante et de ses modalités ;
- Se prononcer sur toute question relative à la gouvernance de la Société ou au fonctionnement de ses organes sociaux ;
- Se saisir, à la demande du Conseil, de toute question concernant la déontologie.

Travaux et modes de fonctionnement

Le Comité s'est réuni à dix reprises de janvier 2007 à mars 2008 (contre six en 2006). Le taux de présence de ses membres a été de 80 %. Les réunions ont duré en moyenne deux heures.

29 janvier 2007 – Ordre du jour :

- Examen du projet de cession de Solfur ;
- Réflexions sur la politique d'attribution de stock-options.

28 mars 2007 – Ordre du jour :

- Renouvellement de membres du Conseil de surveillance ;
- Examen du projet de rapport relatif à la gouvernance ;
- Politique de conservation des titres issus de levées de stock-options par les mandataires sociaux ;
- Intérêts des mandataires sociaux et du personnel de la Société.

17 avril 2007 – Ordre du jour :

- Association des équipes de Direction à la création de valeur ;
- Rémunération des membres du Conseil de surveillance.

22 mai 2007 – Ordre du jour :

- Activité du Comité de gouvernance ;
- Politique d'attribution de stock-options ;
- Co-investissements.

18 juillet 2007 – Ordre du jour :

- Bonus des membres du Directoire ;
- Point sur les co-investissements.

6 décembre 2007 – Ordre du jour :

- Rémunération 2008 des membres du Directoire ;
- Information sur les stock-options ;
- Information sur les co-investissements.

13 février 2008 – Ordre du jour :

- Composition du Conseil de surveillance ;
- Critères d'attribution de bonus aux membres du Directoire ;

- Politique d'association de l'équipe de Direction à la création de valeur en 2008.

26 mars 2008 – Ordre du jour :

- Examen du rapport sur le gouvernement d'entreprise ;
- Examen du rapport sur la rémunération des mandataires sociaux ;
- Co-investissements ;
- Critères d'attribution de bonus aux membres du Directoire ;
- Politique d'attribution de stock-options.

1.3 – Règles applicables aux membres du Conseil de surveillance

1.3.1 – Lien des membres du Conseil avec la Société et indépendance

La définition de membre indépendant qui a été retenue pour le Conseil de surveillance est celle donnée par le rapport Bouton : « *Un administrateur est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa direction.* » Le Conseil de surveillance a procédé, comme l'année dernière, à un examen de la situation de chacun de ses membres au regard des critères suivants :

- ne pas être, ou avoir été, au cours des cinq années précédentes, salarié, mandataire social de la Société, de sa société-mère ou d'une société consolidée ;
- ne pas être banquier d'affaires ou de financement de la Société ;
- ne pas avoir de lien familial avec un mandataire social ;
- ne pas être administrateur rémunéré d'une filiale du Groupe ;
- ne pas être administrateur de la Société depuis plus de douze ans.

Lors de sa réunion du 26 mars 2008, le Conseil de surveillance a examiné le caractère indépendant ou non de ses membres, au sens du rapport Bouton, et a estimé qu'au 1^{er} janvier 2008, trois membres répondaient à ce critère, M^{me} Béatrice Dautresme et MM. Didier Cherpitel et Grégoire Olivier et que M. Frédéric Lemoine entrerait dans cette catégorie si l'Assemblée générale approuve sa nomination. Dans ces conditions, le Conseil de surveillance aura une composition en accord avec les recommandations du rapport Bouton qui recommande un tiers d'indépendants dans les sociétés contrôlées puisqu'il sera composé de quatre membres indépendants sur onze. En revanche, appartiennent aux familles descendantes de François de Wendel, Ernest-Antoine Seillière, Guy de Wouters,

Nicolas Celier, Edouard de l'Espée, François de Mitry et François de Wendel.

Par ailleurs, aucun des membres du Conseil de surveillance, au cours des cinq dernières années, n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude, ni n'a été partie à une faillite ou une liquidation judiciaire, ni n'a fait l'objet d'une condamnation lui interdisant l'exercice d'un mandat social.

1.3.2 – La Charte du Conseil de surveillance

La Charte du Conseil rappelle le fonctionnement du Conseil de surveillance et de ses Comités, fixe les droits et obligations du membre du Conseil ainsi que le nombre d'actions (100) qu'il doit détenir au minimum, et rappelle les règles d'intervention sur les titres Wendel et ceux des sociétés cotées où le Groupe est représenté au Conseil d'administration ou au Conseil de surveillance.

1.3.3 – Interventions sur les titres et transparence vis-à-vis du marché

Les règles applicables aux membres du Conseil de surveillance et aux initiés, fixées en décembre 2006, ont été encore renforcées en juillet 2007, en liaison avec les travaux menés au sein de l'AFEP : dorénavant, les membres du Conseil et du Directoire doivent s'abstenir d'intervenir sur le marché du titre Wendel pendant une période qui commence trente jours calendaires avant la publication des résultats semestriels et annuels et se termine deux jours après leur publication ; de même, des fenêtres négatives peuvent être instaurées en dehors de ces deux périodes, lorsque les membres du Conseil et les initiés permanents sont susceptibles de détenir une information privilégiée. Ainsi, en 2007, toute la période qui a précédé la mise sur le marché de Bureau Veritas a été considérée comme période négative. De même, le nouveau dispositif interdit toute opération de couverture sur titres Wendel inférieure à un an.

Le Conseil de surveillance a, par ailleurs, décidé d'interdire à ses membres de détenir des titres de sociétés cotées dont le Groupe détient des actions ; cette interdiction porte également sur toute société, cotée ou non, que regarderait le Groupe. La même règle s'applique pour les salariés du Groupe par décision du Directoire qui a, par ailleurs, décidé d'imposer, si nécessaire, des réserves ou des périodes d'interdiction aux levées de stock-options suivies de cessions, aux acquisitions ou cessions de titres Wendel au sein du Plan d'Épargne Entreprise et aux cessions d'actions gratuites.

La Charte du Conseil respecte la recommandation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) relative à la déclaration des transactions par les mandataires sociaux. Elle recommande la mise au nominatif des titres Wendel détenus par les membres du Conseil de surveillance ainsi que la déclaration à la Société des opérations effectuées directement par chacun d'eux, par leur famille ou par une société interposée que le membre contrôle.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, en vertu de l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier, sont communiquées et rendues publiques au moyen d'un communiqué, les opérations sur instruments financiers réalisées et déclarées par les dirigeants, sur une base individuelle et nominative, dans les cinq jours de négociation à compter de la réception de la déclaration de ces opérations. La Société a par ailleurs décidé, dans un souci de transparence, de faire figurer toutes ces transactions depuis 2006 sur son site Internet.

Au cours de l'année 2007, 19 opérations ont été réalisées par les mandataires sociaux; le tableau les retraçant figure en pages 215 du présent rapport.

1.3.4.- Répartition des jetons de présence

Le montant annuel des jetons de présence a été fixé à 700 000 euros par l'Assemblée générale du 29 mai 2006. La répartition sur une base annuelle, qui a été modifiée en avril 2007 sur proposition du Comité de gouvernance pour tenir compte de la fréquence croissante des réunions de Conseil et de Comités et de la durée de chaque réunion, est désormais la suivante :

Jeton ordinaire :	35 000 €
(32 000 € antérieurement) ;	
Majoration pour participation à un Comité :	15 000 €
(10 000 € antérieurement) ;	
Jeton alloué au Président de chaque Comité :	60 000 €
(48 000 € jusque là).	

Le Président du Conseil de surveillance reçoit, pour sa part, une rémunération pour son activité de Président, conformément à l'article L. 225-81 du Code de commerce, fixée désormais à 105 000 euros (128 000 euros auparavant) ; il perçoit également un double jeton (un jeton jusque-là). Enfin, les membres du Conseil peuvent se faire rembourser leurs frais de déplacements hors de la région parisienne. Le montant des jetons n'est pas modulé en fonction de la présence.

Aucun jeton de présence n'est versé aux membres du Directoire par la Société; les jetons de présence que leur versent les filiales du Groupe viennent en déduction de leur rémunération annuelle.

2 - Le Directoire

2.1 - Composition du Directoire

Le Directoire est composé de deux membres, Jean-Bernard Lafonta et Bernard Gautier; aucun d'eux n'entretient, avec les membres du Conseil de surveillance, de liens familiaux ou autres susceptibles de constituer un conflit d'intérêt.



Jean-Bernard LAFONTA,

ancien élève de l'école polytechnique et ingénieur en chef des Mines.

Après un début de carrière au ministère de l'Industrie et comme conseiller technique de plusieurs ministres, il a rejoint Lazard Frères en

1993 pour s'occuper d'opérations de fusions-acquisitions. Entré à la BNP en 1996 comme Directeur de la stratégie, il a été ensuite Directeur des marchés de capitaux puis Président du Directoire de Banque Directe. Il a rejoint le groupe Wendel en 2001 comme Directeur général de CGIP, devenue en 2002 WENDEL-Investissement; il en est, depuis 2005, le Président du Directoire, après en avoir été administrateur et Directeur général délégué depuis sa création en 2002. WENDEL-Investissement est devenue Wendel en 2007. Il est Président des Conseils de surveillance de Bureau Veritas (depuis 2005) et d'Editis Holding (depuis 2004), administrateur de Legrand (depuis 2002), Président du Conseil d'administration de Winvest International SA (Luxembourg) et du Conseil de gérance de Winvest Conseil SARL (Luxembourg) (depuis 2006), membre du Conseil de surveillance d'Oranje-Nassau (Pays-Bas) (depuis 2002), membre du Conseil de gérance de Materis Parent SARL (Luxembourg) (depuis 2006) et gérant de Granit SARL, JBMN (Luxembourg) et de la Société civile HAUTMER (depuis 2007), Président de CDA (depuis 2007). Il a précédemment été administrateur de Cap Gemini (2002-2003), de Legrand France (2002-2006), de Lumina Parent (2003-2006) et de Valeo (2001-2006); il a également été représentant permanent de SOFU au Conseil d'administration de Bureau Veritas (2002-2005). Il est Chevalier de l'ordre national de la Légion d'Honneur. Il est âgé de 46 ans.

Au 31 décembre 2007, il détenait, directement ou indirectement au sens de la réglementation, 1 219 185 actions Wendel.



Bernard GAUTIER,

ancien élève de l'École supérieure d'électricité.

Il a commencé sa carrière en créant une entreprise dans le secteur des médias, AG Euromedia.

De 1983 à 1989, il est consultant chez Arthur Andersen, devenu Accenture, dans le secteur

média-presse et des services. Il a rejoint le Cabinet Bain & Co., spécialisé en stratégie, dont il est devenu en 1999 Senior Partner. Il a acquis une expérience directe de l'investissement au sein des fonds Atlas Venture dont il était General Partner et responsable du bureau de Paris de 2000 à 2003, avant de rejoindre en 2004 le groupe Wendel, dont il est devenu membre du Directoire en 2005. Il est Vice-Président d'Editis Holding (depuis 2004), membre du Conseil de surveillance d'Altineis (depuis 2004) et de Legron BV (Pays-Bas) (depuis 2006), administrateur de Communication Media Partner (depuis 2000), de Stahl Holdings BV et de Stahl Group BV (depuis 2006), et de Winvest International SA (Luxembourg) (depuis 2006) ; il est également gérant de BG Invest, BJPG Participations, BJPG Assets, SCI La République et Winvest Conseil SARL (Luxembourg) (depuis 2006). Il a été, auparavant, Président du Conseil d'administration de Lineis (2003-2005) et administrateur de Wheelabrator Allevard et de TFM (2004-2006). Il est âgé de 48 ans.

Au 31 décembre 2007, il détenait, directement ou indirectement au sens de la réglementation, 288 272 actions Wendel.

2.2 - Fonctionnement du Directoire

Le Directoire s'est réuni 25 fois au cours de l'exercice 2007 (13 fois en 2006) avec un taux de participation de 100%. Les ordres du jour débattus pendant les séances étaient les suivants :

Le 29 janvier 2007

- Rapport d'activité du troisième trimestre 2006 ;
- Actif net réévalué et cours de Bourse ;
- Augmentation de capital ;
- Projet de simplification des structures de détention ;
- Projets ;
- Conventions réglementées.

Le 5 février 2007

- Arrêté du chiffre d'affaires consolidé pro forma 2006 ;
- Participations du Groupe.

Les 21 et 23 février 2007

- Émission d'obligations.

Le 19 mars 2007

- Rapport d'activité du quatrième trimestre 2006 ;
- Arrêté des comptes sociaux de l'exercice 2006 ;
- Arrêté des comptes consolidés de l'exercice 2006 ;
- Élaboration du rapport de gestion sur l'exercice 2006 et des rapports annexes ;
- Détermination de la date de l'Assemblée générale et fixation de son ordre du jour ;
- Élaboration du projet de texte des résolutions ;
- Projet d'affectation du résultat ;
- Présentation du budget 2007 ;
- Projets.

Le 26 mars 2007

- Actif net réévalué et cours de Bourse ;
- Projet de simplification des structures de détention.

Le 6 avril 2007

- Émission d'une garantie de paiement ;
- Point sur les filiales et participations ;
- Projets ;
- Association du management à la performance du Groupe.

Le 2 mai 2007

- Arrêté du chiffre d'affaires du premier trimestre 2007 ;
- Rapport d'activité du premier trimestre 2007.

Le 14 mai 2007

- Convocation de l'Assemblée générale mixte du 4 juin 2007 ;
- Communication financière ;
- Déontologie.

Le 29 mai 2007

- Augmentation de capital ;
- Réduction de capital par voie d'annulation de titres auto-détenus ;
- Modification de l'article 6 des statuts relatif au capital social ;
- Actif net réévalué et cours de Bourse ;
- Communication financière ;
- Émission d'obligations ;
- Point sur les filiales et participations ;
- Projets ;
- Cautions, avals et garanties.

Le 4 juin 2007

- Intéressement ;
- Plan d'épargne entreprise ;
- Attribution d'options de souscription ;
- Attribution gratuite d'actions ;
- Émission d'obligations.

Le 16 juillet 2007

- Augmentation de capital ;
- Arrêté du chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2007 ;
- Projets ;
- Émission d'obligations ;
- Déontologie.

Le 27 août 2007

- Activité du Groupe et comptes du premier semestre 2007 ;
- Rapport d'activité du deuxième trimestre 2007 ;
- Actif net réévalué et cours de Bourse ;
- Communication financière ;
- Augmentation de capital ;
- Projets ;
- Crédit syndiqué ;
- Divers.

Le 3 septembre 2007

- Point sur les filiales et participations du Groupe ;
- Projets ;
- Crédit syndiqué ;
- Point sur les affaires sociales.

Le 13 septembre 2007

- Projets.

Le 5 octobre 2007

- Projet d'introduction en Bourse de Bureau Veritas.

Le 23 octobre 2007

- Décisions relatives à l'introduction en Bourse de Bureau Veritas ;
- Projets ;
- Point sur les affaires sociales.

Le 29 octobre 2007

- Point sur les affaires sociales.

Le 5 novembre 2007

- Actif net réévalué ;
- Arrêté du chiffre d'affaires consolidé des neufs premiers mois ;
- Projets.

Le 12 novembre 2007

- Déontologie ;
- Projets ;
- Point sur les affaires sociales.

Le 22 novembre 2007

- Actif net réévalué et cours de Bourse ;
- Projets.

Le 10 décembre 2007

- Préparation de l'Investor Day ;
- Point sur les filiales et participations du Groupe ;
- Projets ;
- Point sur les affaires sociales.

Le 28 janvier 2008

- Rapport d'activité du troisième trimestre 2007 ;
- Actif net réévalué et cours de Bourse ;
- Augmentation de capital ;
- Modification statutaire ;
- Conventions réglementées ;
- Présentation du budget 2008 ;
- Projets.

Le 4 février 2008

- Arrêté du chiffre d'affaires consolidé pro forma de l'année 2007.

Le 17 mars 2008

- Convention réglementée ;
- Rapport d'activité du quatrième trimestre 2007 ;
- Arrêté des comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2007 ;
- Élaboration du rapport de gestion 2007 et rapports annexes ;
- Détermination de la date d'Assemblée générale et fixation de son ordre du jour ;
- Projets de résolutions ;
- Projet d'affectation du résultat ;
- Actif net réévalué et cours de Bourse ;
- Communication financière.

1 – DÉFINITIONS ET OBJECTIFS DU CONTRÔLE INTERNE

Dans le cadre de la maîtrise de ses activités et de la prévention de ses risques, le groupe Wendel a pour objectif de s'appuyer sur un dispositif de contrôle interne inspiré par le cadre de référence défini par l'AMF.

Le contrôle interne est un dispositif de la Société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité, qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par le Directoire ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la Société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs par un suivi et un contrôle adéquats ;
- la fiabilité des informations financières ;

et d'une façon générale, contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

En contribuant à prévenir et maîtriser les risques pouvant obérer la capacité de la Société à atteindre les objectifs que s'est fixés la société, le dispositif de contrôle interne joue un rôle clé dans la conduite et le pilotage de ses différentes activités.

Il vise également à préserver l'image de la Société et son statut de société faisant appel public à l'épargne, en la protégeant contre les risques de divulgation d'informations confidentielles, de délit d'initiés et de fraude financière.

Toutefois, le contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés et que les objectifs de la Société seront atteints.

2 – PÉRIMÈTRE DU CONTRÔLE INTERNE ET DILIGENCES DU PRÉSIDENT

Le dispositif de contrôle interne mis en place par Wendel et décrit dans le présent rapport couvre l'ensemble des opérations effectuées au sein du Groupe, tant par la maison-mère que par les filiales.

Toutefois, le groupe Wendel reste un groupe (1) décentralisé y compris pour ce qui concerne le choix des modes d'organisation et des dispositifs de contrôle interne (2) comprenant des sociétés cotées ou non-cotées (3) de tailles et d'activités différentes, si bien que le périmètre et les caractéristiques des opérations de contrôle interne menées par chaque société peuvent être différents. En particulier, il convient de noter que chaque société conçoit et met en œuvre son propre dispositif de contrôle interne sous la responsabilité de ses dirigeants, conformément à la philosophie et à l'organisation du Groupe.

Dans ce contexte, Wendel s'est appuyé sur le cadre de référence de l'AMF pour mener à bien un ensemble d'analyses relatives au contrôle interne sous l'égide d'un groupe de travail comprenant notamment le Directeur administratif et financier et le Secrétaire général du Groupe ; les travaux entrepris et leurs résultats ont été communiqués au Comité d'audit pour approbation.

Au titre de l'exercice 2007, ce groupe de travail a précisé les axes d'analyse des principes généraux de contrôle interne pertinents pour Wendel et a diffusé un questionnaire d'auto-évaluation auprès des principales filiales, auquel Wendel s'est elle-même soumise.

Ce questionnaire couvre les thèmes de contrôle interne suivants :

- organisation et modes opératoires : organisation et fonctionnement des organes de gouvernement d'entreprise, formalisation des descriptions de postes et des délégations de pouvoirs, politiques de gestion des ressources humaines, sécurité des systèmes d'information, respect des codes d'éthique et de comportement professionnel ;
- diffusion des informations en interne : processus de remontée des informations critiques auprès des organes de gouvernement d'entreprise, politique de confidentialité et de protection des informations sensibles ;
- gestion des risques : processus d'identification, d'analyse, de hiérarchisation et de suivi des risques, d'information auprès des organes de gouvernement d'entreprise ;
- activités de contrôle : existence et suivi des contrôles permettant de maîtriser les risques, existence et suivi des indicateurs de performance nécessaire au pilotage des activités, procédures de gestion et de contrôle de la trésorerie et de la dette, contrôle et suivi des acquisitions, suivi des activités externalisées ;

- pilotage du contrôle interne : dispositifs permettant de s'assurer que les contrôles en place fonctionnent effectivement et que les actions d'améliorations nécessaires sont mises en œuvre ; information des organes de gouvernement d'entreprise.

De la même manière, un questionnaire sur le pilotage de l'information comptable et financière a été diffusé aux filiales du Groupe. Les thèmes couverts sont les suivants :

- organisation générale : documentation des procédures comptables et financières et des opérations de clôture, organisation de la fonction comptable, contrôle du respect des principes comptables ;
- gestion des ressources : processus de revue de l'adéquation des ressources disponibles et de l'organisation de l'équipe en charge de la clôture des comptes ;
- application et maîtrise des règles comptables : procédures permettant de s'assurer de la bonne application des normes IFRS, notamment sur les questions comptables nouvelles – dispositif de veille réglementaire, identification des points comptables complexes, respect des principes et des calendriers de clôture groupe, examen approfondi et communication des conclusions des commissaires aux comptes ;
- organisation et sécurité des systèmes d'information ;
- rôle de la direction générale et des organes de gouvernance dans le cadre de l'arrêté des comptes.

Les réponses qui ont été apportées aux questionnaires ont été examinées et analysées au sein des Comités d'audit de chacune des filiales et la synthèse des réponses ont servi à l'élaboration du présent rapport.

Cette démarche progressive sera poursuivie et approfondie en 2008. Les données recueillies permettront d'élaborer et de suivre les plans d'améliorations pour les points de contrôle qui le nécessiteraient.

3 – DESCRIPTION SYNTHÉTIQUE DES PROCÉDURES DE CONTRÔLE MISES EN PLACE

3.1 – Organisation

- Acteurs exerçant des activités de contrôle en matière de contrôle interne : l'organisation du Groupe avec Directoire et Conseil de surveillance, les rapports, au minimum trimestriels, du Directoire au Conseil sur la situation du Groupe et des filiales ainsi que l'évolution des indicateurs clefs (endettement, ANR par action),

la présentation au Conseil du budget annuel ainsi que des prévisions régulières (deux fois par an), le rôle du Comité d'audit en matière de vérification de la qualité et de la fiabilité des comptes présentés, constituent autant de garanties du sérieux des contrôles exercés. Tous ces points, dont les principes généraux sont issus de la loi ou des statuts, figurent dans la Charte du Conseil qui a été refondue en 2006.

- Autres éléments : Le Conseil de surveillance de Wendel et ses Comités d'étude analysent régulièrement leur mode de fonctionnement ; ils peuvent décider de toute réunion ou demander toutes les informations nécessaires à leur bon fonctionnement, y compris le recours à des experts extérieurs, comme le fait, par exemple, le Comité d'audit en demandant à Associés en Finance de procéder, plusieurs fois par an, à sa propre évaluation des actifs de la Société. Par ailleurs, les Commissaires aux comptes présentent la synthèse de leurs travaux au Comité d'audit ; de plus, une partie des séances de chaque Comité d'audit a lieu hors la présence de la direction de la Société.
- Accent spécifique sur l'organisation dans laquelle s'inscrit l'élaboration et le traitement de l'information financière et comptable publiée : le Comité d'audit de Wendel examine chaque année le processus de reporting financier et de contrôle interne. Par ailleurs, comme indiqué ci-dessus, le Directoire fait un reporting complet de la situation des filiales et du Groupe au Conseil chaque fois que nécessaire et au moins quatre fois par an.

S'agissant des filiales, chaque entité dispose de son entière autonomie de gestion, mais présente un reporting financier régulier à Wendel, selon un format commun à toutes les entités ; par ailleurs, la nature de société d'investissement du Groupe explique qu'elle ne dispose pas d'un audit interne propre mais s'appuie sur celui des filiales, sur les reportings qui lui sont faits par ces dernières et sur les travaux menés par les Commissaires aux comptes.

Enfin, le Directoire réunit chaque semaine le Comité opérationnel qui regroupe l'ensemble des cadres dirigeants de la Société pour faire le point de la situation dans le Groupe et faire remonter les éventuelles difficultés rencontrées ; il réunit également de manière hebdomadaire le Comité d'investissement qui réunit l'ensemble des équipes du Pôle Investissement afin d'assurer un suivi efficace des filiales et d'identifier et traiter les éventuelles opérations d'investissements ou de cessions de ces dernières ou du Groupe.

3.2 – Diffusion d'informations en interne

Les responsabilités de chacun dans l'organisation de Wendel et dans la constitution et le reporting des informations nécessaires sont clairement identifiées ; en tant que de besoin, elles peuvent être formalisées par des délégations de pouvoirs ; de même, le Groupe finalise la mise en place d'un dispositif d'entretiens annuels d'appréciation qui permettra à chacun de connaître précisément les objectifs qui lui sont assignés et ses points d'excellence et de vigilance. S'agissant du partage de l'information, outre les réunions hebdomadaires citées ci-dessus et des réunions internes à chaque équipe, le Président du Directoire réunit chaque fois que nécessaire et au moins quatre fois par an l'ensemble des salariés de la société. Par ailleurs, depuis février 2008, un intranet est opérationnel au sein de Wendel : il a vocation à faire partager à tous ou à toutes les personnes intéressées les informations qui leur sont utiles.

3.3 – Système visant à recenser, analyser les principaux risques et à s'assurer de l'existence de procédures de gestion des risques

S'agissant de Wendel, le chapitre consacré aux risques dans le Rapport annuel énumère les principaux risques rencontrés au sein du Groupe et la manière dont ils sont couverts. L'organisation de la société et de ses comités décrite au paragraphe 3.1. permet une gestion active des principaux risques. Par ailleurs, leur suivi est réparti par le Directoire entre les différentes directions de Wendel :

- le risque de valorisation du patrimoine de Wendel, le suivi mensuel des performances des filiales et le suivi des risques opérationnels propres à chaque filiale relèvent du Pôle Investissement ;
- la Direction juridique est responsable de la validité juridique des contrats établis dans les montages des opérations (financements, acquisitions ou cessions...), du suivi des réglementations applicables à Wendel et aux opérations qu'elle réalise ;
- la Direction fiscale assure le suivi de la réglementation et de la prévention des risques fiscaux ;
- le Secrétariat général est en charge du suivi de la réglementation AMF, des contrats d'assurances pour les personnes et les biens, de la gestion des risques ressources humaines et de la prévention des risques informatiques (intrusions, sécurité et pérennité des données, continuité d'exploitation...) ;

- la Direction financière assure le suivi de la réglementation comptable, des processus d'établissement des états financiers et des risques financiers (change, taux, liquidité...).

Chaque direction peut se faire assister, en tant que de besoin, des experts nécessaires (avocats, banquiers d'affaire, courtiers...).

Le Directoire dirige le suivi des risques avec chaque direction et peut décider de la mise en place de Comités ad hoc sur certains risques.

Comme indiqué ci-dessus, le Directoire présente au Conseil, chaque fois que nécessaire et au moins quatre fois par an, les principaux risques susceptibles d'impacter significativement la valeur du patrimoine de Wendel.

S'agissant des filiales, Wendel leur laisse le soin de gérer leurs propres risques, en particulier opérationnels, et de prendre les mesures de maîtrise et de suivi qui s'imposent ; il leur appartient, en particulier, d'apprécier si une cartographie des risques est nécessaire et de déterminer les plans d'actions à mettre en place chaque année. Néanmoins, l'implication de Wendel dans les organes de gouvernement d'entreprise des filiales permet d'assurer un suivi actif des risques majeurs (cf. infra).

3.4 – Activités de contrôle et de pilotage du contrôle interne

Nouveaux investissements et désinvestissements

Le Comité d'Investissement se réunit chaque semaine pour examiner l'avancement des opérations d'acquisition ou de cession et les opportunités éventuelles ; il réunit, autour du Directoire, l'ensemble des équipes du Pôle Investissement. Pour l'étude de chacune d'entre elles, une équipe est constituée par le Directoire en fonction des compétences requises ; un des membres senior y participant en prend le rôle de coordination et assume la responsabilité de la recommandation, d'investissement ou de désinvestissement. Lorsque l'étude d'un projet est finalisée et que ce dernier a recueilli l'approbation du Directoire, il est exposé au Conseil de surveillance ; la présentation intègre en particulier une analyse des impacts de l'opération sur le résultat des activités, la situation financière et l'ANR et la présente en fonction d'une palette d'hypothèses, favorables et défavorables. Après avis favorable du Conseil de surveillance, le Directoire supervise la bonne exécution des projets par l'équipe en charge.

Suivi des participations

Le suivi du portefeuille existant est assuré grâce à :

- un reporting opérationnel mensuel ;
- une réunion mensuelle de travail avec le management dont l'ordre du jour comporte, outre l'analyse de l'activité, l'étude approfondie d'un sujet important (politique des achats, optimisation de l'outil industriel, recherche et développement, analyse de la situation de filiales importantes, existence et organisation du contrôle interne, etc.) ;
- une réunion budgétaire et deux prévisions par an ;
- de nombreux échanges ou de réunions organisées avec les membres de direction de la filiale en cas de besoin.

Les membres seniors de l'équipe du Pôle Investissement ont deux fois par mois une réunion de coordination avec le Directoire où ils exposent la synthèse de leurs travaux de suivi des participations dont ils ont la charge et formulent des recommandations dans les cas où des décisions importantes sont à prendre concernant la participation.

Par ailleurs, afin de renforcer encore le contrôle sur les filiales, de mieux appréhender les réalités opérationnelles de ces dernières et de partager les préoccupations de leurs managements, le Directoire a souhaité, depuis deux ans, systématiser la présence des membres du Comité opérationnel au sein des Conseils des filiales et, en particulier, au sein des Comités d'audit de ces derniers dont le Directeur des affaires comptables et financières (ou l'un de ses collaborateurs directs) est membre. À chaque réunion du Conseil de surveillance de Wendel, un exposé est fait par le Directoire sur la situation de la Société et des sociétés du Groupe ; le rapport sur le gouvernement d'entreprise détaille le fonctionnement du Conseil de surveillance, de ses Comités d'étude, du Directoire, de façon permanente et au cours de l'exercice 2007, ainsi que leurs rapports.

Dans toutes les filiales, le choix du dirigeant et de ses principaux collaborateurs est effectué en accord avec la Direction de Wendel. Par ailleurs, le Directoire assure un suivi étroit des rémunérations des dirigeants des filiales et veille à leur caractère incitatif. Il s'assure de l'alignement des intérêts entre la société et le management des filiales par le biais des dispositifs de co-investissements (voir pages 212 à 214).

Suivi de la situation financière de l'entreprise

Les procédures mises en œuvre par les dirigeants sont destinées à donner en permanence une assurance raisonnable que les opérations financières sont sécurisées et conformes aux objectifs définis.

- Établissement par le Directeur des affaires comptables et financières d'un reporting mensuel de trésorerie sociale et des sociétés holdings consolidées.
- Double signature sur tous les mouvements de trésorerie liés à la gestion courante. Les opérations spécifiquement autorisées par le Conseil de surveillance sont initiées par le Président du Directoire uniquement ou sous son contrôle direct.
- Les émissions obligataires ou tout autre mode d'endettement sont présentés au Conseil de surveillance.
- Transmission au Comité d'audit des tableaux de situation de trésorerie, d'endettement et des covenants bancaires.
- Le Président du Comité d'audit rapporte régulièrement au Conseil de surveillance les travaux du Comité sur la situation financière de la Société.
- En outre, la Société a demandé à Standard and Poor's de procéder depuis septembre 2002 à une notation de la société.

Respect des règles d'éthique :

en raison de l'activité de la Société, les collaborateurs peuvent avoir connaissance d'informations qui ne sont pas publiques et qui sont couvertes par le secret des affaires et dont la divulgation et/ou l'utilisation est susceptible de porter préjudice à la société. Lorsque ces informations confidentielles concernent des sociétés dont les titres sont négociés sur un marché réglementé, elles deviennent des informations privilégiées dont l'utilisation directe ou indirecte ou la divulgation est constitutive d'un délit d'initié.

Afin que les salariés soient informés de la législation en vigueur relative à l'utilisation d'une information privilégiée, le « Guide de règlement de comportement éthique » a été refondu au cours de l'année 2006 et diffusé à tous les salariés afin d'éviter leur mise en cause éventuelle ou celle de la société, dans des situations constitutives de délits boursiers et, d'une façon générale, génératrices de contentieux ; ses dispositions ont été encore renforcées en juillet 2007. Ce guide rappelle les règles de protection matérielle des informations confidentielles dans la société et à l'extérieur de la société, explique ce qu'est une information, privilégiée, détaille ses caractères « précis », non « publics » et « sensibles », définit une liste large d'initiés permanents, précise les règles d'abstention de transaction boursière pendant les 30 jours calendaires qui précèdent et les deux jours qui suivent la publication des résultats semestriels et annuels (« fenêtres négatives ») et à tout moment, sur décision du Directoire et dès lors qu'un salarié dispose d'une information privilégiée sur la société, une participation ou une société qui fait l'objet d'une étude d'investissement. Ce guide de

comportement éthique prévoit, par souci de transparence et de prudence, une obligation déclarative des salariés auprès du Secrétaire général sur les interventions effectuées sur les titres émis par la société, restreint les interventions sur instruments dérivés et certaines interventions sur le titre, à l'exception de celles effectuées dans le cadre du Plan d'Épargne Groupe. Il comporte également un vade-mecum rappelant à chacun les règles et restrictions applicables en fonction de la législation et, au besoin, leur application chez Wendel lorsqu'elle est plus restrictive. C'est ainsi que le Directoire a posé le principe pour tous les salariés de l'interdiction permanente de détenir ou d'opérer sur des titres des filiales du Groupe, lorsque ces dernières sont cotées. Le respect des règles de comportement éthique est confié au Secrétaire général.

- Prévention de la fraude : afin de prévenir au maximum les risques de fraude, la société a mis en place des règles strictes :
 - émission de chèques ou d'ordres de mouvements réservée à la Direction des affaires comptables et financières,
 - double signature systématique sur tout chèque ou virement, établissement et mise à jour régulière de listes de signataires principaux et secondaires, de façon à ce qu'à tout moment, il y ait toujours deux signataires,
 - bordereaux standardisés de frais et / ou de remboursements avec pièces justificatives,
 - contrôle systématique de cohérence des factures avec les devis par le membre du Comité opérationnel en charge,
 - Inégociation des devis des prestataires effectuée systématiquement sous le contrôle du ou des membres du Comité opérationnel en charge,

Par ailleurs, afin de prévenir les risques de détournement des outils informatiques ou d'insertions de données fallacieuses ou fictives dans les systèmes d'information, le service informatique est placé sous la responsabilité du Secrétaire général qui décide seul des interventions sur les systèmes, de la préservation ou de la conservation des données à intervalles réguliers.

4 – ÉLABORATION DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE DE WENDEL

Les procédures de contrôle interne visant à s'assurer que les comptes annuels et semestriels du Groupe – sociaux et consolidés – sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société sont les suivantes :

Procédures d'élaboration et de consolidation des comptes

Les normes comptables appliquées par le groupe Wendel pour les comptes consolidés sont les normes IFRS depuis 2005 ; les principales règles applicables sont décrites dans le rapport annuel et diffusées comme telles aux filiales dans le cadre du processus de remontée des informations et d'établissement des comptes ; en revanche, la diversité des activités des filiales conduit Wendel à laisser le soin à chaque filiale de proposer les traitements comptables spécifiques à son activité. La Direction financière et le responsable de la consolidation chez Wendel s'assurent de l'homogénéité des traitements au sein du Groupe, notamment en contrôlant les principes comptables figurant dans les états financiers de chaque filiale et au travers des procédures exposées ci-dessous.

- fixation, avec les directions financières de chaque filiale, d'un calendrier de communication des états financiers avec les compléments d'informations nécessaires à l'élaboration des comptes de la société mère ;
- réunion d'examen des comptes consolidés entre le Directeur des affaires comptables et financières du Groupe et la Direction financière de chaque filiale pour analyser les faits marquants de la période ainsi que les opérations significatives ou exceptionnelles.

Procédures de contrôle des comptes

Au niveau des filiales :

- coordination des réseaux des auditeurs du Groupe pour une meilleure remontée d'information vers les Commissaires aux comptes de la société mère ; le Groupe a en effet pour règle d'avoir, dans la mesure du possible, les mêmes cabinets d'audit pour la maison mère et pour l'ensemble des filiales ; c'est pourquoi dans le cadre de l'appel d'offre pour le renouvellement des mandats de Commissaires aux comptes auquel a procédé le Comité d'audit de Wendel début 2007, ce dernier a fait figurer parmi les critères de sélection la capacité à assurer l'audit de l'ensemble des filiales et sous-filiales, partout dans le monde et l'aptitude des Commissaires aux comptes titulaires à se faire communiquer par leurs collègues les résultats de leurs audits, ainsi que les éventuelles anomalies constatées ;

- participation de la Direction des affaires comptables et financières aux réunions de fin d'audit des filiales sous contrôle exclusif, et obtention du détail des points d'audit et des points de contrôle interne relevés par les auditeurs des filiales dans le cadre de leur mission ;
- participations aux Conseils d'administration ou de surveillance et/ou aux Comités d'audit des filiales d'un ou plusieurs membres du Directoire, du Pôle Investissement et/ou de la Direction des affaires comptables et financières ;

Au niveau de la société-mère

- Le Directeur des affaires comptables et financières est responsable de la doctrine comptable et, en particulier, de vérifier le respect des règles comptables dans la holding et les filiales du Groupe. Le cas échéant, des missions d'audit peuvent être initiées sous sa responsabilité. Il tient régulièrement des réunions de préclôture avec les Commissaires aux comptes pour s'assurer que les points soulevés lors des clôtures antérieures ont été réglés et pour analyser avec les Commissaires aux comptes les opérations de l'exercice et décider du traitement comptable approprié ;
- Le Président du Directoire est en liaison permanente avec le Directeur des affaires comptables et financières lors de l'établissement des comptes ; en particulier, il est informé des impacts financiers et comptables de tout événement significatif ; une réunion entre les auditeurs et le Président du Directoire est organisée lorsqu'apparaissent des sujets dont l'interprétation comptable est complexe ou l'impact significatif sur les comptes. Il revoit également toute la communication financière du Groupe et est informé de tout point susceptible d'avoir un impact sur cette dernière ;

- Le Comité d'audit : la mission de ce comité, ses modalités de fonctionnement et son activité au cours de l'exercice sont exposées de façon détaillée dans le rapport relatif à la gouvernance et au gouvernement d'entreprise. Il peut décider de recourir à un expert indépendant pour conforter ses vues sur la situation financière de la Société, comme pour l'ANR (cf. supra). Il auditionne également régulièrement les Commissaires aux comptes pour s'assurer auprès d'eux de la fiabilité des comptes sociaux et consolidés. Il s'assure également de la permanence ou des changements de méthodes comptables.

Procédures de contrôle de l'information financière

Toute communication financière (document de référence, communiqués, lettres aux actionnaires, documents remis aux analystes) est transmise systématiquement pour avis au Comité d'audit avant examen par le Conseil de surveillance et les Commissaires aux comptes.

5 – PLAN D'ACTIONS ET PERSPECTIVES 2008

Les travaux engagés en 2007 par Wendel et ses filiales seront poursuivis en 2008 selon les axes suivants :

- mise à jour des questionnaires d'auto-évaluation relatifs aux principes généraux de contrôle interne et suivi des plans d'amélioration qui seront mis en œuvre dans le Groupe ;
- à partir du Guide d'Application Comptable et Financier de l'AMF, examen des dispositifs de contrôle interne relatifs à la production des informations comptables et financières.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2007

Rapport des Commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil de surveillance de la société Wendel, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,
En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Wendel et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre Société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Neuilly sur Seine, Paris-La Défense, le 28 avril 2008

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Olivier Thibault

ERNST & YOUNG Audit

Jean-Pierre Letartre

WENDEL

En tant que société d'investissement, Wendel n'a pas d'activité d'exploitation industrielle et, en conséquence, n'a pas de politique spécifique pour la préservation de l'environnement. Wendel prend néanmoins en compte la notion de développement durable, mode de développement qui – selon la définition du rapport Brundtland des Nations unies – « répond aux besoins des générations présentes, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs », tant dans le domaine social que dans le domaine environnemental au moment des processus de décision d'investissement et lors du suivi des participations du Groupe.

Le respect des règles actuelles relatives à la protection de l'environnement et des règles de l'organisation internationale du travail est étudié et évalué de façon régulière, ainsi que la capacité du management des filiales à assumer la gestion à long terme des responsabilités sociales et environnementales. Lors d'un audit d'acquisition, les diligences effectuées en matière d'analyse des risques environnementaux et d'appréciation de la politique de prévention mise en place par la Société dont l'acquisition est envisagée sont très approfondies et peuvent donner lieu, si cela est nécessaire, à des missions d'expertise. Le groupe Wendel rassemble des entreprises diversifiées, en ce qui concerne tant les secteurs d'activité dans lesquels elles opèrent que leurs zones géographiques d'implantation. Le Groupe étant organisé de façon décentralisée, chaque entité a son autonomie de gestion et les dirigeants des filiales et participations doivent assumer la pleine responsabilité de la politique de développement durable mise en place dans leur société.

Pour les sociétés où le Groupe est l'actionnaire majoritaire et dont les états financiers, de ce fait, font l'objet d'une intégration globale dans les comptes consolidés de Wendel, nous vous présentons ci-dessous un résumé de leur politique environnementale.

BUREAU VERITAS

La politique environnementale de Bureau Veritas fait partie intégrante de la nouvelle déclaration « Hygiène-Santé, Sécurité et Environnement » (HSE) qui vient d'être republiée. Elle stipule clairement que les collaborateurs de Bureau Veritas doivent :

- contribuer à la protection de l'environnement ;
- respecter les exigences du groupe Bureau Veritas et la législation locale HSE ;

- réduire leur impact sur l'environnement grâce aux initiatives de développement durable qui minimisent la quantité de ressources consommées ainsi que le volume de déchets générés ;
- veiller à ce que tous les processus et programmes de gestion HSE soient proactifs.

L'importance de l'impact environnemental en termes de développement durable est au cœur des prestations de services proposées par Bureau Veritas à ses clients et fait partie intégrante des projets en cours pilotés par le groupe QHSE (Qualité, Hygiène-Santé, Sécurité et Environnement) et de la culture d'entreprise.



Le groupe Bureau Veritas est décidé à se fixer des objectifs proactifs et concrets visant à réduire son empreinte écologique. Dans cette optique, un certain nombre d'initiatives ont été développées au niveau national, parmi lesquelles :

- la gestion et l'élimination des déchets générés par les activités de laboratoires et de tests non destructifs ;
- l'analyse des émissions de carbone issues des activités, y compris les déplacements avec notamment le développement d'un outil de surveillance des émissions de carbone s'adressant aux sites Bureau Veritas ;
- la réduction de la consommation de matières premières ;
- la distribution des bulletins d'information du groupe par voie électronique ou l'impression de ceux-ci sur papier recyclé et ou portant le label FSC (Forestry Stewardship Council), c'est-à-dire provenant de forêts gérées de façon responsable ;
- des initiatives visant à produire des rapports électroniques pour les clients et à stocker électroniquement les archives internes.

En 2007, le service achats de Bureau Veritas a lancé une initiative pilote en France, en Espagne, au Royaume-Uni, en Italie, à Hong Kong et au Japon afin d'analyser et d'augmenter le budget consacré aux articles de papeterie écologiques provenant des fournisseurs d'entreprise. Fin 2007, quelques 28% de la totalité des articles de papeterie qui étaient achetés dans ces pays étaient considérés comme produits « écologiques » par les fournisseurs.

Cette initiative pilote servira de référence afin d'élaborer une politique achats écologique à l'échelle de Bureau Veritas.

BV Royaume-Uni et BV Brésil ont lancé les travaux préparatoires à l'obtention, d'ici fin à la fin 2008, de la certification ISO 14001. Le Royaume-Uni a déjà obtenu une certification ISO 14001 pour l'un de ses sites. BV France a récemment mis au point un plan d'actions environnemental à trois ans qui culminera avec la certification ISO14001 de tous les sites français d'ici à la fin 2010.

Ces initiatives déboucheront à travers le monde sur la certification de plus de 100 sites selon des référentiels reconnus de système de management HSE.

À la suite des mesures relatives aux audits énergétiques qui ont généré des économies d'énergie et de papier en France, le groupe Bureau Veritas a lancé une initiative pilote dans dix sites à travers le monde afin de réduire au maximum la consommation énergétique et le volume de déchets produits. Ce projet pilote, qui regroupe des bureaux allant de la Chine à l'Angola en passant par les États-Unis, mobilise quelques 5700 employés. Pour 2008, les objectifs consistent à réduire d'au moins 10% la consommation énergétique et d'au moins 15% celle de papier. Parmi les sites concernés, il y a le nouveau siège social dans lequel Bureau Veritas emménagera en mai 2008 à Neuilly-sur-Seine.

Dans le cadre d'un partenariat avec Bureau Veritas UK, le service QHSE groupe a également parrainé le développement d'un outil de mesure de l'« empreinte carbone » qui permettra aux sites Bureau Veritas de déterminer l'ampleur des émissions de carbone qu'ils génèrent du fait de leurs activités. Cet outil sera testé au Royaume-Uni en 2008 avant d'être mis à la disposition des autres sites à l'horizon 2009.

La division Biens de consommation a créé en 2007 un Comité environnemental qui s'attache actuellement à identifier les opportunités d'amélioration d'ordre écologique et propose de développer des initiatives couvrant l'énergie et les déchets sur tous les sites au cours de 2008.

Pour plus de détail sur la politique de développement durable menée par Bureau Veritas, se référer au document de référence 2007 de ce groupe.

MATERIS



Le respect de l'environnement, la santé et la sécurité de ses salariés sont des éléments fondamentaux de la culture du groupe Materis.

Depuis treize ans, ces dimensions sont prises en compte par l'ensemble du groupe au travers d'un système de management global interne s'inspirant des normes ISO.

Parallèlement un nombre de plus en plus important de sites industriels du groupe obtiennent la certification ISO 14001.

«Le développement des produits, procédés et équipements en accord avec les exigences d'hygiène, de santé et d'environnement et de respect des ressources naturelles.»

Ces systèmes de management ont permis de progresser sur un certain nombre de sujets tels que :

- le remplacement systématique, lorsque c'est possible, des matières premières dangereuses pour l'environnement et pour l'homme par des matières non dangereuses (plan d'actions mondial pour toutes les activités 2006-2008) ;
- la fabrication et la commercialisation de produits respectueux de la nature et des hommes, (Ecolabel ou NF environnement) tels que :
 - des peintures en phase aqueuse (diminution de la production des peintures solvantées d'ici à 2010) ;
 - des colles en pâtes sans solvants ;
 - des enduits et mortiers sans poussière (mise en place d'un plan de substitution des enduits et mortiers classiques par la technologie « sans poussière » dans les principaux pays producteurs) ;
 - des produits biodégradables et à base végétale ;
 - l'optimisation de l'utilisation des granulats recyclés ;
 - des formulations pour réduire le taux de chrome hexavalent (Chrome [VI] dans le ciment) ;
 - des formulations sans formol pour accélérateurs ;
 - ciment alumineux permettant l'utilisation par les clients réfractoristes d'un panel plus large de matières premières.

La gestion des déchets

- Materis développe des emballages spécifiques divisant par cinq le poids des déchets et par douze le poids des déchets industriels spéciaux.
- Mise en place d'une politique de service de reprise des emballages souillés.
- Tri sélectif des déchets.
- Valorisation des produits usagés issus de l'industrie des réfractaires.

Le respect des lois, normes et réglementations locales

Materis développe de façon permanente des actions de prévention des risques et de contrôle par exemple :

- analyse des risques en mode dynamique ;
- audits sécurité et environnement suivi des recommandations ;
- sessions de sensibilisation à la sécurité permettant l'échange de bonnes pratiques ;
- visites sécurité ayant pour but d'améliorer les comportements sécurité au travail.

Diminution des émissions polluantes dans l'air et dans l'eau

- Installation sur site de traitement des eaux industrielles usées.

Le dialogue avec les interlocuteurs internes et externes

- Rencontres régulières avec les administrations locales.
- Réunions d'information systématiques.
- Discussions autour de flashs de sensibilisation sur la sécurité, l'environnement, les économies d'énergie.
- Diffusion des bonnes pratiques en matière de sécurité et d'environnement.
- Accueil avec sensibilisation systématique aux risques pour les nouveaux embauchés et les entreprises extérieures.
- Formation.

Le contrôle des actions par :

- un reporting de plus en plus exigeant ;
- l'environnement et la sécurité, pilotés directement par la Direction générale et animés par une équipe dédiée. Cette équipe aide les opérationnels à intégrer les bonnes pratiques à tous les niveaux de la hiérarchie. Elle aide à la mise en place de plans d'actions locaux et veille à mesurer leur performance.

EDITIS



Editis constitue l'un des groupes leaders de l'édition de livres en France et sur les marchés francophones, avec de nombreuses maisons d'édition, marques et collections.

Produisant plus de 100 millions d'exemplaires par an, le groupe mène une stratégie d'achats industriels essentiellement tournée vers des fournisseurs hautement spécialisés dans les différents métiers du livre : papetiers, imprimeurs, relieurs.

Politique de gestion du papier

Editis achète chaque année plus de 40 000 tonnes de papier aux plus grands papetiers mondiaux et se montre très sensible aux impacts que peut avoir cette industrie sur l'environnement.

Les papetiers fournisseurs d'Editis produisent et n'utilisent que des pâtes fabriquées à partir de bois d'éclaircies, méthode qui permet aux forêts de croître et de se régénérer. Les pâtes obtenues à la suite de la transformation du bois sont toutes blanchies à l'oxygène, éliminant presque totalement l'utilisation des produits chlorés dont les rejets ont des effets nocifs sur l'environnement.

D'une façon générale, l'industrie du papier a déjà résolu un grand nombre de problèmes environnementaux en s'inscrivant dans le cadre des politiques de gestion forestière durable mises en place dans les pays développés et dans de nombreux autres pays, et renforce son engagement par la promotion de normes environnementales internationales encadrant la consommation des ressources forestières, le développement de technologies de production écoefficientes – notamment dans les domaines du traitement des eaux et de la récupération de l'énergie, entraînant ainsi une baisse des consommations –, ainsi que le soutien à la mise en conformité des processus de production aux normes ISO 14001 et Emas.

Editis utilise des papiers fabriqués avec la certification FSC (Forest Stewardship Council), label indépendant qui garantit un papier issu d'une gestion saine et raisonnée des ressources forestières et certifie aussi l'ensemble de la chaîne de

fabrication. Certains éditeurs d'Edition utilisent également des papiers 100 % recyclés issus de la collecte sélective selon le label APUR (Association des producteurs et utilisateurs de papiers recyclés).

Politique de gestion des travaux d'impression



Pour ses travaux d'impression, Edition travaille avec des fournisseurs spécialisés, conscients des enjeux environnementaux de leurs activités. De nombreux imprimeurs sont certifiés Imprim'vert (label de préservation de l'environnement décerné aux métiers de l'impression) et agissent au quotidien avec des plate-formes d'écogestion afin de favoriser le développement durable. Edition a demandé et obtenu la certification FSC de ses principaux imprimeurs.

Recyclage des déchets d'impression et des invendus

La fabrication de livres participe également, par la récupération organisée des déchets d'impression ainsi que par la mise au pilon des exemplaires défraîchis ou d'ouvrages invendus, à la fourniture de fibres recyclées, largement utilisées pour la production de papier destiné à la presse et de cartons servant aux emballages.

Axes de progrès

Edition a atteint les objectifs suivants, fixés dans le cadre de sa démarche environnementale :

- la certification de ses principaux imprimeurs ;
- l'utilisation de papier certifié ou recyclé, faisant d'Edition le seul groupe d'édition français possédant des maisons d'édition certifiées FSC.

À ce titre, on soulignera que la maison d'édition Bordas a promu, pendant sa campagne 2007, le thème de la protection de la planète en utilisant exclusivement des papiers recyclés et FSC. Par ailleurs, l'ouvrage *Vive la Terre* préfacé par Nicolas Hulot a été publié chez Solar sur un papier FSC, et imprimé chez un imprimeur labélisé FSC. Enfin, l'ouvrage *L'Atlas pour un Monde Durable* de Michel Barnier, a été publié chez Acropole sur un papier 100 % recyclé, et s'inscrit dans un programme de compensation des émissions de carbone engendrées par la production du papier, l'impression et la distribution de l'ouvrage.

La protection de l'environnement s'intégrant parfaitement aux axes de développement du groupe, de nouveaux objectifs de progrès sont aujourd'hui visés par Edition, notamment :

- étudier la possibilité de faire certifier FSC et PEFC (Program for Endorsement of Forest Certification Schemes) l'ensemble des maisons d'édition du groupe ;
- s'orienter vers l'utilisation exclusive de papier labélisé FSC et PEFC, cette démarche de certification pouvant, par ailleurs, être étendue à l'ensemble des fournisseurs.

DEUTSCH



Deutsch gère les questions environnementales à travers les systèmes de management environnementaux (SME) mis en place sur la majorité de ses sites industriels. Sur chaque site, un correspondant environnement est en charge de :

- mettre en œuvre, maintenir et améliorer le SME ;
- s'assurer de sa conformité avec la politique environnementale établie ;
- démontrer son efficacité et rechercher sa certification auprès d'un organisme extérieur (norme ISO 14001 ou référentiels clients). Six sites industriels sur dix sont certifiés ISO 14001.

En 2007, les principaux projets liés à l'amélioration des impacts environnementaux ont été les suivants :

- amélioration des filières de retraitement des déchets ;
- mise en place de séparateurs d'hydrocarbures ;
- réalisation d'un bilan technique décennal de fonctionnement afin de comparer nos process environnementaux aux meilleures pratiques de l'industrie ;
- formation de 40 personnes à la maîtrise d'une pollution accidentelle.

Toutes les mesures prises par Deutsch ont pour objectif de maîtriser la consommation des ressources, de limiter l'impact des activités sur l'environnement mais également d'améliorer de la gestion des déchets. Chaque année, une veille réglementaire est organisée pour s'assurer du maintien de la conformité de l'exploitation des sites aux exigences environnementales des activités industrielles.

ORANJE-NASSAU

Oranje-Nassau opère dans deux secteurs d'activité : énergie et investissement de fonds privés, dirigés avec le même objectif de croissance rentable et durable. Seule la première activité présente des risques environnementaux.

Le secteur Énergie recherche, développe et exploite des gisements d'hydrocarbures, en partenariat avec d'autres investisseurs, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

Toutes les activités du secteur Énergie sont effectuées par des exploitants au compte de tiers, qui travaillent en commun sous la forme de joint-venture. La politique d'Oranje-Nassau est de ne s'associer qu'avec des opérateurs qualifiés et disposant d'une très grande expérience dans le secteur pétrolier. Dans de tels projets, toutes les précautions sont prises pour limiter les risques : recrutement sélectif de personnels qualifiés, formation adaptée et régulière à tous les aspects du métier, application de manière très stricte des réglementations sanitaires, environnementales et de sécurité, et ce, quelle que soit la taille de l'activité.

Les principaux risques environnementaux sont liés au forage, au processus de production et au transport de pétrole et de gaz naturel. Tout incident technique ou erreur humaine peut entraîner des dommages pour l'environnement, les biens et les personnes. Les opérateurs, comme Oranje-Nassau, souscrivent aux assurances nécessaires à l'exploitation des puits qui couvrent notamment les risques de pollution.

STALLERGÈNES

Les allergènes utilisés pour la fabrication des produits sont issus de matières premières d'origine végétale ou animale et obtenus par extraction en solution saline, puis purifiés par filtration. Cette activité n'a quasiment aucun impact en ce qui concerne les rejets dans l'air, l'eau ou même le sol, ainsi que les nuisances sonores ou olfactives. Les risques de pollution peuvent être considérés comme très limités voire nuls.

Dans ces conditions, les dépenses environnementales du groupe se limitent au coût de retraitement des déchets, de l'ordre de 100 000 € par an (130 000 € en 2007). Tous les déchets sont traités par des sociétés spécialisées agréées par la FNADE (Fédération nationale des activités de la dépollution et de l'environnement). Ils sont de quatre types : déchets industriels banalisés (environ 1 000 m³/an), chimiques (environ 2 m³/an), bactériologiques (environ 250 m³/an) et radioactifs (environ 0,5 m³/an). La présence de déchets radioactifs résulte de l'utilisation d'un anticorps marqué à l'iode 125 comme réactif pour la mesure en laboratoire de l'activité allergénique des principes actifs (tests RAST). Le remplacement depuis 2004 de plus de 90 % des tests RAST par les tests ÉLISA a permis la forte diminution des déchets concernés, jusqu'à leur disparition totale intervenue en juin 2007.

La consommation annuelle d'eau est de 24 300 m³. La consommation annuelle d'électricité est de 6 000 MWh.

WENDEL

Wendel, en tant que société d'investissement, est constituée d'une équipe restreinte. Les données chiffrées en matière sociale concernant la société mère au titre de l'exercice 2007 sont les suivantes :

Emploi

EFFECTIFS AU 31.12.2007

	Employés	Cadres	Total
Femmes	18	7	25
Hommes	7	27	34
Total	25	34	59

EMBAUCHES AU COURS DE L'EXERCICE

	Employés	Cadres	Total
Femmes	3	3*	6
Hommes	1	5	6
Total	4	8	12

* Dont un changement de catégorie.

DÉPARTS AU COURS DE L'EXERCICE

	Employés	Cadres	Total
Femmes	4*	1	5
Hommes		1	1
Total	4	2	6

* Dont un changement de catégorie.

INTÉRIMAIRES AU COURS DE L'EXERCICE

Le nombre d'heures effectuées par les salariés intérimaires équivaut à un salarié à temps plein en secrétariat et comptabilité.

Temps de travail

Le personnel de Wendel est classé en trois catégories :

- les cadres dirigeants membres du Comité opérationnel, sans référence horaire;
- les cadres bénéficiant d'un forfait en jours, (218 jours de travail dans l'année);
- les salariés non cadres qui ont effectué un horaire de 1 723 heures de travail en 2007 (1 600 heures majorées de 7 heures au titre de la journée de solidarité et de 116 heures supplémentaires) et ont bénéficié de l'attribution de jours de réduction de temps de travail. Un total de 2 686 heures supplémentaires forfaitaires ont été payées au cours de l'exercice.

ABSENTÉISME (exprimé en heures)

	Employés	Cadres	Total
Maladie	2 266	62	2 328
Accident du travail	0	0	0
Maternité	0	663	663
Autres congés	273	429	702
Total	2 539	1 154	3 693

RÉMUNÉRATIONS EN 2007*

* Versées en France.

	Total
Masse salariale	7 833
Charges sociales	3 750

Une augmentation générale des salaires de 1,5% a été accordée au 1^{er} janvier 2007.

Par ailleurs, l'entreprise a mis en place en 2006 un dispositif d'intéressement qui a produit ses premiers effets en 2007 : le montant de l'intéressement est fonction de l'évolution de l'actif net réévalué par action au cours de l'année écoulée; l'intéressement associe ainsi l'ensemble des salariés à la création de valeur du Groupe.

Pluriactivité

80% des cadres bénéficient de contrats multiemployeurs. Ils sont rémunérés par Wendel et les filiales situées au Luxembourg, à Londres et à Singapour. Conformément à la réglementation, ils sont soumis aux cotisations sociales françaises dans toute l'Union et assujettis à l'impôt sur le revenu local.

Relations professionnelles

Les délégués du personnel sont au nombre de quatre :

- 2 membres dans le collège cadres;
- 2 membres dans le collège collaborateurs.

Hygiène et sécurité

Les salariés de Wendel travaillent dans un bâtiment conforme aux normes d'hygiène et de sécurité.

Formation en 2007

	Total
Nombre de personnes formées	39
Nombre d'heures rémunérées	654
Dépenses (en euros)*	175 741

*Hors versement à un organisme collecteur de 59 157 €.

Wendel dépense en formation au-delà de ses obligations ; elle s'efforce de construire des formations adaptées aux besoins de chacun de ses salariés afin d'entretenir et d'améliorer en permanence leurs compétences.

Personnes handicapées

Il n'y a pas de salarié handicapé à l'effectif de Wendel. La contribution versée pour 2007 à l'AGEFIPH s'élève à 9 790 €.

Œuvres sociales

La dotation de l'exercice 2007 versée par l'entreprise au titre des œuvres sociales s'est élevée à 101 708 €.

Sous-traitance

Wendel fait appel à des prestataires principalement dans le domaine du fonctionnement de l'immeuble (sécurité, entretien, accueil, standard, etc). La Société s'efforce d'entretenir avec ces prestataires des liens durables et de qualité et veille particulièrement au bon accueil de ces prestataires. Les principaux prestataires sont, pour la plupart, liés avec Wendel depuis plusieurs années.

Non discrimination

Wendel a fait de la promotion de l'égalité et de la lutte contre les discriminations un axe fort de sa politique sociale : la Société a adhéré à la Charte de la diversité et finalise une Charte interne de l'égalité en liaison avec la HALDE avec laquelle elle entretient des relations régulières, tout comme la plupart des sociétés du portefeuille. Wendel privilégie la compétence et la performance de ses salariés, quels que soient leurs origines, leurs religions, leur sexe, leur vie personnelle, leur situation individuelle, leurs opinions et leur âge ; l'intranet mis en place en début d'année est un véhicule de la politique d'égalité : à titre d'exemple, le calendrier des événements collectifs informe chacun des fêtes des religions monothéistes. De même, les contrats de prévoyance mis en place depuis 2007 ont supprimé toute référence à la situation matrimoniale dans le cadre des dispositifs de réversion.

BUREAU VERITAS

Nombre et répartition des salariés dans le monde

Au 31 décembre 2007, le groupe employait 33 018 salariés dans 140 pays, contre 26 207 salariés au 31 décembre 2006. Cette augmentation de 26 % des effectifs est due pour plus de 15 % à l'intégration des effectifs des sociétés acquises (environ 3 300 employés chez ECA et 650 employés chez CCI) et pour 11 % à la croissance du groupe.

L'effectif au niveau mondial, composé à hauteur d'environ deux tiers d'hommes et un tiers de femmes, se répartit entre fonctions opérationnelles (inspecteurs, auditeurs, experts, commerciaux...) et fonctions support (technique, finance, informatique, ressources humaines...).

EFFECTIFS EN NOMBRE DE PERSONNES AU 31 DÉCEMBRE 2007

Effectif total	33 018
Par zone géographique	
Afrique	987
Amériques	5 673
Asie, Pacifique et Moyen-Orient	10 547
Europe (hors France)	8 639
France	7 172
Par fonctions	
Fonctions opérationnelles	22 889
Fonctions support	10 129

Au niveau du groupe, le taux de départs volontaires (démissions) est de l'ordre de 15 % sur l'année 2007. Les taux les plus élevés sont constatés sur la zone Asie et Moyen-Orient en raison d'une très forte demande de salariés qualifiés. En France, le groupe bénéficie de l'image et de la notoriété de la marque Bureau Veritas, ce qui facilite la stabilité des effectifs (le taux de départs volontaires est de l'ordre de 4 %).

Politique en matière de santé et de sécurité au travail

Au niveau global, Bureau Veritas encourage activement son réseau à rechercher volontairement la certification OHSAS 18001 (système de management de la santé et de la sécurité).

En 2007, BV Colombia est devenu le premier pays (5 sites) de Bureau Veritas à obtenir la certification OHSAS 18001. BV France poursuit ses initiatives visant à obtenir la certification MASE (Manuel d'amélioration sécurité des entreprises) pour tous ses sites. BV Brésil s'est engagé à obtenir la certification OHSAS en 2008.

Bureau Veritas a toujours mesuré les statistiques relatives à ses performances de sécurité dans les pays où il est légalement tenu de le faire. Toutefois, dans le cadre de ses initiatives d'amélioration continue, Bureau Veritas surveille depuis le quatrième trimestre 2006 tous les accidents de travail avec arrêt de travail, que la loi locale l'exige ou non.

En 2007, les statistiques sécuritaires de fin d'année faisaient état d'un taux d'arrêt de travail⁽¹⁾ de 0,89 et d'un taux de gravité⁽²⁾ de 0,08. Ces chiffres représentent un total de 239 accidents du travail avec arrêt de travail⁽³⁾ et de 4 112 journées de travail perdues.

Les données relatives à la société mère Bureau Veritas SA sont les suivantes :

NOMBRE ET RÉPARTITION DES SALARIÉS

Au 31 décembre 2007, cette société employait 6419 salariés, contre 6045 salariés au 31 décembre 2006, soit une augmentation de près de 6,18% entre 2006 et 2007. L'effectif est composé à hauteur d'environ 4 100 d'hommes et 2300 de femmes.

Le nombre d'embauches a été de 993 pour 313 CDD et 680 CDI. Le nombre de licenciements a été de 52. Le taux de départs volontaires (démissions) est de l'ordre de 3,72%. 5 787 heures supplémentaires ont été comptabilisées en 2007. La main-d'œuvre extérieure à cette Société s'élève à 120 salariés.

ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

L'organisation du temps du travail est le suivant :

- 35 heures pour les non-cadres sédentaires ;
- forfait annuel en heures (1701 heures) ou 35 heures pour les non cadres itinérants ;
- forfait jours annuel (211 jours travaillés) ou forfait heures annuel (1701 heures) ou 35 heures hebdomadaires pour les cadres.

ABSENTÉISME

Le rapport entre le nombre de journées d'absence et le nombre de journées théoriques travaillées est de 0,041 en 2007.

Le nombre de journées d'absence pour maladie indemnisées ou non indemnisées est de 34 373 pour 2007, et concerne 2 413 salariés dont 1 324 pour une durée inférieure à une semaine et 311 pour une durée supérieure à un mois.

Par ailleurs, 1 656 jours d'absence sont relatifs à des accidents du travail ou de trajet, 11 524 sont relatifs à des congés pour maternité et congés d'adoption, 5 210 pour des congés autorisés (événements familiaux et congés spéciaux) et 2 073 sont imputables à d'autres causes.

RELATIONS PROFESSIONNELLES

Les accords signés en 2007 portent sur le CHSCT, le régime d'astreinte, le Plan d'Épargne Groupe et sur la répartition de supplément d'intéressement.

FORMATION

3 160 salariés ont été stagiaires en 2007, pour un nombre d'heures total de 141 000.

PERSONNES HANDICAPÉES

Le nombre de travailleurs handicapés au 31 décembre 2007 est de 101.

Le nombre de travailleurs handicapés à la suite d'accidents du travail intervenus dans l'établissement employés au 31 décembre 2007 est de 22.

ŒUVRES SOCIALES

Le versement de la société au Comité d'entreprise se monte à 1 829 000 d'euros en 2007.

(1) Taux d'arrêt de travail = (nombre d'accidents du travail avec arrêt de plus de 3 jours) x 200 000 / nombre d'heures travaillées. Cela équivaut au nombre d'accidents sur 100 employés.

(2) Taux de gravité = nombre de journées de travail perdues x 1000 / nombre d'heures travaillées. Cela équivaut au nombre de journées perdues pendant une période de référence de six mois.

(3) Accident du travail avec arrêt de travail = accidents du travail entraînant une absence de plus de trois jours.

MATERIS

Emploi

EFFECTIFS AU 31.12.2007

Total	8758
France	3910
Europe (sauf France)	1453
États-Unis	465
Amérique latine	914
Asie	1641
Australie	115
Afrique	260

	ETAM	Cadres	Total
Femmes	1 892	342	2234
Effectif permanent	1663	331	1994
CDD	229	11	240
Hommes	5 121	1 403	6524
Effectif permanent	4 639	1 398	6036
CDD	482	5	487
Total	7 013	1 745	8758
Effectif permanent	6302	1729	8031
CDD	711	16	727

EMBAUCHES RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2007

	CDD	Effectif permanent	Total
Femmes	222	272	494
Hommes	511	883	1394
Total	733	1 155	1888

DÉPARTS CONSTATÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2007

Départ	À l'initiative de l'employeur	Volontaire	Retraite	Total
Femmes	166	194	23	383
Hommes	510	478	57	1045
Total	676	672	80	1428

TRAVAIL INTÉrimAIRE ENREGISTRÉ SUR LA PÉRIODE

745 personnes sont employées en intérim soit 881 272 heures de travail.

Temps de travail

(moyen/temps plein/semaine)

France	35
Europe (hors France)	37,5 à 43,5
États-Unis	40 à 48
Amérique latine	42 à 48
Asie	40 à 48
Australie	38
Afrique	40

L'absentéisme constaté en 2007 varie de 1,75% à 17,6% en fonction des pays.

Rémunération 2007

En milliers d'euros

Masse salariale	248 979
Charges	95 604

L'augmentation moyenne des salaires se situe entre 2% et 21% en fonction des pays considérés (chiffres tenant compte des taux d'inflation pouvant être importants).

Relations professionnelles

Les nouveaux accords conclus en 2007 sont :

- accords d'intéressement et/ou sur les rémunérations : Materis DSI, Materis Corporate Services, filiales de Materis Paints, Kernéos et filiales de PAREXGROUP ;
- accords sur la couverture de santé et la couverture sociale : filiales de Materis Paints, Kernéos et PAREXGROUP.

Hygiène et sécurité

Les salariés du groupe Materis travaillent dans des locaux conformes aux règles d'hygiène et de sécurité.

Entre 1995 et 2007, le taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (TF1) est passé de 60 à 6,5. Un nombre de plus en plus important de sites industriels de Materis sont certifiés OHSAS 18001. L'objectif de Materis est d'obtenir, d'ici 2012, la certification OHSAS 18001 pour l'ensemble des sites.

Formation au cours de l'exercice 2007

Le nombre de salariés formés est de 7103 et les dépenses de formation sont de 2 915 000 d'euros.

Personnes handicapées

Il y a 89 salariés handicapés au sein de l'effectif du groupe Materis.

EDITIS

Emploi

EFFECTIFS AU 31.12.2007

	ETAM	Cadres	Total
Femmes	826	887	1 713
Effectif permanent	749	837	1 586
CDD	77	50	127
Hommes	372	556	928
Effectif permanent	344	546	890
CDD	28	10	38
Total	1 198	1 443	2 641
Effectif permanent	1 093	1 383	2 476
CDD	105	60	165

EMBAUCHES RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE

201 salariés ont été embauchés en contrat à durée indéterminée en 2007.

DÉPARTS CONSTATÉS AU COURS DE L'EXERCICE

234 départs ont été constatés au cours de l'exercice, dont 117 à l'initiative de l'employeur et 117 départs en retraite et départs volontaires.

HEURES SUPPLÉMENTAIRES EFFECTUÉES AU COURS DE L'EXERCICE

Leur nombre est de 14 564 heures.

NOMBRE D'HEURES D'INTÉRIMAIRES ENREGISTRÉES SUR LA PÉRIODE

Leur nombre est de 281 792 heures.

Temps de travail

Toutes les sociétés françaises du groupe Editis appliquent des accords de réduction du temps de travail. Le temps de travail moyen pour les personnels à plein temps est de 35 heures.

D'une façon générale :

- les non-cadres travaillent sur la base d'horaires hebdomadaires, et bénéficient de jours de RTT annuels ;
- les cadres travaillent sur la base de forfaits tous horaires, et bénéficient de jours de RTT annuels ;
- les cadres dirigeants travaillent sur la base de forfaits tous horaires et sont exclus des accords de RTT.

L'absentéisme enregistré au cours de l'exercice a été de 36 551 jours, dont 23 454 pour maladie.

Rémunérations

En milliers d'euros

Masse salariale	105 427
Charges	44 887
Intéressement et participation	6 688

En 2007, les augmentations (générales et individuelles) ont été fixées à 2% de la masse salariale, à périmètre constant.

Relations professionnelles

ÉLUS DU PERSONNEL

Les élus du personnel (comités d'entreprise et délégués du personnel) sont au nombre de 125.

ACCORDS COLLECTIFS SIGNÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2007

Aucun accord collectif d'importance n'a été signé en 2007.

Hygiène et sécurité

Les salariés du groupe Editis travaillent dans des bâtiments conformes aux règles d'hygiène et de sécurité. Une part importante des effectifs des maisons d'édition du groupe est installée soit dans des locaux récents soit dans des locaux réaménagés.

Formation

Les dépenses de formation se sont élevées à 1 101 k€ au cours de l'exercice. 1 430 personnes en ont bénéficié.

Personnes handicapées

Il y a 23 salariés handicapés figurant à l'effectif du groupe Editis.

Œuvres sociales

Les montants alloués par le groupe Editis au titre des comités d'entreprises se sont élevés à 1 361 k€ au cours de l'exercice.

DEUTSCH

Emploi

EFFECTIFS AU 31.12.2007

	Ouvriers	ETAM	Cadres	Total
Femmes	1393	416	53	1862
Effectif permanent	1225	401	53	1679
CDD	14	4	—	18
Intérim	154	11	—	165
Hommes	1028	700	275	2003
Effectif permanent	885	678	273	1836
CDD	9	13	1	23
Intérim	134	9	1	144
Total	2421	1116	328	3865
Effectif permanent	2110	1079	326	3515
CDD	23	17	1	41
Intérim	288	20	1	309

EMBAUCHES RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE

	CDI	CDD	Total
Femmes	732	9	741
Hommes	807	7	814
Total	1539	16	1555

Le chiffre élevé de recrutements est dû à la nature de l'activité et aux types de contrats utilisés aux États-Unis.

DÉPARTS CONSTATÉS AU COURS DE L'EXERCICE :

Départ	À l'initiative de l'employeur	Volontaire	Retraite	Total
Femmes	324	356	23	703
Hommes	360	386	15	761
Total	684	742	38	1464

Le chiffre élevé de départs est dû à la nature de l'activité et aux types de contrats utilisés aux États-Unis.

Temps de travail

Toutes les sociétés françaises sont aux 35 heures avec des accords d'entreprise et des modalités d'application différentes.

Les sociétés étrangères travaillent en conformité avec les législations en vigueur dans les pays concernés. L'absentéisme moyen est inférieur à 3%.

Rémunérations sur l'exercice

L'augmentation moyenne des salaires a été d'environ 3,5% en 2007.

Relations professionnelles

Les réunions avec les institutions représentatives du personnel sont tenues sur un rythme mensuel (comité d'entreprise, délégués du personnel) ou trimestriel (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) pour les sociétés françaises. Les sociétés étrangères respectent les règles relatives à leur législation du travail.

Hygiène et sécurité

Les conditions d'hygiène et de sécurité sont suivies dans chacun des sites français à travers les réunions du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et du comité d'entreprise.

Formation

Le pourcentage de la masse salariale consacré à la formation continue représente environ 3% en moyenne sur le périmètre des sociétés françaises du groupe.

Dans toutes les sociétés du groupe, des plans de formation sont développées en corrélation avec les besoins des divisions.

Personnes handicapées

49 personnes handicapées sont employées dans les sociétés du groupe, dont 33 en France.

ORANJE-NASSAU

La politique d'Oranje-Nassau, adoptée depuis longtemps, est de conserver un personnel multidisciplinaire peu nombreux, hautement qualifié et motivé. Oranje-Nassau se conforme à la réglementation sociale en vigueur, définie par le Code du travail des Pays-Bas.

Emploi

EFFECTIFS AU 31.12.2007

	ETAM et cadres	Cadres dirigeants	Total
Femmes	10	—	10
Effectif permanent	9	—	9
CDD	1	—	1

	ETAM et cadres	Cadres dirigeants	Total
Hommes	12	2	14
Effectif permanent	12	2	14
CDD	—	—	—
Total	22	2	24
Effectif permanent	21	2	23
CDD	1	—	1

INTÉRIMAIRES AU COURS DE L'ANNÉE 2007

Oranje-Nassau a eu recours à un informaticien intérimaire trois jours par semaine.

Temps de travail

La durée hebdomadaire de travail est de 37,5 heures et l'absentéisme a été de 88 jours pour maladie.

Rémunérations 2007

	En milliers d'euros
Salaires	3 460
Contributions sociales	945

Une augmentation générale des salariés de 0,9% a été accordée au 1^{er} janvier 2007.

Relations professionnelles

Il n'y pas de syndicat ni de comité d'entreprise au sein d'Oranje-Nassau.

Hygiène et sécurité

Les salariés d'Oranje-Nassau travaillent dans des bâtiments correspondant aux normes d'hygiène et de sécurité.

Formation en 2007

Les dépenses engagées en 2007 pour la formation des salariés sont de 17 k€ et le nombre de personnes formées en 2007 est de neuf.

Personnes handicapées

Il n'y a pas de personne handicapée à l'effectif d'Oranje-Nassau.

STALLERGÈNES

Effectifs

Le groupe Stallergènes emploie 690 personnes fin 2007 dont 488 en France ; l'effectif est en progression de 12% sur un an. La population féminine reste majoritaire avec 456 femmes et 234 hommes à l'instar de l'ensemble de l'industrie pharmaceutique. L'effectif permanent est de 636 personnes et le nombre de contrat à durée déterminée est de 54.

L'effectif à temps plein représente 614 personnes et l'effectif à temps partiel représente 76 personnes.

Recrutement, durée du travail, formation

106 recrutements en contrat permanent ont été réalisés en 2007, soit une progression de 5% sur l'année précédente, et 20 personnes ont été licenciées. La saisonnalité de l'activité explique le recours (globalement limité) au travail temporaire (équivalent effectif moyen sur 2007 : 30), aux heures supplémentaires (0,55% d'heures supplémentaires), et aux contrats à durée déterminée. L'absentéisme reste stable (4,1%, contre 4,0% en 2006).

L'effort constant de formation, au-delà des minima imposés, permet une rapide intégration des nouveaux venus, une adaptation permanente des personnels aux nouveaux métiers de l'entreprise et la promotion interne pour 50% des postes à pourvoir. Les coûts externes de formation se sont montés à 512 k€ en 2007.

Politique salariale

La politique salariale résulte d'un large consensus dans l'entreprise. La révision des salaires fait l'objet depuis trois ans d'un accord avec les organisations syndicales.

La durée de l'aménagement du temps de travail, le plan d'épargne d'entreprise, la participation et l'intéressement sont définis par des accords d'entreprise. À la participation légale s'ajoute chez Stallergènes un important accord d'intéressement en France basé sur le résultat d'exploitation. Cette forte association de chacun au succès de l'entreprise est depuis vingt ans un facteur très important de cohésion et de motivation de l'entreprise.

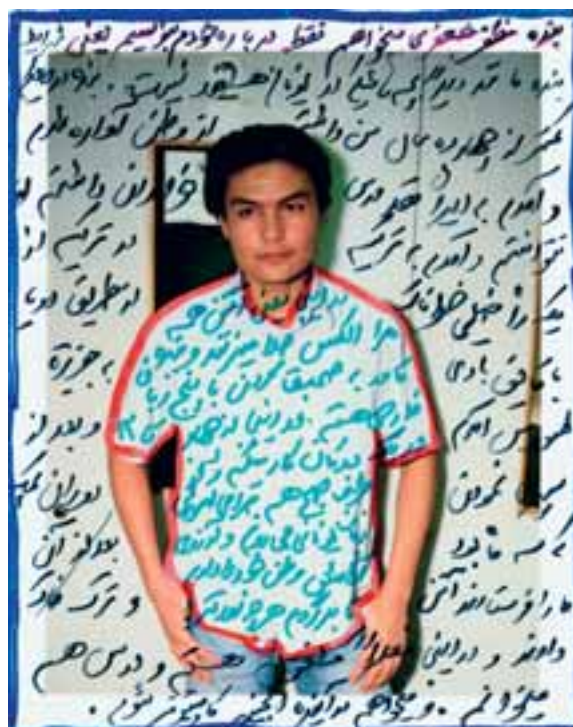
	En milliers d'euros
Salaires et contributions sociales	42 174
Participation et intéressement	4 990

WENDEL ET LA FONDATION HENRI CARTIER-BRESSON

En matière de mécénat culturel, Wendel a pour politique de soutenir des projets à moyen-long terme. Après avoir été partenaire de la rénovation du musée Gustave-Moreau et de ses collections, Wendel a choisi en 2007 d'apporter sur plusieurs années, son soutien à la création et à la promotion d'œuvres photographiques contemporaines.

Dans ce cadre, Wendel apporte son concours au prix HCB décerné par la Fondation Henri Cartier-Bresson. Ce Prix HCB a pour objet de permettre à un photographe qui a déjà accompli un travail significatif dans une sensibilité proche du reportage, de réaliser un projet sur plusieurs mois. Il s'élève à 30 000 €. Il est attribué tous les deux ans par un jury international.

Le lauréat du Prix HCB 2007 a été désigné le 11 juin 2007. Il s'agit de Jim Goldberg pour son projet « The New Europeans », essai photographique sur les flux migratoires vers l'Europe. Avec la bourse du Prix HCB, Jim Goldberg va désormais se déplacer dans les pays d'origine des populations immigrées et montrer les racines de ces migrations. Jim Goldberg est membre de Magnum Photos depuis 2006. Son œuvre sera exposée à la fondation HCB dans les dix-huit mois suivant sa nomination.



Grèce, 2003-2005 © Jim Goldberg / Magnum



Henri Cartier-Bresson

La Fondation Henri Cartier-Bresson
a été créée en mai 2003.

Le Conseil d'administration est présidé
par Martine-Franck Cartier-Bresson.

Coordonnées

2, Impasse Lebourg, 75014 Paris

Tél. : 01 56 80 27 00

Fax : 01 56 80 27 01

contact@henricartierbresson.org

CENTRE INTERNATIONAL WENDEL POUR L'ENTREPRISE FAMILIALE

La chaire Wendel/Insead s'est transformée, il y a maintenant deux ans, en Centre international pour l'entreprise familiale. Il est aujourd'hui devenu l'un des centres d'excellence mondiaux pour l'étude et la recherche sur les entreprises familiales. Ses activités et sa réputation hors de nos frontières se sont considérablement amplifiées.

L'un des principaux développements du Centre ces deux dernières années a été la consolidation et l'élargissement des activités en Asie. L'organisation en février 2006, à Singapour d'une table ronde destinée aux grandes entreprises familiales a constitué un événement clé, avec la participation de membres de la famille Wendel. Le « Family Enterprise Challenge » (un programme de quatre jours pour les entreprises familiales) a lieu désormais annuellement à Singapour, et attire un public nombreux d'Asie, d'Australie et du Moyen-Orient, et quelques participants en provenance d'Europe et des continents américains. Un cours optionnel pour les MBA a lieu maintenant à Singapour et accueille des intervenants de qualité. Le Centre joue également un rôle actif dans le lancement de la section sud-est asiatique du « Family Business Network », prend part à des événements, conférences et modules de formation pour dirigeants à Singapour, Shanghai et Hong Kong.

Autre développement important : la conception de programmes sur mesure pour des entreprises familiales. Après la réussite d'un programme de formation d'une semaine élaboré pour les actionnaires d'une entreprise familiale européenne de premier plan à Fontainebleau en juin 2006, le Centre a participé à la conception d'un programme majeur pour des jeunes cadres (dont plusieurs membres de la famille actionnaire) d'une grande entreprise familiale européenne. Ce programme s'étalera sur plusieurs années et comportera plusieurs modules. Au cours de l'été 2007, le Centre a conçu et mis en œuvre une adaptation du programme « Family Enterprise Challenge » pour une famille francophone, à laquelle ont assisté également des membres de trois autres entreprises familiales importantes, dont les Wendel.

Le Centre poursuit sa mission de diffuser ses connaissances à travers l'Europe, grâce à des conférences et des séminaires dans des pays tels que la Finlande, la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, le Royaume-Uni et, bien sûr, la France, et sa présence au Moyen-Orient s'accroît. Le

programme « Family Enterprise Challenge Europe » a récemment accueilli des participants provenant d'Amérique, du Moyen-Orient et également d'Afrique.

Les perspectives

Le Centre poursuivra son rayonnement géographique au Moyen-Orient ; début 2008, plusieurs événements ont eu lieu en coordination avec le Centre d'Abu Dhabi de l'INSEAD. Le Centre explorera l'organisation d'événements en Amérique, dans le cadre d'une politique de présence accrue de l'INSEAD sur ce continent. Les programmes sur mesure pour les entreprises familiales vont continuer à être développés. Lien privilégié entre les entreprises familiales et l'INSEAD, référence pour ceux travaillant dans et autour des entreprises familiales (universitaires, prestataires, etc.), telle est la vision du Centre. Ceci est d'autant plus important que les entreprises familiales représentent la grande majorité des entreprises dans le monde.

Les activités de l'INSEAD dans le domaine de l'entreprise familiale, initiées avec l'appui du groupe Wendel, se développent aujourd'hui avec le soutien complémentaire d'autres personnalités et entreprises familiales, en particulier le fonds de recherche Tetra Laval pour la grande entreprise familiale, la chaire Berghmans/Lhoist en « Entrepreneurial Leadership », et le fonds de recherche André et Rosalie-Hoffmann pour l'Entreprise Familiale.



Centre international Wendel pour l'entreprise familiale
Tél. : (33) 1 60 72 92 50

family-firms.fb@insead.edu – www.insead.edu/wicfe

COMPTES

2007

Comptes consolidés
Comptes annuels
Assemblée générale
Informations spécifiques

157	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
142	Liste des principales sociétés consolidées au 31 décembre 2007
81	Annexe aux comptes consolidés
80	Flux de trésorerie consolidés
79	État des produits et des charges comptabilisés
78	Compte de résultat consolidé
76	Bilan consolidé
70	Analyse des comptes consolidés

1 / PRÉSENTATION COMPTABLE DES COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes de Wendel consolident :

- par intégration globale : les holdings et les filiales sur lesquelles Wendel exerce un contrôle exclusif ; ce sont les groupes Bureau Veritas, Materis, Editis, Deutsch, Oranje-Nassau et Stallergènes ;
- par mise en équivalence : les sociétés dans lesquelles Wendel exerce une influence notable, à savoir, Legrand, Stahl et Saint-Gobain (depuis le 31 décembre 2007) ;
- le résultat des filiales cédées (la division Immobilier de Oranje Nassau) est présenté conformément aux normes IFRS sur une ligne distincte du compte de résultat « Résultat net d'impôt des activités ou destinées à être cédées » pour chaque exercice présenté.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En millions d'euros

	2007	2006
Chiffre d'affaires	5 472	4 273
Résultat opérationnel	1 405	657
Résultat financier	-548	-238
Impôt	-147	-118
Résultat net des sociétés mises en équivalence	129	69
Résultat net avant résultat des activités arrêtés ou destinées à être cédées	839	369
Résultat des activités arrêtés ou destinées à être cédées	55	-6
Résultat net	894	363
Résultat net part des minoritaires	15	-2
Résultat net part du Groupe	879	365

BILAN CONSOLIDÉ

Actif	31.12.07	31.12.06	Passif	31.12.07	31.12.06
Ecart d'acquisition	3 211	3 356	Capitaux propres	2 332	1 830
Immob. corp. et incorporelles	2 515	2 664	Intérêts minoritaires	248	97
Actifs financiers nets	147	477	Provisions	383	423
Titres mis en équivalence	5 338	526	Dettes financières nettes	8 189	4 489
Besoin en fonds de roulement	385	302	Impôts différés nets	444	486
	11 596	7 325		11 596	7 325

ANALYSE DES PRINCIPALES VARIATIONS DU BILAN CONSOLIDÉ

Ecart d'acquisition au 31.12.2006 Acquisitions par Bureau Veritas Acquisitions par Editis Acquisitions par Materis Variation de périmètre : IPO Bureau Veritas Effet de change et autres Ecart d'acquisition au 31.12.2007	3 356 + 161 + 60 + 43 - 322 - 87 3 211
Provisions au 31.12.2006 Annulation de la provision sur engagement de liquidité sur les titres Bureau Veritas suite à l'introduction en Bourse Autres Provision au 31.12.2007	423 - 41 + 1 383
Immobilisations corporelles et incorporelles au 31.12.2006 Variations de périmètre Investissements Cessions Amortissements et provisions de l'exercice Effet de change et autres Immobilisations corporelles et incorporelles au 31.12.2007	2 664 + 138 + 215 - 124 - 301 - 77 2 515
Dettes financières nettes au 31.12.2006 Cash flow de l'exercice Acquisitions de titres Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes des cessions Cessions de titres Dividendes versés par Wendel Autres Dettes financières nettes au 31.12.2007	4 489 - 435 + 5 122 + 192 - 1 556 + 101 + 276 8 189
Titres mis en équivalence au 31.12.2006 Acquisition Saint-Gobain Part du résultat de l'exercice Dividendes versés Autres Titres mis en équivalence au 31.12.2007	526 + 4 805 + 129 - 41 - 79 5 338
Impôts différés nets au 31.12.2006 Effet des acquisitions et cessions Autres Impôts différés nets au 31.12.2007	486 - 2 - 40 444
Capitaux propres consolidés au 31.12.2006 Résultat de l'exercice Dividende versé par Wendel Legrand - rachat d'actions Engagement de liquidité sur les titres Bureau Veritas Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente Gains et pertes sur dérivés qualifiés de couverture Reprise en compte de résultat des résultats antérieurement constatés en capitaux propres Réserve de conversion et autres Capitaux propres consolidés au 31.12.2007	1 830 + 879 - 101 - 67 + 41 + 13 - 147 - 91 - 25 2 332

2 / INFORMATIONS FINANCIÈRES PRO FORMA PRÉSENTÉES EN 2006

Le compte de résultat pro forma est destiné à appréhender sur l'année 2006 les impacts liés aux acquisitions des groupes Deutsch et Materis comme si les acquisitions avaient été effectuées le 1^{er} janvier 2006. Cette analyse proforma avait été présentée dans le document de référence 2006. Ce compte de résultat pro forma est purement illustratif et traite d'une situation hypothétique. Il ne représente en aucun cas le résultat effectif du Groupe pour l'exercice 2006. Cette information pro forma ne représente pas ce qui aurait été constaté dans les comptes consolidés si les acquisitions avaient été effectivement réalisées au 1^{er} janvier 2006.

Base de préparation :

L'information financière pro forma a été établie conformément aux méthodes comptables du groupe Wendel. Elle a été préparée à partir des états financiers consolidés de Wendel en IFRS sur douze mois

clos le 31 décembre 2006. Les données du management des sociétés acquises, établies conformément aux méthodes comptables du groupe Wendel ainsi que les données déterminées sur la base des hypothèses décrites ci-dessous ont permis d'appréhender les ajustements proforma :

- les acquisitions sont réputées avoir été réalisées dès le 1^{er} janvier 2006 ;
- les écarts d'acquisition sont comptabilisés au 1^{er} janvier 2006 sur la base des montants déterminés au 1^{er} mai 2006 pour le groupe Materis et au 1^{er} août 2006 pour le groupe Deutsch ;
- les allocations des écarts d'acquisition sont amorties depuis le 1^{er} janvier 2006 ;
- les financements sont mis en place dès le 1^{er} janvier 2006 ;
- les charges financières afférentes ont été calculées sur la base des taux moyens annuels Libor 3 mois et Euribor 3 mois ;
- un taux normatif d'impôt à 34,43% a été retenu pour fiscaliser les résultats des groupes Deutsch et Materis.

COMPTE DE RÉSULTAT PRO FORMA 2006 ⁽¹⁾

En millions d'euros

	Données réelles	Ajustements	Données pro forma
Chiffres d'affaires	4 273	757	5 030
Autres produits de l'activité	59	-2	57
Charges opérationnelles	-3 822	-674 ⁽²⁾	-4 496
Résultat opérationnel courant	510	81	591
Autres produits et charges opérationnels	147	-2	145
Résultat opérationnel	657	79	736
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	23	-8	15
Coût de l'endettement financier brut	-311	-66 ⁽³⁾	-377
Coût de l'endettement financier net	-288	-74	-362
Autres produits et charges financiers	50	-	50
Charges d'impôt	-118	24	-94
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	69	-	69
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou destinées à être cédées	369	29	398
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou destinées à être cédées	-6	-	-6
Résultat net	363	29	392

(1) Chiffres pro forma cumulés et non audités. Ces informations sont tirées des pro forma présentés dans le document de référence 2006 en page 68. Ces informations pro forma ont fait l'objet d'un rapport des Commissaires aux comptes présenté en page 71 du document de référence 2006.

(2) Dont -15 M€ au titre des amortissements des allocations des écarts d'acquisition

(3) Dont -66 M€ au titre des charges financières

3 / PRÉSENTATION ÉCONOMIQUE DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Le compte de résultat consolidé reflète l'agrégation des résultats des différentes participations de Wendel, lesquelles sont soit consolidées par intégration globale, soit consolidées par mise en équivalence. De ce fait, la présentation comptable du compte de résultat ne permet pas d'en faire directement une analyse approfondie. Pour cette raison, Wendel communique, de manière régulière, sur la base d'un compte de résultat présenté sous une forme économique.

- Le « résultat net des activités » est défini comme étant le résultat net des sociétés sous contrôle exclusif (intégration globale : Bureau Veritas, Oranje-Nassau, Editis, Materis, Stallergènes, Deutsch) et la quote-part de Wendel dans le résultat des participations comptabilisées par mise en équivalence (Legrand et Stahl) avant éléments non récurrents et effets liés aux allocations d'écarts d'acquisition.
- Les coûts de « financement, frais généraux et impôts » sont constitués des frais généraux de Wendel et des holdings, du coût de la dette nette mise en place dans le cadre du financement de Wendel et des holdings, et des charges et produits d'impôts associés à ces éléments. Les montants retenus sont ceux constatés au niveau de Wendel et au niveau de l'intégralité des holdings financières consolidées (hors holding d'acquisition et hors filiales opérationnelles).
- Les « résultats non récurrents » prennent en compte, pour l'ensemble du périmètre de consolidation, les montants nets d'impôts des plus et moins-values de cession d'actifs, des variations de juste valeur, des frais de restructuration des financements, des coûts de restructuration, des impacts de change sur les dettes financières, des écritures liées aux allocations d'écarts d'acquisition et des autres éléments non récurrents significatifs qui ne sont pas liés à l'activité opérationnelle des participations. En outre les produits et charges liés aux prêts d'actionnaires mis en place dans les filiales opérationnelles lors de l'acquisition sont également considérés comme non récurrents dans la mesure où ils ne sont pas liés à l'activité opérationnelle des participations.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ - PRÉSENTATION ÉCONOMIQUE

L'année 2007 a enregistré une nouvelle amélioration des résultats de Wendel. Le résultat net des activités qui traduit la performance économique des sociétés du Groupe, s'élève à 408 M€, en progression de 13% sur 2006. Toutes les sociétés du Groupe enregistrent de bonnes performances et contribuent à la qualité des résultats de l'exercice. Bureau Veritas contribue pour 188 M€ à ce résultat ; la progression de 20% par rapport à l'exercice précédent est due une croissance soutenue, amplifiée par l'amélioration de la marge opérationnelle du groupe qui dépasse 15%. La contribution de Legrand est de 129 M€ avec une marge opérationnelle de 17,7%, en progression de 60 points de base, compensant ainsi l'augmentation du coût des matières premières. Avec 16 M€, le résultat de Stallergènes est en progression de 11% ; ces bons résultats sont obtenus dans un contexte de forte augmentation des frais de R&D et des dépenses commerciales liées au programme de désensibilisation par comprimés. Le résultat d'Editis, 49 M€, est en progression de 18% ; la marge opérationnelle progresse de 160 points de base grâce au levier opérationnel engendré par les acquisitions, et par de nouveaux gains de productivité. La contribution de Materis est de 46 M€, avec une marge opérationnelle de 12,6% ; le résultat opérationnel progresse ainsi de 10%, avec une croissance solide du chiffre d'affaires et une croissance organique de 7%. Les résultats de Deutsch et Stahl sont respectivement de 10 M€ et de 3 M€ ; les programmes d'optimisation des coûts mis en place en 2007 dans ces sociétés devraient commencer à produire leur plein effet en 2008. Le résultat d'Oranje-Nassau se monte à 59 M€ et le niveau de cash flow opérationnel demeure élevé à 123 M€. L'entrée en production de Buzzard au début de 2007 se traduit par une hausse de la production de pétrole et des amortissements. Le résultat non récurrent s'est élevé à 486 M€ en 2007. Il traduit la plus-value réalisée sur les titres Bureau Veritas cédés lors de l'introduction en Bourse et les coûts liés à l'investissement dans Saint-Gobain. Au total le résultat net part du Groupe s'établit à 879 M€.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ - PRÉSENTATION ÉCONOMIQUE

En millions d'euros

	2007	2006
Bureau Veritas	188	157
Legrand	129	121
Oranje-Nassau	59	70
Editis	49	42
Materis	46	37
Stallergènes	16	15
Deutsch	10	-0
Stahl	3	4
Résultat des participations	501	444
Frais financiers Wendel	-76	-70
Frais généraux	-29	-27
Impôts	12	16
Résultat des activités	408	363
IPO Bureau Veritas et cession d'actifs consolidés/Legrand	796	133
Plus-values sur actifs financiers	151	62
Saint-Gobain	-345	-
Editis et Legrand/coût de restructuration de la dette	-	-55
Effets liés aux écarts d'acquisition	-116	-140
Résultats non récurrents	486	0
Résultat net consolidé	894	363
Résultat net part des minoritaires	15	-2
Résultat net part du Groupe	879	365

TABEAU DE PASSAGE DE LA PRÉSENTATION COMPTABLE À LA PRÉSENTATION ÉCONOMIQUE

Le tableau ci-après présente, pour 2007, l'affectation des lignes du compte de résultat dans sa présentation comptable aux différents postes du compte de résultat dans sa présentation économique.

En millions d'euros	Résultat des participations	Coûts de holdings	Résultats non récurrents	Résultat Net Consolidé
Résultat opérationnel	851	-29	583	1 405
Coût de l'endettement financier net	-247	-78	-50	-375
Autres produits et charges financiers	-22	2	-153	-173
Charge d'impôt	-215	12	56	-147
Résultat des sociétés mises en équivalence	133	-	-4	129
Résultat des activités destinées à être cédées	1	-	54	55
Résultat net consolidé	501	-93	486	894
Résultat net part des minoritaires	48	-	-33	15
Résultat net part du Groupe	453	-93	519	879

Actif

En millions d'euros	Note	31.12.2007	31.12.2006
Écarts d'acquisition nets	1	3 211,3	3 356,5
Immobilisations incorporelles nettes	2	1 530,5	1 560,3
Immobilisations corporelles nettes	3	983,8	985,3
Immeubles de placement	4	1,2	118,3
Actifs financiers non courants	5	620,0	610,8
Titres mis en équivalence	6	5 337,5	525,9
Impôts différés actifs	16	123,3	126,0
Total des actifs non courants		11 807,6	7 283,1
Actifs destinés à être cédés	26	52,8	7,7
Stocks	7	393,7	408,4
Créances clients	8	1 253,4	1 036,3
Autres actifs courants	9	193,5	192,3
Impôts exigibles	16	66,4	57,0
Autres actifs financiers courants	5	72,4	153,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	2 846,6	1 026,9
Total des actifs courants		4 826,0	2 873,9
Total de l'actif		16 686,5	10 164,7

PASSIF

En millions d'euros	Note	31.12.2007	31.12.2006
Capital		201,3	222,0
Primes		244,8	228,6
Réserves consolidées		1 006,8	1 014,2
Résultat de l'exercice		879,3	365,4
		2 332,1	1 830,3
Intérêts minoritaires		248,4	97,1
Total des capitaux propres	11	2 580,5	1 927,3
Provisions	12	355,8	394,3
Dettes financières	13	10 691,1	5 300,6
Autres passifs financiers	5	116,4	188,4
Impôts différés passifs	16	567,2	612,0
Total des passifs non courants		11 730,4	6 495,4
Passifs des activités destinées à être cédées	26	29,4	3,1
Provisions	12	27,5	28,6
Dettes financières	13	344,2	215,0
Autres passifs financiers	5	428,9	98,3
Dettes fournisseurs	14	691,6	618,1
Autres passifs courants	15	734,8	647,7
Impôts exigibles	16	119,2	131,2
Total des passifs courants		2 346,2	1 738,9
Total du passif		16 686,5	10 164,7

78 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En millions d'euros

	Note	2007	2006
Chiffre d'affaires	18	5 472,3	4 273,5
Autres produits de l'activité		76,0	58,6
Charges opérationnelles	19	-4 864,2	-3 822,4
Résultat opérationnel courant	20	684,1	509,7
Autres produits et charges opérationnels	21	720,6	147,6
Résultat opérationnel		1 404,6	657,4
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		67,3	22,5
Coût de l'endettement financier brut		-442,0	-311,0
Coût de l'endettement financier net	22	-374,8	-288,5
Autres produits et charges financiers	23	-172,7	50,1
Charges d'impôt	24	-146,7	-118,2
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	25	128,6	68,5
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou destinées à être cédées		839,1	369,3
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou destinées à être cédées	26	54,9	-6,4
Résultat net	27	893,9	362,9
Résultat net-part des minoritaires		14,7	-2,5
Résultat net-part du Groupe	27	879,3	365,4

	Note	2007	2006
Résultat de base par action (en euros)	28	17,51	7,39
Résultat dilué par action (en euros)	28	17,42	7,25
Résultat de base par action hors activités cédées (en euros)	28	16,42	7,52
Résultat dilué par action hors activités cédées (en euros)	28	16,33	7,37
Résultat de base par action des activités cédées (en euros)	28	1,09	-0,13
Résultat dilué par action des activités cédées (en euros)	28	1,09	-0,13

ÉTAT DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISÉS

79

Wendel a choisi d'appliquer l'amendement d'IAS 19 à partir du 1^{er} janvier 2006, permettant de comptabiliser les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies en capitaux propres. L'état des produits et charges comptabilisés se présente comme suit :

En millions d'euros	2007	2006
Réserves de conversion	-71,4	-13,0
Gains et pertes actuariels	14,8	1,6
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	13,2	50,6
Gains et pertes sur dérivés qualifiés de couverture ⁽¹⁾	-145,8	10,6
Wendel-Participations titres et dérivés	-	-7,4
Effets impôt	17,4	-5,4
Reprise en compte de résultat des résultats antérieurement constatés en capitaux propres ⁽¹⁾	-91,0	-
Produits et charges directement enregistrés dans les capitaux propres (A)	-262,8	36,9
Résultat de la période (B)	893,9	362,9
Total de produits et charges reconnus pour la période (A) + (B)	631,1	399,8
Attribuables aux :		
- actionnaires de Wendel	626,6	419,3
- aux intérêts minoritaires	4,6	-19,4

(1) voir variation des capitaux propres présentée en note 11 (2).

80 FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En millions d'euros

Note

2007

2006

Flux de trésorerie opérationnels			
Résultat net		893,9	362,9
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence		-128,6	-68,5
Résultat des opérations arrêtées ou en cours de cession		-54,9	-
Amortissements et provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie		302,7	398,8
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		8,3	2,9
Frais sur investissements et sur cession d'actifs		28,3	9,2
Résultat sur cessions d'actifs		-767,1	-245,5
Produits et charges financiers		547,4	231,4
Impôts (courants et différés)		146,7	118,2
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées avant impôt		976,9	809,4
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'exploitation		-43,1	-14,9
Flux net de trésorerie opérationnels		933,8	794,4
Flux de trésorerie liés aux investissements			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	29	-209,1	-196,2
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	30	17,2	49,9
Acquisitions et souscriptions de titres de participation	31	-5 122,4	-800,3
Cessions de titres de participation	32	1 556,2	258,8
Frais sur investissements et sur cession d'actifs		-46,5	-9,2
Incidence des variations de périmètre et des activités en cours de cession		10,4	101,2
Variation des autres actifs et passifs financiers et autres		-316,3	-89,7
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence ou non consolidées	33	69,2	49,4
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux investissements		36,1	27,2
Flux net de trésorerie liés aux investissements		-4 005,2	-608,9
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Augmentation du capital		3,8	28,2
Contribution des actionnaires minoritaires		46,9	9,2
Rachat d'actions		-5,9	-8,2
Dividendes versés par la maison mère		-100,5	-98,6
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires		-5,0	-4,1
Emissions d'emprunts	34	6 016,8	1 568,3
Remboursements d'emprunts	34	-590,6	-1 324,3
Coût net de l'endettement		-358,9	-255,4
Autres frais financiers		19,1	19,6
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations de financement		64,9	38,3
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement		5 090,7	-27,0
Flux de trésorerie liés aux impôts			
Impôts courants		-183,8	-171,6
Variations des dettes et créances d'impôts (hors impôts différés)		-1,5	19,2
Flux net de trésorerie liés aux impôts		-185,3	-152,4
Effet des variations de change		-14,3	-8,8
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		1 819,7	-2,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		1 026,9	1 029,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		2 846,6	1 026,9

Wendel est une société anonyme de droit français immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 572 174 035. Son siège social est situé au 89, rue Taitbout à Paris. Son activité consiste à investir sur le long terme dans des sociétés industrielles et de services pour accélérer leur croissance et leur développement.

Les états financiers consolidés du groupe Wendel portent sur l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2007, et sont exprimés en millions d'euros.

A / PRINCIPES GÉNÉRAUX

Conformément au Règlement n° 1606/2002 du Conseil Européen et du Parlement Européen relatif à l'application des normes comptables internationales, adopté le 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Wendel au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2007. Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Communauté Européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

La norme IFRS 7 – « Informations à fournir sur les instruments financiers » – a été appliquée en 2007. Les nouvelles informations requises par cette norme sont données dans la partie « gestion des risques », dans la note 5 sur les « Actifs et passifs financiers » et dans la note 23 « Autres produits et charges financiers ».

Les autres normes d'application obligatoire en 2007 n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers :

- IAS 1 « Amendements relatifs aux informations sur le capital » ;
- IFRIC 7 « Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29 » ;
- IFRIC 8 « Champ d'application d'IFRS 2 » ;
- IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés » ;
- IFRIC 10 « Information financière intermédiaire et dépréciation ».

Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiés mais ne sont pas applicables en 2007 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

- Amendement à IAS 23 « Coût d'emprunt » d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
- IFRS 8 « Information sectorielle » ayant pour date d'application le 1^{er} janvier 2009 ;
- IFRIC 11 « Actions propres et transactions intragroupe » d'application obligatoire pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} mars 2007 ;
- IFRIC 12 « contrat de concession » d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2008 ;

- IFRIC 13 « Programme de fidélisation clients » d'application obligatoire pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} juillet 2008 ;
- IFRIC 14 « Limite des avantages économiques liés au sous-financement d'un régime, obligations de financement minimum et à leur interaction » d'application obligatoire pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2008,
- IAS 1 révisée « Présentation des états financiers » applicable au 1^{er} janvier 2009.

Le groupe Wendel travaille actuellement sur les impacts potentiels de l'application de ces nouveaux textes dans les comptes.

B / PRINCIPES COMPTABLES

MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les sociétés dans lesquelles Wendel a un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés du secteur « énergie » du groupe Oranje-Nassau qui sont sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles Wendel a une influence notable sont mises en équivalence.

Le résultat des filiales acquises est consolidé à partir de leur date d'acquisition, celui des filiales cédées l'est jusqu'à leur date de cession. Saint-Gobain a été mise en équivalence fin 2007 (voir la note sur l'investissement dans Saint-Gobain dans les « variations de périmètre »).

COMPTES RETENUS POUR LA CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de Wendel ont été établis en prenant en compte :

- les comptes consolidés de l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2007 de Bureau Veritas, Materis (Materis Parent), Editis (Odyssée 1), Deutsch (Deutsch Group), Oranje-Nassau Groep, Stallergènes, Legrand, Stahl et Saint-Gobain ;
- pour les autres sociétés, leurs comptes individuels de l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2007. Certaines holdings ont un exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet au 30 juin ; des comptes de 12 mois allant du 1^{er} janvier au 31 décembre sont préparés pour les besoins de la consolidation.

Les informations financières IFRS de ces filiales et participations ont été préparées conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS.

CESSIONS D'ACTIFS ET APPORTS À L'INTÉRIEUR DU GROUPE

Les résultats de cessions ou apports d'actifs entre sociétés consolidées sont éliminés des résultats, et les actifs sont maintenus à leur valeur d'origine (sauf en cas de pertes jugées durables pour lesquelles une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat).

CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

La monnaie de fonctionnement de Wendel est l'euro.

Les comptes des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis en euros aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour les postes du bilan et aux taux de change moyens de l'exercice ou de la période de consolidation pour les postes du compte de résultat. L'écart résultant de l'application au résultat de ces taux de change est porté dans les réserves consolidées au poste « écarts de conversion ». Les écarts de conversion constatés sur les filiales sont repris en résultat lors de la cession de celles-ci.

Les taux de change retenus dans les comptes consolidés, exprimés par rapport à l'euro, sont les suivants :

	Taux de clôture		Taux moyens	
	31 décembre 2007	31 décembre 2006	2007	2006
Dollar américain	1,4721	1,3170	1,3687	1,2546

IMPACT DES LEVÉES DE STOCK-OPTIONS ET DES RACHATS D'ACTIONS PROPRES DANS LES FILIALES CONDUISANT À DES VARIATIONS DE POURCENTAGE D'INTÉRÊT SUR CES FILIALES SANS PRISE OU PERTE DE CONTRÔLE

Sont visées ici les opérations sur le capital des filiales du Groupe qui ne constituent pas une acquisition ou une cession de bloc de Wendel. Il s'agit généralement des impacts liés aux levées de stock-options ou de rachats d'actions propres par les filiales et pour lesquels Wendel n'intervient pas.

S'agissant d'opérations qui ne constituent pas des prises de contrôle, elles n'entrent pas dans le champ d'application de la norme IFRS 3, Regroupements d'entreprises, et ne sont pas non plus traitées par IAS 27, IAS 28 ou IAS 31. A défaut de normes traitant de ce sujet, l'approche appliquée par Wendel est l'« optique de l'entité économique », qui a été retenue dans le cadre du projet Regroupement d'entreprises - phase 2. Selon cette optique, les transactions avec les minoritaires devraient être analysées comme des transactions entre actionnaires en tant que détenteurs des capitaux propres de la même entité économique.

Ainsi aucun écart d'acquisition n'est constaté lors d'une augmentation du pourcentage d'intérêt et aucun impact n'est pris en compte de résultat lors d'une diminution du pourcentage d'intérêt, tous les impacts sont constatés dans les réserves consolidées.

RECOURS À DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers conformément aux normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et appréciations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations et appréciations sont faites sur la base de l'expérience passée de la direction du Groupe et de divers autres facteurs jugés raisonnables (éléments de marché, recours éventuel à un expert...), et sont revues de façon régulière. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations et appréciations.

Les estimations et appréciations réalisées pour établir ces états financiers concernent notamment les écarts d'acquisition, les tests de pertes de valeur, les provisions, les provisions pour avantages accordés aux salariés, les impôts différés, les paiements en actions (stock-options), les titres cotés et non cotés et les instruments dérivés.

RÈGLES D'ÉVALUATION**ÉCARTS D'ACQUISITIONS**

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date des prises de participation. La détermination de la juste valeur des actifs et des passifs des sociétés acquises est faite dans les 12 mois suivant l'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont présentés nets, le cas échéant du cumul des dépréciations constatées.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur, et au minimum une fois par an au 31 décembre de chaque exercice. Pour ces tests, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), chaque filiale opérationnelle (Bureau Veritas, Materis, Editis, Deutsch, Oranje-Nassau Groep, Stallergènes) correspondant à une Unité Génératrice de Trésorerie. En cas de perte de valeur, une dépréciation irréversible est comptabilisée à la ligne « autres produits et charges opérationnels » du compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur est identifiée par une filiale opérationnelle sur un écart d'acquisition dégagé à l'intérieur de son périmètre, cette perte est maintenue au niveau de la consolidation de Wendel, ceci même si l'analyse faite par Wendel sur l'écart d'acquisition dégagé sur cette filiale ne fait pas ressortir de perte. Cette position

a été retenue pour éviter au groupe Wendel de ne pas tenir compte de pertes latentes dès qu'elles apparaissent, alors que celles-ci seraient constatées inévitablement en cas de cession par les filiales de leurs UGT présentant de telles pertes.

Les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés mises en équivalence sont inclus dans la valeur comptable des titres mis en équivalence et ne sont donc pas présentés séparément (IAS 28 §23). En conséquence, ils ne font pas l'objet d'un test de dépréciation distinct, la valeur des titres mis en équivalence étant appréciée écarts d'acquisition compris. Ainsi, pour ce qui concerne les participations mises en équivalence, en cas d'amélioration de leur valeur justifiant une reprise de perte de valeur, la totalité de la perte de valeur est reprise, y compris la partie relative aux écarts d'acquisition.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Création éditoriale du groupe Editis

Les coûts de création éditoriale regroupent l'ensemble des dépenses engagées lors de la première phase de réalisation d'un ouvrage. La phase éditoriale couvre la période de conception, de création et de mise au point d'une maquette définitive.

Lorsque ces coûts éditoriaux répondent aux critères d'éligibilité décrits ci-après, ils peuvent être assimilés à des frais de développements et constatés à l'actif du bilan.

L'activation des coûts doit répondre aux critères suivants :

- les coûts peuvent se rapporter à des projets nettement individualisés,
- ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale,
- et dont le coût peut être distinctement établi.

Par ailleurs, les dépenses sont activées une fois que la décision de réaliser l'ouvrage est prise de manière irréversible et qu'elles représentent un montant significatif.

En revanche, les coûts correspondant aux budgets d'étude et aux études de marché sont considérés comme des charges de la période concernée.

Pour l'ensemble des projets, une nomenclature des coûts a été déterminée et ces derniers sont imputés par projet.

Les coûts éditoriaux sont amortis à compter de l'année de parution sur la durée de vie estimée du produit en fonction du cycle de vente. Les coûts internes et externes suivent les mêmes règles d'amortissement.

Les durées d'amortissement varient en fonction d'une segmentation du marché.

Un test de valorisation des coûts activés (test de perte de valeur) est effectué annuellement et peut conduire à une dépréciation.

Marques du groupe Bureau Veritas, du groupe Deutsch, du groupe Materis et du groupe Editis

La valorisation de ces marques a été faite sur la base de la méthode des royalties (flux de redevances actualisés à un horizon de temps infini, les flux sont calculés à partir d'un taux de redevance théorique appliqué au chiffre d'affaires réalisé sous ces marques). Ces marques ont une durée de vie considérée comme indéfinie car il n'existe pas de limite temporelle prévisible à la génération de flux de trésorerie par ces marques ; elles ne sont donc pas amorties et font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les marques des filiales du groupe Bureau Veritas sont amorties sur 10 ans ; seules les marques identifiées au niveau du groupe Wendel lors de la prise de contrôle de Bureau Veritas (Bureau Veritas, BIVAC et BVQI devenue BV Certification) ont une durée de vie considérée indéfinie.

Contrats et relations clientèles du groupe Bureau Veritas, du groupe Materis, du groupe Deutsch et du groupe Editis

Leurs montants correspondent à la marge dégagée par les contrats existants à la date de prise de contrôle ou d'acquisition sur leur durée de vie résiduelle en prenant en compte, le cas échéant, un renouvellement de ces contrats lorsqu'un historique statistique justifie la probabilité de ce renouvellement. Ces contrats et relations clientèles sont donc amortis sur la durée retenue pour le calcul de chaque catégorie de contrats (jusqu'à 30 ans selon les contrats et les filiales) ou sur leur durée d'utilisation.

Autres Immobilisations Incorporelles

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne et les frais de développement sont portés à l'actif lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilisation de l'actif.

Les frais de développement de Stallergènes ne sont pas immobilisés car les projets de développement sur lesquels travaille cette filiale ne remplissent pas les critères de la norme IAS 38. En effet, conformément à la pratique de l'industrie pharmaceutique et à la norme IAS 38, les frais de développement engagés avant l'obtention de l'autorisation de mise sur le marché (A.M.M.) ne sont pas immobilisés.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, déterminé lors de l'achat de ces actifs ou lors d'un regroupement d'entreprise.

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains et des immeubles de placement, sont amorties selon le mode linéaire sur une période correspondant à leur durée probable d'utilisation. La base amortissable d'une immobilisation corporelle correspond à son coût d'acquisition diminué de la valeur résiduelle de celle-ci ; la valeur résiduelle est égale au montant estimé qui sera récupéré à la fin de l'utilisation de l'immobilisation, sous déduction d'éventuels coûts de sortie.

Les durées retenues sont les suivantes :

Constructions	10 à 50 ans
Installations industrielles	3 à 10 ans
Matériel et outillage	3 à 10 ans

Les biens, dont le groupe Wendel a la disposition dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ou de location longue durée pour lesquels le Groupe supporte la quasi-totalité des risques et avantages, sont traités comme s'ils avaient été acquis à crédit et sont amortis linéairement selon les durées décrites ci-dessus.

DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le Groupe aux écarts d'acquisition et aux marques. Une éventuelle perte de valeur serait enregistrée à la ligne « autres produits et charges opérationnels » du compte de résultat.

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement, essentiellement détenus par Oranje-Nassau, étaient comptabilisés au bilan à la juste valeur, la variation de la juste valeur étant enregistrée dans le compte de résultat en « Résultat opérationnel ». La juste valeur de ces immeubles était déterminée par la direction d'Oranje-Nassau Groep appuyée par des experts externes.

La division Immobilier d'Oranje-Nassau a été cédée en 2007.

EVALUATION DES ACTIFS PÉTROLIERS

Les investissements pétroliers d'Oranje-Nassau sont évalués suivant la méthode dite des « Successful Efforts ». Les dépenses d'exploration sont comptabilisées en charges jusqu'à la découverte du gisement exploitable, les dépenses ultérieures étant alors immobilisées. Les amortissements sont calculés par unité de production sur la base des réserves restantes. A chaque arrêté de comptes, la valeur nette des immobilisations doit être inférieure à la valeur actuelle estimée des réserves, déduction faite des dépenses futures de production. Un amortissement supplémentaire est constitué à hauteur de l'excédent éventuellement constaté.

Les frais futurs de démantèlement et d'enlèvement des installations d'exploitation et de production d'hydrocarbures donnent lieu à constitution de provisions pour risques et charges pour leur montant actualisé, la contrepartie de ces provisions est un actif immobilisé de même montant. L'amortissement de cet actif est calculé aussi par unité de production sur la base des réserves restantes.

En cas de modification de la valeur actualisée des dépenses estimées, la provision et l'actif sont ajustés. L'impact de la diminution de l'actualisation sur la provision est enregistré en « autres produits et charges financiers ».

ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Les actifs financiers comprennent les titres de sociétés non consolidées, les créances d'exploitation, les titres de créances, les valeurs mobilières de placement, les instruments dérivés et la trésorerie. Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés et les dettes d'exploitation. L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définis par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

Actifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat

Ces actifs intègrent notamment les placements financiers dont les caractéristiques ne correspondent pas à celles des équivalents de trésorerie. Ils sont valorisés à la valeur de marché du jour de la clôture, et la variation de valeur est comptabilisée en compte de résultat.

Actifs financiers disponibles à la vente

Conformément à la norme IAS 39.9, le classement d'un actif financier dans cette catégorie ne signifie pas que l'intention du groupe Wendel est de vendre cet actif. En effet cette catégorie d'actifs financiers regroupe les actifs financiers non dérivés qui ont été désignés comme étant disponibles à la vente ou qui n'ont pas été classés dans les autres catégories d'actifs financiers.

Ils sont évalués à la juste valeur et la variation de juste valeur est comptabilisée en capitaux propres. Si une baisse de la valeur sous le coût d'acquisition est jugée durable, une provision pour dépréciation est constatée par le compte de résultat. Cette dépréciation ne peut être reprise par le résultat qu'en cas de cession.

Actifs détenus jusqu'à échéance

Ces actifs sont des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Prêts et créances

Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif. Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition, surcotes ou décotes. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Passifs financiers

À l'exception des instruments dérivés et des dérivés incorporés aux obligations échangeables, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. Sauf exceptions détaillées ci-après et vente des options d'achat sur les titres Wendel-Participations sur l'exercice 2006 (se reporter au paragraphe ci-après sur Wendel-Participations), la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :

- une couverture de juste valeur permet de couvrir le risque de variation de valeur de tout élément d'actif ou de passif, du fait de l'évolution des taux de change, des taux d'intérêt ou autres cours de référence ;
- une couverture de flux futurs de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou futurs, il s'agit des couvertures mises en place par Wendel et ses filiales pour se couvrir contre les fluctuations de cours de devises étrangères, du cours du pétrole et des matières premières, et de couverture sur acquisitions et cessions d'actifs.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la mesure de leur efficacité ;
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en capitaux propres. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en compte de résultat. Les montants enregistrés en situation nette sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts ou sont repris dans le coût d'acquisition des actifs dont le risque financier lié au prix d'acquisition a été couvert.

La valorisation des instruments dérivés est faite sur la base de modèles mathématiques mis en œuvre par Wendel, par des experts externes et/ou par les contreparties.

Obligations échangeables

La composante optionnelle de ces obligations est séparée de la composante dette. La composante optionnelle est valorisée au bilan à la juste valeur comme un instrument dérivé indépendant, et la variation de la juste valeur passe par le compte de résultat. La composante dette est quant à elle comptabilisée au coût amorti calculé à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif.

STOCKS

Les stocks sont valorisés au plus faible du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût de production comprend le coût des matières premières, de la main-d'œuvre ainsi que les frais généraux que l'on peut raisonnablement rattacher à la production.

DROITS D'AUTEURS DU GROUPE EDITIS

Les créances et dettes d'auteurs s'évaluent à la valeur nominale. Elles sont provisionnées :

- pour les ouvrages parus : en fonction de la non couverture par les droits générés par les ventes et les cessions estimée en fonction de l'ancienneté de l'ouvrage ;
- pour les ouvrages non parus : les pertes de valeurs font l'objet d'une estimation selon les risques identifiés, en particulier de non parution, de non couverture des droits, de retard dans la remise par les auteurs des manuscrits.

Les dettes correspondent aux droits dus aux auteurs après l'apurement des avances et à valoir.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie est constituée de comptes bancaires.

Conformément à IAS 7 et au communiqué de l'Autorité des Marchés Financiers du 9 mars 2006, les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme, liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont comptabilisés à la clôture à leur juste valeur.

PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

Selon l'échéance estimée de l'obligation, le montant de la provision est actualisé. L'impact de l'actualisation est recalculé à chaque clôture et l'ajustement lié à l'actualisation est comptabilisé dans le compte de résultat en « autres produits et charges financiers ».

PROVISIONS POUR AVANTAGES ACCORDÉS AUX SALARIÉS

Régimes à cotisations définies : les cotisations sont comptabilisées en charges opérationnelles.

Régimes à prestations définies : la valeur actualisée des indemnités de fin de carrière et des compléments de retraite pour le personnel en activité et les salariés retraités est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'âge, de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur une méthode actuarielle qui s'applique à des hypothèses de rentabilité des placements à long terme.

La provision correspond à la différence entre l'engagement ainsi calculé et les éventuels actifs confiés en gestion à des sociétés d'assurances dans le but de couvrir ces engagements.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés dans les capitaux propres dès qu'ils sont constatés (IAS 19 § 93A).

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales.

L'existence de déficits fiscaux reportables entraîne l'inscription à l'actif du bilan d'impôts différés lorsqu'il est probable de les utiliser par compensation avec des impôts générés par les bénéfices futurs des exercices les plus proches ou lorsqu'il existe des impôts différés passifs d'un montant égal ou supérieur qui sont susceptibles d'être imputés sur ceux-ci. L'application de ce principe a conduit à ne pas activer les déficits fiscaux de Wendel.

S'agissant des filiales et des sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes différences temporaires entre la valeur comptable des titres et leur valeur fiscale sauf :

- si le Groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera ;
- et qu'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable donc il tient compte de l'évolution connue du taux de l'impôt en vigueur à la fin de l'exercice, soit, au titre des sociétés françaises, à 34,43 % pour les bénéfices soumis au régime commun.

ACTIONS PROPRES

Toutes les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions propres est affecté directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice.

TITRES WENDEL-PARTICIPATIONS ET OPTIONS WENDEL-PARTICIPATIONS

Solfur qui portait ces actifs et passifs a été cédée en 2007 (voir la note sur les « parties liées »).

Rappel : Wendel-Participations avait pour seul actif des actions Wendel.

Principes comptables appliqués sur les exercices précédents :

Les titres Wendel-Participations détenus par le Groupe ainsi que les options d'achat sur Wendel-Participations vendues à l'équipe de Direction de Wendel étaient comptabilisés à la juste valeur dans le bilan consolidé de Wendel.

Compte tenu du fait que cette situation n'est pas spécifiquement traitée par les IFRS et que les valeurs de ces deux instruments étaient directement et exclusivement liées au cours de Bourse de Wendel, la variation de ces valeurs d'un exercice à l'autre était comptabilisée en réserves consolidées, par analogie avec le traitement IFRS applicable dans le cadre d'une auto-détention, lequel n'autorise pas la comptabilisation d'un résultat sur actions propres. Le dividende perçu de Wendel-Participations était également éliminé du compte de résultat et affecté directement aux réserves consolidées.

ENGAGEMENT DE LIQUIDITÉ SUR LES TITRES BUREAU VERITAS

Wendel s'était engagé à assurer la liquidité des actions émises ou à émettre par Bureau Veritas dans le cadre de plans d'options de souscription accordés à ses salariés. Cet engagement était antérieur à la prise de contrôle de Bureau Veritas (fin 2004).

Cet engagement s'est éteint lors de l'introduction en Bourse de Bureau Veritas en 2007 (voir « variations de périmètre »).

Dans l'attente d'éventuelles précisions de l'IFRIC, Wendel s'était basée sur les éléments suivants pour comptabiliser cet engagement :

- Pour l'engagement de liquidité sur les stock-options exercées, le rachat aux minoritaires était anticipé : les actions concernées (qui auraient été échangées contre des liquidités) étaient reclassées des capitaux propres revenant aux minoritaires vers les provisions (IAS 32 §18-b). Ces provisions étaient ajustées au montant probable du rachat (IAS 32 §23).
- L'engagement de liquidité étant considéré comme un engagement de rachat de minoritaires, les impacts (l'écart entre le montant des capitaux propres minoritaires reclassés et le

montant des provisions (IAS 32 §23), et les variations des provisions) étaient comptabilisés en réserves consolidées part du Groupe (voir « Variations de pourcentage d'intérêt sur une filiale sans prise ou perte de contrôle »).

- Par analogie aux deux points précédents : pour les stock-options qui n'étaient pas encore exercées, les actions qui auraient été ainsi souscrites et qui auraient fait l'objet de l'engagement de liquidité faisaient l'objet d'une provision qui était constatée en contrepartie des réserves consolidées (différence entre le prix de rachat et le prix d'exercice).

La provision antérieurement constatée a été annulée par les capitaux propres lors de la disparition de l'engagement (+41,1 M€), de même que la variation de périmètre liées aux actions détenues par des minoritaires et qui étaient jusqu'alors considérées comme détenues par le Groupe du fait de l'engagement de rachat.

ASSOCIATION DES ÉQUIPES DE DIRECTION AUX INVESTISSEMENTS DU GROUPE (Voir la note relative à l'association des équipes de Direction aux investissements du Groupe)

Lors d'une acquisition, le pourcentage d'intérêt pris en compte pour la consolidation de la nouvelle filiale correspond au rapport entre l'investissement en capitaux propres de Wendel et l'investissement en capitaux propres total (Wendel + co-investisseurs + équipes de Direction).

Les structures de co-investissement des équipes de Direction peuvent conduire à une dilution de Wendel dans les filiales concernées (voir la note relative à l'association des équipes de Direction aux investissements du Groupe).

Cette dilution potentielle est variable en fonction du temps et de la performance réalisée, elle n'est pas connue à l'avance, puisqu'elle dépend de la performance finale, et ne peut donc être prise en compte avant le dénouement de l'investissement. L'impact de la dilution est donc pris en compte en même temps que le résultat de cession. En outre, la valeur consolidée des filiales concernées dans les comptes de Wendel n'est pas comptabilisée à la valeur de marché et ne tient donc pas compte de cette performance.

ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS ET ACTIVITÉS EN COURS DE CESSIION

Les actifs, ou groupe d'actifs, destinés à être cédés sont classés en tant que tels lorsque leur valeur comptable sera recouvrée principalement par une vente plutôt que par leur utilisation, et lorsque leur cession est hautement probable. Les éventuels amortissements sur ces actifs sont arrêtés à partir de la date à laquelle les conditions de classement dans cette catégorie sont remplies, et une dépréciation est constatée si la valeur nette comptable résiduelle est supérieure à la valeur probable de réalisation.

Une activité est considérée comme en cours de cession lorsqu'elle répond aux critères des actifs destinés à être cédés. Les actifs et passifs de ces activités sont présentés sur des lignes distinctes du bilan à la clôture de l'exercice en cours ; et le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat (y compris pour les exercices présentés en comparatif). Le résultat des activités abandonnées intègre, le cas échéant, le résultat de cession ou la dépréciation constatée sur cette activité.

RECONNAISSANCE DU REVENU

Les revenus provenant de la vente des produits sont enregistrés en chiffre d'affaires lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur.

Dans le groupe Bureau Veritas, la majorité des contrats est de courte durée. Au titre de ces contrats, Bureau Veritas comptabilise le chiffre d'affaires dès lors que la prestation de service a été rendue au client. Pour d'autres contrats, Bureau Veritas utilise la méthode de l'avancement, pour déterminer le montant qu'il convient de comptabiliser en chiffre d'affaires au cours d'une période donnée dans la mesure où les résultats des contrats sont déterminés de manière fiable. Le pourcentage d'avancement est déterminé pour chaque contrat par référence aux coûts encourus à la date de clôture, rapportés au total des coûts estimés. L'accroissement de ce pourcentage, appliqué au résultat total prévisionnel du contrat, représente la marge comptabilisée de la période. En cas de marge prévisionnelle négative, des provisions sont constituées immédiatement pour la totalité du contrat.

TRADUCTION DES OPÉRATIONS EN DEVISES

Les transactions libellées en devises sont évaluées en fonction des cours de change en vigueur à la date de réalisation des transactions. Les créances et les dettes en devises figurant au bilan à la clôture de la période sont évaluées en fonction des cours de change applicables à cette date. Les pertes et profits de change résultant de la conversion de transactions en devises figurent dans la rubrique « Autres produits et charges financiers » du compte de résultat.

PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET PLAN D'OPTIONS D'ACHAT

La norme IFRS 2 « Paiements basés sur des actions » conduit le Groupe à comptabiliser une charge de personnel pour le montant de la juste valeur des options de souscription accordées aux salariés à la date de l'octroi. Cette charge est étalée sur la durée d'acquisition des droits. L'attribution d'options de souscription n'ayant pas d'impact pour le Groupe à la date de l'octroi en termes de trésorerie et d'actif net, la contrepartie de la charge est passée en capitaux propres consolidés.

Le modèle de Black & Scholes et le modèle binomial sont utilisés pour déterminer la juste valeur des options accordées.

PRÉSENTATION DU BILAN

Un actif est classé en actifs courants lorsqu'une des quatre conditions suivantes est remplie :

- le Groupe s'attend à pouvoir réaliser l'actif, le vendre ou le consommer dans le cadre de son cycle d'exploitation normal, ou
- l'actif est essentiellement détenu à des fins de transaction, ou
- le Groupe s'attend à réaliser l'actif dans les 12 mois suivant la date de clôture, ou
- l'actif est de la trésorerie (ou équivalent de trésorerie) dont l'échange ou l'utilisation pour régler un passif ne sont soumis à aucune restriction pendant au moins les douze mois suivants la clôture.

Un passif est classé en passifs courants lorsque l'une des quatre conditions suivantes est remplie :

- le Groupe s'attend à ce que le passif soit réglé dans le cadre de son cycle d'exploitation normal, ou
- le passif est essentiellement encouru à des fins de transaction, ou
- le passif doit être réglé dans les 12 mois après la date de clôture, ou
- l'entreprise n'a pas de droit inconditionnel de différer le règlement de la dette au minimum pour la période de douze mois après la date de clôture.

Les autres actifs et passifs sont classés en actifs ou passifs non courants.

PRÉSENTATION DU COMPTE DE RÉSULTAT

Le « résultat opérationnel » intègre les produits et les charges ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Les « autres produits et charges opérationnels » correspondent aux impacts d'événements limités, inhabituels, anormaux et peu fréquents. Ils peuvent intégrer les plus et moins values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles, les dépréciations d'immobilisations corporelles ou incorporelles, les charges de restructuration, les dotations aux provisions pour litiges et les résultats de cession des titres consolidés.

Le résultat financier est composé d'une part du « coût de l'endettement financier net » et d'autre part des « autres produits et charges financiers » qui intègrent notamment les résultats de cession ou les dépréciations sur les actifs financiers, les dividendes des participations non consolidées, les variations de juste valeur des « actifs financiers évalués en juste valeur par le résultat », l'impact de l'actualisation des créances, des dettes ou des provisions et les écarts de change.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice par action est calculé :

- en divisant le bénéfice net, part du Groupe, par le nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice ; et
- en divisant le bénéfice net, part du Groupe, par le nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice, majoré, selon la méthode du « rachat d'actions », de celui des actions à émettre au titre d'instruments qui ont un impact dilutif sur le résultat par action (options de souscription et options d'achat). Les instruments dilutifs émis par les filiales (options de souscription et bons de souscription d'actions) sont également pris en compte dans la détermination du résultat part du Groupe.

Si le compte de résultat présente séparément le résultat d'activités cédées, le bénéfice par action est calculé d'une part sur le bénéfice hors activités cédées et d'autre part sur le résultat des activités cédées.

VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

ANNÉE 2007

AU NIVEAU DE WENDEL

Introduction en Bourse de Bureau Veritas

En octobre 2007, Bureau Veritas a été introduite en Bourse (37,75 €/action). A l'occasion de cette opération le pourcentage d'intérêt de Wendel est passé de 98 % (après annulation de l'impact lié à l'engagement de liquidité : voir « Principes comptables ») à 63 %.

Après les frais d'introduction en Bourse (nets d'impôt), le résultat lié à cette opération se monte à +744,4 M€, pour un produit encaissé de 1 208 M€ (avant frais). Ce résultat est constitué :

- de la dilution liée au mécanisme de co-investissement des managers de Bureau Veritas (environ -4%), qui a généré une charge comptable de -47,2 M€,
- de la cession d'actions détenues par Wendel et de la dilution liée à l'augmentation de capital réservée aux salariés, qui ont généré un résultat de +827 M€,
- des frais net d'impôt : -35,3 M€.

Investissement dans Saint-Gobain (production, transformation et distribution de matériaux)

A la suite des discussions du quatrième trimestre 2007 entre les représentants de Wendel et de Saint-Gobain, le conseil d'administration de Saint-Gobain a décidé le 20 mars 2008 de proposer la nomination au Conseil d'administration de deux administrateurs désignés par Wendel lors de l'Assemblée générale de 2008 et d'un administrateur supplémentaire lors de l'Assemblée générale de 2009. Le 26 mars 2008, Wendel a déclaré détenir 20,6 % du capital de Saint-Gobain. En vertu de l'accord de gouvernance, Wendel peut augmenter sa participation jusqu'à 21,5 %.

Avec une participation de 21,5% dans le capital de Saint-Gobain, les financements nets sur Wendel s'élèveront à 4,3 Mds€ avec des échéances comprises entre 2010 et 2012, auxquels s'ajouteront 1,6 Md€ de ressources propres mobilisées par Wendel. Ces financements sont sans recours sur Wendel. Compte tenu de l'acquisition de protections sur une partie des financements contre la baisse des titres Saint-Gobain sur environ 40% de cet investissement (voir la note sur les « instruments dérivés ») et des 1,6 Md€ de ressources propres, seuls 2,3 Mds€ de financements nets sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge. Sur la base du niveau des cours de Bourse à la date d'arrêté de comptes, fin mars 2008, compte-tenu des appels de marge en cash et en titres de sociétés cotées mobilisés à cette date, le niveau maximum d'appels de marge résiduel s'élève à 1,5 Md€. Les appels de marges (garanties données aux banques) sont destinés à compenser la baisse actuelle de la valeur des titres Saint-Gobain. Ces appels de marge n'induisent pas un surcoût spécifique pour Wendel qui en conserve la propriété et la rémunération. Ils sont restitués lorsque le cours de Saint-Gobain repasse au-dessus du niveau de cours auquel ils ont été déclenchés. Les appels de marge inclus dans certains financements mis en place par le groupe Wendel pour l'acquisition de ces titres peuvent être réalisés en cash et en titres de sociétés cotées dont Wendel est actionnaire. Wendel s'est organisée pour faire face à toute évolution du cours de Saint-Gobain et ne pas subir de risque de liquidité : Wendel dispose à la date d'arrêté des comptes d'un bilan composé notamment de 3,4 Mds€ d'actifs cotés hors nantissement (hors Saint-Gobain), de 1,3 Md€ de trésorerie hors nantissement et d'un crédit syndiqué de 1,25 Md€ non utilisé.

Au 31 décembre 2007, Wendel détenait 66,8 millions d'actions Saint-Gobain soit 17,9% du capital et 17,0% des droits de vote. Ces actions ont été achetées pour un montant de 4,8 Mds€. Cet investissement a été réalisé grâce à la mobilisation de ressources propres et à des financements nets de 3,7 Mds€ sans recours sur Wendel. Les financements bruts figurent dans la note sur les « Dettes financières » pour 4,4 Mds€, et la trésorerie mise en garantie (garantie initiale correspondant à l'investissement en fonds propres et garantie complémentaire liée aux appels de marges) figure dans la note « Engagements hors bilan » pour 0,7 Md€.

Conformément à IAS 28, ces actions Saint-Gobain ont été comptabilisées en « Titres mis en équivalence » au 31 décembre 2007 pour leur coût d'acquisition (voir la note sur les « Titres mis en équivalence »). La position de premier actionnaire de Wendel depuis l'automne 2007 et son niveau de participation dans le capital de ce groupe fin 2007 démontrent l'influence notable nécessaire à l'application de cette méthode de comptabilisation (IAS 28 §2 et §6), notamment parce que ce niveau de participation donnait déjà à Wendel la capacité d'obtenir une représentation au conseil d'administration (IAS 28 §7).

Aucun résultat n'a été pris en compte pour la période entre la date à laquelle Wendel a eu l'influence notable (franchissement de seuil : 10% fin octobre 2007 et 15% mi-novembre 2007) et le 31 décembre (2 mois environ). La non prise en compte des résultats de Saint-Gobain pour cette période (après déduction des effets négatifs liés à l'allocation comptable du coût d'acquisition) n'a pas d'impact significatif sur le résultat de Wendel.

Sur l'exercice 2007, l'investissement Saint-Gobain a généré dans le compte de résultat 345 M€ de coûts liés à sa mise en place et à son financement. Ils ont été comptabilisés dans le poste « Autres produits et charges financiers » pour 296 M€ et en « coût de l'endettement financier net » pour 42 M€, le solde a été comptabilisé en résultat opérationnel.

Wendel qui est investisseur de long terme estime que la baisse du cours de Saint-Gobain depuis l'automne 2007 ne reflète pas une baisse de la valeur intrinsèque de son investissement, et maintient ses objectifs d'accroissement de valeur à moyen terme. Dans ce contexte de baisse des marchés financiers et de ralentissement des marchés de la construction, un test de dépréciation a été réalisé et confirme qu'aucune dépréciation ne doit être constatée (voir la note relative aux « Titres mis en équivalence »).

Comme le permettent les normes IFRS, l'affectation comptable du coût d'acquisition sera réalisée dans les 12 mois qui suivent la date de consolidation des titres.

Cession de la participation dans Neuf Cegetel

En septembre 2007 Wendel a cédé la totalité de sa participation dans Neuf Cegetel, soit 2,4% du capital, pour un total de 148 M€. Ces titres étaient classés dans la catégorie « actifs financiers disponibles à la vente ». Le résultat dégagé est de +81,6 M€ (dont +72,1 M€ de variation de valeur comptabilisée en capitaux propres sur les exercices précédents).

Actions propres

Les mouvements de l'exercice 2007 sont les suivants :

- 5257 773 titres ont été annulés par le Directoire du 29 mai 2007 ;
- le nombre d'actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité a augmenté de 58 589 pour atteindre 89 589 actions (prix de revient unitaire : 102,13 €/action).
- 16 388 actions ont été cédées dans le cadre de levées d'options d'achat accordées aux salariés pour 0,6 M€ ; au 31 décembre 2007, il restait 10 401 actions destinées à couvrir les plans d'options d'achat.

Ainsi au 31 décembre 2007, Wendel détenait 99 990 actions, soit 0,2% du capital.

VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE AU NIVEAU DES FILIALES

**Acquisitions du groupe Bureau Veritas
(certification et contrôle qualité)**

Les acquisitions de l'exercice 2007 du groupe Bureau Veritas ont représenté un investissement de 238 millions d'euros (y compris les frais d'acquisition et y compris 28 M€ déjà décaissés sur les exercices précédents).

Les principales acquisitions sont ECA (Espagne) dont une partie du capital était déjà détenue à l'ouverture et dont les titres étaient alors classés en « Actifs disponibles à la vente », CCI (Australie) et AQSR (Amérique du Nord). Toutes les sociétés acquises en 2007 sont détenues à 100% à la clôture.

Le montant total des écarts d'acquisition dégagés sur ces acquisitions est de 161 M€.

La contribution des filiales acquises au résultat net est de 2,3 M€.

Acquisitions du groupe Editis (édition)

Les acquisitions du groupe Editis sur 2007 sont De Boeck, Gründ et Paraschool. Ces acquisitions ont toutes porté sur 100% du capital. L'investissement de la période se monte à 72 M€.

Le montant total des écarts d'acquisition dégagés sur ces acquisitions est de 60 M€.

La contribution au résultat net des filiales acquises n'est pas significative.

**Acquisitions du groupe Materis
(chimie de spécialités pour la construction)**

Les acquisitions du groupe Materis ont représenté un investissement de 44,3 millions d'euros. Ces acquisitions ont quasiment toutes porté sur 100% du capital. Le montant total des écarts d'acquisition dégagés sur les acquisitions 2007 de filiales consolidées en 2007 est de 42 M€ (en outre, 14 M€ ont été dégagés sur des filiales achetées en 2006 et consolidées en 2007).

La contribution au résultat net des filiales acquises n'est pas significative.

À noter que les sociétés acquises en 2007 qui n'ont pas été consolidées au 31 décembre 2007 faute d'information comptable, ne sont pas prises en compte dans le paragraphe précédent, elles figuraient pour un montant de 19 millions d'euros en actifs financiers non courants fin 2007.

Cession de la division Immobilier d'Oranje-Nassau

La division Immobilier d'Oranje-Nassau, dont les actifs étaient classés en « Immeubles de placements », a été cédée en 2007. Le résultat dégagé par la cession est de +51,6 M€, il est classé en « Résultat des activités cédées » avec le résultat de la période.

Acquisitions du groupe Legrand (équipements électriques)

Les principales évolutions du périmètre entre l'exercice 2006 et l'exercice 2007, concernant l'intégration d'Alpes Technologies, TCL Wuxi, Macse, Kontaktor, UStec et HPM Industries. L'investissement total (net de la trésorerie des sociétés acquises) se monte à 265 M€.

ANNÉE 2006

AU NIVEAU DE WENDEL

Afin de faciliter son déploiement à l'international concrétisé en 2006 par l'acquisition de quatre nouvelles sociétés dont trois hors de France (Deutsch, Stahl et AVR), la Société a décidé de regrouper tous ses nouveaux investissements dans le non-coté : ainsi les sociétés acquises en 2006 par le groupe Wendel sont détenues par Winvest International SA (société luxembourgeoise), elle-même détenue indirectement à hauteur de 99,5% par Wendel.

Prise de contrôle du groupe Materis

Fin avril 2006, Wendel a pris le contrôle du groupe Materis qui est l'un des leaders mondiaux de la chimie de spécialités pour la construction. Le groupe Materis est consolidé par intégration globale à hauteur de 73,5% depuis début mai 2006.

- Le financement de la structure d'acquisition (Materis Parent) était réparti de la façon suivante :

- Apports de Wendel :	319 M€
dont 122 M€ sous forme d'actions	
dont 197 M€ sous forme de prêt d'actionnaire	
- Apports des Managers et autres minoritaires :	99 M€
dont 45 M€ sous forme d'actions	
dont 54 M€ sous forme de prêt d'actionnaire	
- Emprunts bancaires :	1 680 M€
- Ces montants ont été utilisés pour :

- L'acquisition des titres :	1 011 M€
- Le paiement des frais liés à l'acquisition et considérés comptablement comme des éléments du coût d'acquisition (comptabilisés en contrepartie de l'écart d'acquisition) :	11 M€
- Le paiement des frais de mise en place de la nouvelle dette bancaire :	29 M€
- Le paiement d'autres frais :	15 M€
- Le refinancement de la dette du groupe Materis :	1 032 M€

La part de Wendel dans l'investissement en capital est de 73,5%, la part de Wendel dans l'investissement en prêts d'actionnaires est de 78% et la part de Wendel dans l'investissement global est de 76%.

L'écart d'acquisition provisoire dégagé lors de l'acquisition se montait à 913 M€ :

• Prix d'acquisition (y compris frais d'acquisition) :	-1 022 M€
• Situation nette acquise* :	-372 M€
• Identification des marques et brevets :	414 M€
• Identification de relations clientèles :	236 M€
• Réévaluation de sites industriels :	50 M€
• Impôts différés passifs sur les réévaluations :	-238 M€
• Réévaluation des stocks nets d'impôts différés :	26 M€
• Autres :	-7 M€
• Écart d'acquisition résiduel provisoire :	913 M€

* hors allocation d'écart d'acquisition réalisée par le groupe Materis avant la prise de contrôle par Wendel.

Comme le permettent les normes IFRS, l'affectation définitive du prix d'acquisition a été finalisée dans les 12 mois qui suivent la date d'acquisition, sans écart significatif avec l'affectation provisoire.

La contribution pour 8 mois de Materis au chiffre d'affaires consolidé était de 1 121 M€, elle était de 92 M€ pour le résultat opérationnel courant (dont un effet lié à l'allocation de l'écart d'acquisition de -61 M€) et de -42 M€ pour le résultat net consolidé (y compris l'effet lié à l'allocation de l'écart d'acquisition et les charges liées aux prêts d'actionnaires).

Sur 12 mois : Le chiffre d'affaires de Materis était estimé à 1 622 M€ pour 2006. Le résultat opérationnel courant (hors impacts exceptionnels liés à l'acquisition et hors impacts de l'allocation de l'écart d'acquisition) était estimé à 205 M€ pour 2006. Le résultat pro forma se serait élevé à -20M€ si l'acquisition avait eu lieu au 1^{er} janvier 2006. Ce résultat ne représentait pas le résultat effectif de Materis, il était purement illustratif et traitait d'une situation hypothétique. En effet, pour le déterminer, les hypothèses suivantes avaient été retenues : amortissement des allocations des écarts d'acquisition au 1^{er} janvier 2006, le financement LBO aurait été mis en place au 1^{er} janvier 2006, les charges financières avaient été estimées sur 12 mois sur la base d'un taux Euribor 3M moyen, un taux normatif d'impôt de 34,43% avait été utilisé.

Prise de contrôle du groupe Deutsch

Fin juin 2006, Wendel a pris le contrôle du groupe Deutsch qui est l'un des leaders mondiaux dans les connecteurs de haute performance dans les domaines de l'aéronautique, de la défense, des véhicules lourds et de l'exploitation pétrolière. Avant l'acquisition par Wendel, ce groupe était constitué de plusieurs entités non intégrées, notamment aux Etats-Unis, en France et en Grande-Bretagne. L'acquisition avait porté sur les titres de certaines sociétés de ce groupe et sur les actifs de l'activité américaine.

Le groupe Deutsch est consolidé par intégration globale à hauteur de 89% depuis début août 2006.

• Le financement de la structure d'acquisition (Matinvest 2) était réparti de la façon suivante (taux de change à l'acquisition : fin juin 2006) :

- Apports de Wendel :	264 M€
dont 155 M€ sous forme d'actions	
dont 109 M€ sous forme de prêt d'actionnaire	
- Apports des Managers de la filiale et autres minoritaires :	68 M€
dont 18 M€ sous forme d'actions	
dont 50 M€ sous forme de prêt d'actionnaire	
- Emprunts bancaires :	523 M€

Une partie du prêt d'actionnaire apporté par les minoritaires a été rachetée par Wendel en mars 2007 (35 M€).

• Ces montants ont été utilisés pour (taux de change à l'acquisition : fin juin 2006) :

- L'acquisition des titres et des actifs du groupe :	823 M€
- Le paiement des frais liés à l'acquisition et considérés comptablement comme des éléments du coût d'acquisition (comptabilisés en contrepartie de l'écart d'acquisition) :	16 M€
- Le paiement des frais de mise en place de la dette bancaire :	16 M€

La part de Wendel dans l'investissement en capital est de 89%, la part de Wendel dans l'investissement en prêts d'actionnaires est de 90% (après rachat d'une partie du prêt d'actionnaire aux minoritaires en mars 2007) et la part de Wendel dans l'investissement global est de 89,5%.

L'écart d'acquisition provisoire dégagé lors de l'acquisition se montait à 400 M€ :

• Prix d'acquisition :	-823 M€
• Frais d'acquisition considérés comptablement comme des éléments du coût d'acquisition :	-16M€
• Situation nette acquise :	190 M€
• Identification des marques :	34 M€
• Identification de relations clientèles :	155 M€
• Réévaluation de sites industriels :	71 M€
• Impôts différés passifs sur les réévaluations :	-34 M€
• Réévaluation des stocks nets d'impôts différés :	8 M€
• Autres :	16 M€
• Écart d'acquisition résiduel provisoire :	400 M€

Comme le permettent les normes IFRS, l'affectation définitive du prix d'acquisition a été finalisée dans les 12 mois qui ont suivi la date d'acquisition, sans écart significatif avec l'affectation provisoire.

La contribution pour 5 mois de Deutsch au chiffre d'affaires consolidé était de 182 M€, elle était de 12 M€ pour le résultat opérationnel courant (dont un effet lié à l'allocation de l'écart d'acquisition de -14 M€) et de -20 M€ pour le résultat net consolidé (y compris l'effet lié à l'allocation de l'écart d'acquisition et les charges liées aux prêts d'actionnaires).

Sur 12 mois, le chiffre d'affaires de Deutsch était estimé à 438 M€ pour 2006. Le résultat opérationnel courant (hors impacts exceptionnels liés à l'acquisition et hors impacts de l'allocation de l'écart d'acquisition) était estimé à 72 M€ pour 2006. Le résultat pro forma se serait élevé à -10 M€ si l'acquisition avait eu lieu au 1^{er} janvier 2006. Ce résultat ne représentait pas le résultat effectif de Deutsch, il était purement illustratif et traitait d'une situation hypothétique. En effet, pour le déterminer, les hypothèses suivantes avaient été retenues : amortissement des allocations des écarts d'acquisition au 1^{er} janvier 2006, le financement LBO aurait été mis en place au 1^{er} janvier 2006, les charges financières avaient été estimées sur 12 mois sur la base d'un taux Euribor 3M moyen et d'un taux Libor 3M moyen, un taux normatif d'impôt de 34,43 % avait été utilisé.

Acquisition de 49% de Stahl

Wendel a pris une participation de 49% dans le groupe Stahl fin juin 2006. Ce groupe est leader mondial dans les produits de traitement du cuir.

L'investissement de Wendel se monte à 78 M€ (dont 29 M€ sous forme de capitaux propres et 49 M€ sous forme d'un prêt d'actionnaire).

La part de Wendel dans l'investissement en capital est de 46%, la part de Wendel dans l'investissement en prêts d'actionnaires est de 50% et la part de Wendel dans l'investissement global est de 48,5%.

Le groupe Stahl est mis en équivalence à hauteur de 46% depuis début juillet 2006 dans la mesure où le groupe Wendel exerce une influence notable sur le groupe Stahl.

Introduction en Bourse de Legrand

Début avril 2006, Legrand (leader dans les équipements électriques) a été introduit en Bourse. Avant cette opération Legrand (détenue par Lumina Parent) était mise en équivalence à hauteur de 37,4%.

Depuis l'introduction en Bourse et les opérations qui l'ont accompagnée (dilution liée à l'augmentation de capital et au mécanisme de co-investissement des équipes de Direction, et cession) Legrand était mise en équivalence à hauteur de 29,9% fin 2006. Toutes les opérations ont été traitées comme une seule et même opération qui avait généré un produit comptable de 133 M€ et qui avait permis à Wendel d'encaisser 103 M€.

BLRLux/Neuf Cegetel :

A l'ouverture de l'exercice 2006, BLRLux (58,96% Wendel) détenait 5,24% du capital de Neuf Cegetel. Tous les titres détenus par BLRLux figuraient donc à l'actif du bilan consolidé, et des intérêts minoritaires étaient constatés pour la quote-part du capital de BLRLux non détenue par le groupe. Après l'introduction en Bourse de Neuf Cegetel et la cession d'une partie des titres, Wendel détenait 2,53% du capital de Neuf Cegetel par sa filiale Trief (100% Wendel) et plus aucun minoritaire n'était constaté sur les titres Neuf Cegetel comptabilisés au bilan. Un résultat de 5 M€ avait été comptabilisé lors de cette cession.

Actions propres

En 2006, 141 839 actions Wendel avaient été achetées sur le marché pour un prix moyen de 94,85 euros, 39 000 actions avaient été vendues dans le cadre d'un contrat de liquidité et 122 839 actions avaient été cédées lors de l'exercice d'options d'achat accordées aux salariés. Au 31 décembre 2006, Wendel détenait 531 562 actions de son capital, soit environ 9,6% dont 26 789 actions affectées à la couverture d'options d'achat accordées aux salariés et non exercées.

VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE AU NIVEAU DES FILIALES

Acquisitions du groupe Bureau Veritas (certification et contrôle qualité)

Les acquisitions de l'exercice 2006 du groupe Bureau Veritas ont représenté un investissement de 51 millions d'euros. Ces acquisitions ont quasiment toutes porté sur 100% du capital.

Le montant total des écarts d'acquisition dégagés sur ces acquisitions est de 54 M€.

La contribution des filiales acquises au résultat net était de 2,4 M€ en 2006.

Acquisitions du groupe Editis (édition)

À la clôture 2005, le groupe Editis détenait 25% des Editions XO ; les titres n'étaient pas consolidés et étaient comptabilisés en actifs financiers non courants. Début 2006, le groupe Editis a acheté le solde du capital ; depuis les Editions XO sont consolidées en intégration globale à hauteur de 100%.

Début juillet 2006, Editis a acquis 100% de la société de distribution DNL.

Le montant des écarts d'acquisition dégagés sur ces sociétés est de 56 millions d'euros.

La contribution de ces sociétés au résultat net était de 1,5 M€ en 2006.

Acquisitions du groupe Materis (chimie de spécialités pour la construction)

Depuis l'acquisition par Wendel fin avril 2006, les acquisitions du groupe Materis avaient représenté un investissement de 51 millions d'euros (hors compléments de prix éventuels à verser ultérieurement). Ces acquisitions ont quasiment toutes porté sur 100% du capital.

Le montant total des écarts d'acquisition dégagés sur ces acquisitions est de 35 M€.

La contribution au résultat net des filiales acquises n'était pas significative en 2006.

A noter que les sociétés acquises en 2006 qui n'ont pas été consolidées au 31 décembre 2006 faute d'information comptable, ne sont pas prises en compte dans le paragraphe précédent, elles figuraient pour un montant de 19 M€ en Actifs Financiers non courants fin 2006.

Acquisitions du groupe Legrand (équipements électriques)

Legrand a acquis plusieurs sociétés sur 2006, dont Shidean (Chine), Cemar (Brésil) et Vantage (États-Unis).

L'investissement total (net de la trésorerie des sociétés acquises) se montait à 86 M€.

PARTIES LIÉES

Les parties liées du groupe Wendel sont :

- Legrand qui est mise en équivalence depuis son introduction en Bourse,
- Saint-Gobain qui est mise en équivalence depuis fin 2007,
- Stahl qui est mise en équivalence depuis son acquisition fin juin 2006,
- les membres du Conseil de surveillance et du Directoire, et
- SLPS qui est la structure de contrôle de Wendel.

LEGRAND

Le groupe Wendel a reçu en 2007 un dividende de Legrand de 39,9 M€.

STAHL

L'investissement dans Stahl a été effectué en partie sous forme d'un prêt d'actionnaire pour un montant de 49 M€ (voir « variations de périmètre 2006 »). Ce prêt d'actionnaire porte intérêt à 9%. Il se monte à 56,1 M€ à la clôture 2007 (hors retraitement comptable IFRS).

MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DU DIRECTOIRE

Les mandataires sociaux détiennent 5,9% du capital de Wendel au 31 décembre 2007.

Le montant des rémunérations accordées aux mandataires sociaux de Wendel s'élève à 4,6 M€ en 2007.

Au 31 décembre 2007, le nombre de stock-options accordées aux membres du Conseil de surveillance et du Directoire et non exercées est de 610 190. La charge de stock-options (IFRS 2) les concernant est de 1,4 M€ en 2007.

Certains mandataires sociaux bénéficient du régime de retraite mis en place par Wendel (voir note 12). L'engagement les concernant s'élève à 19 M€ à la clôture 2007, il est intégralement couvert par des actifs confiés en gestion à un organisme d'assurance.

Enfin, certains mandataires sociaux sont actionnaires des sociétés de co-investissement décrites au paragraphe « Association des équipes de Direction aux investissements du Groupe » ci-après.

CESSION DE SOLFUR

Dans le cadre de la simplification des structures de contrôle du groupe Wendel, Wendel a cédé en avril 2007 Solfur (voir le paragraphe « Association des équipes de Direction aux investissements du Groupe » ci-après) à une société détenue par l'équipe de Direction de Wendel, dont certains mandataires sociaux, pour un prix de 79 M€ déterminé par un expert indépendant. Cette convention a été autorisée par le Conseil de surveillance de Wendel conformément à la procédure des conventions réglementées et approuvée par l'Assemblée générale du 4 juin 2007. Le prix de cession était égal à la valeur de Solfur dans le bilan consolidé de Wendel au 31 décembre 2006. Aucun résultat n'a été constaté lors de cette opération conformément au principe adopté par Wendel de ne pas prendre de résultat sur Wendel-Participations (voir les « principes comptables »).

SLPS

L'actionnariat de SLPS est composé de plus de 900 personnes physiques (famille Wendel). Elle détient environ 34% du capital de Wendel.

Il n'y a pas d'autres liens économiques et financiers significatifs entre les sociétés SLPS d'une part et Wendel d'autre part, que ceux liés à la détention des titres (dividendes).

Il existe une convention de licence de marque (licence exclusive d'exploitation de la marque Wendel).

ASSOCIATION DES ÉQUIPES DE DIRECTION AUX INVESTISSEMENTS DU GROUPE

1. ASSOCIATION DES ÉQUIPES DE DIRECTION DES FILIALES A LA PERFORMANCE DES ENTITÉS

La politique progressivement mise en place par Wendel pour ses filiales non cotées s'inscrit dans le dispositif suivant :

- Un système de co-investissement pour les cadres dirigeants qui sont invités à investir individuellement, au travers de sociétés dédiées, en engageant leur patrimoine pour des sommes d'un montant significatif, aux côtés de Wendel ;
- Un système de stock-options pour les autres cadres.

L'investissement réalisé par les principaux dirigeants n'est générateur de gains qu'à partir d'un certain seuil de rentabilité de l'investissement pour Wendel (10% à 15%).

Ces investissements présentent un risque pour les cadres dirigeants dans la mesure où en dessous de ce seuil, les sommes investies par eux sont intégralement perdues. En contrepartie de ce niveau de risque élevé, les cadres dirigeants bénéficient d'un partage de la surperformance dans des proportions variables lorsque ce seuil est franchi.

Ces dispositifs s'appliquent à toutes les sociétés, du portefeuille, tant qu'elles sont non cotées : au 31 décembre 2007, de tels systèmes étaient encore en place chez Editis, Materis, Deutsch et Stahl. Ils se débouclent généralement au moment d'une cession, même partielle.

C'est ainsi qu'au cours de l'exercice 2007, le système de co-investissement mis en place chez Bureau Veritas a été débouclé lors de l'introduction en Bourse de la société le 23 octobre 2007. À l'issue des opérations de simplification des structures, les principaux dirigeants du groupe Bureau Veritas avaient acquis 4,5% du capital de Bureau Veritas (autodétention incluse).

Une fois cotées, les sociétés mettent en place de nouveaux systèmes d'association des équipes de Direction à la performance de la société. Pour les filiales cotées (Bureau Veritas, Legrand, Stallergènes), il convient de se référer aux documents de référence de chacune des entités pour la description des modalités d'association des équipes de Direction à la performance de la société.

2. ASSOCIATION DES ÉQUIPES DE WENDEL À LA PERFORMANCE DU GROUPE

Dans un souci de confirmer l'absence de conflit d'intérêt, les règles d'investissement et les montants investis par l'équipe de Direction de Wendel sont systématiquement soumis

à l'approbation du Conseil de surveillance, après examen et avis du Comité de gouvernance compétent, notamment, en matière de déontologie.

2.1. CO-INVESTISSEMENT DES ÉQUIPES DE WENDEL JUSQU'EN 2006

2.1.1. Investissement dans les participations

Les membres de l'équipe de Direction de Wendel ont été invités à investir individuellement, en engageant leur patrimoine, des sommes d'un montant significatif dans l'ensemble des nouvelles opérations du Groupe conduisant à prendre un risque économique sur toute entreprise, dans des conditions analogues à celles proposées aux équipes de Direction de ces sociétés.

Ces investissements présentent un risque pour les membres de l'équipe de Direction de Wendel dans la mesure où en dessous d'un seuil de rentabilité minimum des capitaux, les sommes investies par elle sont perdues. En contrepartie de ce niveau de risque élevé, l'équipe de Direction bénéficie d'un partage de la surperformance dans des proportions variables lorsque ce seuil est franchi.

Pour les investissements réalisés avant 2006, de tels systèmes ont été mis en place lors de l'acquisition de Legrand et d'Editis avec des mécanismes similaires à ceux instaurés pour le management de ces filiales.

Pour les derniers investissements réalisés par Wendel en 2006 (notamment Materis, Deutsch, Stahl et AVR qui ont été regroupés au sein de la société d'investissement Winvest International (voir pages 182 à 184, 212 à 214 et 220 du rapport annuel 2007), le co-investissement a été réalisé selon les principes décrits au paragraphe 2.2.

2.1.2. Investissement dans les titres de Wendel-Participations

L'option d'achat acquise par l'équipe de Direction en 2004, auprès de Solfur, portant sur des titres Wendel-Participations, a été débouclée en 2007. Cette opération a été approuvée par l'Assemblée générale du 4 juin 2007. Elle a contribué à l'augmentation de la participation des salariés et de l'équipe de Direction dans le capital du Groupe puisque ces derniers détenaient au 31 décembre 2007, 4,9% du capital de Wendel.

2.2. ÉVOLUTION DU SYSTÈME D'ASSOCIATION DES ÉQUIPES DE WENDEL À LA PERFORMANCE DU GROUPE

Suite à la simplification de la structure de détention du groupe Wendel réalisée en 2007, le système d'association des équipes de Direction de Wendel à la performance du Groupe a évolué et repose désormais, pour les cinq prochaines années jusqu'en 2012, sur :

- Un programme de stock-options dans la limite d'une allocation annuelle représentant 2% du capital dont les modalités et la mise en œuvre sont décrites page 208 du rapport annuel 2007 ; la première application de ce nouveau dispositif a été réalisée le 4 juin 2007 ;
- Un co-investissement de l'équipe de Direction : conformément à sa stratégie d'entrepreneur-investisseur, Wendel a souhaité que les membres de son équipe soient directement et personnellement associés à ses investissements en partageant les risques et les bénéfices.

Ces deux systèmes, stock-options et co-investissement permettent d'aligner les intérêts de l'équipe de Direction de Wendel et des actionnaires et de trouver un juste équilibre entre la performance du Groupe et celle des investissements nouveaux. L'effet potentiellement dilutif des stock-options devrait être compensé par des rachats de ses propres actions par Wendel suivis de leur annulation.

Les principes du co-investissement de l'équipe de Direction dans les nouvelles opérations conduisant le Groupe à prendre un risque économique sur toute entreprise cotée ou non cotée ont été définis comme suit :

- les intéressés investiront aux côtés de la Société, étant entendu que les co-investissements se monteront à un maximum de 0,5% du montant de l'investissement de Wendel ;
- les intéressés seront seuls responsables du financement de leur co-investissement, et ;
- les co-investissements donneront droit à 10% de la plus-value totale à condition que Wendel ait obtenu au préalable un rendement annuel de 7% et une plus-value totale de 40% sur son investissement. Si l'un de ces seuils n'est pas franchi, les montants investis par les dirigeants seront perdus par eux ;
- les droits liés au co-investissement seront acquis à titre définitif par tranche de 20% par an (20% à la date d'investissement puis 20% à chaque date anniversaire) ;
- la plus-value sera dégagée lors de la cession, et à dire d'expert, au bout de 10 ans s'il n'y a pas eu de cession.

Considérant que certains mandataires sociaux pourraient être concernés, dans un souci de transparence et de bonne gouvernance, ces principes de co-investissement ont été approuvés par le Conseil de surveillance dans ses séances du 6 décembre 2006 et 26 avril 2007 sur avis du Comité de gouvernance, et ont été mentionnés dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées relatives à l'exercice précédent ; ils ont été approuvés par l'Assemblée générale du 4 juin 2007.

Le Conseil de surveillance du 18 juillet 2007 a, sur proposition du Comité de gouvernance, apporté deux précisions à ce dispositif : (i) le seuil de 7% de rentabilité minimale sera apprécié sur les investissements à leur valeur et aux dates d'origine (ii) s'agissant d'investissements dans des sociétés cotées, le seuil de 40% s'appliquera à l'issue d'une période de deux ans et demi, à compter de l'investissement ; ces précisions sont mentionnées dans le rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées intégré au rapport annuel 2007.

Conformément à ces principes approuvés par l'Assemblée générale, au titre de l'exercice 2007, après accord du Conseil de surveillance du 4 juin 2007 sur avis du Comité de gouvernance du 22 mai 2007, l'équipe de Direction et les membres du Directoire ont co-investi aux côtés de Wendel dans les opérations concernant Compagnie de Saint-Gobain selon les modalités décrites ci-dessus.

Par ailleurs, il est rappelé qu'en application de cette même autorisation, un co-investissement a été mis en place selon les modalités décrites ci-dessus, à l'occasion de la constitution de Winvest International (Société d'Investissement à Capital Risque portant les investissements dans Materis, Deutsch, Stahl et AVR), après accords des Conseils de surveillance du 6 décembre 2006 et du 4 juin 2007 sur avis des Comités de gouvernance du 6 décembre 2006 et 22 mai 2007. Ces opérations ont, en particulier, permis à de nouveaux membres de l'équipe de Direction d'entrer dans le dispositif. En 2008, il est envisagé de réaliser d'autres opérations de co-investissements après accord du Conseil de surveillance statuant sur avis du Comité de gouvernance.

3. INCIDENCE DE CES MÉCANISMES DE CO-INVESTISSEMENT POUR WENDEL

Les dispositifs mis en place pour les investissements effectués, en supposant réalisés les business plans envisagés par Wendel au moment des acquisitions, pourraient avoir un effet dilutif de 10 à 15% à 5 ans sur le pourcentage de participation de Wendel dans ces sociétés.

4. AUTRES INVESTISSEMENTS DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION DANS LES FILIALES DU GROUPE

Conformément à ce qui a été annoncé dans les documents publics relatifs à l'introduction en Bourse de Legrand (voir paragraphe 11.5 de la note d'information de l'introduction en Bourse de Legrand), l'équipe de Direction de Wendel a acquis, au travers d'une société nouvelle, auprès d'un établissement financier, des options d'achat portant sur le titre Legrand. Ces options, exerçables à tout moment, avaient une maturité de 5 ans et représentaient environ 1% du capital de Legrand. Ces options ont été cédées en 2007.

GESTION DES RISQUES

GESTION DU RISQUE ACTION

Les actifs du Groupe sont principalement des participations dans lesquelles Wendel est actionnaire principal ou de contrôle. Ces sociétés ont des fondamentaux solides et des potentiels de croissance rentable. Ces actifs sont cotés (Saint-Gobain, Bureau Veritas, Legrand et Stallergènes) ou non cotés (Editis, Materis, Deutsch, Oranje-Nassau et Stahl). Le Groupe détient également, pour des montants peu significatifs, des placements qui sont des participations minoritaires.

La gestion active de ces actifs s'appuie sur le suivi régulier des performances de chaque société, sur le moyen terme. La progression de l'actif net réévalué de Wendel dépend de la capacité de ses équipes à sélectionner, acheter, développer puis revendre des sociétés capables de s'affirmer comme leader de leur secteur. Les performances opérationnelles et financières de ces sociétés sont suivies et analysées avec le management, lors de réunions, au minimum, mensuelles. À ces entretiens approfondis s'ajoute, à intervalles réguliers, une analyse prospective rendue possible par une véritable expertise sectorielle résultant d'un partage des connaissances avec le management de la société concernée. Cet examen régulier permet d'analyser et d'anticiper au mieux l'évolution de chaque participation et de prendre les décisions appropriées. Néanmoins, il existe un risque que les réalisations économiques de la filiale ne soient pas en ligne avec les attentes de Wendel.

Cette approche spécifique par société se complète au niveau de Wendel d'une analyse globale de la répartition des filiales entre les différents secteurs de l'économie, afin de tirer partie d'une bonne diversification des actifs tant sur le plan sectoriel que du point de vue de leur positionnement concurrentiel et de leur résistance à la conjoncture.

Par ailleurs, dans le cadre de la couverture de son portefeuille d'actifs, Wendel peut mettre en place des instruments dérivés sur action ou sur indice. Wendel peut également avoir recours à des instruments dérivés en vue d'organiser la cession d'un de ses actifs, en vue d'une acquisition, ou en vue d'obtenir une exposition économique particulière.

Le risque lié aux marchés des actions concerne :

- Les titres cotés classés en « Actifs financiers dont la variation de juste valeur passe par le compte de résultat » et les dérivés sur titres cotés (non qualifié de couverture de flux de trésorerie) qui sont comptabilisés à la valeur de marché au bilan, l'impact d'une variation de leur valeur étant comptabilisé en résultat : à titre indicatif, à la date de clôture des comptes, une variation de +/-5% des cours de référence de ces instruments financiers conduirait à un impact d'environ +/- 10 M€ dans le compte de résultat.
- Les instruments financiers qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie au sens d'IAS 39 et destinés à couvrir le risque

économique sur des titres cotés. Une variation de +/-5% du sous-jacent conduirait à un impact d'environ +/- 44 M€ dans les réserves.

- Les titres consolidés et mis en équivalence dont la valeur est estimée sur la base de références de marché (voir la note sur les écarts d'acquisition et les titres mis en équivalence).

GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

Chaque filiale opérationnelle a mis en place une politique de suivi de son risque de crédit clients, et les créances pour lesquelles il existe un risque font l'objet d'une dépréciation. À la clôture, il n'y a pas de concentration significative du risque de crédit.

Les instruments dérivés sont conclus avec des établissements financiers de premier rang et la trésorerie est placée à court terme auprès de banques de premier rang.

Il n'existe donc pas de risque de crédit significatif à la clôture du 31 décembre 2007.

GESTION DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le détail des dettes par filiale et des taux d'intérêt qui leur sont applicables est décrit en Note 13, le détail de la trésorerie est décrit en Note 10 et le détail des couvertures de taux d'intérêt est décrit en Note 5.

En 2006, l'exposition du groupe Wendel aux taux d'intérêt était limitée dans la mesure où près de 80 % de l'exposition nette est à taux fixe ou capé :

en milliards d'euros	Taux fixe	Taux capé	Taux variable
Dette brute nominale	2,0		3,5
Trésorerie et actifs financiers de placement			- 1,0
Impacts des instruments dérivés	0,1	1,8	- 1,3
Exposition aux taux d'intérêt	2,1	1,8	1,1
	42 %	36 %	22 %

En 2007, l'exposition du groupe Wendel aux taux d'intérêt reste très limitée dans la mesure où l'essentiel de l'exposition nette est à taux fixe ou capé :

en milliards d'euros	Taux fixe	Taux capé	Taux variable
Dette brute	2,8		8,2
Trésorerie et actifs financiers de placement			- 2,9
Impacts des instruments dérivés	4,2	1,7	- 4,5
Exposition aux taux d'intérêt	7,0	1,7	0,8
	73 %	18 %	9 %

Une variation de +/-100 points de base des taux d'intérêts sur lesquels est indexée l'exposition aux taux d'intérêt du Groupe consolidé aurait un impact de l'ordre de -11/+15 M€ sur le résultat financier avant impôt; à fin 2006 les impacts étaient de l'ordre de -14/+21 M€ (hypothèses : exposition à la clôture, taux d'intérêt relevés à la clôture, impact sur l'année suivante en tenant compte des échéances des instruments dérivés qui couvrent le risque de taux d'intérêt).

Chaque filiale gère son exposition au risque de taux d'intérêt en tenant compte des contraintes imposées par ses contrats de financement (notamment dans le cadre des financements de type LBO sans recours sur Wendel), néanmoins la position globale du Groupe est suivie au niveau de Wendel qui peut mettre en place des instruments dérivés à son niveau pour gérer le risque de taux d'intérêt global du Groupe.

GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Les échéances des dettes financières du Groupe et les lignes de crédits non utilisées sont décrites dans la Note 13. Les covenants et caractéristiques des principales dettes financières sont les suivants :

OBLIGATIONS ÉMISES PAR WENDEL :

En 2007, Wendel a procédé à l'émission de 2 emprunts obligataires dont les clauses sont similaires à celles des emprunts obligataires précédents. À l'exception de l'obligation échangeable Cap Gemini de 2003, les emprunts obligataires ont une clause de changement de contrôle qui permet, sous certaines conditions, aux créanciers obligataires d'obtenir le remboursement ou le rachat de leurs titres en cas de changement de contrôle de l'émetteur, conformément à une pratique maintenant établie sur les marchés obligataires. Par changement de contrôle on entend la détention par une ou plusieurs personnes, agissant seule ou de concert, autres que les actionnaires actuels de l'émetteur hors flottant, de 50% du capital et des droits de vote de l'émetteur, à condition que ce changement de contrôle entraîne une baisse de la notation de l'émetteur.

CRÉDIT SYNDIQUÉ DE WENDEL (NON UTILISÉ AU 31 DÉCEMBRE 2007) :

Le crédit syndiqué mis en place en 2006 et amendé en septembre 2007 (voir note sur les « dettes financières ») prévoit le respect de covenants financiers basés principalement sur la valeur de marché des actifs de Wendel et sur le montant de la dette nette. Cette dette nette est calculée sur la base d'un périmètre limité aux holdings financières, excluant les dettes des sociétés opérationnelles et les dettes mises en place au niveau des holdings d'acquisition. Les dettes nettes des groupes Editis, Bureau Veritas, Materis, Deutsch, Legrand, Stallergènes, Stahl et Oranje-Nassau, ainsi que la dette nette liée à l'acquisition de titres Saint-Gobain, sans recours sur Wendel, sont donc prises en compte en réduction de la valeur brute réévaluée des actifs.

Ces covenants sont les suivants :

- la dette financière nette de Wendel et des holdings financières comparée à la valeur brute réévaluée des actifs après impôts latents (hors trésorerie) ne doit pas excéder 50% ;
- le rapport entre :
 - (i) la dette financière brute non garantie augmentée des engagements hors bilan ayant une nature de dette financière non garantis de Wendel et des holdings financières, et diminuée de la trésorerie disponible (non nantie ou séquestrée) de Wendel et des holdings financières,
 - et
 - (ii) la somme de 75% de valeur des actifs cotés disponibles (non nantis ou séquestrés) et de 50% de la valeur des actifs non cotés disponibles (non nantis ou séquestrés),
 ne doit pas excéder 1.

Ils sont testés semestriellement lorsque le crédit syndiqué est tiré. La documentation du crédit syndiqué intègre une clause de changement de contrôle similaire à celle des obligations.

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT SAINT-GOBAIN

Voir la note relative à l'investissement dans Saint-Gobain dans les « variations de périmètre ».

CRÉDIT SYNDIQUÉ DE BUREAU VERITAS

Les dettes bancaires de Bureau Veritas prévoient le respect des ratios suivants :

- le rapport entre le LTM EBITDA (excédent brut d'exploitation sur les 12 derniers mois) et le montant des intérêts financiers nets doit être supérieur à 5,5. Ce ratio est calculé sur douze mois glissants ;
- le rapport entre la dette nette consolidée de Bureau Veritas et le LTM EBITDA (excédent brut d'exploitation des douze derniers mois) doit être inférieur à 3.

Ces ratios sont testés semestriellement. Au 31 décembre 2007, ces covenants sont respectés.

La documentation bancaire relative à la dette de Bureau Veritas prévoit les restrictions habituelles pour ce type de crédit « corporate ». Certaines opérations telles que fusion, cessions d'actifs, garanties accordées, acquisitions, endettement supplémentaire, paiement de dividendes, rachat d'actions, changement d'actionnaires, sont interdites, limitées ou nécessitent l'accord préalable des banques prêteuses.

Cette dette est sans recours sur Wendel.

CRÉDIT SYNDIQUÉ D'EDITIS

Ce crédit prévoit le respect des ratios suivants :

- le rapport entre la dette nette consolidée d'Editis et le LTM EBITDA (excédent brut d'exploitation des douze derniers mois) doit être inférieur à 3,75 au 31 décembre 2007 (ce ratio maximum diminue jusqu'à 1,45 au 31 décembre 2012) ;
- le rapport entre le LTM EBITDA (excédent brut d'exploitation des douze derniers mois) et le montant des intérêts financiers nets doit être supérieur à 3,75 au 31 décembre 2007 (ce ratio minimum augmente jusqu'à 5 au 31 décembre 2012). Ce ratio est calculé sur douze mois glissants ;

Ces ratios sont testés semestriellement. Au 31 décembre 2007, ces covenants sont respectés.

La documentation bancaire relative à la dette d'Editis prévoit les restrictions habituelles pour ce type de crédit « cross-over ». Certaines opérations telles que, fusion, cessions d'actifs, garanties accordées, acquisitions, paiement de dividendes, rachat d'actions, changement d'actionnaires, sont interdites, limitées ou nécessitent l'accord préalable des banques prêteuses.

Cette dette est sans recours sur Wendel.

DETTES BANCAIRES DE MATERIS

Ces dettes bancaires de Materis prévoient le respect des ratios suivants :

- le rapport entre la dette nette consolidée (hors prêt d'actionnaires) de Materis et le LTM EBITDA (excédent brut d'exploitation des douze derniers mois) doit être inférieur à 7,45 au 31 décembre 2007 (ce ratio maximum diminue jusqu'à 3,5 au 30 septembre 2016) ;
- le rapport entre le cash flow après capex et dividendes et le montant du service de la dette (intérêts de la dette augmentés des échéances de remboursement) doit être supérieur à 1. Ce ratio est calculé sur douze mois glissants ;
- le rapport entre le LTM EBITDA (excédent brut d'exploitation des douze derniers mois) et le montant des intérêts financiers cash nets doit être supérieur à 1,9 au 31 décembre 2007 (ce ratio minimum augmente jusqu'à 3,2 au 31 décembre 2015). Ce ratio est calculé sur douze mois glissants ;
- les dépenses de Capex ne doivent pas excéder 82,6 millions d'euros pour 2007 (ce montant augmente chaque année pour atteindre 103,7 millions d'euros pour 2016).

Ces ratios sont testés trimestriellement. Au 31 décembre 2007, ces covenants sont respectés.

La documentation relative aux dettes de Materis prévoit les restrictions habituelles pour ce type de crédit LBO. Certaines opérations telles que, fusion, sortie d'intégration fiscale, cessions d'actifs, garanties accordées, acquisitions, endettement supplémentaire, paiement de dividendes, rachat d'actions, changement d'actionnaires, sont interdites, limitées ou nécessitent l'accord préalable des banques prêteuses.

Cette dette est sans recours sur Wendel.

DETTES BANCAIRES DE DEUTSCH

Ces dettes bancaires de Deutsch prévoient le respect des ratios suivants :

- le rapport entre la dette nette consolidée (hors prêt d'actionnaires) de Deutsch et le LTM EBITDA (excédent brut d'exploitation des douze derniers mois) doit être inférieur à 6,85 au 31 décembre 2007 (ce ratio maximum diminue jusqu'à 3,5 au 30 juin 2013) ;
- le rapport entre le cash flow après capex et dividendes et le montant du service de la dette (intérêts de la dette augmentés des échéances de remboursement) doit être supérieur à 1. Ce ratio est calculé sur douze mois glissants ;
- le rapport entre le LTM EBITDA (excédent brut d'exploitation des douze derniers mois) et le montant des intérêts financiers nets doit être supérieur à 1,75 au 31 décembre 2007 (ce ratio minimum augmente jusqu'à 3 au 30 septembre 2013). Ce ratio est calculé sur douze mois glissants ;
- les dépenses de Capex ne doivent pas excéder 50,5 millions de dollars américains pour 2007.
- Ces ratios sont testés trimestriellement. Au 31 décembre 2007, ces covenants sont respectés.

La documentation relative aux dettes de Deutsch prévoit les restrictions habituelles pour ce type de crédit LBO. Certaines opérations telles que, fusion, sortie d'intégration fiscale, cessions d'actifs, garanties accordées, acquisitions, endettement supplémentaire, paiement de dividendes, rachat d'actions, changement d'actionnaires, sont interdites, limitées ou nécessitent l'accord préalable des banques prêteuses.

Cette dette est sans recours sur Wendel.

GESTION DU RISQUE DE CHANGE

Les sociétés contrôlées par Wendel exercent leur activité dans différents pays et en conséquence réalisent une partie de leur résultat dans des monnaies autres que l'euro. L'essentiel du risque de change est concentré chez Oranje-Nassau au niveau de son activité pétrolière, chez Deutsch, chez Bureau Veritas et dans une moindre mesure chez Materis.

WENDEL

Afin de réduire son exposition aux fluctuations de la parité EUR/USD, Wendel a conclu différentes opérations de vente à terme de dollars américains. La position en cours au 31 décembre 2007 (voir Note 5) générerait un résultat de change d'environ +/-23 millions d'euros pour une variation de +/-5% du dollar américain face à l'euro.

ORANJE-NASSAU

Dans le cadre de son activité pétrolière, Oranje-Nassau réalise une grande partie de son résultat en dollars américains. Environ 80% des ventes de pétrole et de gaz sont réalisées en dollars américains, soit environ 200 M€ pour l'exercice 2007 et les coûts d'exploitation libellés en dollars américains sont considérés comme non significatifs; ainsi, une variation de +/-5 % de la valeur du dollar américain conduirait à une variation d'environ +/-10 M€ du résultat opérationnel. L'impact d'une variation de +/-5% du dollar américain sur les instruments financiers libellés en dollar américain aurait un impact non significatif sur le résultat avant impôt (environ +/-3 M€ en 2007 et inférieur à +/-1 M€ en 2006) et sur la situation nette (environ +/-1 M€ en 2007, et non significatif en 2006).

BUREAU VERITAS

En raison du caractère international de ses activités, Bureau Veritas est exposé à un risque de change découlant de plusieurs devises étrangères.

En 2007, près de la moitié du chiffre d'affaires de ce groupe était réalisé dans des devises autres que l'euro dont 17,7% en dollars américains, 6,8% en Livre Sterling et 6,9% en dollars de Hong Kong. Prises individuellement, les autres devises ne représentaient pas plus de 3,0% du chiffre d'affaires de ce groupe. Cette évolution est notamment liée au fort développement des activités de Bureau Veritas en dehors de la zone euro et notamment en dollar américain aux États-Unis ou à des devises qui lui sont liées. De manière générale cependant, dans chaque pays où il est présent, Bureau Veritas fournit des prestations de services localement et engage des coûts localement. En conséquence, ce groupe est faiblement exposé au risque de change lié à des transactions dans des monnaies différentes.

Ainsi, une variation de +/-5 % de l'euro contre le dollar américain aurait eu un impact de +/-0,75% sur le résultat d'exploitation 2007 de Bureau Veritas; et une variation de +/-5 % de l'euro contre le dollar de Hong Kong aurait eu un impact de +/-0,55% sur le résultat d'exploitation 2007 de Bureau Veritas; soit un impact total de +/-3,5 M€ sur le résultat opérationnel.

En outre, le financement de ce groupe est multidevises et permet d'emprunter dans les devises locales. Bureau Veritas, s'il le juge nécessaire, pourrait ainsi assurer la couverture de certains engagements en alignant les coûts de financement sur les produits d'exploitation dans les devises concernées.

Enfin, l'impact sur le résultat avant impôt d'une variation de +/-5% du dollar américain sur les actifs et passifs financiers libellés en dollar américain et détenus par des entités ayant une monnaie de fonctionnement différente du dollar américain est inférieure à +/-1 M€.

DEUTSCH

Le groupe Deutsch est majoritairement implanté aux États-Unis, ainsi environ 60% de l'activité est réalisée en dollars américains. L'impact d'une variation de +/-5% de la parité EUR/USD aurait donc eu une incidence de l'ordre de +/-2 M€ sur le résultat opérationnel courant 2007 (hors écritures liées à l'allocation des écarts d'acquisition et frais liés à la mise en place de la nouvelle organisation du groupe). Cette exposition est néanmoins compensée par la dette financière de Deutsch dont les monnaies de référence sont réparties dans les mêmes proportions que celles de l'activité opérationnelle.

Par ailleurs, Deutsch a une dette financière de l'ordre de 100 M€ qui est libellée en dollar américain et qui est portée par une société dont la monnaie de fonctionnement est l'euro. Ainsi, en cas de variation de la valeur du dollar face à l'euro de +/-5%, un impact de change d'environ +/- 5 M€ serait constaté en résultat financier.

MATERIS

L'impact du dollar américain sur le résultat opérationnel de Materis est limité, il est lié à la présence du groupe Materis aux États-Unis et aux achats de certaines matières premières. Pour 2007, une variation de +/-5% de la valeur du dollar américain aurait eu une incidence non significative de l'ordre de +/-0,75 m€ sur le résultat opérationnel courant.

GESTION DU RISQUE LIÉ AU COURS DU PÉTROLE - DIVISION ÉNERGIE D'ORANJE-NASSAU

Pour gérer le risque lié à l'évolution du cours du pétrole sur les ventes de la division Énergie du groupe Oranje-Nassau, celle-ci met en place des couvertures via des instruments dérivés. La taille de ces couvertures ne peut excéder le volume des ventes attendues. Ces instruments dérivés sont qualifiés comptablement d'instruments de couverture. Leur variation de valeur est donc comptabilisée en capitaux propres. Une hausse/baisse des cours du pétrole conduirait à une diminution/augmentation de la valeur de ces instruments et aurait donc un impact négatif/positif sur les capitaux propres.

NOTE 1. ÉCARTS D'ACQUISITION

En millions d'euros

31.12.2007

31.12.2006

Écarts d'acquisition bruts		
Bureau Veritas	574,3	895,9
Deutsch	359,6	394,3
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	30,6	30,6
Oranje-Nassau Énergie	10,9	10,9
Stallergènes	0,9	0,9
Filiales de Bureau Veritas	583,5	473,6
Filiales de Editis	639,1	580,4
Filiales de Materis	998,9	956,2
Filiales de Stallergènes	28,2	28,2
Total	3 226,1	3 371,0

En millions d'euros

31.12.2007

31.12.2006

Dépréciations		
Filiales de Bureau Veritas	14,1	13,8
Filiales de Editis	0,7	0,7
Total	14,8	14,5

En millions d'euros

31.12.2007

31.12.2006

Écarts d'acquisition nets		
Bureau Veritas	560,2	882,0
Deutsch	359,6	394,3
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	30,6	30,6
Oranje-Nassau Énergie	10,9	10,9
Stallergènes	0,9	0,9
Filiales de Bureau Veritas	583,5	473,6
Filiales de Editis	638,4	579,7
Filiales de Materis	998,9	956,2
Filiales de Stallergènes	28,2	28,2
Total	3 211,3	3 356,5

La variation de la valeur nette des écarts d'acquisition s'analyse comme suit :

En millions d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Montant net en début d'exercice	3 356,5	1 935,0
Regroupements d'entreprises ⁽¹⁾	-44,5	1 442,7
Cessions	-	-2,9
Conséquences des variations des écarts de conversion et autres	-100,4	-17,5
Dépréciations de l'exercice	-0,3	-0,7
Montant net en fin d'exercice	3 211,3	3 356,5

(1) Les regroupements d'entreprises concernent essentiellement, en 2007 les acquisitions réalisées par Bureau Veritas pour 161,0 millions d'euros, Editis pour 59,7 millions d'euros, Materis pour 56,4 millions d'euros, compensés par l'effet de dilution induit par l'introduction en Bourse de Bureau Veritas pour -321,6 millions d'euros. 2006 inclut principalement les effets des acquisitions de Materis pour 913,2 millions d'euros, de Deutsch pour 402,1 millions d'euros, ainsi que des acquisitions réalisées par Bureau Veritas pour 30,6 millions d'euros, par Editis pour 51,9 millions d'euros et Materis pour 44,9 millions d'euros.

TESTS DE DÉPRÉCIATION DES ÉCARTS D'ACQUISITION

(voir les « Principes comptables » relatifs aux écarts d'acquisitions)

Les écarts d'acquisition sont répartis sur les filiales opérationnelles qui constituent chacune une Unité Génératrice de Trésorerie. Pour chaque filiale, un test de dépréciation de l'écart d'acquisition est effectué chaque exercice de la façon suivante : la « valeur recouvrable » de chaque participation est comparée à sa valeur dans le bilan consolidé (voir les « principes comptables » relatifs aux écarts d'acquisition). Conformément à IAS 36, la « valeur recouvrable » retenue est la plus importante de la « juste valeur » et de la « valeur d'utilité » au sens d'IAS 36 §6. Lorsqu'une des deux valeurs est supérieure à la valeur au bilan, l'autre valeur n'est pas calculée.

Les « justes valeurs » (au sens du § 6 d'IAS 36) correspondent aux cours de Bourse pour les participations cotées et sont calculées par Wendel sur la base d'une approche par les multiples de capitalisation boursière de sociétés comparables pour les sociétés non cotées. Ces valeurs sont également comparées aux évaluations réalisées régulièrement par un expert indépendant qui applique des méthodes d'actualisation des flux de trésorerie futurs et de multiples de comparables boursiers.

L'approche retenue au 31 décembre 2007 pour déterminer la valeur recouvrable des participations est la suivante :

- Pour **Materis**, **Editis** et **Deutsch**, la valeur recouvrable résulte de l'approche basée sur les multiples de capitalisation boursière, et correspond à la « juste valeur » au sens d'IAS 36.
- Pour **Bureau Veritas** et **Stallergènes**, la valeur retenue est la « juste valeur » au sens d'IAS 36.

- Pour **Oranje-Nassau Groep**, la valeur retenue est la « valeur d'utilité » au sens d'IAS 36. Oranje-Nassau détient principalement des parts dans des gisements pétroliers. Pour évaluer ses actifs pétroliers, Oranje-Nassau établit un modèle prospectif. Il en résulte des estimations de chiffre d'affaires et de résultat pour les années à venir ; la valorisation de l'activité Énergie résulte de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs.

À noter, que les valeurs boursières (cours de Bourse ou approche par les multiples boursiers sectoriels) utilisées pour le calcul des « justes valeurs » au sens d'IAS 36 correspondent à une valorisation à court terme qui peut être inférieure à la valeur intrinsèque d'un investissement à moyen/long terme. Des analyses complémentaires faites par Wendel peuvent être réalisées (« valeur d'utilité » au sens d'IAS 36 : actualisation des flux futurs de trésorerie).

Au 31 décembre 2007, les résultats de ces tests montrent qu'aucune perte de valeur n'est à constater. Si ces valeurs recouvrables (telles que définies ci-dessus) devaient baisser de -5%, celles-ci resteraient supérieures aux valeurs comptables, et aucune dépréciation ne serait nécessaire.

NOTE 2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En millions d'euros	31.12.2006		
	Montant brut	Amortissement et provision	Montant net
Amortissables			
Générées en interne			
Création éditoriale	52,3	43,3	9,1
Autres immobilisations incorporelles	1,6	0,5	1,0
	53,9	43,8	10,1
Acquises			
Concessions, brevets, licences	26,4	5,0	21,4
Relations clientèles ⁽¹⁾	907,3	214,8	692,5
Logiciels	83,2	64,9	18,4
Autres immobilisations incorporelles	15,8	2,0	13,8
	1 032,7	286,7	746,1
À durée de vie indéfinie			
Acquises			
Marques ⁽²⁾	809,0	10,7	798,2
Fonds commercial	5,9	-	5,9
	814,9	10,7	804,2
Total	1 901,6	341,2	1 560,3

En millions d'euros	31.12.2007		
	Montant brut	Amortissement et provision	Montant net
Amortissables			
Générées en interne			
Création éditoriale	70,4	58,7	11,8
Autres immobilisations incorporelles	4,6	3,5	1,1
	75,0	62,2	12,9
Acquises			
Concessions, brevets, licences	30,6	7,7	22,9
Relations clientèles ⁽¹⁾	955,7	302,9	652,8
Logiciels	107,6	77,3	30,2
Autres immobilisations incorporelles	26,2	21,3	4,9
	1 120,1	409,3	710,9
À durée de vie indéfinie			
Acquises			
Marques ⁽²⁾	814,9	9,3	805,6
Fonds commercial	1,2	-	1,2
	816,0	9,3	806,7
Total	2 011,2	480,7	1 530,5

La variation nette des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

En millions d'euros	2007	2006
Montant en début d'exercice	1 560,3	609,9
Acquisitions	11,9	8,6
Immobilisations générées en interne ⁽³⁾	14,1	10,8
Cessions	-0,8	-3,7
Conséquences des regroupements d'entreprises ⁽⁴⁾	97,9	1 074,5
Conséquences des écarts de conversion	-17,7	-9,3
Amortissements et pertes de valeurs de l'exercice	-135,3	-130,5
Montant en fin d'exercice	1 530,5	1 560,3
dont		
Wendel et sociétés holdings	-	-
Bureau Veritas	514,2	520,5
Deutsch	174,2	197,0
Editis	45,1	36,5
Materis	794,4	803,1
Stallergènes	2,6	3,2

(1) Les relations clientèles ont été reconnues lors des acquisitions de Materis pour 236,0 millions d'euros et Deutsch pour 153,7 millions d'euros en 2006, lors de l'acquisition d'Editis pour 28,8 millions d'euros en 2005 et lors de la prise de contrôle de Bureau Veritas pour 436,0 millions d'euros en 2004.

(2) Le poste « marques » concerne au 31 décembre 2007, en valeur nette, Bureau Veritas pour 197,5 millions d'euros, Materis pour 567,5 millions d'euros, Deutsch pour 30,6 millions d'euros et Editis pour 10,0 millions d'euros.

(3) Les immobilisations générées en interne correspondent essentiellement à la création éditoriale chez Editis pour 13,8 millions d'euros en 2007 et 10,8 millions d'euros en 2006.

(4) Les conséquences des regroupements d'entreprises comprennent notamment en 2007 les effets des acquisitions réalisées par Bureau Veritas, Editis et Materis pour respectivement 67,3, 17,5 et 13,1 millions d'euros. 2006 inclut les entrées de Materis (allocation d'écart d'acquisition pour 650,0 millions d'euros et 168,4 millions d'euros hors allocation d'écart d'acquisition) et de Deutsch (allocation d'écart d'acquisition pour 189,0 millions d'euros et 16,9 millions d'euros hors allocation d'écart d'acquisition).

NOTE 3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En millions d'euros	31.12.2006		
	Montant brut	Amortissement et provision	Montant net
Terrains	83,8	4,7	79,1
Constructions	338,8	159,2	179,6
Installations techniques, matériel et outillage	670,2	393,7	276,5
Actifs pétroliers	770,2	573,5	196,6
Autres immobilisations corporelles	473,3	276,8	196,5
Immobilisations en cours	57,0	-	57,0
Total	2 393,2	1 407,9	985,3

En millions d'euros	31.12.2007		
	Montant brut	Amortissement et provision	Montant net
Terrains	84,8	5,0	79,8
Constructions	365,5	179,2	186,3
Installations techniques, matériel et outillage	720,4	431,3	289,1
Actifs pétroliers	762,4	597,1	165,3
Autres immobilisations corporelles	489,9	290,4	199,5
Immobilisations en cours	63,8	-	63,8
Total	2 486,9	1 503,0	983,8

La variation de la valeur nette des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

En millions d'euros	2007	2006
Montant en début d'exercice	985,3	357,5
Acquisitions	183,2	158,1
Cessions	-6,1	-15,9
Variations dues aux activités en cours de cession ou cédées	-15,8	-
Conséquences des regroupements d'entreprises	39,5	605,5
Conséquences des écarts de conversion	-36,3	-1,6
Amortissements et provisions de l'exercice	-165,9	-118,3
Montant en fin d'exercice	983,8	985,3
<i>dont</i>		
Bureau Veritas	134,0	106,3
Deutsch	123,4	145,2
Editis	34,4	30,4
Materis	479,4	467,8
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	0,2	0,9
Oranje-Nassau Énergie	165,3	196,6
Stallergènes	40,4	32,3
Wendel et sociétés holdings	6,7	5,8
Total	983,8	985,3

NOTE 4. IMMEUBLES DE PLACEMENT

En millions d'euros	31.12.2007	31.12.2006
	Montant net	Montant net
Oranje Nassau Groep	0,3	117,3
Trief Corporation	1,0	1,0
Total	1,2	118,3

La variation de la valeur nette des immeubles de placements s'analyse comme suit :

En millions d'euros	2007	2006
Montant net en début d'exercice	118,3	95,8
Acquisitions	-	21,3
Cessions ⁽¹⁾	-117,0	-
Variation de juste valeur	-	1,3
Autres variations	-	-0,1
Montant net en fin d'exercice	1,2	118,3

(1) Voir note sur la cession du pôle immobilier de Oranje-Nassau Groep dans les « variations de périmètre ».

En millions d'euros	2007	2006
Produits locatifs	0,2	9,7
Charges opérationnelles ayant généré des produits locatifs	-	-1,2
Charges opérationnelles n'ayant pas généré des produits locatifs	-	-
Total	0,2	8,6

NOTE 5. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Les actifs financiers s'analysent comme suit :

En millions d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Actifs disponibles à la vente ^(a)	43,5	358,3
Actifs financiers en juste valeur par le compte de résultat ^(a)	44,2	135,2
Prêts ^(a)	87,4	104,1
Dépôts et cautionnements ^(a)	22,7	21,0
Instruments dérivés ^(a)	464,4	129,4
Autres	30,2	16,0
Total	692,5	764,0
<i>dont actifs financiers non courants</i>	<i>620,0</i>	<i>610,8</i>
<i>dont actifs financiers courants</i>	<i>72,4</i>	<i>153,2</i>

(a) Mode de comptabilisation : voir Principes comptables.

Les passifs financiers s'analysent comme suit :

En millions d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Instruments dérivés	491,7	251,5
Autres	53,6	35,3
Total	545,3	286,8
<i>dont passifs financiers non courants</i>	<i>116,4</i>	<i>188,4</i>
<i>dont passifs financiers courants</i>	<i>428,9</i>	<i>98,3</i>

ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

En millions d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Titres cotés		
Titres cotés zone euro	-	138,6 ⁽¹⁾
Titres non cotés		
Wendel-Participations	-	138,9
Autres titres de participation	43,5	80,8
Total	43,5	358,3
<i>dont en actifs financiers non courants</i>	<i>43,5</i>	<i>358,3</i>

(1) Titres Neuf Cegetel, voir note sur les « variations de périmètre ».

ACTIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR LE COMPTE DE RÉSULTAT

En millions d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Titres cotés		
Titres cotés zone euro	13,6	106,9
Titres cotés Etats-Unis	-	9,8
Autres	30,6	18,5
Total	44,2	135,2
<i>dont en actifs financiers non courants</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>dont en actifs financiers courants</i>	<i>44,2</i>	<i>135,2</i>

PRÊTS

En millions d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Prêt d'actionnaire AVR	39,4	57,4
Prêt d'actionnaire Stahl	56,1	51,3
Ajustement sur Stahl ⁽¹⁾	-12,4	-12,0
Autres prêts	4,3	7,3
Total	87,4	104,1

(1) voir Note 6 (1)

INSTRUMENTS DÉRIVÉS

En millions d'euros	31.12.2007		31.12.2006	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Prise de participation dans Saint-Gobain ⁽¹⁾	348,8	359,2		
Instruments dérivés sur titres - non qualifié de couverture ⁽²⁾	68,1	68,1	102,6	232,4
Dérivés sur matières premières - couverture de flux de trésorerie ⁽³⁾	1,0	52,9	0,9	13,6
Dérivés sur matières premières-non qualifiés de couverture	0,1	-	0,8	0,3
Swaps de taux d'intérêts - couverture des flux de trésorerie ⁽⁴⁾	6,3	1,5	1,5	-
Swaps de taux d'intérêts - non qualifiés de couverture ⁽⁴⁾	29,0	9,7	17,0	5,2
Ventes à terme - couverture de flux de trésorerie	-	0,4	-	0,1
Ventes à terme - non qualifiées de couverture ⁽⁵⁾	11,0	-	6,6	-
Total	464,4	491,7	129,4	251,5
Dont la part non-courante de :				
Prise de participation dans Saint-Gobain	348,8	5,4	-	-
Instruments dérivés sur titres - non qualifié de couverture	67,5	68,1	98,1	171,4
Dérivés sur matières premières - couverture de flux de trésorerie	1,0	29,2	0,2	11,7
Dérivés sur matières premières - non qualifiés de couverture	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts - couverture des flux de trésorerie	5,1	-	1,5	-
Swaps de taux d'intérêts - non qualifiés de couverture	25,7	9,6	13,1	5,0
Ventes à terme - couverture de flux de trésorerie	-	0,1	-	-
Ventes à terme - non qualifiées de couverture	-	-	-	-
Part non-courante des instruments dérivés	448,1	112,4	112,9	188,2
Part courante des instruments dérivés	16,4	379,4	16,5	63,3

(1) À partir de septembre 2007, Wendel a acquis progressivement des titres Saint-Gobain, voir la Note « Variations de périmètre » relative à l'investissement dans Saint-Gobain. Ce poste inclut :

• Actif +348,8 M€ de protections sur Saint-Gobain (non qualifiées de couverture au sens des normes comptables). Le 27 mars 2008 Wendel a indiqué que les protections constituées permettaient de couvrir environ 40% de l'investissement dans Saint-Gobain à cette même date sur des échéances 2011-2012. À cette date, la valeur de marché exposée à la baisse s'élevait à 2,3 Mds €. Une variation de +/- 5% du cours de Saint-Gobain aurait entraîné une variation du marked-to-market des protections d'environ +/- 35 M€ sur le résultat.

• Passif -193,5 M€ d'instruments financiers (financement synthétique de titres) qui, du point de vue comptable (IAS 39), sont considérés comme une couverture de flux de trésorerie sur le risque économique sur des titres Saint-Gobain. Le solde de ce poste est constitué d'instruments financiers non qualifiés de couverture au sens des normes comptables. Au 31 décembre 2007, une variation de +/- 5% du cours de Saint-Gobain aurait entraîné une variation du marked-to-market de ces instruments de respectivement environ +/- 44 M€ dans les réserves et d'environ +/-25 M€ sur le résultat.

(2) Au 31 décembre 2007, ce poste correspond à 7 000 000 options Capgemini incorporées aux obligations échangeables en titres Capgemini au passif (prix d'exercice : 39,86 € et maturité : juin 2009) et à l'actif 6939658 options Capgemini achetées pour couvrir les options incorporées aux obligations échangeables (mêmes caractéristiques).

(3) Ce poste correspond essentiellement à Oranje-Nassau Groep (Énergie) qui a conclu différents contrats de couverture afin de couvrir sa production future de pétrole. Ces contrats portent sur 2120000 barils et 3960000 barils, respectivement à échéance décembre 2008 et décembre 2011.

(4) Voir tableau de détail des swaps ci-après.

(5) Contrats de vente à terme de dollars américains ; afin de se prémunir contre les variations du dollar américain, Wendel a conclu des ventes à terme de dollars à échéance décembre 2008 portant sur 677,1 MUSD de parité moyenne de 1,4315 USD pour 1 EUR.

SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊTS

Nominal		Échéance	31.12.2007 ⁽¹⁾	31.12.2006 ⁽¹⁾
Couverture des obligations portées par Wendel				
100ME	Paie 3,98% contre 4,21%	05-2016	1,6	5,6
100ME	Paie Euribor (plancher à 3,42% et plafond à 4,02%) contre 4,06%	02-2011	-0,2	-
400ME	Paie CMS 7 ans (plancher à 3,43% et plafond à 3,85%) contre 3,89%	02-2011	-0,7	0,4
95,7ME	Paie 3,20% contre 3,89%	02-2011	2,0	0,2
300 ME	Paie Euribor 12M+0.93 entre 1.70% et 2.60%, 3.40% si < 1.70% et 3.53% si > 2.60%. Contre 3,49%	08-2017	-2,0	-1,6
Couverture des dettes financières des filiales				
3 300ME	Paie 4,26% contre Euribor	08-2011	19,1	-
50 MUSD	Paie 4% contre Libor USD	12-2009	-0,2	1,1
150MUSD	Tunnel 3,18%-4,62% sur Libor	10-2008	0,2	1,1
50 ME	Paie 3,74% contre Euribor	05-2011	1,1	0,6
50 ME	Paie 4,58% contre Euribor	06-2010	-0,3	-
100 ME	Tunnel 4,50%-4,97% sur Euribor	12-2012	-1,1	-
62.9 ME	Paie CMS résiduel-0,35% (plancher à 2% et plafond à 3,5%) contre Euribor	09-2007	-	0,2
62.5 ME	Paie 3,72% contre Euribor	09-2010	1,1	0,5
50ME	Cap à 3,50% sur Euribor	03-2009	0,6	0,6
50ME	Paie 3,46% contre Euribor	06-2008	0,3	0,4
50ME	Paie Euribor 6M (plancher à 3.00% et plafond à 4.25%)	06-2009	0,4	0,4
62,5ME	Paie 3,90% contre Euribor	12-2009	0,7	0,5
200ME	Paie 4,51% contre Euribor (actif en 2008)	06-2008	-0,1	-
11,3 ME	Paie 5,03% contre Euribor	06-2008	-	-0,2
10ME	Paie 3,27% contre Euribor	09-2015	-	0,6
9,8ME	Paie 4,75% contre Euribor	05-2009	-	-
9,1ME	Paie 5,57% contre Euribor	10-2007	-	-0,1
10ME	Paie 3,63% contre Euribor	02-2014	-	0,3
10ME	Paie 4,00% contre Euribor	04-2016	-	0,1
90MUSD	Paie 5,47% contre Libor	02-2011	-2,9	1,2
300MUSD	Paie 5,45% contre Libor	11-2009	-6,1	-2,8
50ME	Paie 3,69% contre Euribor	06-2009	0,6	-0,4
50MUSD	tunnel 5,1%-5,75% sur Libor	07-2009	-0,7	0,3
260ME	tunnel 1,82%-3,66% sur Euribor	12-2007	-	-
31MUSD	Cap à 3,40% sur Libor	01-2007	-	-
525ME	tunnel 1,08%-4,34% sur Euribor	05-2009	5,3	2,7
380ME	Paie 3,84% contre Euribor	04-2009	4,4	1,6
100ME	Paie 3,40% contre Euribor	01-2007	-	-
500ME	Paie 4,25% contre Euribor	03-2009	0,7	-
50MUSD	Paie 4,28% contre Libor	01-2009	-0,1	-
9ME	Paie 3,49% contre Euribor	12-2009	0,1	-
4,9ME	Cap à 4,50% sur Euribor	01-2013	0,1	-
Total			24,1	13,3

(1) Convention de signe : (+) actif, (-) passif

NOTE 6. TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

En millions d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Saint-Gobain ⁽¹⁾	4 804,7	-
Legrand	498,5	488,1
Stahl	29,0	32,5
Participations de Bureau Veritas	2,2	2,1
Participations de Editis	0,1	-
Participations de Materis	3,0	2,9
Lumina Parent	0,1	0,2
Total	5 337,5	525,9

(1) voir note « Variations de périmètre » relative à l'investissement dans Saint-Gobain.

La variation des titres mis en équivalence s'analyse comme suit :

En millions d'euros	2007	2006
Montant en début d'exercice	525,9	436,5
Dividendes de l'exercice	-41,4	-36,2
Augmentations		
Acquisition de Saint-Gobain	4 804,7	-
Acquisition de Stahl	-	28,5
Cessions ou dilutions		
Legrand	-67,0 (2)	-
Ajustement sur Stahl ⁽¹⁾	-	11,4
Conséquences des variations de périmètre	-	36,2
Conséquences des regroupements d'entreprises	1,4	2,7
Conséquences des variations des écarts de conversion	-14,8	-21,6
Variations dues aux activités cédées	-	-0,1
Part du résultat de l'exercice (voir Note 25 et 27)	128,6	68,5
Montant en fin d'exercice	5 337,5	525,9

(1) Dans les comptes de Stahl (mise en équivalence à 46%), la valeur du prêt d'actionnaires qui figure au passif du bilan a été ajustée, conformément à IAS 39 §43, pour tenir compte de l'écart de rendement entre ce prêt et les dettes financières de cette société. L'ajustement initial a été comptabilisé en contrepartie des réserves consolidées. Cet ajustement est réduit chaque année jusqu'à ce qu'il soit nul à l'échéance du prêt, et cette réduction est comptabilisée en résultat financier comme un complément d'intérêt. Wendel détient 50% de la valeur totale de ce prêt; un ajustement symétrique a donc été constaté sur ce prêt d'actionnaire qui est comptabilisé à l'actif du bilan consolidé (voir Note 5).

(2) Rachat d'actions propres.

Pour chaque société mise en équivalence, lors d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué de la façon suivante : la « valeur recouvrable » de chaque participation est comparée à sa valeur dans le bilan consolidé (voir les « principes comptables » relatifs aux écarts d'acquisition). Conformément à IAS 36, la « valeur recouvrable » retenue est la plus importante de la « juste valeur » et de la « valeur d'utilité » au sens d'IAS 36 §6. Lorsqu'une des deux valeurs est supérieure à la valeur au bilan, l'autre valeur n'est pas calculée.

Les « justes valeurs » (au sens du § 6 d'IAS 36) correspondent aux cours de Bourse pour les participations cotées et sont calculées par Wendel sur la base d'une approche par les multiples de

capitalisation boursière de sociétés comparables pour les sociétés non cotées. Ces valeurs sont également comparées aux évaluations réalisées régulièrement par un expert indépendant qui applique des méthodes d'actualisation des flux de trésorerie futurs et de multiples de comparables boursiers.

L'approche retenue au 31 décembre 2007 est la suivante :

a) Pour Saint-Gobain : la valeur retenue est la « valeur d'utilité » au sens d'IAS 36. Wendel qui est investisseur de long terme estime que la baisse du cours de Saint-Gobain depuis l'automne 2007 ne reflète pas une baisse de la valeur intrinsèque de son investissement, et maintient ses objectifs d'accroissement de valeur à moyen terme. Dans ce contexte de baisse des marchés

financiers et de ralentissement des marchés de la construction, un test de dépréciation a été réalisé (IAS 28 §33). En application d'IAS 36, la valeur recouvrable a été déterminée en retenant la valeur la plus importante de la « juste valeur » (au sens du §6 de cette norme) qui est le cours de Bourse à la clôture, et de la « valeur d'utilité » (au sens du §6 de cette norme) qui est la valorisation des flux de trésorerie futurs. Cette valorisation par les flux de trésorerie actualisés a été réalisée en interne par Wendel.

Le plan d'affaires utilisé pour le calcul de la « valeur d'utilité » a été élaboré par Wendel à partir d'informations publiques (notamment des notes d'études sectorielles), d'analyses internes à Wendel et d'études conduites par Wendel et ses conseils (plusieurs centaines d'entretiens avec des professionnels du secteur ont été menés). Les hypothèses d'activité qui sous-tendent ce plan (évolution des marchés sous-jacents, politiques de prix...) reflètent la situation opérationnelle de Saint-Gobain en prenant en compte notamment les impacts potentiels liés au ralentissement des marchés de la construction. Conformément à IAS 36, ces hypothèses n'intègrent pas les impacts potentiels liés à la participation de Wendel à la gouvernance de Saint-Gobain, ni ne prévoient d'opération stratégique de croissance externe. Le calcul du taux d'actualisation utilisé est basé sur les paramètres de marché (taux sans risque, prime de marché, beta) observés lors du test ; ce calcul a été validé par un expert externe. La « valeur d'utilité » ainsi déterminée est supérieure à la valeur comptable des titres Saint-Gobain ; par ailleurs cette conclusion est corroborée par l'analyse de la valeur de Saint-Gobain réalisée par un expert indépendant.

Le calcul de la « valeur d'utilité » confirme donc qu'aucune dépréciation ne doit être constatée sur cet investissement ; une analyse de sensibilité sur le taux d'actualisation (+0,5%) ou sur les hypothèses de croissance à long terme (-0,5%) montre que même en cas de dégradation de ces hypothèses il n'y aurait pas de dépréciation à constater.

b) Pour les autres participations mises en équivalence, un test de dépréciation a été réalisé malgré l'absence d'indice de perte de valeur.

- Pour Legrand, participation cotée, la valeur recouvrable correspond à la « juste valeur » au sens d'IAS 36.
- Pour Stahl, participation non cotée, la valeur recouvrable résulte de l'approche basée sur les multiples de capitalisation boursière, et correspond à la « juste valeur » au sens d'IAS 36.

À noter, que les valeurs boursières (cours de Bourse ou approche par les multiples boursiers sectoriels) utilisées pour le calcul des « justes valeurs » au sens d'IAS 36 correspondent à une valorisation à court terme qui peut être inférieure à la valeur intrinsèque d'un investissement à moyen/long terme. Des analyses complémentaires faites par Wendel peuvent être réalisées (« valeur d'utilité » au sens d'IAS 36 : actualisation des flux futurs de trésorerie).

Au 31 décembre 2007, les résultats de ces tests de dépréciation montrent qu'aucune perte de valeur n'est à constater. Si ces « valeurs recouvrables » (telles que définies ci-dessus) devaient baisser de -5%, celles-ci resteraient supérieures aux valeurs comptables, et aucune dépréciation ne serait nécessaire.

COMPLÉMENT D'INFORMATIONS SUR SAINT-GOBAIN

En millions d'euros

	2007	2006
Total des actifs	41 138	41 676
Intérêts minoritaires	290	322
Total des dettes	25 871	27 189
Chiffre d'affaires	43 421	41 596
Résultat opérationnel	3 156	3 322
Résultat net part du groupe	1 487	1 637

COMPLÉMENT D'INFORMATIONS SUR LEGRAND

En millions d'euros

	2007	2006
Total des actifs	5 587,3	5 410,0
Intérêts minoritaires	2,8	8,8
Total des dettes	3 978,5	3 767,5
Chiffre d'affaires	4 128,8	3 736,8
Résultat opérationnel	661,5	529,6
Résultat net part du groupe	421,0	252,0

COMPLÉMENT D'INFORMATIONS SUR STAHL

En millions d'euros

	2007	2006 - 6 mois
Total des actifs	634,9	673,8
Prêts d'actionnaires	85,3	76,5
Total des dettes	485,8	526,5
Chiffre d'affaires	311,2	154,8
Résultat opérationnel	15,4	- 8,4
Résultat net part du groupe	- 4,9	- 16,0

NOTE 7. STOCKS

En millions d'euros

	31.12.2007		31.12.2006	
	Montant brut	Provisions	Montant net	Montant net
Chez :				
Bureau Veritas	-	-	-	47,0
Deutsch	103,1	17,0	86,1	96,3
Editis	106,8	38,0	68,9	56,7
Materis	233,3	13,4	219,8	192,3
Oranje-Nassau Énergie	2,8	-	2,8	1,5
Stallergènes	16,8	0,6	16,2	14,5
Total	462,8	69,0	393,7	408,4

NOTE 8. CRÉANCES CLIENTS

En millions d'euros	31.12.2007			31.12.2006
	Montant brut	Provisions	Montant net	Montant net
Chez :				
Bureau Veritas	670,4	43,6	626,8	430,1
Deutsch	78,5	1,6	76,8	84,0
Editis	140,8	6,6	134,2	140,8
Materis	384,3	21,0	363,4	342,0
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	0,1	-	0,1	0,1
Oranje-Nassau Énergie	28,3	-	28,3	18,3
Stallergènes	21,9	0,6	21,3	20,8
Wendel et holdings	2,5	-	2,5	0,3
Total	1 326,8	73,4	1 253,4	1 036,3

NOTE 9. AUTRES ACTIFS COURANTS

En millions d'euros	31.12.2007			31.12.2006
	Montant brut	Provisions	Montant net	Montant net
Autres créances				
Bureau Veritas	36,7	0,7	36,0	29,3
Deutsch	8,6	-	8,6	9,6
Editis ⁽¹⁾	184,9	137,6	47,3	54,5
Materis	59,7	0,3	59,3	50,4
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	0,1	-	0,1	2,5
Stallergènes	4,0	-	4,0	2,9
Wendel et holdings	5,0	-	5,0	16,2
	299,1	138,7	160,4	165,4
Charges constatées d'avance				
Bureau Veritas	23,9	-	23,9	18,1
Deutsch	1,1	-	1,1	2,8
Editis	4,8	-	4,8	3,9
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	0,1	-	0,1	0,2
Oranje-Nassau Énergie	0,8	-	0,8	0,6
Stallergènes	0,8	-	0,8	1,0
Wendel et holdings	1,7	-	1,7	0,2
	33,2	-	33,2	26,9
Total	332,2	138,7	193,5	192,3

(1) Dont en 2007, 172,6 millions d'euros au titre des avances sur les droits d'auteur dépréciées à hauteur de 137,0 millions d'euros. Au 31 décembre 2006, les avances sur droits d'auteur s'élevaient à 159,5 millions d'euros et étaient dépréciées à hauteur de 129,1 millions d'euros.

NOTE 10. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

En millions d'euros	31.12.2007	31.12.2006
	Montant net	Montant net
Équivalents de trésorerie		
Bureau Veritas	20,6	12,5
Deutsch	-	0,5
Editis	123,4	38,6
Materis	2,8	3,6
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	-	-
Groupe Eufor (structure d'investissement dans Saint-Gobain) ⁽¹⁾	482,9	0,5
Wendel et holdings	1 650,7	593,9
	2 280,5	649,5
Trésorerie		
Bureau Veritas	122,3	94,4
Deutsch	22,3	12,5
Editis	5,4	49,5
Materis	48,1	75,0
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	4,5	2,5
Oranje-Nassau Groep Énergie	95,0	118,6
Stallergènes	9,0	13,7
Groupe Eufor (structure d'investissement dans Saint-Gobain) ⁽¹⁾	249,6	0,5
Wendel et holdings	9,9	10,6
	566,1	377,3
Total	2 846,6	1 026,9

(1) Voir « Nantissements de numéraire » note 17.

NOTE 11. CAPITAUX PROPRES

Variation des capitaux propres

En millions d'euros	Nombre d'actions	Capital	Primes	actions propres	réserves consolidées	écarts de conversion	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Solde au 31 décembre 2005 ⁽¹⁾	49 377 978	218,9	203,6	-313,8	1 401,7	-7,5	1 502,8	114,6	1 617,4
Produits et charges directement enregistrés dans les capitaux propres (A) ⁽²⁾	-	-	-	-	64,3	-10,4	53,9	-17,0	36,9
Résultat de la période (B)	-	-	-	-	365,4	-	365,4	-2,5	362,9
Total des produits et charges reconnus pour la période (A)+(B)	-	-	-	-	429,7	-10,4	419,3	-19,4	399,8
Dividendes versés ⁽³⁾	-	-	-	-	-98,6	-	-98,6	-4,3	-102,9
Actions propres	20 000	-	-	-6,0	0,8	-	-5,2	-	-5,2
Augmentation de capital									
levées d'options de souscription	773 551	3,1	23,6	-	-	-	26,7	-	26,7
exercice du plan d'épargne entreprise	20 070	0,1	1,4	-	-	-	1,5	-	1,5
autres	-	-	-	-	-	-	-	11,6	11,6
Rémunération en actions: stock-options (y compris les MEE)	-	-	-	-	3,9	-	3,9	0,5	4,4
Variation de l'engagement de liquidité sur titres Bureau Veritas ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-9,6	-	-9,6	-1,1	-10,7
Variations de périmètre	-	-	-	-	-7,4	-	-7,4	-4,3	-11,7
Autres	-	-	-	-	-3,0	-	-3,0	-0,6	-3,6
Solde au 31 décembre 2006 ⁽¹⁾	50 191 599	222,0	228,6	-319,9	1 717,4	-17,9	1 830,3	97,1	1 927,3
Produits et charges directement enregistrés dans les capitaux propres (A) ⁽²⁾	-	-	-	-	-193,5	-59,2	-252,7	-10,1	-262,8
Résultat de la période (B)	-	-	-	-	879,3	-	879,3	14,7	893,9
Total des produits et charges reconnus pour la période (A)+(B)	-	-	-	-	685,7	-59,2	626,6	4,6	631,1
Dividendes versés ⁽³⁾	-	-	-	-	-100,5	-	-100,5	-2,6	-103,1
Actions propres	-42 201	-	-	-6,2	-	-	-6,2	-	-6,2
Annulation d'actions propres	-	-21,0	-	316,4	-295,4	-	-	-	-
Augmentation de capital									
levées d'options de souscription	50 212	0,2	1,6	-	-	-	1,8	-	1,8
exercice du plan d'épargne entreprise	18 800	0,1	1,9	-	-	-	2,0	-	2,0
autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération en actions: stock-options (y compris les MEE)	-	-	-	-	10,9	-	10,9	2,9	13,8
Variation de l'engagement de liquidité sur titres Bureau Veritas ⁽⁴⁾	-	-	-	-	41,1	-	41,1	-	41,1
Variations de périmètre	-	-	12,6	-	0,7	2,2	15,5	147,6	163,1
Autres ⁽⁵⁾	-	-	-	-	-89,3	-	-89,3	-1,2	-90,6
Solde au 31 décembre 2007 ⁽¹⁾	50 218 410	201,3	244,8	-9,6	1 970,6	-74,9	2 332,1	248,4	2 580,5

(1)	Valeur nominale	Nombre de titres au capital	Actions propres
Au 31.12.2005	4 €	54 713 540	5 335 562
Au 31.12.2006	4 €	55 507 161	5 315 562
Au 31.12.2007	4 €	50 318 400	99 990

(2) voir état des « produits et charges comptabilisés ». Les principaux éléments sont détaillés ci-dessous :

	Wendel Participations titres et dérivés (voir principes comptables)	Actifs disponibles à la vente	Dérivés qualifiés de couverture	Impôts différés	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 31.12.2005	66,7	36,3	-23,6	11,9	91,3	15,1	106,4
• Variation de juste valeur de l'exercice	-7,4	74,3	-1,2	0,8	66,5	22,6	89,2
• Montant repris en résultat	-	-6,5	11,2	-5,6	-0,9	-	-0,9
• Autres	-	-2,1	-	-0,1	-2,1	-37,5	-39,5
Au 31.12.2006	59,3	102,0	-13,5	7,0	154,8	0,3	155,1
• Variation de juste valeur de l'exercice	-	13,2	-146,7 ^(a)	22,7	-110,8	0,5	-110,3
• Montant repris en résultat	-	-94,9 ^(b)	7,9	-3,9	-91,0	-	-91,0
• Autres	-59,3	-	-	-	-59,3	-	-59,3
Au 31.12.2007		20,3	-152,4	25,7	-106,3	0,8	-105,5

(a) impacts relatifs aux instruments financiers qualifiés comptablement (IAS 39) de couverture de flux de trésorerie, il s'agit principalement d'instruments dérivés considérés du point de vue comptable comme des couvertures du risque économique sur des titres Saint-Gobain (-102,1 M€), et d'instruments financiers couvrant l'évolution du prix du pétrole sur les ventes de la division énergie d'Oranje-Nassau (-47,2 M€). (cf. note « instruments financiers »)

(b) dont -72,1 M€ liés à la reprise en résultat de la variation de juste valeur sur Neuf Cegetel.

(3) Dividende net versé en 2007 : 2,00 € par action
Dividende net versé en 2006 : 2,00 € par action

(4) Voir principes comptables.

(5) Inclut les rachats d'action opérés par Legrand – voir note 6.

Variation des intérêts minoritaires

En millions d'euros	Groupe Bureau Veritas	Groupe Deutsch	Groupe Editis	Groupe Materis	Groupe Stallergènes	Groupe Wheelabrator	BLR lux	Autres	Total
Intérêts minoritaires au 31.12.2005	17,0	-	3,7	-	21,1	5,1	67,7	-	114,6
Augmentation de capital	-	0,1	-	6,6	0,9	-	-	4,0	11,6
Variation de périmètre	1,1	17,3	-	36,9	-	-5,1	-54,5	-	-4,3
Rachat d'actions	-0,2	-	-	-	-	-	-	-	-0,2
Dividendes versés	-2,0	-	-	-0,2	-2,1	-	-	-	-4,3
Variation des écarts de conversion	-0,2	-0,7	-	-1,7	-	-	-	-	-2,6
Autres variations	-3,9	0,1	-	1,0	0,7	-	-13,2	-	-15,3
Résultat de l'exercice 2006	3,2	-2,1	0,2	-10,9	7,2	-	-	-	-2,5
Intérêts minoritaires au 31.12.2006	15,0	14,6	3,9	31,8	27,7	-	-	4,0	97,1
Augmentation de capital	-	-	-	-	0,5	-	-	-	0,5
Variation de périmètre ⁽¹⁾	146,7	-	-	-	0,1	-	-	-	146,8
Rachat d'actions	-0,1	-	-	-	-	-	-	-	-0,1
Dividendes versés	-0,1	-	-	-0,1	-2,4	-	-	-	-2,6
Variation des écarts de conversion	-9,4	-0,5	-	-2,4	-	-	-	-	-12,3
Autres variations	2,2	-0,2	-	1,7	0,8	-	-	-0,3	4,3
Résultat de l'exercice 2007	12,7	-5,9	0,2	-0,9	8,4	-	-	0,3	14,7
Intérêts minoritaires au 31.12.2007	167,0	8,1	4,0	30,1	35,1	-	-	4,0	248,4

(1) Inclut notamment l'impact lié à l'introduction en Bourse de Bureau Veritas – voir « variations de périmètre ».

NOTE 12. PROVISIONS

En millions d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Provisions pour risques et charges	249,2	274,4
Avantages accordés aux salariés	134,0	148,6
Total	383,3	422,9
Dont courant	27,5	28,6
Dont non courant	355,8	394,3

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En millions d'euros	31.12.2005	Dotation	Reprises pour utilisation	Reprises sans objet	Impact d'actualisation	Regroupement d'entreprises	Écarts de conversion, reclassements	31.12.2006
Wendel et holdings								
Engagement de liquidité sur titres Bureau Veritas ⁽¹⁾	30,4	-	-	-	-	-	10,7	41,1
Divers ⁽²⁾	19,0	-	-	-	-	-	-	19,0
Bureau Veritas								
Contentieux ⁽³⁾	59,3	3,4	-5,2	-0,8	0,8	-	0,3	57,8
Divers	10,6	7,6	-5,6	-1,1	-	-	0,4	11,9
Deutsch								
Divers	-	2,1	-1,4	-0,5	-	6,7	-1,8	5,1
Editis								
Restructurations	10,3	1,6	-4,1	-	-	-	-0,4	7,3
Divers	6,3	2,1	-2,7	-	-	-	0,8	6,5
Materis								
Restructurations	-	1,7	-1,0	-	-	1,9	-	2,6
Litiges	-	1,9	-1,1	-0,1	-	7,1	-	7,7
Divers	-	0,5	-1,0	-0,1	-	8,8	-0,3	8,0
Oranje-Nassau Énergie								
Démantèlement d'installations pétrolières ⁽⁴⁾	92,9	-	-0,2	-	4,1	-	5,8	102,5
Divers	2,5	-	-	-	-	-	-	2,5
Stallergènes								
Divers	2,2	0,4	-0,3	-	-	-	-	2,2
Total	233,5	21,3	-22,7	-2,5	4,8	24,4	15,5	274,4
<i>dont courant</i>	<i>18,4</i>							<i>28,6</i>

En millions d'euros	31.12.2006	Dotation	Reprises pour utilisation	Reprises sans objet	Impact d'actualisation	Regroupement d'entreprises	Ecart de conversion, reclassements	31.12.2007
Wendel et holdings								
Engagement de liquidité sur titres Bureau Veritas ⁽¹⁾	41,1	-	-	-	-	-41,1	-	-
Divers ⁽²⁾	19,0	1,0	-	-	-	-	-	20,0
Bureau Veritas								
Contentieux ⁽³⁾	57,8	5,9	-2,6	-4,2	-0,2	-	0,2	56,9
Divers	11,9	8,7	-2,8	-3,9	-	-	2,7	16,6
Deutsch								
Divers	5,1	3,4	0,8	-2,0	-	-0,1	-1,7	5,4
Editis								
Restructurations	7,3	3,7	-3,5	1,0	-	-	-	8,5
Divers	6,5	2,1	-4,5	0,5	-	-	-	4,7
Materis								
Restructurations	2,6	2,9	-2,7	-	-	-	3,1	5,9
Litiges	7,7	5,8	-3,1	-0,3	-	-	-2,9	7,3
Divers	8,0	1,6	-1,1	-	-	-	-	8,4
Oranje-Nassau Énergie								
Démantèlement d'installations pétrolières ⁽⁴⁾	102,5	-0,1	-	-	5,4	-	3,1	110,8
Divers	2,5	-	-	-	-	-	-	2,5
Stallergènes								
Divers	2,2	1,3	-1,4	-	-	-	-	2,2
Total	274,4	36,2	-20,8	-9,0	5,2	-41,2	4,5	249,2
dont courant	28,6							27,5

(1) Voir principes comptables : « Engagement de liquidité sur titres Bureau Veritas »

(2) Ce poste inclut notamment une provision pour litige environnemental : à la suite de la découverte d'une pollution sur un terrain situé près de Rouen qui aurait pour origine les activités sidérurgiques des Hauts Fourneaux de Rouen (HFR), dont l'exploitation a cessé en 1967, le Préfet de Seine Maritime, alléguant d'une filiation des HFR avec SOFISERVICE, a enjoint, par un arrêté de 1998, à cette dernière la réalisation d'une étude environnementale et la remise en état du site. Contesté, cet arrêté a été annulé par un jugement du Tribunal administratif qui a lui-même été annulé par un arrêt de la Cour administrative d'appel en octobre 2002 qui a prescrit la réalisation de l'étude environnementale. Le Conseil d'État dans un arrêt du 10 janvier 2005 ayant confirmé la décision de la Cour administrative d'appel, ce litige demeure provisionné.

(3) Bureau Veritas et ses filiales dans le cours normal de leurs activités sont parties à divers litiges et actions judiciaires visant à mettre en jeu leur responsabilité civile professionnelle en qualité de prestataires de services dont la majeure partie fait l'objet de couvertures d'assurances spécifiques par activité. L'échéancier de décaissement sur les années futures est incertain car il dépend de l'évolution des procédures judiciaires en cours y compris de recours exercés à la suite de premiers jugements. Le Groupe estime que la majeure partie des montants à décaisser est à plus d'un an.

(4) Voir principes comptables : « Evaluation des actifs pétroliers »

AVANTAGES AUX SALARIÉS

Régimes à prestations définies	31.12.2005	Coût des services rendus	Ecart actuariels	Prestations versées	Coûts financiers	Coût des services passés	Réduction et règlement	Regroupements d'entreprise	Effet change	Autres	31.12.2006
Engagements											
Wendel et holdings	35,5	0,1	-	-1,7	1,1	-	-	-	-	-	34,9
Bureau Veritas	24,9	3,9	-0,6	-2,0	2,8	-	-0,6	-	-	28,0	56,3
Deutsch	-	0,2	-1,1	-0,4	0,8	-	-	36,1	0,5	0,4	36,5
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	31,6	0,8	-0,7	-1,0	1,3	-	-	-	-	-0,3	31,8
Stollergènes	0,7	0,1	-0,1	-	-	-	-	-	-	-	0,7
	92,7	5,1	-2,5	-5,1	6,0	-	-0,6	36,1	0,5	28,2	160,2
	31.12.2005	Rendement des actifs	Cotisation	Montants utilisés	Ecart actuariels			Regroupements d'entreprise	Effet change	Autres	31.12.2006
Actifs des régimes partiellement financés											
Wendel et holdings	-33,6	-1,1	-	1,7	-			-	-	-	-33,0
Bureau Veritas	-	-1,5	-1,6	-	-			-	-	-20,7	-23,9
Deutsch	-	-0,9	-0,2	0,4	-			-24,6	-	-0,5	-25,9
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	-22,6	-1,0	-1,5	1,0	0,5			-	-	0,1	-23,5
	-56,2	-4,6	-3,3	3,1	0,5			-24,6	-	-21,1	-106,3
Engagements nets	36,4										53,9
Indemnités de fin de carrière	31.12.2005	Coût des services rendus	Ecart actuariels	Prestations versées	Coûts financiers	Coût des services passés	Réduction et règlement	Regroupements d'entreprise	Effet change	Autres	31.12.2006
Engagements											
Wendel et holdings	0,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,4
Bureau Veritas	33,6	3,6	6,5	-2,5	1,3	-	-0,3	-	-0,3	0,2	42,0
Deutsch	-	-	-	-	-	-	-	0,3	-	-	0,3
Editis	12,0	0,6	-0,1	-	0,4	-	-	-	-	0,2	13,1
Moteris	-	1,6	-3,0	-0,9	1,2	-	-	42,6	-0,1	-	41,3
Stollergènes	2,1	0,3	0,5	-	0,1	-	-	-	-	-	2,9
	48,0	6,0	3,7	-3,5	3,0	-	-0,3	42,9	-0,4	0,4	99,9
	31.12.2005	Rendement des actifs	Cotisations versées par l'employeur	Montants utilisés				Regroupements d'entreprise	Effet change	Autres	31.12.2006
Actifs des régimes partiellement financés											
Moteris	-	-0,8	-0,5	0,3				-22,4	-	-	-23,4
Stollergènes	-1,1	-0,1	-1,0	-				-	-	-	-2,0
	-1,1	-0,9	-1,4	0,4				-22,4	-	-	-25,4
Engagements nets	47,0										74,5
Autres	31.12.2005	Coût des services rendus	Ecart actuariels	Prestations versées	Coûts financiers	Coût des services passés	Réduction et règlement	Regroupements d'entreprise	Effet change	Autres	31.12.2006
Bureau Veritas	12,5	1,0	-3,4	-0,7	0,4	-	-0,1	-	-0,1	1,1	10,7
Editis	1,1	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	1,1
Moteris	-	0,3	0,1	-0,5	0,3	-0,1	-0,1	14,3	0,1	-	14,4
Stollergènes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	13,6	1,4	-3,3	-1,2	0,7	-0,1	-0,2	14,3	-	1,0	26,2
	31.12.2005	Rendement des actifs	Cotisations versées par l'employeur	Montants utilisés				Regroupements d'entreprise	Effet change	Autres	31.12.2006
Actifs des régimes partiellement financés											
Moteris	-	-0,2	-	-				-5,9	-	-	-6,1
	-	-0,2	-	-				-5,9	-	-	-6,1
Engagements nets	13,6										20,1
Provision pour avantages accordés aux salariés	97,0										148,6

Régimes à prestations définies	31.12.2006	Coût des services rendus	Ecart actuariels	Prestations versées	Coûts financiers	Coût des services passés	Réduction et règlement	Regroupements d'entreprise	Effet change	Autres	31.12.2007
Engagements											
Wendel et holdings	34,9	-	-	-2,3	1,6	-	-	-	-	-2,8	31,4
Bureau Veritas	56,3	2,5	-10,4	-2,7	3,3	-	-0,1	0,1	-1,2	18,1	66,0
Deutsch	36,5	0,6	0,2	-1,2	0,3	-	-	-	-2,1	-2,4	32,0
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	31,8	0,8	-2,5	-1,2	1,4	-	-0,8	-	-	-	29,5
Stallergènes	0,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-0,7	-
	160,2	3,9	-12,7	-7,3	6,6	-	-0,8	0,1	-3,3	12,2	159,0
	31.12.2006	Rendement des actifs	Cotisation	Montants utilisés	Ecart actuariels			Regroupements d'entreprise	Effet change	Autres	31.12.2007
Actifs des régimes partiellement financés											
Wendel et holdings	-33,0	-1,5	-	2,3	-			-	-	1,1	-31,2
Bureau Veritas	-23,9	-1,8	-2,3	-	7,2			-	0,8	-9,7	-29,6
Deutsch	-25,9	-	-	-	-			-	2,1	1,6	-22,2
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	-23,5	-1,1	-	1,2	-0,1			-	-	0,1	-23,5
	-106,3	-4,5	-2,3	3,4	7,1			-	2,9	-6,8	-106,5
Engagements nets	53,9										52,5
	31.12.2006	Coût des services rendus	Ecart actuariels	Prestations versées	Coûts financiers	Coût des services passés	Réduction et règlement	Regroupements d'entreprise	Effet change	Autres	31.12.2007
Engagements											
Wendel et holdings	0,4	-	-	-	0,2	-	-	-	-	-	0,4
Bureau Veritas	42,0	4,9	-4,1	-5,0	1,3	-	-0,6	0,8	-0,3	-7,9	31,0
Deutsch	0,3	0,1	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,4
Editis	13,1	0,6	-0,8	-	0,5	-	-	0,6	-	0,5	14,4
Materis	41,3	1,7	-1,9	-0,9	2,0	-0,1	-2,7	0,2	-0,4	-	39,1
Stallergènes	2,9	0,5	-0,3	-0,1	0,1	-	-	-	-	0,7	3,8
	99,9	7,6	-6,9	-6,1	4,0	-0,1	-3,4	1,5	-0,7	-6,6	89,0
	31.12.2006	Rendement des actifs	Cotisations versées par l'employeur	Montants utilisés				Regroupements d'entreprise	Effet change	Autres	31.12.2007
Actifs des régimes partiellement financés											
Materis	-23,4	-1,3	-	2,4				-	-	-	-22,3
Stallergènes	-2,0	-0,1	-0,8	0,1				-	-	-	-2,8
	-25,4	-1,4	-0,8	2,5				-	-	-	-25,0
Engagements nets	74,5										64,0
	31.12.2006	Coût des services rendus	Ecart actuariels	Prestations versées	Coûts financiers	Coût des services passés	Réduction et règlement	Regroupements d'entreprise	Effet change	Autres	31.12.2007
Autres											
Bureau Veritas	10,7	0,8	-	-0,5	0,4	-	-1,6	-	1,1	-0,3	10,6
Deutsch	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,3
Editis	1,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,2
Materis	14,4	0,8	0,1	-2,3	0,1	-	-	-0,1	-	-2,4	10,5
Stallergènes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	26,2	1,7	0,1	-2,8	0,5	-	-1,6	-0,1	1,1	-2,5	22,6
	31.12.2006	Rendement des actifs	Cotisations versées par l'employeur	Montants utilisés				Regroupements d'entreprise	Effet change	Autres	31.12.2007
Actifs des régimes partiellement financés											
Materis	-6,1	-0,2	-	0,6				-	-	0,7	-5,0
	-6,1	-0,2	-	0,6				-	-	0,7	-5,0
Engagements nets	20,1	-	-	-				-	-	-	17,6
Provision pour avantages accordés aux salariés											
	148,6										134,4

Les obligations au titre des prestations définies s'analysent comme suit :

En millions d'euros	2007	2006
Engagements intégralement non financés	143,5	136,8
Engagements partiellement ou intégralement financés	127,1	149,6

Au 31 décembre 2007, la répartition des actifs de régimes à prestations définies s'analyse comme suit :

	2007
Fonds de compagnies d'assurance	65 %
Instruments de capitaux propres	8 %
Instruments d'emprunt	20 %
Liquidités et autres	7 %

Jusqu'au 31 décembre 2005, les écarts actuariels étaient comptabilisés en charges ou en produits. Au 1^{er} janvier 2006, le groupe Wendel a choisi d'appliquer l'option permise par IAS19.93A et de comptabiliser directement en capitaux propres les écarts actuariels (voir principes comptables).

En millions d'euros	2007	2006
Charges comptabilisées en résultat au titre des régimes à prestations définies		
Coût des services rendus au cours de l'exercice	13,2	12,5
Coût financier	11,0	9,7
Rendement attendu des actifs du régime	-6,1	-5,6
Coût des services passés	-	-0,1
Effet de réduction ou liquidation du régime	-5,8	-1,1
Total	12,3	15,4
Charges comptabilisées en résultat au titre des régimes à cotisations définies ⁽¹⁾	47,3	39,8

(1) Il s'agit essentiellement de Bureau Veritas.

WENDEL

Le régime de retraite mis en place en 1947 par la société « Les Petit-fils de François de Wendel et Cie » aujourd'hui devenue Wendel, est un régime de retraite à prestations définie qui a été fermé le 31 décembre 1998. Il est ouvert à l'ensemble des salariés ayant travaillé dans la Société avant cette date sous réserve de terminer leur carrière dans le Groupe. Les principales hypothèses actuarielles retenues sont : Taux d'actualisation = 4,5 %, taux de rotation des salariés = 0 %.

ORANJE-NASSAU GROEP

Le calcul de l'engagement sur les compléments de retraite est basé sur les hypothèses suivantes : taux d'actualisation = 5,30 %, taux de rentabilité des actifs qui couvrent le plan = 4,75 %, taux d'augmentation des salaires = 5 %, taux d'inflation = 1,9 %.

BUREAU VERITAS

Régimes à prestations définies : il s'agit principalement de régimes de versement de pensions de retraite en France et en Allemagne (fermés aux actifs). Indemnités de fin de carrière : la provision concerne principalement la France. L'indemnité est versée lors du départ à la retraite et représente un montant variable, fonction de l'ancienneté et du salaire.

Autres : il s'agit pour l'essentiel de primes dues au titre des médailles du travail.

Les principales hypothèses actuarielles retenues en France pour le calcul de ces engagements sont les suivantes : taux d'actualisation = 5,43 %, taux d'augmentation des salaires = 3,00 %, le taux moyen de rotation du personnel = 3,50 % et taux d'inflation = 2,16 %.

EDITIS

Indemnités de fin de carrière : les salariés du groupe bénéficient majoritairement de la convention de l'édition. Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

taux d'actualisation = 4,60 %, taux d'inflation = 2,40 %.

MATERIS

Indemnités de fin de carrière : le calcul de ces indemnités dépend essentiellement de l'ancienneté du salarié au moment de son départ en retraite. Ces plans concernent aussi bien la France, que les Etats-Unis, la Belgique, le Portugal, l'Italie, le Brésil et l'Australie. Les hypothèses actuarielles sont déterminées dans chaque pays. Les principales hypothèses retenues sont : le taux d'actualisation entre 5,00 % et 10,77 %, le taux d'inflation entre 2 % et 5 %, le taux d'augmentation des salaires entre 2 % et 7,63 %, le taux de rendement des actifs entre 4,50 % et 13,42 %.

DEUTSCH

Régimes à prestations définies : il s'agit de régimes versant des compléments de retraite à certains anciens salariés en France, Royaume-Uni et en Allemagne.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont : taux d'actualisation = de 5,00 % à 5,70 %, taux d'augmentation des salaires = 2,5 % à 3 %, taux d'inflation entre 2 % et 3,1 %, taux de rotation des effectifs = 0 % (3,30 % au Royaume-Uni).

NOTE 13. DETTES FINANCIÈRES

31.12.2007 31.12.2006

En millions d'euros	Devise	Taux - Coupon	Taux d'intérêt effectif	Echéance	Remboursement	Montant global des lignes	Montants utilisés
Wendel							
Obligations échangeables Capgemini	EUR	2,00 %	4,91 %	06-2009	in fine		279,0 279,0
Obligations 2011	EUR	5,00 %	5,16 %	02-2011	in fine		600,0 600,0
Obligations 2014	EUR	4,8750 %	4,93 %	11-2014	in fine		400,0 400,0
Obligations 2015	EUR	4,8750 %	4,91 %	09-2015	in fine		400,0 -
Obligations 2016	EUR	4,8750 %	5,02 %	05-2016	in fine		400,0 400,0
Obligations 2017	EUR	4,3750 %	5,73 %	08-2017	in fine		300,0 300,0
Obligations 2017 - tranche 2	EUR	4,3750 %	4,46 %	08-2017	in fine		400,0 300,0
Crédit syndiqué	EUR	Euribor+marge		09-2012 ⁽¹⁾	revolver	1 250 MEUR	- -
Frais d'émission d'emprunt à étaler							-0,9 -0,5
Coût amorti des obligations							-61,6 -30,1
Autres dettes financières et intérêts courus	EUR						53,5 29,4
							2 770,0 1 977,8
Eufor - financement de l'investissement dans Saint-Gobain							
Dettes bancaires	EUR	Euribor+marge		07/11-2012	Revolver		1 000,0 -
Dettes bancaires	EUR	Euribor+marge		12-2010 / 03-2012	in fine		2 095,2 -
Dettes bancaires	EUR	Euribor+marge		12-2012	in fine		543,6 -
Dettes bancaires	EUR	Euribor+marge		06-2011	in fine		800,0 -
Autres dettes financières	EUR						6,1 -
Intérêts courus							37,8 -
							4 482,7 -
Matéris Investor							
Prêt d'actionnaire							13,3 11,9
							13,3 11,9
Bureau Veritas							
Dettes bancaires	USD	Libor+marge		05-2013	amortissable		306,2 382,5
Dettes bancaires	EUR	Euribor+marge		05-2013	amortissable		23,7 28,9
Dettes bancaires	EUR	Euribor+marge		05-2011	revolver	550 MEUR	249,4 10,0
Dettes bancaires	GBP	Libor+marge		05-2011	revolver		46,4 50,6
Dettes bancaires	EUR			10-2012	in fine		150,0 -
Frais d'émission d'emprunt à étaler							-3,9 -3,0
Autres dettes et intérêts courus							38,4 25,3
							810,2 494,4
Deutsch							
Dettes bancaires (mezzanine)	EUR	Euribor+marge		06-2016	in fine		29,0 27,7
Dettes bancaires (mezzanine)	USD	Libor+marge		06-2016	in fine		28,4 30,4
Dettes bancaires (second lien)	USD	Libor+marge		12-2015	in fine		40,8 45,6
Dettes bancaires (revolver)	EUR	Euribor+marge		06-2013	revolver	40 MUSD	8,8 8,4
Dettes bancaires (revolver)	USD	Libor+marge		06-2013	revolver		6,5 3,0
Dettes bancaires (senior)	EUR	Euribor+marge		06-2014	in fine		43,6 43,6
Dettes bancaires (senior)	USD	Libor+marge		06-2014	in fine		117,9 131,7

31.12.2007 31.12.2006

En millions d'euros	Devise	Taux - Coupon	Taux d'intérêt effectif	Echéance	Remboursement	Montant global des lignes	Montants utilisés	
Dettes bancaires (senior)	GBP	Libor+marge		06-2014	in fine		28,9	31,5
Dettes bancaires (senior)	EUR	Euribor+marge		06-2015	in fine		43,6	43,6
Dettes bancaires (senior)	USD	Libor+marge		06-2015	in fine		137,6	153,8
Dettes bancaires (acquisition)	USD	Libor+marge		06-2013	amortissable	100 MUSD	-	-
Frais d'émission d'emprunt à étaler							-13,8	-13,2
Prêts d'actionnaires							18,9	53,4
Autres dettes et intérêts courus							9,6	13,8
							499,6	573,2
Editis								
Dettes bancaires	EUR	Euribor+marge		04-2013	amortissable		450,0	450,0
Dettes bancaires	EUR	Euribor+marge		04-2013	revolver	100 MEUR	-	-
Dettes bancaires (acquisition)	EUR	Euribor+marge		04-2013	amortissable	150 MEUR	62,0	18,0
Frais d'émission d'emprunt à étaler							-3,0	-3,6
Autres dettes et intérêts courus	EUR						5,0	4,4
							513,9	468,8
Materis								
Dettes bancaires (mezzanine)	EUR	Euribor+marge		04-2016	in fine		271,9	260,0
Dettes bancaires (second lien)	EUR	Euribor+marge		11-2015	in fine		140,0	140,0
Dettes bancaires (senior)	EUR	Euribor+marge		04-2013	amortissable		269,1	298,8
Dettes bancaires (senior)	EUR	Euribor+marge		04-2014	in fine		397,9	399,4
Dettes bancaires (senior)	EUR	Euribor+marge		04-2015	in fine		423,7	425,3
Dettes bancaires	EUR	Euribor+marge		04-2013	in fine		121,0	135,0
Dettes bancaires (revolver)	EUR	Euribor+marge		04-2013	revolver	125 MEUR	2,0	3,1
Dettes bancaires (acquisition)	EUR	Euribor+marge		04-2013	amortissable	150 MEUR	123,1	70,3
Frais d'émission d'emprunt à étaler							-23,1	-26,7
Prêts d'actionnaires							54,2	47,0
Autres dettes et intérêts courus							67,8	69,7
							1 847,6	1 821,9
Oranje-Nassau Groep								
	EUR						78,5	112,8
	USD						-	29,1
							78,5	141,9
Stallergènes								
	EUR						19,4	25,8
							11 035,3	5 515,6

(1) avec option d'extension jusqu'en septembre 2014

En millions d'euros

31.12.2007

31.12.2006

Ventilation par échéance		
Non courant dont :		
À plus de 5 ans	6 487,6	3 692,5
À plus d'un an et moins de 5 ans	4 203,6	1 610,3
Courant :		
À moins d'un an et intérêts courus	344,2	212,8
Ventilation par devise		
Euro et autres devises de l'Union Européenne	10 374,5	4 746,6
Hors Union Européenne	660,8	769,0
Répartition taux fixe / taux variable ⁽¹⁾		
Taux fixe	26 %	36 %
Taux variable	74 %	64 %

(1) avant prise en compte des contrats d'échange de taux (voir Note 5 et Gestion du risque de taux d'intérêt).

En millions d'euros

31.12.2007

31.12.2006

Montant des lignes non tirées par échéance		
À moins d'un an et intérêts courus	133,3	171,9
À plus d'un an et moins de 5 ans	1 654,2	1 597,1
À plus de 5 ans	337,8	552,2

En 2007 Wendel a émis pour 800 M€ d'obligations :

- en mars 2007, Wendel a émis une obligation de maturité septembre 2015 avec un coupon de 4,875 % pour un montant de 400 M€, elle a été émise à 99,992 % du nominal,
- en juin 2007, Wendel a augmenté son émission obligataire de maturité août 2017 de 400 M€, ce qui porte le total de cet emprunt obligataire 2017 à 700 M€, le coupon est de 4,375 % et cette augmentation a été émise à 90,034 % du nominal.

Au mois de septembre 2007, le crédit syndiqué Wendel a été modifié afin de permettre :

- l'entrée de deux nouvelles banques - portant le nombre de banques sur ce crédit syndiqué de 8 à 10 banques,
- l'augmentation de la taille de ce crédit pour la porter de 1 000 M€ à 1 250 M€,
- l'allongement de sa maturité. La nouvelle échéance étant désormais fixée au mois de septembre 2012 + deux options d'extension d'un an (contre septembre 2011 avec possibilité d'extension à septembre 2012 à 2013 auparavant),
- L'élargissement des covenants financiers (voir la note sur « la gestion du risque de liquidité »).

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT DANS SAINT-GOBAIN

Voir la note « variations de périmètre » relative à l'investissement dans Saint-Gobain.

BUREAU VERITAS

En octobre 2007, un nouvel emprunt de 150 millions d'euros a été mis en place, sa maturité est de 5 ans remboursable in fine.

31.12.2007
Informations complémentaires Valeur de marché

Obligations échangeables Capgemini	
2009 - 2.00 %	339,6 ⁽¹⁾
Obligations 2011 - 5.00 %	591,7
Obligations 2014 - 4.875 %	385,2
Obligations 2015 - 4.875 %	376,4
Obligations 2016 - 4.875 %	369,4
Obligations 2017 - 4.375 %	606,7

(1) Y compris la composante optionnelle.

NOTE 14. DETTES FOURNISSEURS

En millions d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Chez :		
Bureau Veritas	163,8	109,3
Deutsch	38,0	32,8
Editis	154,2	177,6
Materis	277,5	247,9
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	-	1,6
Oranje-Nassau Énergie	22,5	21,0
Stallergènes	23,0	25,9
Wendel et holdings	12,7	2,0
Total	691,6	618,1

NOTE 15. AUTRES PASSIFS COURANTS

En millions d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Autres dettes		
Bureau Veritas	303,6	255,4
Deutsch	28,4	31,9
Editis ⁽¹⁾	126,5	115,8
Materis	149,9	135,3
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	6,9	8,3
Oranje-Nassau Énergie	-	-
Stallergènes	15,6	13,1
Wendel et sociétés holdings	20,8	20,5
	651,7	580,2
Produits constatés d'avance		
Bureau Veritas	69,6	59,9
Deutsch	-	0,8
Editis	9,8	4,3
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	3,6	1,7
Oranje-Nassau Énergie	-	0,8
Stallergènes	-	-
	83,0	67,5
Total	734,8	647,7

(1) dont en 2007, 57,7 millions d'euros, 53,9 millions d'euros en 2006 au titre des droits d'auteurs et 55,8 millions d'euros en 2007, 54,3 millions d'euros en 2006 au titre des dettes fiscales et sociales.

NOTE 16. IMPÔTS EXIGIBLES ET IMPÔTS DIFFÉRÉS

En millions d'euros

31.12.2007

31.12.2006

Impôts exigibles		
Impôts exigibles actifs		
Bureau Veritas	56,7	48,2
Deutsch	0,2	0,8
Editis	3,5	3,5
Oranje-Nassau Groep	4,3	-
Stallergènes	0,2	2,9
Wendel et holdings	1,4	1,6
	66,4	57,0
Impôts exigibles passifs		
Bureau Veritas	85,7	81,6
Deutsch	1,1	0,9
Editis	-	3,8
Materis	10,8	12,4
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	20,1	32,1
Stallergènes	1,2	0,4
Wendel et holdings	0,3	-
	119,2	131,2

En millions d'euros	31.12.2006	Variation par résultat	Variation par capitaux propres	Écart de change	Regroupement d'entreprise	Autres	31.12.2007
Impôts différés actifs							
Bureau Veritas ⁽¹⁾	51,4	12,5	-2,6	-1,0	-	1,5	61,8
Deutsch	9,1	0,8	-	-0,4	-	-8,6	0,9
Editis	12,3	-4,1	-	-	5,3	-	13,5
Materis	37,6	2,8	-0,6	-0,6	-	-0,6	38,5
Oranje-Nassau Groep	12,7	-9,4	18,8	-	-	-15,9	6,2
Stallergènes	3,0	-0,5	-0,1	-	-	-	2,5
	126,0	2,2	15,6	-2,0	5,3	-23,7	123,3
Dont variations liées aux changements de taux		-0,2	-				
Impôts différés passifs							
Bureau Veritas ⁽²⁾	184,8	-23,8	-	-1,3	-	18,6	178,3
Deutsch ⁽²⁾	43,5	-2,7	0,6	-2,1	-	-16,5	23,0
Editis ⁽²⁾	10,5	-7,0	-	-	9,6	-	13,1
Materis ⁽²⁾	349,5	-1,4	-	1,2	-	-3,2	346,2
Oranje-Nassau Groep ⁽²⁾	22,5	2,6	-1,7	-	-	-18,3	5,1
Stallergènes	1,1	0,3	-	-	-	-	1,5
	612,0	-31,9	-1,0	-2,2	9,6	-19,3	567,2
Dont variations liées aux changements de taux		-0,3	-				

(1) dont 22,3 millions d'euros en 2007 et 20,0 millions d'euros en 2006 au titre des provisions pour retraite.

(2) Il s'agit essentiellement des impôts différés relatifs aux différences d'évaluation sur actifs : respectivement pour 2007 et 2006, il y a chez Bureau Veritas 139,5 et 161,8 millions d'euros, chez Deutsch 26,9 et 30,7 millions d'euros, chez Editis 5,7 et 9,4 millions d'euros, chez Materis 324,8 et 329,9 millions d'euros, chez ONG O et 20,5 millions d'euros suite à la cession du pôle immobilier.

NOTE 17. ENGAGEMENTS HORS BILAN

En millions d'euros

31.12.2007

31.12.2006

Cautions de contre-garantie sur marchés	50,6	25,4
Créances cédées non échues	-	-
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	8 663,4	2 788,8
dont		
• nantissement par Odyssee 1 (groupe Editis) et certaines de ses filiales d'actions de sociétés du groupe Editis en garantie du remboursement de la dette du groupe Editis	512,1	468,0
• nantissement par Materis Parent (groupe Materis) des titres des principales sociétés du groupe Materis, de certains comptes bancaires et de certaines créances commerciales en garantie du remboursement de la dette du groupe Materis	1 776,9	1 731,9
• nantissement par Deutsch Group des titres des principales sociétés du groupe Deutsch, de certains comptes bancaires, de certaines créances commerciales et de certains actifs en garantie du remboursement de la dette du groupe Deutsch	489,3	507,9
• nantissements de titres cotés dans le cadre de la structure d'investissement de Saint-Gobain pour l'investissement en fonds propres initial et les appels de marge (valeur boursière) ⁽¹⁾	4 801,9	-
• nantissements des protections achetées dans le cadre de la structure d'investissement de Saint-Gobain (voir Note «Instruments financiers»)	348,8	-
• nantissements de numéraire dans le cadre de la structure d'investissement de Saint-Gobain pour l'investissement en fonds propres initial et les appels de marge	729,7	-
• patrimoine immobilier d'Oranje-Nassau hypothéqué	-	72,8
• autres	4,8	8,3
Avals, cautions et garanties données	374,9	42,8
• garanties données dans le cadre d'opérations portant sur des instruments dérivés	337,5	-
• autres	37,4	42,8
Autres engagements donnés et reçus	25,5	18,5

(1) dont 66 millions de titres Saint-Gobain

Au 31 décembre 2007, il n'existe pas d'autres engagements susceptibles d'avoir une influence significative sur la situation financière de Wendel que ceux mentionnés ci-dessus.

NOTE 18. CHIFFRE D'AFFAIRES

En millions d'euros

	2007	2006
Ventes de biens		
Deutsch	438,3	182,1
Editis	731,4	726,8
Materis	1 816,5	1 121,1
Oranje-Nassau Énergie	243,0	231,9
Stallergènes	147,1	126,6
	3 376,2	2 388,5
Prestations de services		
Bureau Veritas	2 066,9	1 846,2
Editis	4,4	4,5
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	-	9,7
	2 071,4	1 860,4
Royalties		
Editis	24,4	23,6
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	0,3	1,0
	24,7	24,6
Chiffre d'affaires total	5 472,3	4 273,5

NOTE 19. CHARGES OPÉRATIONNELLES

En millions d'euros

	2007	2006
Achats consommés et charges externes	2 665,3	2 028,5
Charges de personnel	1 721,1	1 346,0
Impôts et taxes	88,6	127,0
Autres charges opérationnelles	67,6	60,8
Dotations aux amortissements	301,1	242,4
Dotations aux provisions nettes	20,6	17,7
Total	4 864,2	3 822,4

En millions d'euros

	2007	2006
Montant des frais de recherche et développement et des coûts de création éditoriale inscrits en charge chez:		
Deutsch	-	0,8
Editis (création éditoriale)	126,6	120,8
Materis	22,6	14,8
Stallergènes	29,5	20,8

En millions d'euros

2007

2006

Effectif moyen des sociétés intégrées dont:

Bureau Veritas	33 018	26 207
Deutsch	3 539	3 508
Editis	2 670	2 368
Materis	8 971	8 228
Oranje-Nassau Groep	25	31
Stallergènes	661	588
Wendel et holdings	59	62

NOTE 20. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant se décompose comme suit :

En millions d'euros

2007

2006

Bureau Veritas	236,3	186,5
Deutsch	31,7	11,7
Editis	79,2	65,2
Materis	207,0	92,3
Oranje-Nassau Groep	138,5	154,0
Stallergènes	25,3	23,1
Wendel et holdings	-33,9	-23,1
Total	684,1	509,7

L'impact des allocations des écarts d'acquisition inclus dans le résultat opérationnel courant s'analyse comme suit :

En millions d'euros

2007

2006

Bureau Veritas	-74,1	-78,1
Deutsch	-22,9	-14,0
Editis	-12,6	-14,0
Materis	-18,4	-61,2
Oranje-Nassau Groep	-	-
Stallergènes	-	-
Wendel et holdings	-	-
Total	-128,1	-167,2

Ainsi, le résultat opérationnel courant avant impact des allocations des écarts d'acquisition se décompose comme suit :

En millions d'euros	2007	2006
Bureau Veritas	310,5	264,6
Deutsch	54,6	25,7
Editis	91,8	79,2
Materis	225,4	153,4
Oranje-Nassau Groep	138,5	154,0
Stallergènes	25,3	23,1
Wendel et holdings	-33,9	-23,1
Total	812,2	676,9

NOTE 21. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

En millions d'euros	2007	2006
Résultats sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,2	25,8
Résultat sur cession de titres consolidés (1)	733,2	130,8
Charges et produits de restructurations	-9,9	-5,3
Dépréciations d'actifs	-0,3	-4,3
Charges et produits divers	-2,7	0,6
Total	720,6	147,6

(1) Dont en 2007, le résultat sur cession dégagé lors de l'introduction en Bourse de Bureau Veritas, voir note « variations de périmètre ». En 2006, inclus notamment le résultat de dilution sur Legrand pour 132,9 millions d'euros, voir note « variations de périmètre ».

NOTE 22. COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

En millions d'euros	2007	2006
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		
Intérêts générés par la trésorerie	71,8	23,0
Variation de juste valeur des valeurs mobilières de placement	-4,5	-0,5
	67,3	22,5
Coût de l'endettement financier brut		
Charges d'intérêts (1)	-414,4	-274,4
Charges d'intérêts sur prêts d'actionnaires détenus par des minoritaires	-11,8	-4,8
Etalement des primes et frais d'émission d'emprunt (selon la méthode du taux effectif)	-15,9	-31,8
	-442,0	-311,0
Total	-374,8	-288,5

(1) Inclut -42 M€ de charges d'intérêt liées à l'investissement dans Saint-Gobain, sur un total de -345 M€ (voir note relative à l'investissement dans Saint-Gobain dans les « variations de périmètre »), le solde est comptabilisé dans le poste « autres produits et charges financiers » pour -296 M€ et dans le résultat opérationnel.

NOTE 23. AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

En millions d'euros	2007	2006
Résultats sur cession d'actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾	107,9	5,2
Dividendes de participation non consolidées	4,3	5,0
Résultat sur instruments dérivés sur taux, change et actions ⁽²⁾	-169,5	5,4
Intérêts sur autres actifs financiers	9,3	25,2
Différences de change	-26,2	9,9
Impacts d'actualisation	-9,9	0,0
Autres ⁽²⁾	-88,5	-0,6
Autres produits et charges financiers	-172,7	50,1

(1) dont résultat sur cession de Neuf Cegetel: 81,6 M€, voir Note sur les « variations de périmètre ».

(2) inclut -296 M€ de frais liés à la structure et au financement de l'investissement dans Saint-Gobain, sur un total de -345 M€ (voir note relative à l'investissement dans Saint-Gobain dans les « variations de périmètre »), le solde est comptabilisé dans le poste « coût de l'endettement net » pour -42 M€ et dans le résultat opérationnel.

NOTE 24. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

En millions d'euros	2007	2006
Impôts exigibles	-183,8	-171,2
Impôts différés	37,1	53,0
Total	-146,7	-118,2

L'écart entre le taux d'impôt sur les bénéfices en France et le taux effectif d'impôt du Groupe s'analyse ainsi :

	2007
Taux normal d'impôt en France	34,43 %
Incidence des :	
opérations soumises au taux réduit ou à un taux étranger	-35,20 %
déficits antérieurs non activés imputés sur l'exercice et déficits de l'exercice non activés	17,41 %
autres	0,47 %
Taux effectif d'impôt ⁽¹⁾	17,12 %

(1) Le taux effectif d'impôt est le résultat du rapport de la charge d'impôts inscrite au compte de résultat sur le résultat opérationnel après prise en compte du coût de l'endettement financier net et des autres produits et charges financiers.

NOTE 25. RÉSULTAT DES MISES EN ÉQUIVALENCE

En millions d'euros

	2007	2006
Legrand	130,5	76,5
Stahl	-2,3	-8,3
Autres sociétés	0,3	0,4
Total	128,6	68,5

Le résultat 2007 n'inclut pas de résultat pour Saint-Gobain (voir note sur les « variations de périmètre » relative à Saint-Gobain).

NOTE 26. RÉSULTAT DES ACTIVITÉS CÉDÉES

Oranje-Nassau Groep a cédé son pôle immobilier en octobre 2007. Les résultats de la période pour cette activité sont présentés en « activités cédées ». La présentation du compte de résultat 2006 n'a été retraitée compte tenu de l'absence de matérialité de cette activité au regard des états financiers du Groupe.

En millions d'euros

	2007	2006
Résultat de cession		
Oranje Nassau Groep - pôle immobilier	51,6	-
	51,6	-
Quote part de résultat de la période sur activités cédées		
Sociétés chez Bureau Veritas	0,6	-
Sociétés chez Editis	-1,3	-6,4
Sociétés chez Materis	1,0	-
Oranje Nassau Groep - pôle immobilier	3,0	-
	3,3	-6,4
Total	54,9	-6,4

NOTE 27. RÉSULTAT NET

En millions d'euros

2007

2006

Des sociétés intégrées :		
Wendel et holdings financières	536,2	174,5
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	67,6	6,3
Oranje-Nassau Énergie	62,2	83,4
Bureau Veritas	121,1	106,4
Deutsch	-56,2	-20,5
Editis	24,8	-27,0
Materis	-6,4	-42,4
Stallergènes	16,0	13,6
	765,4	294,4
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence (voir note 25)	128,6	68,5
	893,9	362,9
Part des minoritaires dans le résultat (voir note 11)	14,7	-2,5
Résultat net total, part Wendel	879,3	365,4

NOTE 28. RÉSULTAT PAR ACTION

En euros et millions d'euros

2007

2006

Résultat net part du Groupe	879,3	365,4
Impact des instruments dilutifs sur les filiales	-1,7	-0,9
Résultat dilué	877,5	364,4
Nombre moyen d'actions	50 210 351	49 461 401
Dilution potentielle due aux attributions d'option Wendel	174 172	826 829
nombre d'actions dilué	50 384 523	50 288 230
Résultat de base par action (en euros)	17,51	7,39
Résultat dilué par action (en euros)	17,42	7,25
Résultat de base par action hors activités cédées (en euros)	16,42	7,52
Résultat dilué par action hors activités cédées (en euros)	16,33	7,37
Résultat de base par action des activités cédées (en euros)	1,09	-0,13
Résultat dilué par action des activités cédées (en euros)	1,09	-0,13

NOTE 29. ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

En millions d'euros

	2007	2006
Par Bureau Veritas	50,3	47,4
Par Deutsch	22,2	9,1
Par Editis	21,5	18,0
Par Materis	73,2	52,7
Par Oranje-Nassau Énergie	28,1	31,4
Par Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	-	21,5
Par Stallergènes	11,8	14,9
Par Wendel et holdings	1,9	1,1
Total	209,1	196,2

NOTE 30. CESSIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

En millions d'euros

	2007	2006
Par Bureau Veritas	1,5	6,1
Par Deutsch	0,5	-
Par Editis	9,3	15,7
Par Materis	4,1	6,5
Par Oranje-Nassau Groep	0,8	21,0
Par Stallergènes	-	-
Par Wendel	1,1	0,5
Total	17,2	49,9

NOTE 31. ACQUISITIONS ET SOUSCRIPTIONS D'IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

En millions d'euros

	2007	2006
Saint-Gobain	4 730,6	-
Materis ⁽¹⁾	-	320,0
Deutsch ⁽¹⁾	35,8	263,8
Stahl	-	28,5
Chez Bureau Veritas	210,9	4,5
Chez Materis	63,5	-
Chez Editis (Odysée 1)	72,3	-
Autres titres	9,2	183,4
Total	5 122,4	800,3

(1) Inklus les prêts d'actionnaires

NOTE 32. CESSIONS D'IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (AU PRIX DE VENTE)

En millions d'euros

	2007	2006
Bureau Veritas - Introduction en Bourse	1 208,3	-
Neuf Cegetel	148,1	-
Oranje-Nassau Groep - pôle immobilier	77,1	-
Lumina Parent/Legrand	-	102,9
Autres ⁽¹⁾	122,8	155,8
Total	1 556,2	258,8

(1) Dont en 2007, 78,7 M€ relatifs à la cession de Solfur – voir note sur les « parties liées ».

NOTE 33. DIVIDENDES REÇUS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE OU NON CONSOLIDÉES

Ce poste inclut en 2007 principalement 39,9 M€ de dividendes reçus de Legrand et 24,9 M€ de produits reçus des fonds d'investissement détenus par Oranje-Nassau Groep.

NOTE 34. VARIATION NETTE DES EMPRUNTS ET AUTRES DETTES FINANCIÈRES

En millions d'euros

	2007	2006
Nouveaux emprunts chez :		
Wendel - Émission obligation 4,875 % 2015	400,0	396,4
Wendel - Émission obligation 4,375 % 2017	360,1	-
Groupe Eufor (structure d'investissement dans Saint-Gobain)	4 317,2	-
Bureau Veritas	691,2	505,8
Deutsch	18,4	9,4
Editis	44,4	465,8
Materis	67,6	72,0
Oranje-Nassau Groep	118,0	114,5
Stallergènes	-	4,4
	6 016,8	1 568,3
Remboursements d'emprunts chez :		
Winvest 5	-	300,0
Bureau Veritas	370,6	431,5
Deutsch	23,7	8,8
Editis	20,0	432,5
Materis	62,1	69,8
Oranje-Nassau Groep (hors Énergie)	107,9	79,2
Stallergènes	6,3	2,5
	590,6	1 324,3
Total	5 426,2	244,0

NOTE 35. LOCATIONS

En dehors des opérations décrites ci-dessous, il n'existe pas d'opération de locations financements susceptible d'avoir une influence significative sur la situation financière de Wendel.

Locations Financements (contrats dont le Groupe conserve les risques et avantages liés à la propriété du bien loué)

Chez Stallergènes, un immeuble a fait l'objet en 2002 d'une cession à une société spécialisée dans les opérations de crédit bail, pour un montant brut de 7,4 millions d'euros. A la même date, un contrat de bail a été souscrit auprès de cette société pour une période de 12 ans, dont les loyers ont été calculés sur la base du remboursement par annuité constante d'un emprunt de 7,4 millions d'euros courant sur la durée du bail. Au terme de ce bail, la société dispose d'une option de rachat de l'immeuble au prix de 1 €. La dette restant à rembourser au 31 décembre 2007 s'élève à 4,7 millions d'euros et les frais de l'opération qui se montent à 0,2 millions d'euros sont étalés linéairement sur la durée du bail. L'immeuble a une valeur nette à la clôture de 5,5 millions d'euros.

Chez Editis, les contrats locations financements représentent à la clôture un montant de 2,5 millions d'euros et dont l'essentiel est constitué de matériels informatiques.

Chez Deutsch, les contrats de location financement concernent des bâtiments pour une valeur, au 31 décembre 2007, de 3,0 millions d'euros.

Chez Materis, les contrats de location financement s'élèvent, au 31 décembre 2007, à 0,4 millions d'euros et sont relatifs à des bâtiments ainsi qu'à des chaînes de production et des machines à teinter.

En millions d'euros	2007	2006
À moins d'un an	1,8	2,3
À plus d'un an et moins de cinq ans	5,1	6,0
À plus de cinq ans	1,4	2,2
Total	8,3	10,5

Locations simples (contrats dont le Groupe ne conserve pas les risques et avantages liés à la propriété du bien loué)

Chez Editis, les locations simples sont constituées pour l'essentiel des véhicules de la force de vente et donneront lieu à 2,8 millions d'euros de décaissements futurs.

Chez Bureau Veritas, les décaissements futurs au titre des locations simples sont de 123,2 millions d'euros et portent essentiellement sur des locations immobilières et de matériel informatique.

Chez Deutsch, les locations simples sont relatives aux immeubles et aux usines pour un décaissement futur de 10,0 millions d'euros.

Chez Materis, les locations simples concernent des baux en cours pour les locaux administratifs et pour les points de ventes des réseaux Zolpan et Couleurs de Tollens, pour un montant de décaissements futurs de 98,6 millions d'euros.

Montant des loyers futurs au titre des locations simples

En millions d'euros	2007	2006
À moins d'un an	61,8	90,3
À plus d'un an et moins de cinq ans	129,5	112,6
À plus de cinq ans	43,4	10,5
Total	234,7	213,4

NOTE 36. STOCKS OPTIONS

La charge totale au titre de l'attribution de stock-options pour l'exercice 2007 est de 4,9 M€ contre 4,4 M€ en 2006, en outre une charge de 4,9 M€ a été comptabilisée en 2007 au titre des paiements en actions de Bureau Veritas.

En millions d'euros	2007
Stock-options chez Wendel	2,7
Stock-options chez Bureau Veritas	0,8
Souscription d'actions à des conditions préférentielles chez Bureau Veritas	2,1
Attribution d'actions gratuites chez Bureau Veritas	1,2
Droits à l'appréciation d'actions chez Bureau Veritas	1,6
Odyssée Holding (Editis)	0,1
Deutsch	0,4
Stallergènes	1,0
Total	9,8

Les nouveaux plans d'attribution de stock-options accordés en 2007 sont les suivants :

WENDEL

En juin 2007, 877 500 stock-options ont été accordées. Leurs caractéristiques sont les suivantes :

- le prix d'exercice est de 132,96 €,
- la durée de vie est de 10 ans,
- elles sont acquises par tranche de 20 % chaque année sur 5 ans,
- elles ne seront exerçables qu'au bout de 5 ans,

- leur nombre final dépendra de la performance de l'actif net réévalué (ANR) par action (127€/action lors de l'attribution) :
 - si cette performance (y compris les dividendes versés aux actionnaires pendant la période) est inférieure à 30 % au bout de 5 ans, le nombre d'options allouées est divisé par 4,
 - si cette performance (y compris les dividendes versés aux actionnaires pendant la période) est supérieure à 120 %, le nombre d'actions allouées est maintenu.

Elles ont été valorisées à l'aide d'un modèle binomial, et les principales hypothèses de calcul sont les suivantes : taux sans risque = 4,5 %, volatilité = 19 %, la rotation du personnel est considérée comme nulle et il est tenu compte de l'illiquidité des stock-options dans ce modèle qui est habituellement applicable à des options librement échangeables sur un marché. La valeur des options accordées est estimée à 8,79€/stock option. La charge est étalée selon l'échéancier d'acquisition des droits (voir ci-dessus).

BUREAU VERITAS

Le 31 janvier 2007, Bureau Veritas a accordé 678 500 stock-options à un prix d'exercice de 17,30€ (après division du nominal par 10) et d'une durée de vie de 10 ans. Leur valeur a été évaluée avec un modèle de type Black & Scholes, avec les hypothèses suivantes : volatilité = 20 %, taux sans risque = 4 %, durée de vie estimée de l'option = 5 ans.

Le 13 décembre 2007, Bureau Veritas a attribué un plan d'épargne entreprise dans le cadre duquel les salariés ont souscrit 1 143 905 actions émises au titre d'une augmentation de capital en numéraire qui leur a été réservée à un prix de souscription déterminé par application d'une décote de 20 % sur le prix d'introduction en Bourse.

Bureau Veritas a attribué 238 890 actions gratuites sous certaines conditions de présence et/ou de performance. La juste valeur moyenne pondérée des actions gratuites attribuées en 2007 ressort à 33,83€/action.

Enfin, 78 311 droits à l'appréciation d'actions ont été attribués à certains salariés de Bureau Veritas. Le prix d'exercice est de 30,2€. Ces droits ne sont assortis d'aucune condition d'acquisition. La juste valeur a été déterminée à l'aide d'un modèle de valorisation d'option. Elle ressort à 18€/droit. En 2007, la dette relative aux droits à appréciation d'actions comptabilisées par Bureau Veritas s'élève à 1,6 M€.

EDITIS

91 000 stock-options ont été accordées en 2007 avec une échéance en 2016, une période d'acquisition des droits de 4 ans et un prix d'exercice de 16,4€. La valeur est estimée à 5€/stock-option (un modèle de type Black & Scholes a été utilisé).

DEUTSCH

322 234 stock-options ont été accordées par Deutsch en 2007 selon les mêmes modalités que celles accordées en 2006. La valeur retenue est la même que pour les attributions faites en 2006 (0,73€/stock option).

STALLERGÈNES

50 000 stock-options ont été accordées en 2007 sur différents plans déjà existants avec des prix d'exercice de 53,96€ et 57,06€. La valeur des options accordées est évaluée à 18,12€ par option.

	Nombre d'options non levées au 31.12.2006	Options accordées en 2007	Options annulées en 2007	Options exercées en 2007	Ajustement	Nombre d'options non levées au 31.12.2007	Nombre d'options exercées	Prix d'exercice (€)	Prix moyen d'exercice (€)	Durée de vie restante moyenne
Wendel										
Options d'achat ⁽¹⁾	26 789			-16 388		10 401	10 401	33,75	33,75	3,5 ans
Options de souscription	322 760			-50 172		272 588	272 588	24,59 à 90,14	53,69	6 ans
Options de souscription indexées sur l'ANR/ action		877 500				877 500	-	132,96	132,96	9,5 ans
Bureau Veritas ⁽²⁾	4 413 460	700 000	-212 010	-1 348 350		3 553 100	1 191 600	4,08 à 17,30	13,39	6 ans
Editis	314 000	91 000	-24 000		37 388	418 388	-	13,93 à 16,40	14,47	7,5 ans
Stallergènes	719 529	50 000	-15 000	-75 063		679 466	231 633	4,4 à 57,06	21,47	7 ans
Deutsch	2 486 763	322 234	-201 458			2 607 539	2 285 305	1,00	1,00	7 ans

(1) Wendel détient les titres nécessaires pour couvrir l'exercice des options d'achat consenties.

(2) après division du nominal par 10.

NOTE 37. INFORMATION SECTORIELLE

Pour Wendel, les secteurs d'activités sont représentés par les domaines d'exercices des filiales, aussi le niveau d'information sectoriel retenu par le Groupe est le suivant :

- Bureau Veritas (Certification, contrôle qualité)
- Editis (Édition)
- Stallergènes (Immunothérapie)
- Oranje-Nassau Énergie (Énergie)
- Deutsch (Connecteurs)

- Materis (Chimie de spécialité dans la construction)

- Holdings

Wendel a retenu 3 secteurs géographiques : la France, l'Europe, et le reste du Monde.

ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ :

Pour l'essentiel les différents postes du bilan et du compte de résultat sont ventilés par activités (cf notes sur le bilan et le compte de résultat) hormis ceux indiqués ci-dessous.

Au 31 décembre 2007 :

En millions d'euros	Total	Wendel et Holding	Bureau Veritas	Deutsch	Editis	Materis	Oranje- Nassau Énergie	Oranje- Nassau (hors Énergie)	Stallergènes	Éliminations (flux de trésorerie)
Total des actifs	16 687	8 303	2 819	882	1 134	3 045	300	72	132	
Total des dettes	14 106	7 737	1 808	634	878	2 676	221	88	64	
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	684	-34	236	32	79	207	142	-3	25	
Flux de trésorerie opérationnels	934	-34	312	79	94	270	186	-2	30	-
Flux de trésorerie sur investissements	-4 005	-3 103	-265	-20	-67	-140	-28	-26	-16	-341
Flux de trésorerie sur financement	5 091	4 894	66	-44	49	-127	-23	-54	-12	341
Flux de trésorerie liés aux impôts	-185	31	-74	-4	-36	-29	-68	1	-6	-

(1) après prise en compte des écritures liées aux allocations d'écarts d'acquisition.

Au 31 décembre 2006 :

En millions d'euros	Total	Wendel et Holding	Bureau Veritas	Deutsch	Editis	Materis	Oranje- Nassau Énergie	Oranje- Nassau Groep (hors Énergie)	Stallergènes	Éliminations (flux de trésorerie)
Total des actifs	10 165	1 758	2 786	957	1 026	2 961	347	207	124	
Total des dettes	8 237	2 309	1 353	703	834	2 612	211	146	70	
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	510	-8	187	12	65	77	149	5	23	
Flux de trésorerie opérationnels	794	-9	267	29	85	197	192	8	26	-
Flux de trésorerie sur investissements	-609	-268	-109	5	-42	-37	-29	34	-10	-153
Flux de trésorerie sur financement	-27	74	-102	-16	-3	-60	-31	-41	-1	153
Flux de trésorerie liés aux impôts	-152	60	-64	-5	-16	-20	-96	-3	-8	-

(1) après prise en compte des écritures liées aux allocations d'écarts d'acquisition.

Valeur comptable des sociétés au 31 décembre 2007 :

En millions d'euros	Valeur nette consolidée	Prêts d'actionnaires ⁽¹⁾	Valeur boursière
Sociétés intégrées globalement			
Oranje-Nassau Groep (hors Stallergènes et Lumina Parent)	62,8	-	
Stallergènes	32,2	-	281,0
Odyssée 1 (Editis)	215,5	-	
Bureau Veritas	839,0	-	2 725,4
Matinvest 2 (Deutsch)	66,4	171,7 ⁽¹⁾	
Materis Parent (Materis)	80,0	242,8 ⁽¹⁾	
Sociétés mises en équivalence			
Saint-Gobain	4 804,7	-	4 310,7
Legrand	498,5	-	1 881,6
Stahl	29,0	43,7	

(1) Prêts d'actionnaires détenus par Wendel ou ses holdings éliminés en consolidation.

ANALYSE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE :

Au 31 décembre 2007 :

En millions d'euros	France	Europe	Reste du Monde	Total
Chiffre d'affaires	2 225,8	1 555,2	1 691,3	5 472,3
Actifs sectoriels	3 496,5	2 212,9	1 910,9	7 620,3
Acquisition d'actifs	88,8	59,4	61,1	209,2

NOTE 38. ACTIFS NON DISPONIBLES

En millions d'euros	31.12.2007		
	Valeur consolidée des actifs non disponibles	Total du poste de bilan	en % du poste de bilan
Stallergènes	5,5	-	-
Immobilisations corporelles	5,5	983,8	0,6 %
Groupe Eufor (structure d'investissement dans Saint-Gobain) ⁽¹⁾	348,8	-	-
Bureau Veritas	8,0	-	-
Editis	0,5	-	-
Actifs financiers non-courants	357,3	620,0	57,6 %
Titres mis en équivalence ^{(1) (2)}	4 886,6	5 337,5	91,6 %
Actifs courants ^{(1) (3)}	729,7	4 826,0	15,1 %
Total actifs non courants	5 979,1	16 686,5	35,83 %

(1) L'échéance d'indisponibilité de ces actifs correspond à l'échéance des financements du groupe Eufor.

(2) Valeur consolidée.

(3) Équivalents de trésorerie.

Par ailleurs, certains autres actifs, éliminés en consolidation (titres de sociétés consolidées ou créances inter-sociétés) ont été nantis au profit des banques. Ces actifs sont les suivants :

- certains titres des sociétés du groupe Editis en garantie du remboursement de la dette du groupe Editis d'un montant de 512,1 millions d'euros.
- certains titres de sociétés du groupe Materis ont été nantis au profit des banques en garantie des prêts qu'elles ont accordés pour financer cette opération pour un montant de 1 776,9 millions d'euros.
- Dans le cadre du financement du groupe Deutsch mis en place fin juin 2006, les titres des principales sociétés du groupe Deutsch ont été nantis au profit des banques en garantie des prêts qu'elles ont accordés (senior, second lien, Mezzanine) pour un montant de 489,3 millions d'euros.

NOTE 39. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Il sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale sur proposition du Directoire approuvée par le Conseil de surveillance, de verser un dividende net de 2,00€ par action.

L'évolution de l'investissement dans Saint-Gobain entre la clôture et l'arrêté des comptes est décrite dans la note sur les « variations de périmètre » relative à l'investissement dans Saint-Gobain.

LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2007

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	100,00	Wendel	France	Gestion de participations
IG	75,25	Cie de l'Odyssée	France	«
IG	100,00	Coba	France	«
IG	99,50	Compagnie de Butterfly	France	«
IG	100,00	Compagnie Financière de la Trinité	France	«
IG	100,00	Eufor	France	«
IG	100,00	Hirvest 1	France	«
IG	100,00	Hirvest 2	France	«
IG	100,00	Hirvest 3	France	«
IG	100,00	Hirvest 4 (ex Financière de Dalaba)	France	«
IG	100,00	Hirvest 5 (ex Compagnie d'Alberta)	France	«
IG	100,00	Lormetal	France	«
IG	82,93	Odyssée 3	France	«
IG	100,00	Odyssée Holding	France	«
IG	100,00	Simfor	France	«
IG	100,00	Sofe	France	«
IG	100,00	Sofiservice	France	«
IG	100,00	Winbond	France	«
IG	100,00	Winvest 10	France	«
IG	100,00	Winvest 11	France	«
IG	100,00	Winvest 12	France	«
IG	100,00	Winvest 14	France	«
IG	100,00	Winvest 15	France	«
IG	100,00	Xevest holding (Ex Compagnie du Sahara)	France	«
IG	99,50	2MWIN	Luxembourg	«
IG	100,00	Froeggen	Luxembourg	«
IG	100,00	Grauggen	Luxembourg	«
IG	100,00	Hourggen	Luxembourg	«
IG	100,00	Ireggen	Luxembourg	«
IG	100,00	Jeurggen	Luxembourg	«
IG	100,00	Legron Bv	Luxembourg	«
E	39,89	Lumina Parent	Luxembourg	«
IP	50,00	Lumina Participations	Luxembourg	«
IP	50,00	Lumina White	Luxembourg	«
IP	50,00	Lumina Management	Luxembourg	«
IG	99,50	Luxconnecting Parent	Luxembourg	«
IG	94,30	Materis Investor	Luxembourg	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	100,00	Ofilux Finance	Luxembourg	«
IG	99,50	Stahl Lux 1 Sarl	Luxembourg	«
IG	100,00	Trief Corporation	Luxembourg	«
IG	100,00	Truth 2	Luxembourg	«
IG	100,00	Winvest Conseil	Luxembourg	«
IG	100,00	Winvest Part 1	Luxembourg	«
IG	100,00	Winvest Part 2	Luxembourg	«
IG	100,00	Winvest Part 3	Luxembourg	«
IG	100,00	Winvest Part 4	Luxembourg	«
IG	100,00	Winvest Part 5	Luxembourg	«
IG	100,00	Winvest Part 6	Luxembourg	«
IG	100,00	Winvest Part 7	Luxembourg	«
IG	99,50	Winvest International Sicar sa	Luxembourg	«
IG	100,00	Legron BV	Luxembourg	«
IG	100,00	Senelle BV	Pays-Bas	«
IG	100,00	SOFISAMC	Suisse	«
IG	100,00	Oranje Nassau Groep B.V	Pays-Bas	«
IG	100,00	Oranje Nassau Énergie B.V	Pays-Bas	Énergie
IG	100,00	Oranje Nassau Participaties B.V	Pays-Bas	Participations
IG	47,10	Stallergènes SA	France	Immunothérapie
IG	47,10	SCI Stallergènes Antony	France	«
IG	47,10	Bergstrasse 20, Erste VVGmbH	Allemagne	«
IG	47,10	Stallergènes &Co Kg	Allemagne	«
IG	47,10	Stallergènes V. GmbH	Allemagne	«
IG	47,10	Stallergènes Italia SpA	Italie	«
IG	47,10	Stallergènes Ibérica SA	Espagne	«
IG	47,10	Stallergènes Belgium SA	Belgique	«
IG	47,10	Stallergènes CZ, s.r.o	République Tchèque	«
IG	24,02	Stallergènes BV	Pays-Bas	«
IG	47,10	Stallergènes Portugal - Produtos Farmaceuticos, LDA	Portugal	«
IG	62,77	Bureau Veritas	France	Contrôle technique/ certification
IG	62,77	BV sa – Afrique du sud	Afrique du Sud	«
IG	62,77	BV South Africa	Afrique du Sud	«
IG	62,77	BV Algérie	Algérie	«
IG	62,77	BV sa – Allemagne	Allemagne	«
IG	62,77	BV Certification Germany	Allemagne	«
IG	62,77	PKB Hambourg	Allemagne	«
IG	62,77	IPM	Allemagne	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	62,77	BV German Holding Gmbh	Allemagne	«
IG	62,77	Bureau Veritas Industry Services	Allemagne	«
IG	62,77	BVCPS Germany	Allemagne	«
IG	62,77	Bureau Veritas Rail	Allemagne	«
IG	42,06	One Tüv	Allemagne	«
IG	62,77	Innova	Allemagne	«
IG	62,77	ECA Andorra	Andorre	«
IG	62,77	Pirineu Payma	Andorre	«
IG	62,77	ECA OCT Andorra	Andorre	«
IG	62,77	BV Angola	Angola	«
IG	62,77	BV sa - Arabie Saoudite	Arabie Saoudite	«
IG	37,66	BV SATS	Arabie Saoudite	«
IG	62,77	BIVAC Argentina	Argentine	«
IG	62,77	BV Argentine	Argentine	«
IG	62,77	BVQI Argentine	Argentine	«
IG	62,77	BV sa - Australie	Australie	«
IG	62,77	Bureau Veritas Australia Pty Ltd	Australie	«
IG	62,77	Bureau Veritas HSE	Australie	«
IG	62,77	Bureau Veritas Asset Integrity & Reliability Services Australia	Australie	«
IG	62,77	IRC	Australie	«
IG	62,77	CCI Holdings	Australie	«
IG	62,77	Bureau Veritas International Trade	Australie	«
IG	62,77	Carbon Consulting International	Australie	«
IG	62,77	Bureau Veritas Asset Integrity & Reliability Services	Australie	«
IG	62,77	BV sa - Autriche	Autriche	«
IG	62,77	BV Austria	Autriche	«
IG	62,77	BVQI Autriche	Autriche	«
IG	62,77	Zertifizierung Bau	Autriche	«
IG	62,77	BV Azeri	Azerbaïdjan	«
IG	62,77	BV sa – Bahrein	Bahrein	«
IG	62,77	BIVAC Bangladesh	Bangladesh	«
IG	60,26	BVCPS Bangladesh	Bangladesh	«
IG	62,77	BV Bangladesh Private Ltd	Bangladesh	«
IG	62,77	BV Belarus Ltd	Belarus	«
IG	62,77	BV sa - Belgique	Belgique	«
IG	62,77	BV Marine Belgium & Luxembourg	Belgique	«
IG	62,77	BV Certification Belgium	Belgique	«
IG	62,77	AIBV	Belgique	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	62,77	BV Bénin	Bénin	«
IG	60,51	BV do Brasil	Brésil	«
IG	62,77	BVQI do Brasil	Brésil	«
IG	60,51	Tecnitas do Brasil	Brésil	«
IG	62,77	MTL Engenharia	Brésil	«
IG	62,77	BV sa - Brunei	Brunei	«
IG	62,77	BV Varna	Bulgarie	«
IG	62,77	BV Douala	Cameroun	«
IG	62,77	BV Canada	Canada	«
IG	62,77	ECA Vérification de Qualité	Canada	«
IG	62,77	AQSR Canada Inc	Canada	«
IG	62,77	BV Chile	Chili	«
IG	62,77	BVQI Chile	Chili	«
IG	62,77	BV Chile Capacitacion Ltda	Chili	«
IG	62,71	ECA Chile Formacion	Chili	«
IG	62,75	ECA Chile	Chili	«
IG	62,77	BV Consulting China	Chine	«
IG	62,77	BVCPS Hong Kong	Chine	«
IG	37,66	MTL Shanghai	Chine	«
IG	62,77	LCIE China	Chine	«
IG	62,77	BV sa - Hong Kong	Chine	«
IG	62,77	Falide International Quality Assessment	Chine	«
IG	62,77	BV Certification Hong Kong	Chine	«
IG	62,77	Tecnitas far East	Chine	«
IG	62,77	Bureau Veritas Hong Kong	Chine	«
IG	62,77	BV Colombia	Colombie	«
IG	62,77	BVQI Colombia	Colombie	«
IG	62,64	ECA Colombie	Colombie	«
IG	62,77	BV Congo	Congo	«
IG	62,77	Bivac Congo	Congo	«
IG	62,77	BV sa - Corée	Corée	«
IG	62,77	BVQI Korea	Corée	«
IG	62,77	BV Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	«
IG	62,77	Bivac Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	«
IG	62,76	Bivac Scan CI	Côte d'Ivoire	«
IG	62,77	BV Croatia	Croatie	«
IG	62,77	BV sa - Cuba	Cuba	«
IG	62,77	BV sa - Danemark	Danemark	«
IG	62,77	BV Certification Denmark	Danemark	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	62,77	Trotters	Danemark	«
IG	62,77	Chemtox	Danemark	«
IG	62,77	BV sa - Egypte	Égypte	«
IG	56,49	BV Egypt	Égypte	«
IG	62,77	BV sa - Abu Dhabi	Émirats Arabes	«
IG	62,77	BV sa – Dubai	Émirats Arabes	«
IG	62,77	BV Ecuador	Équateur	«
IG	62,77	BVQI Ecuador	Équateur	«
IG	62,77	BV sa – Espagne	Espagne	«
IG	62,77	IPM Espagne	Espagne	«
IG	62,34	BV Espanol	Espagne	«
IG	62,77	BV Certification Espagne	Espagne	«
IG	62,77	Surveycon	Espagne	«
IG	62,77	ECA Entidad Colaborada De La Administración, S.A.U	Espagne	«
IG	62,77	ECA Cert, Certificación S.A.U	Espagne	«
IG	62,77	ECA Preven S.A.U.	Espagne	«
IG	62,77	Activa, Innovación Y Servicios, S.A.U.	Espagne	«
IG	62,77	Idt Docuteca, S.A.	Espagne	«
IG	62,77	Servi Control S.L.	Espagne	«
IG	62,77	Geopayma S.A.U.	Espagne	«
IG	31,07	Payject Xxi S.A.	Espagne	«
IG	62,77	Payma Cotas S.A.U.	Espagne	«
IG	62,77	ECA Control Engineering International S.A.	Espagne	«
IG	62,77	Instituto De La Calidad, S.A.U.	Espagne	«
IG	59,63	ECA Instituto De Tecnología Y Formación, S.A.	Espagne	«
IG	34,52	ECA, Control Y Gestión De Servicios, S.L.	Espagne	«
IG	40,80	Prevenout	Espagne	«
IG	62,77	A77 Servicios Y Contratos, S.L.	Espagne	«
IG	62,77	Aceplus, Servicios Integrales, S.A.U.	Espagne	«
IG	62,77	ECA Global'S Investments, Heritage And Assets, S.L.U	Espagne	«
IG	62,77	Gimnot Innovación Y Servicios, S.A.U.	Espagne	«
IG	62,77	Inversiones Y Patrimonios De ECA Global, S.A.	Espagne	«
IG	62,77	BV sa – Finlande	Finlande	«
IG	62,77	BV sa – France	France	«
IG	62,77	BV International	France	«
IG	62,77	BV France	France	«
IG	62,77	BVCPS France (ex ACTS France)	France	«
IG	62,77	Bivac International	France	«
IG	62,74	BV Monaco	France	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	62,77	BV Certification France	France	«
IG	62,77	BV Certification Holding	France	«
IG	62,77	CEP Industrie	France	«
IG	62,77	Sedhyca	France	«
IG	62,77	Tecnitas SA	France	«
IG	62,77	LCIE France	France	«
IG	62,05	Qualité France SA	France	«
IG	62,77	Transcable	France	«
IG	62,77	BV sa Mayotte	France	«
IG	62,77	BV sa Antilles	France	«
IG	62,77	BV sa La Réunion	France	«
IG	62,77	SSICOOR	France	«
IG	62,77	ECS	France	«
IG	62,77	Hoztec	France	«
IG	62,77	Operendi	France	«
IG	31,59	Arcolia	France	«
IG	60,23	Aprob	France	«
IG	62,52	Coreste	France	«
IG	62,77	ECA Cert Certification	France	«
IG	62,77	Ecalis	France	«
IG	62,77	Bureau Veritas Laboratoires	France	«
E	31,33	ATSI – France	France	«
E	28,25	GIE Sécurité Aviation Civile- France	France	«
IG	62,77	BV Gabon	Gabon	«
IG	62,77	BIVAC Ghana	Ghana	«
IG	62,77	BV sa - Grèce	Grèce	«
IG	62,77	BV Certification Hellas	Grèce	«
IG	62,77	BVCPS Guatemala	Guatemala	«
IG	62,77	BV Guinée	Guinée	«
IG	62,77	BV Guinée Equatoriale	Guinée Équatoriale	«
IG	62,77	BV Hongrie	Hongrie	«
IG	62,77	BV sa – Inde	Inde	«
IG	60,82	BVIS – India	Inde	«
IG	62,77	BV Certification India	Inde	«
IG	62,77	BVCPS India Ltd	Inde	«
IG	62,77	Bureau Veritas India	Inde	«
IG	62,77	BV Indonésie	Indonésie	«
IG	53,35	BVCPS Indonésie	Indonésie	«
IG	62,77	BV sa - Irlande	Irlande	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	62,77	BV Ireland Ltd	Irlande	«
IG	62,77	BV sa - Iran	Iran	«
IG	62,77	BV Italia	Italie	«
IG	62,77	BVQI Italie	Italie	«
IG	37,66	ECA Certificazione	Italie	«
IG	37,66	PMI CERT	Italie	«
IG	62,77	BV sa – Japon	Japon	«
IG	62,77	BV Japan Compagny Ltd	Japon	«
IG	62,77	Nihon Testing	Japon	«
IG	62,77	Bureau Veritas Human Tech	Japon	«
IG	62,77	BVI Ltd Kazakhstan	Kazakhstan	«
IG	37,66	BV Kazakhstan Industrial Services LLP	Kazakhstan	«
IG	62,77	BV Kazakhstan	Kazakhstan	«
IG	62,71	BV Kenya	Kenya	«
IG	62,77	BV sa – Koweït	Koweït	«
IG	62,77	BV Lebanon	Liban	«
IG	62,77	Bureau Veritas Latvia	Lettonie	«
IG	62,77	Jadzis	Lettonie	«
IG	62,77	BV Moravia	Lettonie	«
IG	62,77	Bureau Veritas Lit	Lituanie	«
IG	62,77	Soprefira	Luxembourg	«
IG	62,77	BV Luxembourg	Luxembourg	«
IG	62,77	BV Madagascar	Madagascar	«
IG	62,77	BV Mali	Mali	«
IG	30,76	BV Malaysia	Malaisie	«
IG	62,77	BVQI Malaysia	Malaisie	«
IG	62,77	BV sa – Malte	Malte	«
IG	62,77	BV sa – Maroc	Maroc	«
IG	62,77	BV Certification Maroc	Maroc	«
IG	62,77	BV sa - Mauritanie	Mauritanie	«
IG	62,77	BV sa - Ile Maurice	Ile Maurice	«
IG	62,77	BV Mexicana	Mexique	«
IG	62,77	BVCPS Mexico	Mexique	«
IG	62,77	BVQI Mexique	Mexique	«
IG	62,77	AQSR de R.L. de C.V.	Mexique	«
IG	62,68	ECA Mexico	Mexique	«
IG	62,77	BV sa – Mozambique	Mozambique	«
IG	37,66	BV Nigeria	Nigéria	«
IG	62,77	BV sa – Norvège	Norvège	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	62,77	Chemtox – Norge AS	Norvège	«
IG	62,77	BV sa - Nouvelle Calédonie	Nouvelle-Calédonie	«
IG	62,77	BV Nouvelle Zélande	Nouvelle-Zélande	«
IG	62,77	BV sa - Oman	Oman	«
IG	62,77	BV sa - Pakistan	Pakistan	«
IG	50,22	BVCPS Pakistan	Pakistan	«
IG	62,77	BV Pakistan	Pakistan	«
IG	62,77	BV Panama	Panama	«
IG	62,77	BIVAC Paraguay	Paraguay	«
IG	62,77	BV sa - Pays-Bas	Pays-Bas	«
IG	62,77	BIVAC Rotterdam	Pays-Bas	«
IG	62,77	BIVAC World market	Pays-Bas	«
IG	62,77	BV Certification Netherlands	Pays-Bas	«
IG	62,77	Bureau Veritas Metingen, Inspecties & Validities BV	Pays-Bas	«
IG	62,77	Nagtglas Versteeg Inspecties B.V.	Pays-Bas	«
IG	62,77	Risk Control BV	Pays-Bas	«
IG	62,77	DASS B.V.	Pays-Bas	«
IG	62,77	Inspecties Beheer B.V	Pays-Bas	«
IG	62,77	BV Marine Netherlands	Pays-Bas	«
IG	62,77	BV Pérou	Pérou	«
IG	62,77	BIVAC Peru	Pérou	«
IG	62,77	BV sa - Philippines	Philippines	«
IG	62,77	BVCPS Philippines	Philippines	«
IG	62,77	BV Poland	Pologne	«
IG	62,77	BV Certification Pologne	Pologne	«
IG	62,77	BV sa - Portugal	Portugal	«
IG	62,77	BV Certification Portugal	Portugal	«
IG	62,77	Rinave Registro Int'l Naval	Portugal	«
IG	62,77	Rinave Consultatorio y Servicios	Portugal	«
IG	62,77	Rinave Qualidade y Seguranca	Portugal	«
IG	56,49	Rinave Certificacao e Auditoria	Portugal	«
IG	37,66	ECA Totalinspe	Portugal	«
IG	62,66	ECA Certificacao	Portugal	«
IG	20,71	Infoloures	Portugal	«
IG	37,66	EIFC	Portugal	«
IG	62,77	BV sa - Qatar	Qatar	«
IG	62,77	BVCPS Dominican Republic	République Dominicaine	«
IG	62,77	BV Czech Republic	République Tchèque	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	62,77	BV Certification Rép.Tchèque	République Tchèque	«
IG	62,77	Analab	République Tchèque	«
IG	62,77	BV Romania CTRL	Roumanie	«
IG	62,77	BV sa – Royaume Uni	Royaume-Uni	«
IG	62,77	BV Certification LTD – UK	Royaume-Uni	«
IG	62,77	BV Certification Holding	Royaume-Uni	«
IG	31,39	TT Neptunus London	Royaume-Uni	«
IG	62,77	BV Inspection UK	Royaume-Uni	«
IG	62,77	BV UK Ltd	Royaume-Uni	«
IG	62,77	Weeks Technical Services	Royaume-Uni	«
IG	62,77	Bureau Veritas Consulting	Royaume-Uni	«
IG	62,77	Bureau Veritas Laboratories Limited	Royaume-Uni	«
IG	47,08	Pavement Technologies Limited	Royaume-Uni	«
IG	62,77	Bureau Veritas Consumer Products Services UK Ltd	Royaume-Uni	«
IG	62,77	Technicare	Royaume-Uni	«
IG	62,77	Tenpleth UK	Royaume-Uni	«
IG	62,77	Cosella consulting ltd	Royaume-Uni	«
IG	62,77	BV HS&E	Royaume-Uni	«
IG	62,77	BV B&I Ltd	Royaume-Uni	«
IG	62,77	Bureau Veritas Consumer Products Services Holding UK Ltd	Royaume-Uni	«
IG	62,77	BV UK Holding Ltd	Royaume-Uni	«
E	31,39	BV EM & I Ltd- Royaume Uni	Royaume-Uni	«
IG	62,77	BV Rus	Russie	«
IG	62,77	Bureau Veritas Certification Rus	Russie	«
IG	62,77	BV – Sénégal	Sénégal	«
IG	62,77	Bureau Veritas D.O.O.	Serbie	«
IG	62,77	BV sa – Singapour	Singapour	«
IG	62,77	BVCPS Singapour	Singapour	«
IG	62,77	BVQI Singapour	Singapour	«
IG	62,77	Tecnitas	Singapour	«
IG	62,77	BVCPS Lanka	Sri Lanka	«
IG	62,77	BV Lanka Ltd	Sri Lanka	«
IG	62,77	BV Slovakia	Slovaquie	«
IG	62,77	BV Certification Slovakia	Slovaquie	«
IG	62,77	BV sa - Slovénie	Slovénie	«
IG	62,77	Bureau Veritas D.O.O.	Slovénie	«
IG	62,77	BV sa - Suède	Suède	«
IG	62,77	BV Certification Sverige	Suède	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	62,77	Chemtox Sverige	Suède	«
IG	62,77	BV Bivac Switzerland	Suisse	«
IG	62,77	BV Certification Switzerland	Suisse	«
IG	62,77	BV sa - Tahiti	Tahiti	«
IG	62,77	BV sa - Taïwan	Tahiti	«
IG	62,77	BVQI Taïwan	Taïwan	«
IG	62,77	BV Taïwan	Taïwan	«
IG	62,21	Advance Data Technology	Taïwan	«
IG	62,77	AQSR Taïwan	Taïwan	«
IG	62,77	BV Tchad	Tchad	«
IG	30,76	BV Thailand	Thaïlande	«
IG	30,76	BV Certification Thailand	Thaïlande	«
IG	62,77	BVCPS Thailand	Thaïlande	«
IG	62,77	BV Togo	Togo	«
IG	62,77	BV sa - Tunisie	Tunisie	«
IG	62,77	BV sa -MST- Tunisie	Tunisie	«
IG	31,37	STCV - Tunisia	Tunisie	«
IG	62,77	BV Gozetim Hizmetleri	Turquie	«
IG	62,77	BVCPS Turkey	Turquie	«
IG	62,77	BVQI Turkey	Turquie	«
IG	62,77	BV Ukraine	Ukraine	«
IG	62,77	BV Certification Ukraine	Ukraine	«
IG	62,77	CCI Ukraine	Ukraine	«
IG	62,77	BV Venezuela	Vénézuéla	«
IG	62,77	BVQI Venezuela	Vénézuéla	«
IG	62,77	AQSR de Sudamerica	Vénézuéla	«
IG	62,77	BV Vietnam	Vietnam	«
IG	62,77	BVQI Vietnam	Vietnam	«
IG	62,77	BV Consumer Product Services Vietnam Ltd	Vietnam	«
IG	73,54	Materis Parent	Luxembourg	Chimie de spécialité pour la construction
IG	73,54	Materis Aluminates	France	«
IG	73,54	Kerneos	France	«
IG	73,54	Kerneos Italia SRL	Italie	«
IG	73,54	Kerneos di Ticaret SA	Turquie	«
IG	73,54	Lafarge Aluminates Asia Pacific SA	Singapour	«
IG	73,54	Kerneos Australia Pty Ltd	Australie	«
IG	73,54	Kerneos Benelux SA	Belgique	«
IG	73,54	Kerneos GmbH	Allemagne	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	73,54	Kerneos Ltd	Royaume-Uni	«
IG	73,54	Kerneos Nordiska AB	Suède	«
IG	73,54	Kerneos Southern Africa Pty Ltd	Afrique du Sud	«
IG	73,54	Kerneos de Mexico SA + CV	Mexique	«
IG	73,54	Kerneos Ibérica SL	Espagne	«
IG	73,54	Kerneos do Brazil Ltda	Brésil	«
IG	73,54	Kerneos Inc	USA	«
IG	73,54	Lafarge Aluminates China	Chine	«
IG	73,54	4145585 Canada inc	Canada	«
IG	73,54	Société de valorisation des minéraux industriels	France	«
IG	73,54	Kerneos Polska Spzoo	Pologne	«
IG	73,54	Peramin AB	Suède	«
IG	73,54	LLC Kerneos	Russie	«
IG	73,54	Yindu	Chine	«
IG	66,19	Greatwalls Zhengzhou Special cements	Chine	«
IG	73,54	Materis Adjuvants	France	«
IG	73,54	Chryso SAS	France	«
IG	48,98	Chryso Mascareigne SA	France	«
IG	73,54	Chryso Aditivos SA	Espagne	«
IG	44,10	Chryso Aditivos SA Portugal	Portugal	«
IG	73,54	Chryso Chemie Sro	République Tchèque	«
IG	73,54	Chryso Southern Africa Ltd Cy	Afrique du Sud	«
IG	73,54	Chryso Brasil	Brésil	«
IG	73,54	Chryso UK	Royaume-Uni	«
IG	73,54	Chryso Polska	Pologne	«
IG	73,54	Chryso Inc	États-Unis	«
IG	73,54	Chryso Italia Spa	Italie	«
IG	73,54	Chryso Kat Katki Malzemelriban ve tic Ac	Turquie	«
IG	54,42	SWC	Inde	«
IG	73,54	Promix	États-Unis	«
IG	73,54	Parex Group	France	«
IG	72,91	Lafarge Mortiers SA	France	«
IG	73,54	Materis Mortiers Belgium	Belgique	«
IG	73,54	SEIFERT	Belgique	«
IG	73,54	Materis Ibérica Morteros	Espagne	«
IG	73,54	Texsa Morteros SA - Espagne	Espagne	«
IG	73,54	Texsa Morteros Portugal	Portugal	«
IG	73,54	Davco Construction Materials Pty Ltd	Australie	«
IG	73,54	Davco Building Materials Pte	Singapour	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
E	36,67	Materis Mortars Thailand	Thaïlande	«
IG	54,40	SODAP Thaïlande	Thaïlande	«
IG	73,54	Novabond	Malaysie	«
IG	73,54	Spinna Argentina Srl	Argentine	«
IG	73,54	Qualimat	Brésil	«
IG	73,54	Klaukol SA	Argentine	«
IG	73,54	Klaukol Chile	Chili	«
IG	73,54	Materis US Mortars Inc	États-Unis	«
IP	29,42	CCC Parex	Emirats Arabes	«
IG	73,54	Parex Ltd	Royaume-Uni	«
IG	73,54	La Habra Products Inc	États-Unis	«
IG	73,54	Davcoa China Limited	Chine	«
IG	73,54	Davcoa Limited	Hong Kong	«
IG	40,44	Sodap Maroc	Maroc	«
IG	73,54	Geser	Turquie	«
IG	73,54	Tecroc	Royaume-Uni	«
IG	73,54	Revear	Argentine	«
IG	73,54	Materis Paints	France	«
IG	73,54	Materis Peintures	France	«
IG	73,54	Peintures Productions Ouest SAS	France	«
IG	73,54	Tollens Production Nord SAS	France	«
IG	73,54	Agora SA	France	«
IG	73,54	RM Distribution	France	«
E	27,58	SPE SA	France	«
IG	73,54	Tollens Holding BV	PaysBas	«
IG	73,53	Tollens Coatings SA	Belgique	«
IG	73,54	Prospa SAS	France	«
IG	73,54	Materis paints espana	Espagne	«
IG	73,54	Robbialac SA	Portugal	«
IG	73,54	Lafarge Coatings Italia	Italie	«
IG	73,54	Materis Paints Italia	Italie	«
IG	73,54	Zolpan	France	«
IG	73,54	Cruyplants	Belgique	«
IG	63,98	Colorin	Argentine	«
IG	73,54	Claessens	Suisse	«
IG	73,54	Materis Peintures Holding	France	«
IG	73,54	Société holding des Peintures du Maroc	Maroc	«
IG	73,54	Materis DSI (ex GIE LMS services)	France	«
IG	73,54	LARIS	France	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	73,54	Materis Corporate Services	France	«
IG	73,54	Materis Luxembourg	Luxembourg	«
IG	73,54	Materis Holding Luxembourg	Luxembourg	«
IG	73,54	Materis SAS	France	«
IG	73,54	Materis Corporate	France	«
IG	73,54	Materis Trésorerie	France	«
IG	88,94	Deutsch Group	France	Connecteurs
IG	88,94	Carrier Kheops Bac	France	«
IG	88,94	Compagnie Deutsch Distribution SAS	France	«
IG	88,94	Compagnie Deutsch France	France	«
IG	88,94	Compagnie Deutsch Orleans SAS	France	«
IG	88,94	Compagnie Deutsch SAS	France	«
IG	88,94	Connecteurs Electriques Deutsch SAS	France	«
IG	88,94	Deutsch SAS (ex-Bethany)	France	«
IG	88,94	Deutsch Finance (ex-Catania)	France	«
IG	88,94	Compagnie Deutsch GmbH	Allemagne	«
IG	88,94	Deutsch India	Inde	«
IG	88,94	Deutsch Electronic Marketing Ltd (DECM)	Israël	«
IG	88,94	Deutsch Italy	Italie	«
IG	88,94	Nihon-Deutsch Ltd	Japon	«
IG	88,94	Deutsch GB	Royaume-Uni	«
IG	88,94	Deutsch Subco	Royaume-Uni	«
IG	88,94	Deutsch UK	Royaume-Uni	«
IG	44,47	Servo	Royaume-Uni	«
IG	88,94	Deutsch Corporate Inc.	États-Unis	«
IG	88,94	Deutsch Engineered Connecting Devices (ECD)	États-Unis	«
IG	88,94	Deutsch Relays Inc. (DRI)	États-Unis	«
	88,94	US BondCo	États-Unis	«
IG	100,00	Editis (Odysée 1)	France	Edition
IG	100,00	Editis Holding	France	«
IG	100,00	Editis SA	France	«
IG	99,99	Editis Financing	Luxembourg	«
IG	100,00	Antinea 1	France	«
IG	100,00	Antinea 2	France	«
IG	100,00	Antinea 3	France	«
IG	100,00	Antinea 4	France	«
IG	100,00	Antinea 5	France	«
IG	100,00	Antinea 6	France	«
IG	100,00	Editis Belgium	Belgique	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	100,00	Editis Belgium Financing	Belgique	«
IG	100,00	Editions First	France	«
IG	100,00	Editions Gründ	France	«
IG	100,00	Editions Hemma	Belgique	«
IG	100,00	Editions La Découverte	France	«
IG	99,95	Editions Nil	France	«
IG	99,95	Editions R. Laffont Canada	Canada	«
IG	99,95	Editions Robert Laffont	France	«
IG	100,00	Editions XO	France	«
IG	100,00	Julliard	France	«
IG	98,78	Le Cherche Midi Editeur	France	«
IG	100,00	Les Livres du Dragon d'Or	France	«
IG	100,00	Les Presses de la Renaissance	France	«
E	49,00	Nouvelles Editions TFI	France	«
IG	100,00	Oh Editions	France	«
IG	100,00	Perrin SAS	France	«
IG	100,00	Place des Editeurs	France	«
IG	100,00	Plon	France	«
IG	99,95	Sagitta	France	«
IG	100,00	SOGEDIF	France	«
IG	100,00	Univers Poche	France	«
IG	100,00	XO Productions	France	«
IG	100,00	XO Productions Inc,	États-Unis	«
IG	100,00	XO Publishing Inc,	Royaume-Uni	«
IG	100,00	XO Publishing Ltd,	Royaume-Uni	«
IG	51,00	Bookpole	France	«
IG	100,00	Comptoir du Livre	France	«
IG	100,00	Interforum	France	«
IG	100,00	Interforum Bénélux	Belgique	«
IG	100,00	Interforum Canada	Canada	«
IG	100,00	Interforum Suisse	Suisse	«
IG	100,00	DNL Distribution	France	«
IG	100,00	DNL Rhône Alpes	France	«
IG	100,00	RDL	France	«
IG	100,00	Bordas SAS	France	«
E	27,27	Cairn	Belgique	«
IG	100,00	DBIT SA	Luxembourg	«
IG	100,00	De Boeck & Larcier SA	Belgique	«
IG	100,00	De Boeck & Service SPRL	Belgique	«

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	100,00	De Boeck Diffusion SA	France	«
IG	96,86	Dictionnaires Le Robert	France	«
IG	100,00	Editis Belgium	Belgique	«
IG	100,00	Editis Belgium Financing	Belgique	«
IG	100,00	E-Plateforme	France	«
IG	100,00	Groupe De Boeck SA	Belgique	«
IG	100,00	Lexalis SA	Belgique	«
IG	100,00	Librairie Fernand Nathan	France	«
IG	100,00	Nathan Jeux	France	«
IG	99,55	Paraschool	France	«
IG	100,00	Sejer	France	«
IG	100,00	Stratégie 3	Belgique	«
IG	100,00	Uitgeverij De Boeck SA	Belgique	«
E	31,03	Legrand Holding S.A	France	Installations électriques
E	45,77	Stahl	Pays-Bas	Traitement du cuir
E	17,86	Saint-Gobain	France	Production transformation et distribution de matériaux

IG : Intégration globale. IP : Intégration proportionnelle. E : Mise en équivalence

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Wendel relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Nous avons examiné les traitements comptables retenus par votre société pour l'établissement de ses comptes consolidés concernant les schémas d'investissement des équipes de Direction dans votre Société et ses filiales qui ne font pas l'objet de dispositions spécifiques dans le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et nous nous sommes assurés que les notes aux comptes consolidés intitulées « Principes comptables – Titres Wendel-Participations et options Wendel-Participations », « Principes comptables - Association des équipes de Direction aux investissements du Groupe », « Parties liées » et « Association des équipes de Direction aux investissements du Groupe » donnent une information appropriée à cet égard.
- Comme indiqué dans la note aux comptes consolidés intitulée « Variations de périmètre – Investissement dans Saint-Gobain », votre Société a comptabilisé les actions Saint-Gobain en titres mis en équivalence dans le bilan consolidé au 31 décembre 2007. Nous nous sommes assurés que le traitement comptable retenu est conforme au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et nous avons vérifié que la note indiquée ci-dessus donne une information appropriée à cet égard.
- Votre Société a réalisé au 31 décembre 2007 un test de dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs incorporels à durée de vie indéfinie et des titres Saint-Gobain mis en équivalence, selon les modalités décrites dans les notes aux comptes consolidés intitulées « Principes comptables – Règles d'évaluation » et « Notes sur le bilan – Tests de dépréciation des écarts d'acquisition - et - Mises en équivalence ». Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations retenues et nous avons vérifié que les notes indiquées ci-dessus donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

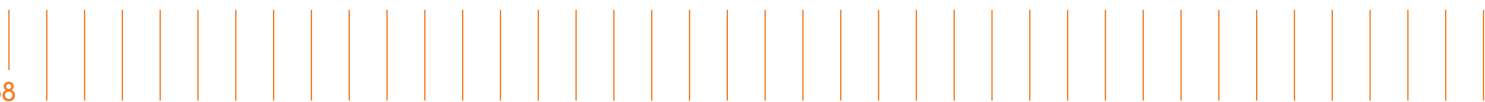
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 avril 2008

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Olivier Thibault

Ernst & Young Audit
Jean-Pierre Letartre



COMPTES INDIVIDUELS

159

180 Rapport des Commissaires aux comptes

166 Annexe aux comptes individuels

165 Tableau des flux de trésorerie

164 Compte de résultat

162 Bilan

160 Analyse des comptes individuels

COMPTE DE RÉSULTAT

En millions d'euros	2007	2006
Produits des titres de participations	137	259
Autres produits et charges financiers	-27	-51
Résultat financier	110	208
Résultat d'exploitation	-18	-4
Résultat courant	92	204
Résultat exceptionnel	889	8
Impôt	28	47
Résultat net	1 009	259

Le résultat courant de l'exercice s'établit à 92 millions d'euros en 2007 contre 204 millions d'euros en 2006. Les éléments 2006 comprenaient certaines opérations non récurrentes dont principalement 149 millions d'euros de dividendes, 17 millions d'euros de gain de change sur les opérations de couverture des actifs détenus, 9 millions d'euros de produits dus au dénouement anticipé d'instruments de couvertures de taux et 17 millions d'euros de prestations facturées, liées aux acquisitions de l'exercice. Le résultat 2007 comprend également certaines opérations non récurrentes dont notamment 12 millions d'euros de gain de change sur les opérations de couverture des actifs détenus, et 3 millions d'euros de produits dus au dénouement anticipé d'instruments

de couvertures de taux. Hors ces éléments, la variation du résultat courant résulte principalement de la baisse des dividendes perçus pour 27 millions d'euros et de l'augmentation des produits financiers nets due à l'augmentation de la trésorerie placée et des prêts aux holdings financières du Groupe, pour 37 millions d'euros.

Le résultat exceptionnel de 889 millions d'euros est pour l'essentiel composé de plus-values sur cession sur titres Bureau Veritas pour 775 millions d'euros, et sur titres Solfur pour 64 millions d'euros.

Après prise en compte du produit d'intégration fiscale de 28 millions d'euros, le résultat net de l'exercice 2007 s'établit à 1 009 millions d'euros.

BILAN (en millions d'euros)

Actif	31.12.2007	31.12.2006
Immobilisations corporelles	4	3
Immobilisations financières	1 915	3 010
Besoin en fond de roulement	2 123	818
Disponibilités et VMP	1 664	570
Total Actif	5 706	4 401

Le poste immobilisations financières dont la variation est de -1 095 millions d'euros entre 2006 et 2007 a enregistré principalement les cessions de titres Bureau Veritas (-572), les effets des restructurations internes (-202), et l'annulation des actions Wendel auto-détenues (-315).

Le besoin en fonds de roulement dont l'accroissement de 1 305 millions d'euros est essentiellement dû à l'augmentation des créances consenties à certaines holdings financières du groupe Wendel.

Passif	31.12.2007	31.12.2006
Capitaux propres	2 488	1 891
Provisions	11	15
Dettes financières	3 207	2 495
Total Passif	5 706	4 401

Les capitaux propres, d'un montant de 2 488 millions d'euros, ont enregistré en 2007, le résultat de la période pour 1 009 millions d'euros, le dividende versé au titre de 2006 pour 100 millions d'euros, et l'annulation des actions Wendel auto-détenues pour 315 millions d'euros.

L'endettement financier, dont le montant a augmenté de 712 millions d'euros entre 2006 et 2007, a enregistré l'émission de deux emprunts obligataires de 400 millions d'euros chacun ainsi que la diminution des dettes envers les holdings financières du groupe Wendel pour un montant -110 millions d'euros.

PRISES DE PARTICIPATIONS

En application de l'article L.233-6 du Code de commerce, nous vous informons qu'en 2007 Wendel a pris des participations ou le contrôle des sociétés suivantes :

	Détention directe	Détention directe et indirecte
Winvest 12	100.00%	100.00%
Winvest 14	100.00%	100.00%
Winvest 15	100.00%	100.00%

Actif

		31.12.2007		31.12.2006	
En milliers d'euros	Note	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants nets	Montants nets
Actif immobilisé					
Immobilisations corporelles		12 444	8 628	3 816	3 109
Immobilisations financières ⁽¹⁾					
Titres de participation	1	1 914 558	-	1 914 558	2 675 915
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille (TIAP)	2	-	-	-	18 577
Autres titres immobilisés		304	-	304	304
Actions propres	3	-	-	-	315 227
Prêts et autres immobilisations financières		53	-	53	42
		1 914 915	-	1 914 915	3 010 065
Total		1 927 359	8 628	1 918 731	3 013 174
Actif circulant					
Clients et comptes rattachés ⁽²⁾		2 821	-	2 821	3 915
Autres créances ⁽²⁾	4	2 077 560	-	2 077 560	803 838
Instruments de trésorerie	5	162 285	-	162 285	51 386
Valeurs mobilières de placement	6	1 659 305	223	1 659 082	561 735
Disponibilités		5 259	-	5 259	7 560
Charges constatées d'avance		1 060	-	1 060	243
Total		3 908 290	223	3 908 067	1 428 677
Primes de remboursement des emprunts		43 961	-	43 961	7 088
Total de l'actif		5 879 610	8 851	5 870 759	4 448 939

(1) Dont à moins d'un an

4

5

(2) Dont à plus d'un an

-

-

Passif

En milliers d'euros	Note	31.12.2007	31.12.2006
Capitaux propres			
Capital		201 274	222 029
Primes d'émission, de fusion et d'apports		244 799	241 235
Réserve légale		20 118	22 473
Réserves réglementées		191 820	191 820
Autres réserves		570 927	203 497
Report à nouveau		249 999	750 531
Résultat de l'exercice		1 008 636	259 272
Total	7	2 487 573	1 890 857
Provisions pour risques et charges	8	11 319	15 436
Dettes financières	9	3 206 579	2 494 807
Autres dettes	10	165 288	47 839
Total (1)		3 371 867	2 542 646
Total du passif		5 870 759	4 448 939
(1) Dont à moins d'un an		482 847	453 626
Dont à plus d'un an		2 889 020	2 089 020

COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros

Note

Exercice
2007Exercice
2006

Produits des titres de participation et des TIAP	13	136 861	258 644
Autres produits et charges financiers	14		
Produits			
• Revenus des valeurs mobilières de placement		-	-
• Produits des créances de l'actif immobilisé		1	1
• Produits des placements de trésorerie		120 147	72 954
• Reprises de provisions		141	930
Charges			
• Intérêts et charges assimilées		144 007	123 284
• Dotations aux amortissements et aux provisions		3 246	929
Résultat financier		109 897	208 316
Produits d'exploitation	15		
Autres produits		12 015	26 468
Reprises de provisions		-	-
Charges d'exploitation			
Achats et charges externes		16 095	16 544
Impôts, taxes et versements assimilés		989	1 183
Salaires et traitements	16	7 833	8 107
Charges sociales		3 750	3 247
Dotations aux amortissements		638	494
Dotations aux provisions		161	22
Autres charges		646	500
Résultat d'exploitation		-18 097	-3 629
Résultat courant		91 800	204 687
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion		352	3 974
Sur opérations en capital		3 110 204	143 857
Reprises de provisions		38 172	3 691
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion		2 000	1 956
Sur opérations en capital		2 256 514	139 413
Dotations aux provisions		1 080	2 100
Résultat exceptionnel	17	889 134	8 053
Impôt sur les bénéfices	18	27 702	46 532
Bénéfice		1 008 636	259 272

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

165

En milliers d'euros	Note	Exercice 2007	Exercice 2006
Flux d'exploitation			
Résultat net		1 008 636	259 272
Elimination des résultats sur cession d'actifs immobilisés		-852 820	-6 742
Elimination des amortissements et provisions		-33 188	-1 060
Elimination des résultats sans incidence sur la trésorerie		17 152	6 366
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'exploitation		5 686	9 243
Flux net de trésorerie d'exploitation		145 466	267 079
Flux d'investissement			
Décassements sur :			
• Acquisitions et souscriptions de participations ⁽¹⁾		-29 884	-4 582
• Acquisitions et souscriptions d'obligations		-	-
• Acquisitions d'immobilisations corporelles		-1 578	-1 126
• Prêts consentis		-18	-8
Encaissements (en prix de vente) sur :			
• Cessions de titres de participations ⁽²⁾		1 569 155	26 285
• Cessions d'immobilisations corporelles		1 091	222
• Cessions d'obligations		-	-
• Prêts consentis		6	22
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux investissements		-17 926	-9 534
Flux net de trésorerie sur investissements		1 520 846	11 279
Flux sur opérations financières			
Liés au capital			
• Augmentation de capital		3 839	28 164
• Rachat d'actions Wendel		-	-13 453
• Cession actions Wendel (contrat de liquidité)		-6 468	4 364
• Cession actions Wendel (levées d'options d'achat)		611	4 097
Dividendes versés aux actionnaires		-100 533	-98 578
Variation nette des emprunts et autres dettes financières ⁽³⁾		-482 341	-395 825
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations financières		8 457	15 839
Flux net de trésorerie sur opérations financières		-576 435	-455 392
Variation de la trésorerie nette		1 089 877	-177 034
Trésorerie nette de début de période		564 672	741 706
Trésorerie nette de début de période des sociétés absorbées		80	-
Trésorerie nette de fin de période		1 654 629	564 672

(1) Dont en 2007 principalement : Souscription de titres Odysée Holding pour 27 769

(2) Dont en 2007 principalement : Cession d'actions Bureau Veritas pour 1 323 937 (dont 1 171 961 au titre de l'introduction en Bourse), rachat d'actions propres par Sofiservice pour 104 134 et cession de titres Solfur pour 78 700.

(3) Dont en 2007, émission d'emprunts obligataires pour 760 104 et 1 242 445 au titre des prêts aux structures holdings du Groupe.

Le bilan et le compte de résultat ont été établis suivant les normes, principes et méthodes du plan comptable général 1999 et les principes généralement admis, avec les dérogations appliquées les années précédentes. Les deux dérogations aux règles du plan comptable général sont les suivantes :

- substitution du « Résultat financier » -comme agrégat représentatif de l'activité sociale – au « Résultat d'exploitation » défini par le plan comptable ;
- enregistrement en « Résultat exceptionnel » de toutes les opérations financières en capital portant sur des actifs autres que les « Valeurs mobilières de placement ». Concernant les valeurs mobilières de placement, les mouvements de provision pour dépréciation et les résultats de cession sont comptabilisés dans le résultat financier.

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas été modifiées par rapport à celles des exercices précédents.

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition ou d'apport, hors frais accessoires.

PARTICIPATIONS

Chaque participation fait l'objet, en fin d'année, d'un examen comparatif de sa valeur nette comptable et de sa valeur d'usage (quote part d'actif net, valeur de rendement, évaluation boursière), sur cette base une provision pour dépréciation peut être constituée.

PRIME DE REMBOURSEMENT D'EMPRUNT

Les primes de remboursement d'emprunt sont amorties de façon linéaire sur la durée de l'emprunt correspondant.

INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX ET DE CHANGE

Les résultats relatifs aux instruments financiers utilisés dans le cadre d'opérations de couverture sont déterminés et comptabilisés de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts.

Lorsque les instruments financiers utilisés ne constituent pas des opérations de couverture, les gains et pertes résultant de leur évaluation en valeur de marché à la clôture de l'exercice sont alors portés au compte de résultat.

OPTIONS SUR ACTIONS

Les primes sur options encaissées ou versées sont comptabilisées dans un compte d'attente jusqu'à l'échéance. Les moins values latentes sont provisionnées tandis que les plus values latentes ne sont pas prises en compte.

Par exception, les primes versées pour l'achat d'options sur actions et destinées à couvrir un instrument optionnel incorporé à une dette financière (obligation échangeable) sont considérées comme le paiement anticipé d'un complément d'intérêt et sont en conséquence étalées sur la durée de l'emprunt. De même, les contrats sur options pour lesquels Wendel détient une position symétrique (achat et vente d'options) (voir note 11) sont comptabilisés à leur valeur de marché, ainsi les gains et les pertes sont neutres, ce qui traduit la situation de Wendel, pour qui ces contrats sont sans impact sur son résultat.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

Les valeurs mobilières de placements sont évaluées suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Une provision pour dépréciation est constatée au cas où la valeur comptable serait inférieure à la valeur de marché.

PROVISIONS POUR RETRAITE

La valeur actualisée des indemnités de fin de carrière et des compléments de retraite pour le personnel en activité ainsi que pour les anciens salariés est calculée selon la méthode rétrospective. Une provision est constatée pour la partie de l'engagement non couvert par des actifs.

Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'âge, de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur une méthode actuarielle qui s'applique à des hypothèses de rentabilité des placements à long terme.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont :
taux d'actualisation = 4,5%, taux de rotation des salariés = 0%.

NOTE 1. TITRES DE PARTICIPATION

En milliers d'euros	% Participation		Montants nets	Restructurations internes	Acquisitions et souscriptions	Cessions	Variation des Provisions	Montants nets
	31.12.06	31.12.07	31.12.06					31.12.07
Filiales françaises								
Sofiservice	100,00	100,00	102 133	-	-	134 734	32 954	353
Solfur	100,00	0,00	14 982	-	-	14 982	-	-
Cie Financière de la Trinité	100,00	100,00	15 607	-	-	-	-	15 607
Winvest 1	100,00	0,00	180 350	-180 350	-	-	-	-
Winbond	100,00	100,00	376 190	1 157 786	-	-	-	1 533 976
Winvest 6	100,00	0,00	8 809	-8 809	-	-	-	-
Odyssée Holding	100,00	100,00	97 744	-	27 769	-	-	125 513
Bureau Veritas	51,09	0,00	777 659	-214 634	1 429	564 453	-	1
Winvest 3	100,00	0,00	19 130	-19 130	-	-	-	-
Winvest 7	56,20	0,00	8 980	-	-	8 980	-	-
Poincaré Participations	100,00	0,00	726 863	-726 863	-	-	-	-
Filiales étrangères								
Oranje-Nassau	100,00	100,00	238 320	-	-	-	-	238 320
Trief Corporation	25,00	0,00	107 963	-107 963	-	-	-	-
Divers			1 185	-320	240	317	-	788
Total			2 675 915	-100 283	29 438	723 466	32 954	1 914 558

NOTE 2. TITRES IMMOBILISÉS DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE - TIAP

En milliers d'euros	% Participation		Montants nets	Restructurations internes	Acquisitions et souscriptions	Cessions	Variation des Provisions	Montants nets
	31.12.06	31.12.07	31.12.06					31.12.07
bioMérieux	0,54	-	6 897	-	-	6 897	-	-
Valeo	0,51	-	11 680	-	-	11 680	-	-
Total		-	18 577	-	-	18 577	-	-

NOTE 3. ACTIONS PROPRES

En milliers d'euros	Montants nets					Variation des Provisions	Montants nets
	31.12.06	Annulation	Acquisitions	Cessions	Autres		31.12.07
Actions propres ⁽¹⁾	315 227	-315 227	-	-	-	-	-
Total	315 227	-315 227	-	-	-	-	-

(1) Nombres d'actions autodétenues par Wendel
au 31.12.2006 : 5 257 773
au 31.12.2007 : 0

NOTE 4. AUTRES CRÉANCES

En milliers d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Créances fiscales et sociales ⁽¹⁾	2 509	5 227
Créances rattachées à des participations ⁽²⁾	2 040 699	742 886
Autres ⁽³⁾	34 352	55 725
Total	2 077 560	803 838

Dont entreprises liées

2 045 684

758 705

(1) Dont en 2007, 1 329 au titre d'acomptes d'impôts versés et 1 514 en 2006.

(2) Dont 2 023 865 milliers d'euros au titre d'avances faites aux structures holdings du Groupe.

(3) Dont en 2007, Intérêts sur swap (dérivés sur taux) à recevoir de 28 605, et 39 421 en 2006 (voir note 11).

NOTE 5. INSTRUMENTS DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros	Note	31.12.2007	31.12.2006
Dérivés sur actions	11	151 266	45 342
Dérivés sur change	11	11 019	6 044
Total		162 285	51 386

NOTE 6. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

En milliers d'euros	31.12.2007		31.12.2006	
	Valeur comptable nette	Valeur boursière	Valeur comptable nette	Valeur boursière
Actions Wendel ⁽¹⁾	461	347	1 130	958
	461	347	1 130	958
Sicav, FCP et certificats de dépôt	1 645 308	1 645 308	548 265	548 265
Contrat de liquidité ⁽²⁾				
• Actions Wendel	9 149	9 159	3 493	3 496
• Sicav	4 164	4 164	8 847	8 847
Portefeuille de titres cotés de la zone Euro	-	-	-	-
	1 658 621	1 658 631	560 605	560 608
Total	1 659 082	1 658 978	561 735	561 566

(1) Actions affectées à l'exercice des options d'achat d'actions consenties dans le cadre des programmes de stock-options. La valeur de marché de ces actions est déterminée sur la base du prix d'exercice des options d'achat consenties ou sur la base de la valeur boursière lorsque celle-ci est inférieure. Conformément à la réglementation comptable l'écart négatif entre la valeur comptable et le prix d'exercice de ces options d'achat, de 114 milliers d'euros a été comptabilisé au poste «Provisions pour risques et charges».

Nombre d'actions au 31.12.2007 : 10 401

(2) Contrat de liquidité : 89 589 actions Wendel au 31.12.2007

NOTE 7. ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

Nombre d'actions		Capital social	Primes d'émission de fusion et d'apports	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves & report à nouveau	Résultat net de l'exercice	Total des capitaux propres
54 713 540	Soldes au 31.12.2005 avant affectation	218 854	216 246	22 473	191 820	850 434	202 172	1 701 999
	Affectation du résultat 2005	-	-	-	-	202 172 (1)	-202 172	-
	Dividende	-	-	-	-	-98 578	-	-98 578
	Augmentation de capital							
773 551	par levées d'options de souscription	3 094	23 608	-	-	-	-	26 702
20 070	par plan épargne entreprise	81	1 381	-	-	-	-	1 462
	Résultat 2006	-	-	-	-	-	259 272	259 272
55 507 161	Soldes au 31.12.2006 avant affectation	222 029	241 235	22 473	191 820	954 028	259 272	1 890 857
	Affectation du résultat 2006	-	-	-	-	259 272(2)	-259 272	-
	Dividende	-	-	-	-	-100 533	-	-100 533
	Augmentation de capital							
50 172	par levées d'options de souscription	201	1 633	-	-	-	-	1 834
18 800	par plan épargne entreprise	75	1 931	-	-	-	-	2 006
40	par décision du Directoire du 27.08.2007	-	-	-	-	-	-	-
-5 257 773	Annulation d'actions suivant décision du Directoire du 29.05.2007	-21 031	-	-2 355	-	-291 841	-	-315 227
	Résultat 2007	-	-	-	-	-	1 008 636	1 008 636
50 318 400	Soldes au 31.12.2007 avant affectation	201 274	244 799	20 118	191 820	820 926	1 008 636	2 487 573

(1) Le report à nouveau approuvé lors de l'Assemblée générale du 29 juin 2006 a été augmenté, de 10 849 milliers d'euros du fait du non-paiement des distributions attachées aux actions Wendel détenues par la société à la date de mise en paiement.

(2) Le report à nouveau approuvé lors de l'Assemblée générale du 4 juin 2007 a été augmenté, de 55 milliers d'euros du fait du non-paiement des distributions attachées aux actions Wendel détenues par la société à la date de mise en paiement.

NOTE 8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Provision pour pensions et obligations similaires	540	378
Provision pour restitution d'impôts (intégration fiscale) (voir note 18)	294	5 186
Autres risques et charges	10 485	9 872
Total	11 319	15 436

Analyse de la variation des provisions

En milliers d'euros	31.12.2006	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		31.12.2007
			utilisées	non utilisées	
Provision pour pensions et obligations similaires	378	162	-	-	540
Provision pour restitution d'impôts (intégration fiscale)	5 186	110	10	4 992	294
Autres risques et charges	9 872	971	296	62	10 485
Total	15 436	1 243	306	5 054	11 319
Résultat d'exploitation		162	-	-	
Résultat financier		-	-	-	
Résultat exceptionnel		1 081	306	5 054	
Total		1 243	306	5 054	

NOTE 9. DETTES FINANCIÈRES

En milliers d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Emprunt obligataire échangeable en Capgemini 2.00% 2003-2009 & intérêts courus	282 008	282 017
Emprunt obligataire 5.00% 2004-2011 & intérêts courus	626 219	626 219
Emprunt obligataire 4.875% 2004-2014 & intérêts courus	403 090	403 099
Emprunt obligataire 4.375% 2005-2017 & intérêts courus	712 133	305 214
Emprunt obligataire 4.875% 2006-2016 & intérêts courus	411 721	411 753
Emprunt obligataire 4.875% 2007-2015 & intérêts courus	415 280	-
	2 850 451	2 028 302
Dettes rattachées à des participations		
Sofiservice	10 381	112 203
Solfur	-	12 157
Compagnie Financière de la Trinité	18 763	17 625
Simfor	1 706	1 597
Trief Corporation	110 033	110 029
Winvest 1	-	91 198
Winvest 6	-	9 098
Winvest 3	-	19 710
Froeggen	160 647	92 561
Hourggen	54 171	-
Autres	385	232
	356 086	466 410
Autres dettes financières	42	95
Total	3 206 579	2 494 807
<i>Dont : à moins d'un an</i>	246 096	356 476
<i>de 1 à 5 ans</i>	879 020	879 020
<i>plus de 5 ans</i>	2 010 000	1 210 000
<i>charges à payer</i>	71 463	49 311

NOTE 10. AUTRES DETTES

En milliers d'euros	31.12.2007	31.12.2006
Fournisseurs	3 137	1 860
Dettes fiscales et sociales	4 346	6 239
Intruments de trésorerie		
Dérivés sur actions	Note 11 134 984	18 579
Dérivés sur change	Note 11 11 019	-
Dérivés sur taux	Note 11 10 627	20 122
Autres	1 175	1 039
Total	165 288	47 839
<i>Dont entreprises liées</i>	11 519	328

NOTE 11. INSTRUMENTS DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros	31.12.2007		31.12.2006	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés sur actions	151 266	134 984	45 342	18 579
dont position symétrique	134 984	134 984	17 951	17 951
Dérivés sur change	11 019	11 019	6 044	-
dont position symétrique	11 019	11 019	-	-
Dérivés sur taux	28 605	10 627	39 421	20 122
dont position symétrique	500	500	-	-
Total	190 890	156 630	90 807	38 701

DÉRIVÉS ACTIONS

SUR TITRES CAPGEMINI

Ces options d'achat mises en place en 2003-2004 ont pour objectif la couverture de l'obligation échangeable en actions Capgemini émise en 2003, transformant cette dernière en obligation simple.

SUR TITRES DE LA ZONE EURO

Ces positions sur titres de la zone euro sont symétriques au niveau du bilan de Wendel et n'entraînent donc aucun d'impact au niveau du résultat Wendel, de l'exercice écoulé et des suivants.

DÉRIVÉS TAUX

SUR OBLIGATIONS WENDEL

Wendel a mis en place des dérivés de taux (swap) sur ses emprunts obligataires, sur lesquels Wendel paie un taux variable cappé et reçoit un taux fixe, et dont le nominal total est de 800 millions d'euros.

AUTRES

Ces contrats de dérivés de taux (swap) conclus par Wendel sont symétriques et n'entraînent donc pas d'impact au niveau du résultat Wendel, de l'exercice écoulé et des suivants.

DÉRIVÉS CHANGE

Ces contrats de dérivés (vente à terme d'USD) conclus par Wendel sont symétriques et n'entraînent donc pas d'impact au niveau du résultat Wendel, de l'exercice écoulé et des suivants.

NOTE 12. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés

En milliers d'euros	2007	2006
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	5 070	4 919
Avals, cautions et garanties données	337 500	-
• garanties données dans le cadre d'opérations portant sur les instruments dérivés	337 500	-
Autres engagements donnés	-	62 161
• engagements de rachat d'actions Bureau Veritas ⁽¹⁾	-	62 161

(1) La Société s'était engagée à assurer ou à participer à la liquidité des actions Bureau Veritas émises ou à émettre au titre des options de souscription attribuées à certains salariés de ces sociétés. Le montant de l'engagement est égal au produit du nombre d'actions susceptible d'être achetées par Wendel par le dernier prix de rachat connu à la date de clôture de l'exercice. Depuis l'introduction en bourse de Bureau Veritas le 23.10.2007, l'engagement est devenu caduc.

NOTE 13. PRODUITS DES TITRES DE PARTICIPATION ET DES TITRES IMMOBILISÉS DE L'ACTIVITÉ DU PORTEFEUILLE

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Dividendes de :		
Oranje-Nassau	90 000	102 500
Solfur	-	3 000
Valeo	-	871
bioMérieux	-	164
Poincaré Participations	-	149 341
Winvest I	-	2 761
Bureau Veritas	46 855	-
Divers	6	7
Total	136 861	258 644
<i>dont acompte sur dividende :</i>		
• Oranje-Nassau	50 000	25 000

NOTE 14. AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

En milliers d'euros	2007	2006
Produits		
Produits des créances de l'actif immobilisé	1	1
Produits des placements de trésorerie	120 147	72 954
Reprises de provisions	141	930
Total	120 289	73 885
<i>Dont entreprises liées</i>	79 083	13 938
Charges		
Intérêts des obligations	125 885	89 105
Autres intérêts et charges assimilées	18 122	34 179
Dotations aux provisions	3 246	929
Total	147 253	124 213
<i>Dont entreprises liées</i>	11 014	9 274

NOTE 15. PRODUITS D'EXPLOITATION

	2007	2006
Locations immobilières	160	162
Prestations facturées aux filiales	11 826	22 944
Autres produits	29	3 362
Reprises de provisions	-	-
Total	12 015	26 468
<i>Dont entreprises liées</i>	11 783	26 241

NOTE 16. RÉMUNÉRATION ET EFFECTIF

Le montant des rémunérations allouées par la Société, au titre de l'exercice 2007, aux mandataires sociaux s'élève à 2 240 milliers d'euros. Les jetons de présence versés aux membres du Conseil de surveillance s'élèvent à 540 milliers pour 2007, et 371 milliers pour 2006.

Effectif moyen	2007	2006
Cadres	32	26
Employés	25	25
Total	57	51

NOTE 17. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL DE L'EXERCICE 2007

En milliers d'euros	Produits exceptionnels			Charges exceptionnelles			Soldes exercice 2007
	Opérations de gestion	Plus values de cessions	Reprises de provisions	Opérations de gestion	Moins values de cessions	Dotations aux provisions	
Immobilisations corporelles							
Terrains	-	1 017	-	-	158	-	859
Matériel informatique et mobilier	-	-	-	-	2	-	-2
Immobilisations financières							
Actions Valeo	-	711	217	-	-	-	928
Actions bioMérieux	-	6 238	-	-	-	-	6 238
Actions Solfur	-	63 717	-	-	-	-	63 717
Actions Bureau Veritas	-	759 484	-	-	-	-	759 484
Actions Eufor	-	12 003	-	-	-	-	12 003
Actions Winvest 7	-	15 438	-	-	-	-	15 438
Actions Sofiservice	-	-	32 954	-	30 601	-	2 353
Actions Winvest 1	-	24 959	-	-	-	-	24 959
Actions Winvest 3	-	493	-	-	-	-	493
Actions Winvest 6	-	263	-	-	-	-	263
Actions Winvest 8	-	-	-	-	40	-	-40
Actions Winvest 5	-	255	-	-	-	-	255
Actions Winvest 9	-	-	-	-	87	-	-87
Actions Winvest 12	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations exceptionnelles liées à l'intégration fiscale	-	-	5 001	-	-	110	4 891
Autres	352	-	-	2 000	-	970	-2 618
Total	352	884 578	38 172	2 000	30 888	1 080	889 134

NOTE 18. IMPÔT DE L'EXERCICE 2007

L'impôt s'analyse ainsi :

Bases imposables aux taux de	33,33%	15,00%
Au titre du résultat courant 2007	-90 540	
Au titre du résultat exceptionnel 2007	120 469	873
	29 929	873
Réintégrations /déductions dues à l'intégration fiscale	43 192	
	73 121	873
Imputations des déficits	-73 121	-
Bases imposables du groupe fiscal	-	873
Impôt correspondant	-	131
+ contributions 3.3 %	-	-
- déduction au titre des crédits d'impôts	-	-131
- incidence de l'intégration fiscale	27 702	-
Impôt comptabilisé au compte de résultat	27 702	-

La Société a opté pour le régime fiscal des groupes de sociétés prévu aux articles 223 A à U du Code Général des Impôts. Les conventions d'intégration fiscale conclues entre la Société et ses filiales, prévoient que chaque société contribue à l'impôt du Groupe à raison de son résultat dans les mêmes conditions que celles qui auraient été applicables en l'absence d'intégration fiscale. Il en résulte pour Wendel une différence entre l'impôt exigible et celui qui serait dû en l'absence d'intégration fiscale. Au 31.12.2007 cette

réduction temporaire d'impôt exigible s'élève à 294 milliers d'euros et a été portée en provision pour risques et charges (voir note 7).

Le périmètre d'intégration fiscale 2007 regroupe, outre Wendel qui en est la société mère, les sociétés : Compagnie Financière de la Trinité, Simfor, Sofiservice, Cobra, Sofe, Lormétal, Winbond, Winvest 10, Winvest 11 et Editis (y compris certaines de ses filiales françaises).

NOTE 19. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE AU 31 DÉCEMBRE 2007

177

	Nombre de titres détenus	Participation en %	Valeur d'inventaire (milliers d'euros)
Titres de participation			
Filiales (capital détenu à plus de 50 %)			
a) Françaises			
Sofiservice	8 493	100,00%	353
Compagnie Financière de la Trinité	2 021 154	100,00%	15 607
Winbond	1 279 499 576	100,00%	1 533 976
Odyssée Holding	14 040 107	100,00%	125 513
b) Étrangères			
Oranje-Nassau	1 943 117	100,00%	238 320
Autres filiales et participations			
(dont la valeur d'inventaire est inférieure à 100 000 €)	-	-	-
Actions françaises	-	-	789
Total			1 914 558
Autres titres immobilisés			
Safet Embamet	1 972	5,62%	271
Autres actions françaises	-	-	33
Total	-	-	304

RÉSULTATS
DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications	Exercice 2003	Exercice 2004	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007
1. Capital en fin d'exercice					
Capital social ⁽¹⁾	223 928	224 732	218 854	222 029	201 274
Nombre d'actions ordinaires existantes	55 981 916	56 183 048	54 713 540	55 507 161	50 318 400
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
• par levée d'options	1 435 416	1 698 638	1 035 711	332 670	1 150 088
2. Opérations et résultat de l'exercice ⁽¹⁾					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 774	7 633	4 880	26 468	12 015
Revenus des titres de participation et des TIAP	165 594	813 846	97 491	258 644	136 861
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	-200 144	654 097	56 928	211 663	947 746
Impôts sur les bénéfices ⁽⁵⁾	-6 230	-3 501	-32 242	-46 532	-27 702
Résultat net	217 481	664 219	202 172	259 272	1 008 636
Résultat distribué ⁽²⁾	58 781	64 610	109 427	111 014	100 637
dont acompte sur dividende	-	-	-	-	-
3. Résultat par action (en euros)					
Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions	-3,46	11,70	1,63	4,65	19,39
Résultat net	3,88	11,82	3,70	4,67	20,05
Dividende net	1,05	1,15	2,00 ⁽³⁾	2,00 ⁽⁴⁾	2,00
• dont acompte sur dividende	-	-	-	-	-
4. Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	45	45	47	51	57
Montant de la masse salariale de l'exercice ⁽¹⁾	4 586	5 738	5 588	8 107	7 833
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc...) ⁽¹⁾	2 520	3 215	2 854	3 247	3 750

(1) En milliers d'euros.

(2) Y compris l'auto-détention.

(3) Dividende ordinaire de 1,40€, et dividende exceptionnel de 0,60€.

(4) Dividende ordinaire de 1,70€, et dividende exceptionnel de 0,30€.

(5) Les montants négatifs représentent un produit pour la société.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

AU 31 DÉCEMBRE 2007

179

En milliers d'euros	Capital	Autres capitaux propres (résultat inclus)	% du capital détenu	Valeurs brutes comptables des titres détenus	Valeurs nettes comptables des titres détenus	Cautions données et prêts consentis	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
Renseignements détaillés									
(sur les filiales et participations dont la valeur nette comptable est supérieure à 1 % du capital social de Wendel).									
Filiales									
Françaises									
Cie Fin. de la Trinité	15 159	4 527	100,00 %	15 607	15 607	-	-	1 111	-
Winbond	639 750	461 134	100,00 %	1 533 976	1 533 976	-	-	-312	-
Odyssée Holding (Editis)	56 160	48 156	100,00 %	125 513	125 513	-	-	-13 161	-
Étrangères									
Oranje-Nassau ⁽¹⁾	8 744	806 177	100,00 %	238 319	238 320	-	243 266	202 231	90 000
Renseignements globaux									
Filiales françaises	-	-	-	1 142	1 142	-	-	-	-
Filiales étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Participations françaises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Participations étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Données consolidées

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Wendel, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les règles et méthodes comptables sont exposées dans l'annexe, notamment celles relatives aux titres de participation. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et leur correcte application, et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 avril 2008

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Olivier Thibault

Ernst & Young Audit
Jean-Pierre Letartre

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 9 JUIN 2008

181

187 Résolutions de l'Assemblée générale ordinaire

186 Rapport du Directoire sur les résolutions soumises
à l'Assemblée générale

185 Rapport du Conseil de surveillance à l'Assemblée générale

182 Rapport spécial des Commissaires aux comptes
sur les conventions et engagements réglementés

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

(Exercice clos le 31 décembre 2007)

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. AVEC LA SOCIÉTÉ BUREAU VERITAS

PERSONNES CONCERNÉES

M. Ernest-Antoine Seillière et M. Jean-Bernard Lafonta.

a) Nature, objet et modalités

Le 20 février 2007, Wendel a apporté 878 273 actions à l'offre faite par Bureau Veritas de racheter un maximum de 881 878 de ses propres actions pour un montant maximal de 152 600 169 €, en vue de leur annulation.

Cet apport a été préalablement approuvé par le Conseil de surveillance du 29 janvier 2007.

b) Nature, objet et modalités

Dans la phase de lancement de l'introduction en Bourse de Bureau Veritas, un mandat pour l'assistance dans la préparation et la réalisation de l'introduction en Bourse a été conclu entre d'une part Bureau Veritas et Wendel et, d'autre part BNP Paribas, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC et la Société Générale.

Dans le cadre de ce même projet, Wendel et Bureau Veritas ont conclu une convention de partage des frais : 65 % des frais étant à la charge de Bureau Veritas et 35 % à la charge de Wendel.

Le mandat et la convention ont été préalablement approuvés par le Conseil de surveillance du 29 janvier 2007.

c) Nature, objet et modalités

Le 23 octobre 2007, dans le cadre de l'introduction en Bourse de Bureau Veritas, plusieurs opérations ont été conduites :

- Un contrat de garantie a été négocié entre, d'une part, Wendel, Winvest 9, Bureau Veritas, certains actionnaires dirigeants de Bureau Veritas, et, d'autre part, BNP Paribas, Deutsche Bank, Goldman Sachs International, FISBC et Société Générale ainsi qu'ABN AMRO Rothschild GIE, JP Morgan Cazenove Limited, Lazard-Natixis, Merrill Lynch International, Oddo & Cie et UBS Limited.
Aux termes du Contrat de Garantie, Wendel devait, conjointement avec certains autres actionnaires de Bureau Veritas vendeurs dans le cadre de l'introduction en Bourse de Bureau Veritas, et Bureau Veritas, prendre certains engagements (notamment de conservation des titres Bureau Veritas pendant une durée de 180 jours), faire certaines déclarations et consentir certaines garanties au profit des chefs de file et teneurs de livre associés et des co-chefs de file précités.
- Wendel a souscrit à une augmentation de capital de Winvest 7 qui lui était réservée et a ainsi acquis 295 267 actions nouvelles. Le même jour, Wendel a cédé à Bureau Veritas les 295 267 actions Winvest 7 nouvellement acquises.

Ces opérations ont été préalablement approuvées par le Conseil de surveillance du 30 août 2007.

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. AVEC LE DIRECTOIRE ET LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE WENDEL

NATURE, OBJET ET MODALITÉS

Dans le cadre du projet d'association de l'équipe de direction de Wendel à la création de valeur du Groupe, le Conseil de surveillance dans ses séances du 6 décembre 2006 et du 26 avril 2007 a autorisé le Directoire à mettre en place des systèmes de co-investissements selon certains principes généraux applicables pour toute nouvelle opération conduisant le Groupe à prendre un risque économique sur toute entreprise, cotée ou non cotée. Le principe du co-investissement consiste à demander aux membres de l'équipe de direction d'investir aux côtés du Groupe afin qu'ils soient intéressés aux bénéfices et aux risques de ces investissements sur leurs patrimoines personnels.

Ces principes généraux sont les suivants :

- (i) les intéressés investiront aux côtés de la Société, sur proposition de celle-ci, étant entendu que les co-investissements se monteront à 0,5% du montant de l'investissement de Wendel ;
- (ii) les intéressés seront seuls responsables du financement de leur co-investissement, et ;
- (iii) les co-investissements donneront droit à 10% de la plus-value à condition que Wendel ait obtenu un rendement minimum de 7% par an et de 40% de son investissement. Dans le cas contraire les montants investis par les membres de l'équipe de direction seront perdus par eux ;
- (iv) les droits liés au co-investissement seront acquis à titre définitif sur une période de 5 ans par tranche de 20% par an (20% à la date d'investissement puis 20% à chaque date anniversaire) ;
- (v) la plus-value sera dégagée lors de la cession, et à dire d'expert, au bout de 10 ans s'il n'y a pas eu de cession.

Il est prévu que les modalités particulières de chaque co-investissement soient définies ultérieurement, après avis du Comité de gouvernance et autorisation du Conseil de surveillance.

Une précision a été apportée au (iii) : le seuil de 7 % de rentabilité minimale sera apprécié sur les investissements à leur valeur et aux dates d'origine ; quant au seuil de 40 % de plus-values réalisées par Wendel sur les investissements dans les sociétés cotées, il ne s'appliquera qu'au delà d'une période de 2,5 ans à compter de l'investissement par Wendel.

Cette précision a été préalablement approuvée par le Conseil de surveillance du 18 juillet 2007.

Au titre de l'exercice 2007, en application de cette autorisation cadre et selon les modalités décrites ci-dessus, après accord du Conseil de surveillance du 4 juin 2007 sur avis du Comité de gouvernance du 22 mai 2007, l'équipe de Direction et les membres du Directoire ont co-investi aux côtés de Wendel dans les opérations concernant la Compagnie de Saint-Gobain.

Par ailleurs, en application de cette même autorisation, un co-investissement a été mis en place selon les modalités décrites ci-dessus, à l'occasion de la constitution de Winvest International (Société d'Investissement à Capital Risque portant les investissements dans Materis, Deutsch, Stahl et AVR), après accord des Conseils de surveillance du 6 décembre 2006 et 4 juin 2007 sur avis des Comités de gouvernance du 6 décembre 2006 et du 22 mai 2007.

2. AVEC LA SOCIÉTÉ BUREAU VERITAS

NATURE, OBJET ET MODALITÉS

Le 28 Juin 2005, Wendel a conclu avec Bureau Veritas un contrat de prestations de services notamment dans les domaines comptable, contrôle de gestion, fiscal, financier, juridique, administratif, ressources humaines et communication.

Le montant facturé au titre de l'exercice 2007 s'est élevé à 1 620 300 €.

D'un commun accord entre les parties, le contrat de prestation de services a été résilié au jour de l'introduction en Bourse de Bureau Veritas ; l'acte formalisant la résiliation du contrat constitue une convention réglementée et a été approuvée par le Conseil de surveillance du 25 octobre 2007.

3. AVEC LA SOCIÉTÉ EDITIS

NATURE, OBJET ET MODALITÉS

Le 29 décembre 2006, Wendel a conclu avec Editis Holding un contrat de prestations de service notamment dans les domaines comptable, contrôle de gestion, fiscal, financier, juridique, administratif, ressources humaines et communication.

Le montant facturé au titre de l'exercice 2007 s'est élevé à 1 250 000 €.

4. AVEC LA SOCIÉTÉ LORRAINE DE PARTICIPATIONS SIDÉRURGIQUES (SLPS) (ANCIENNEMENT WENDEL-PARTICIPATIONS)

NATURE, OBJET ET MODALITÉS

Le 2 septembre 2003, Wendel a conclu avec Wendel-Participations, devenue SLPS, deux conventions :

- une convention de prestations d'assistance administrative : le montant facturé au titre de l'exercice 2007 s'est élevé à 15 000 € ;
- un engagement de location de locaux : le montant facturé au titre de l'exercice 2007 s'est élevé à 31 310 €.

5. AVEC LA SOCIÉTÉ STALLERGENES

NATURE, OBJET ET MODALITÉS

Le 29 juillet 1998, Wendel a conclu avec Stallergenes une convention de conseil et d'assistance à la gestion administrative et fiscale. Le 5 mars 2003, cette convention a fait l'objet d'un avenant suite à la décision de Stallergenes d'externaliser la gestion des titres et de l'Assemblée générale.

Le montant facturé au titre de l'exercice 2007 s'est élevé à 80 000 €.

6. CONVENTIONS SUR L'UTILISATION DU NOM « WENDEL »

NATURE ET OBJET

Par deux conventions du 15 Mai 2002, les sociétés SLPS, Sogeval et Wendel-Participations ont autorisé la société à utiliser le nom patronymique « Wendel » dans sa dénomination sociale et comme nom commercial et ont concédé à la société une licence exclusive d'exploitation de la marque Wendel.

MODALITÉS

Ces conventions sont conclues, à titre gratuit, pour une durée indéterminée, étant précisé qu'elles pourront être révoquées au cas où la participation directe et indirecte des sociétés de famille dans le capital de la Société aura été inférieure à 33,34 % pendant 120 jours consécutifs. Faute d'avoir exercé ce droit de révocation dans un bref délai après la survenance de la condition de détention minimale, le droit d'usage du nom et la licence exclusive sur la marque deviennent définitifs et irrévocables.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 avril 2008

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Olivier Thibault

Ernst & Young Audit
Jean-Pierre Letartre

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

L'année 2007 a été une année contrastée sur les marchés financiers, marquée par l'euphorie au cours du premier semestre et une crise financière durant l'été qui s'est aggravée au cours du second semestre 2007 et n'est pas encore terminée.

Dans ce contexte économique et boursier difficile, votre Société a su profiter des conditions de marché pour renforcer sa structure financière au cours du premier semestre et introduire en Bourse, courant octobre, Bureau Veritas dont elle détient toujours 63%.

Elle a également poursuivi le renforcement et le développement de l'ensemble de ses filiales, et, en particulier, Legrand et Bureau Veritas qui ont procédé à plusieurs acquisitions prometteuses.

Amplifiant sa stratégie d'investisseur-partenaire de long terme, votre Société est devenue le premier actionnaire de Saint-Gobain. Elle participera activement à sa gouvernance, en vue de contribuer à mettre en œuvre le plan stratégique et les potentiels du Groupe. Ainsi par delà les aléas des marchés, votre Société est bien positionnée pour créer de la valeur à long terme pour tous ses actionnaires.

Les résultats ont à nouveau sensiblement progressé cette année : le chiffre d'affaires consolidé se monte à 5 472 M€, en croissance de 28% par rapport à l'année précédente ; le résultat net des activités s'élève à 408 M€, en progression de 13% et le résultat net part du Groupe atteint 879 M€.

Les opérations ont été conduites avec compétence et dynamisme par le Directoire, auquel le Conseil de surveillance a apporté son plein appui. Vous trouverez dans la partie du rapport annuel consacré à la gouvernance une description détaillée des travaux du Directoire, du Conseil de surveillance et de ses Comités, ainsi que des règles applicables au sein de la Société en matière de déontologie et de prévention des délits d'initiés. Vous trouverez aussi un rapport sur le contrôle interne, établi avec soin par la Société et ses filiales et inspiré du cadre de référence de l'AMF.

Votre Conseil a examiné, lors de sa séance du 26 mars 2008, les comptes et rapports présentés par le Directoire à l'Assemblée générale et n'a pas d'observation à formuler à leur sujet.

Il approuve les résolutions qui vous sont soumises et vous en recommande l'adoption. Il se réjouit en particulier de voir proposer à votre vote le renouvellement des mandats de Messieurs Jean-Marc Janodet, François de Mitry et François de Wendel, arrivés à échéance cette année, ainsi que la nomination d'un nouveau membre indépendant du Conseil en la personne de Monsieur Frédéric Lemoine.

Enfin, le Conseil approuve la proposition du Directoire de distribuer un dividende de 2,00 € par action, en croissance de 17,6% par rapport au dividende ordinaire versé l'année dernière.

RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES RÉSOLUTIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le présent rapport a pour objet de présenter à l'Assemblée générale le texte et les motifs des résolutions qui lui sont proposées.

I. COMPTES DE L'EXERCICE 2007, AFFECTATION DE RÉSULTAT ET CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

La **première résolution** vise à approuver les opérations et les comptes sociaux de Wendel pour l'exercice du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007. Ces comptes se soldent par un bénéfice de 1 008,6 millions d'euros.

La **deuxième résolution** vise à approuver les opérations et les comptes consolidés du groupe Wendel pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007. Ces comptes se soldent par un bénéfice de 879,3 millions d'euros part du Groupe.

La **troisième résolution** propose d'affecter le résultat de l'exercice 2007 et le montant du report à nouveau, dont l'ensemble forme un montant distribuable à la disposition de l'Assemblée générale de 1 258,6 millions d'euros.

L'affectation qui est proposée, après dotation à la réserve légale, est la suivante :

- 100,6 millions d'euros répartis entre les actionnaires sous la forme d'un dividende de 2 euros par action ;
- 629,1 millions d'euros au compte « Autres réserves » ;
- 528,9 millions d'euros au compte « Report à nouveau ».

Le dividende sera détaché le 11 juin 2008 et mis en paiement à compter du 16 juin 2008.

Il est précisé que le dividende revenant aux actions auto-détenues à la date de mise en paiement sera affecté au compte « Report à nouveau ». De même, le dividende qui serait versé aux actions issues de levées d'options de souscription postérieures au 31 décembre 2007 sera prélevé sur le compte report à nouveau.

Il est rappelé que, conformément aux nouvelles dispositions fiscales, ce dividende de deux euros n'est plus assorti d'un avoir fiscal mais ouvre droit pour les personnes physiques domiciliées en France à un abattement de 40 % ou, sur option, pourra être soumis au prélèvement libératoire forfaitaire prévu à l'article 117 quater du Code général des impôts.

La **quatrième résolution** est relative aux conventions réglementées visées par les articles L. 225-38 et L. 225-86 du Code de commerce et qui font l'objet d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes. Ce rapport spécial figure en pages 182 à 184 du présent Document de référence. Conformément à la loi, le Directoire vous propose d'approuver les opérations ou conventions détaillées dans ce rapport.

II. CONSEIL DE SURVEILLANCE : RENOUVELLEMENT DES MANDATS DE MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

La **cinquième résolution** propose de renouveler le mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Jean-Marc Janodet pour une durée de quatre ans prenant fin lors de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2012 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

La **sixième résolution** propose de renouveler le mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur François de Mitry pour une durée de quatre ans prenant fin lors de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2012 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

La **septième résolution** propose de renouveler le mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur François de Wendel pour une durée de quatre ans prenant fin lors de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2012 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

La **huitième résolution** propose de nommer en qualité de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Frédéric Lemoine pour une durée de quatre ans prenant fin lors de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2012 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

III. COMMISSAIRES AUX COMPTES : RENOUVELLEMENT D'UN MANDAT

La **neuvième résolution** propose de renouveler le mandat de Commissaire aux comptes suppléant de Monsieur Jean-François Serval pour une durée de six exercices, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2014 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

IV. RENOUVELLEMENT DU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

La **dixième résolution** est destinée à renouveler l'autorisation de rachat d'actions qui avait été conférée par l'Assemblée générale mixte du 4 juin 2007.

Cette résolution vise à autoriser la Société à acquérir ses propres actions dans la limite légale de 10 % du nombre d'actions composant le capital social (soit au 31 mars 2008, 5 031 840 actions) avec fixation d'un prix maximal d'achat de 160 euros correspondant à un montant maximal affecté au programme de rachat de 805 094 400,00 euros. Cette autorisation serait donnée pour une durée de dix-huit mois.

La **onzième résolution** a pour objet la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des formalités de publication et des formalités légales.

ORDRE DU JOUR

Résolutions à caractère ordinaire :

- Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2007 ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2007 ;
- Affectation du résultat, fixation du dividende et mise en distribution du dividende ;
- Approbation des conventions réglementées ;
- Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance ;

- Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance ;
- Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance ;
- Nomination d'un membre du Conseil de surveillance ;
- Renouvellement du mandat d'un Commissaire aux comptes suppléant ;
- Autorisation au Directoire d'opérer sur les actions de la Société ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIÈRE RÉSOLUTION

APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 2007

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires,

- connaissance prise du rapport de gestion du Directoire sur l'activité et la situation de la Société pendant l'exercice 2007, des observations du Conseil de surveillance et du rapport du Président du Conseil de surveillance joint au rapport de gestion,
- après avoir entendu la lecture du rapport général des Commissaires aux comptes et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président,

approuve les comptes sociaux de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2007 et clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils lui ont été présentés par le Directoire, qui se soldent par un résultat net de 1 008 635 789,68 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2007

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires,

- connaissance prise du rapport de gestion du Directoire sur l'activité et la situation du Groupe pendant l'exercice 2007 et des observations du Conseil de surveillance,
- après avoir entendu la lecture du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2007 et clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils lui ont été présentés par le Directoire, qui font apparaître un résultat net part du Groupe de 879 282 milliers d'euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

TROISIÈME RÉSOLUTION

AFFECTATION DU RÉSULTAT, FIXATION DU DIVIDENDE ET MISE EN DISTRIBUTION DU DIVIDENDE

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, sur la proposition du Directoire approuvée par le Conseil de surveillance,

1. décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2007

qui s'élève à 1 008 635 789,68 €
 augmenté du report à nouveau qui s'élève à .. 249 999 300,00 €
 formant un bénéfice distribuable de 1 258 635 089,68 €

de la manière suivante :

- a. aux actionnaires, un montant de 100 636 800,00 €
 afin de servir un dividende de 2,00 €
 par action existante au 31 décembre 2007
- b. au compte « Autres réserves »,
 un montant de 629 072 569,39 €
- c. au compte réserve légale 9 685,20 €
- d. et pour le solde, au compte
 « Report à nouveau », un montant de 528 916 035,09 €

2. décide que ce dividende de 2,00 € par action sera mis en paiement à compter du 16 juin 2008, étant précisé que la date de détachement du dividende sur Euronext Paris est le 11 juin 2008 et la date à l'issue de laquelle seront arrêtées les positions qui, après dénouement, bénéficieront de la mise en paiement est le 13 juin 2008;

3. décide que le dividende qui ne peut être servi aux actions auto-détenues sera affecté au compte « Report à nouveau » et que les sommes nécessaires pour payer le dividende fixé ci-dessus aux actions provenant d'options de souscription qui seraient exercées avant la date de détachement seront prélevées sur le compte de « Report à nouveau » ;

4. donne acte au Directoire du rappel des distributions qui ont été effectuées au titre des trois derniers exercices clos, lesquelles forment, avec le dividende qui vient d'être décidé au titre de l'exercice 2007, l'ensemble résumé dans le tableau ci-dessous :

Exercice social	Nombre d'actions à la fin de l'exercice social	Dividende par action
2004	56 183 048	(a) 1,15 €
2005	54 713 540	(b) 2,00 €
2006	55 507 161	(b) 2,00 €
2007	50 318 400	(c) 2,00 €

(a) Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé était éligible à l'abattement de 50 % bénéficiant aux personnes physiques domiciliées fiscalement en France prévu à l'article 158-3 du Code général des impôts.

(d) Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé était éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques domiciliées fiscalement en France prévu à l'article 158-3 2° du Code général des impôts.

(c) Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques domiciliées fiscalement en France prévu à l'article 158-3 2° du Code général des impôts. Il est précisé que cet abattement ne sera pas appliqué en cas d'option pour prélèvement libératoire forfaitaire prévu à l'article 117 quater du Code général des impôts.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

APPROBATION DES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants et L. 225-86 et suivants du Code de commerce, approuve les conventions et opérations qui sont mentionnées dans ce rapport.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Jean-Marc Janodet expire à l'issue de la présente Assemblée et décide de renouveler ce mandat pour une durée de quatre ans prenant fin lors de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2012 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

SIXIÈME RÉSOLUTION

RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur

François de Mitry expire à l'issue de la présente Assemblée et décide de renouveler ce mandat pour une durée de quatre ans prenant fin lors de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2012 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur François de Wendel expire à l'issue de la présente Assemblée et décide de renouveler ce mandat pour une durée de quatre ans prenant fin lors de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2012 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

HUITIÈME RÉSOLUTION

NOMINATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, décide de nommer, à compter de ce jour, Monsieur Frédéric Lemoine membre du Conseil de surveillance pour une durée de quatre ans prenant fin lors de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2012 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLÉANT

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat de Commissaire aux comptes suppléant de Monsieur Jean-François Serval, 114, rue Marius Auphan – 92300 Levallois-Perret, expire à l'issue de la présente Assemblée et décide de renouveler son mandat pour une durée de six exercices, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2014 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

DIXIÈME RÉSOLUTION

AUTORISATION AU DIRECTOIRE D'OPÉRER SUR LES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires,

- connaissance prise du rapport du Directoire,
- et conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et du Règlement européen n° 2273/2003 de la Commission Européenne,

1. autorise le Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à faire racheter par la Société ses propres actions dans des limites telles que :

- le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10 % des actions composant le capital de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée, soit à titre indicatif, au 31 mars 2008, 5 031 840 actions ;
- le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital de la Société à la date considérée ;

2. décide que les actions de la Société, dans les limites ci-dessus fixées, pourront être rachetées en vue de les affecter notamment à l'une des finalités suivantes :

- la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ; ou
- la livraison à l'occasion de l'exercice de droits attachés des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ; ou
- l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action par un prestataire de service d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ; ou
- la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ; ou
- l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou
- l'attribution ou la cession d'actions au titre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment les articles L.442-5 et L.443-1 et suivants du Code du travail ; ou
- l'annulation en tout ou partie des actions ainsi rachetées ;

Ce programme serait également destiné à permettre à la Société d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué ;

3. décide que l'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront, sous réserve des restrictions légales et réglementaires applicables, être réalisés à tout moment et par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), ou par offre publique d'achat, de vente ou d'échange, ou par utilisation d'options ou autres instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré, ou par remise d'actions consécutive à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement ;

4. fixe à 160 € par action le prix maximal d'achat, soit un montant maximum global affecté au programme de rachat d'actions de 805 094 400 € sur la base d'un nombre de 5 031 840 actions au 31 mars 2008 et donne tous pouvoirs au Directoire, en cas d'opérations sur le capital de la Société, pour ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur des actions ;

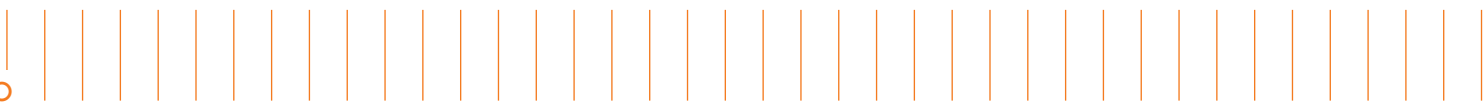
5. donne tous pouvoirs au Directoire, pour décider et mettre en œuvre la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme de rachat, et notamment passer tout ordre de Bourse, conclure tout accord, en vue de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations notamment auprès de l'Autorité des marchés financiers, remplir toutes formalités et d'une manière générale, faire le nécessaire pour l'application de la présente autorisation ;

6. décide que la présente autorisation, qui annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute autorisation antérieure ayant le même objet, est valable pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée.

ONZIÈME RÉSOLUTION

POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITÉS

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du procès-verbal des présentes délibérations pour faire toutes déclarations et accomplir toutes formalités d'enregistrement, dépôt et autres.



227	Table de concordance du rapport financier annuel
225	Table de concordance du document de référence
224	Responsable du document et du contrôle
222	Facteurs de risques
216	Renseignements concernant l'activité de la Société
207	Intérêts des mandataires sociaux et du personnel de la Société
206	Marché de l'action Wendel et dividendes
205	Pactes d'actionnaires
202	Informations sur les principaux actionnaires
200	Politique de rachat d'actions et rapport spécial du Directoire
195	Renseignements concernant le capital social
192	Renseignements concernant Wendel

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT WENDEL

DÉNOMINATION SOCIALE ET SIÈGE SOCIAL

La dénomination sociale de la Société est Wendel.
Son siège social est situé 89, rue Taitbout – 75009 Paris.

FORME JURIDIQUE ET LégISLATION APPLICABLE

Wendel est une société anonyme de droit français à Directoire et Conseil de surveillance régie par le Code de Commerce.

DURÉE

La Société a été constituée le 4 décembre 1871, pour une durée de 99 années, prorogée jusqu'au 1^{er} juillet 2064.

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 572 174 035.

OBJET SOCIAL

Conformément à l'article 3 des statuts, la Société a pour objet, en tous pays, directement ou indirectement :

- toutes participations dans les affaires industrielles, commerciales et financières de toute nature et ce, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports de souscription ou d'achats de titres ou droits sociaux, fusions, alliances, associations ou autrement ;
- toutes opérations d'aliénation, d'échange ou autres, concernant lesdits titres, droits sociaux et participations ;
- l'achat, la location et l'exploitation de tous matériels ;
- l'obtention, l'acquisition, la vente, l'exploitation de tous procédés, brevets ou licences de brevets ;
- l'acquisition, l'exploitation, la vente ou l'échange de tous immeubles ou droits immobiliers ;
- et, généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou à toutes autres activités similaires ou connexes.

LIEU OÙ PEUVENT ÊTRE CONSULTÉS LES DOCUMENTS RELATIFS À LA SOCIÉTÉ

Les documents de la Société, sur lesquels s'exerce le droit de communication des actionnaires dans les conditions prévues par la loi, et en particulier les statuts, procès-verbaux des Assemblées générales et les rapports des Commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social.

EXERCICE SOCIAL

L'exercice social, d'une durée d'un an, commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

L'article 27 des statuts prévoit les dispositions suivantes :

I. Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour être affectés à la réserve légale pour autant que celle-ci n'atteigne pas le dixième du capital social ainsi que, le cas échéant, tout montant à porter en réserve en application de la loi.

L'excédent disponible, augmenté le cas échéant du report bénéficiaire antérieur, constitue le bénéfice distribuable.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée générale, sur la proposition du Directoire, a le droit de prélever :

- toutes les sommes qu'elle juge convenable de fixer pour être affectées à tous fonds de réserves particuliers ;
- la somme nécessaire pour servir aux actions un intérêt sur le montant dont elles sont libérées et non amorti jusqu'à concurrence de cinq pour cent l'an ;
- les sommes qu'elle déciderait d'affecter au fonds de réserve générale ou à l'amortissement du capital.

II. Le solde, s'il y en a, est réparti entre les actionnaires, sous déduction des sommes reportées à nouveau.

III. Sous réserve que l'intégralité du bénéfice distribuable ait été réparti sous la forme de dividendes, l'Assemblée générale ordinaire peut, sur la proposition du Directoire, décider la répartition de toutes sommes prélevées sur les primes d'émission, d'apport ou de fusion.

IV. Par dérogation aux dispositions du présent article, il est procédé, le cas échéant, à une dotation à la réserve spéciale de participation des travailleurs dans les conditions fixées par la loi.

V. Le paiement des dividendes a lieu sous les formes et aux époques fixées par l'Assemblée générale ordinaire, ou par le Directoire, sur habilitation de cette Assemblée générale, dans le cadre des dispositions légales. Le Directoire peut décider la distribution d'un acompte avant l'approbation des comptes de l'exercice, dans le cadre des dispositions légales.

L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté, sur proposition du Directoire, d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende (ou pour tout acompte sur dividende) mis en distribution, une option entre le paiement du dividende (ou de l'acompte sur dividende) en numéraire ou en actions dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Les dividendes non réclamés dans un délai de cinq ans, à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits et sont reversés à l'État.

DISPOSITIONS STATUTAIRES APPLICABLES AUX MEMBRES DU DIRECTOIRE

Les articles 17 et 18 des statuts prévoient les dispositions suivantes :

Composition du Directoire

La Société est dirigée par un Directoire composé de deux membres au moins et, au plus, du nombre de membres du Directoire autorisé par les dispositions légales en vigueur, nommés par le Conseil de surveillance sur proposition de son Président.

Les membres du Directoire peuvent être choisis en dehors des actionnaires. Ils sont obligatoirement des personnes physiques. Aucun membre du Conseil de surveillance ne peut faire partie du Directoire. Chaque membre du Directoire peut être lié à la Société par un contrat de travail qui demeure en vigueur pendant toute la durée de ses fonctions et après leur expiration.

Tout membre du Directoire est révocable par le Conseil de surveillance. La révocation d'un membre du Directoire n'entraîne pas la résiliation de son contrat de travail.

Durée des fonctions des membres du Directoire

Le Directoire est nommé pour une durée de quatre ans et est rééligible.

La limite d'âge pour exercer la fonction de membre du Directoire est fixée à soixante-cinq ans. Tout membre du Directoire qui atteint cet âge est réputé démissionnaire d'office.

Tant que le nombre des membres du Directoire est inférieur au nombre autorisé par la loi, le Conseil de surveillance a la faculté de nommer, sur proposition du Président du Conseil de surveillance, de nouveaux membres du Directoire, dont le mandat expirera au terme de la durée des fonctions du Directoire.

DISPOSITIONS STATUTAIRES APPLICABLES AUX MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'article 12 des statuts prévoit les dispositions suivantes :

Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés par l'assemblée générale ordinaire, sauf la faculté pour le Conseil de surveillance, en cas de vacance d'un ou plusieurs postes, de procéder par cooptation à la nomination de leurs remplaçants, chacun pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée.

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés pour une durée de quatre ans. Ils sont rééligibles.

Par exception à cette règle, les premiers membres du Conseil de surveillance seront nommés à concurrence du tiers d'entre eux pour deux ans, à concurrence d'un autre tiers pour trois ans, et du dernier tiers pour quatre ans, afin d'assurer par la suite un renouvellement par tiers. Toute nomination postérieure le sera pour une durée de quatre ans.

Les fonctions d'un membre du Conseil de surveillance prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Le nombre de membres du Conseil de surveillance, âgés de plus de 70 ans, ne pourra, à l'issue de chaque assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes sociaux, dépasser le tiers (arrondi, le cas échéant, au nombre entier supérieur) des membres du Conseil de surveillance en exercice.

Lorsque cette proportion se trouve dépassée, le plus âgé des membres du Conseil de surveillance, le président excepté, cesse d'exercer ses fonctions à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Pendant la durée de son mandat, chaque membre du Conseil de surveillance doit être propriétaire d'au moins cent actions libérées des versements exigibles.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

L'article 25 des statuts prévoit les dispositions suivantes :

Convocation aux Assemblées

Les Assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Participation aux Assemblées

Tout actionnaire peut participer aux Assemblées générales personnellement ou par mandataire, ou y exercer le vote par correspondance.

En application des nouvelles dispositions réglementaires, il est désormais justifié du droit de participer aux Assemblées générales de la Société par l'enregistrement comptable des actions au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris :

- pour les actionnaires nominatifs : dans les comptes titres nominatifs tenus par la Société ;
- pour les actionnaires au porteur : dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

- Le Directoire peut organiser, dans les conditions légales applicables, la participation et le vote des actionnaires aux assemblées par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Les actionnaires participant aux assemblées par visioconférence ou par ces autres moyens sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Droit de vote et acquisition du droit de vote double

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Toutefois, un droit de vote double est attribué aux actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double bénéficiera, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il jouit de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perdra le droit de vote double ; néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fera pas perdre le droit acquis et n'interrompra pas les délais ci-dessus visés.

SEUILS STATUTAIRES DEVANT ÊTRE DÉCLARÉS À LA SOCIÉTÉ

Outre les obligations légales de déclaration de franchissement de seuils, l'article 28 des statuts prévoit que toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir un nombre d'actions ou de droits de vote représentant plus de 2% du capital social ou des droits de vote, selon le cas, et tout multiple de ce chiffre est tenue d'en informer la Société dans un délai de quinze jours à compter du franchissement de ce seuil.

Lorsque le nombre d'actions ou de droits de vote détenus devient inférieur à ce seuil de 2% ou à tout multiple de ce chiffre, la Société doit en être avisée dans les mêmes conditions.

Le non-respect de cette obligation de déclaration est sanctionné, conformément à la loi, par la privation du droit de vote pour les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée et ce pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendra jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification prévue ci-dessus. Cette sanction est applicable à la demande – consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée générale – d'un ou plusieurs actionnaires détenant en nombre d'actions ou de droits de vote au moins 2% du capital de la Société.

MONTANT DU CAPITAL

Au 31 mars 2008, le capital social statuaire constaté était de 201 273 600 euros divisé en 50 318 400 actions, toutes de même catégorie, de 4 euros nominal. Ces actions sont entièrement libérées. Les actions sont soit nominatives, soit au porteur, au choix de l'actionnaire.

AUTORISATIONS FINANCIÈRES EXISTANTES

À la date de dépôt du document de référence, il existe les autorisations financières suivantes :

Nature de l'autorisation	Date de l'Assemblée générale (n° de la résolution)	Durée et date d'expiration	Montant autorisé (montant utilisé)	Plafond global
A. Émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital				
Valeurs mobilières donnant accès au capital social :				
• avec droit préférentiel de souscription	04.06.2007	26 mois	En capital : 500 M€	En capital : 2 000 M€
	11 ^e	03.08.2009	(Néant)	
• sans droit préférentiel de souscription	04.06.2007	26 mois	En capital : 250 M€	
	12 ^e	03.08.2009	(Néant)	
• en cas de demande excédentaire	04.06.2007	26 mois	15% de l'émission initiale	
	13 ^e	03.08.2009	(Néant)	
• en vue de rémunérer des apports en nature	04.06.2007	26 mois	10% du capital social	
	14 ^e	03.08.2009	(Néant)	
Incorporation de réserves	04.06.2007	26 mois	2 000 M€	
	15 ^e	03.08.2009	(Néant)	
Plan d'Épargne Groupe	04.06.2007	26 mois	300 000 €	
	17 ^e	03.08.2009	(75 200 €)	
Stock-options	04.06.2007	26 mois	2 000 000 options	
	18 ^e	03.08.2009	(877 500 options)	
Attribution gratuite d'actions	04.06.2007	26 mois	0,5% du capital social	
	19 ^e	03.08.2009	(1 000 actions)	
B. Autorisation d'un programme de rachat d'actions et annulation d'actions				
Rachat d'actions	04.06.2007	18 mois	10% du capital ou 1 387 788 500 €	
	10 ^e	03.12.2008	(258 114 943,31 €)	
Annulation d'actions	04.06.2007	26 mois	10% du capital par période de 24 mois	
	16 ^e	03.08.2009	(5257773 actions ont été annulées le 29 mai 2007)	

Au cours de l'exercice 2007, Wendel a fait usage des autorisations suivantes :

Actionnariat salarié (PEE) :

L'Assemblée générale du 4 juin 2007 a approuvé le principe du Plan d'Épargne Groupe et autorisé le Directoire avec approbation préalable du Conseil de surveillance à procéder, en une ou plusieurs fois, jusqu'en août 2009, à des émissions d'actions réservées aux salariés et mandataires sociaux du Groupe pour un montant maximum de 300 000 euros.

Au 31 mars 2008, après réalisation en juin 2007 d'une augmentation de capital d'un total de 75 200 euros, le montant restant disponible au titre de cette autorisation est de 224 800 euros.

Options de souscription ou d'achat d'actions :

L'Assemblée générale du 4 juin 2007 a autorisé le Directoire, avec approbation préalable du Conseil de surveillance, à consentir des options de souscription ou d'achats d'actions à des mandataires sociaux et salariés du Groupe, en une ou plusieurs fois, jusqu'en août 2009 dans la limite de 2 000 000 d'actions.

Après l'attribution à l'ensemble des cadres ou mandataires sociaux, d'options donnant droit à la souscription de 877 500 actions par le Directoire du 4 juin 2007, le montant restant disponible au titre de cette autorisation est de 1 122 500 actions.

Attribution d'actions gratuites :

L'Assemblée générale du 4 juin 2007 a autorisé le Directoire, avec approbation préalable du Conseil de surveillance, à attribuer gratuitement aux mandataires sociaux et salariés du Groupe, en une ou plusieurs fois, jusqu'en août 2009 des actions existantes ou à émettre dans la limite de 0,5 % du capital social.

Après l'attribution gratuite de 1 000 actions par le Directoire du 4 juin 2007 aux salariés non-cadres ne bénéficiant pas d'options de souscription, à raison de 40 droits à actions gratuites par salarié, le montant restant disponible au titre de cette autorisation est, sur la base du capital au 31 mars 2008, de 250 592 actions.

ÉMISSION D'OBLIGATIONS

Par ailleurs, conformément aux nouvelles dispositions de l'ordonnance n° 2004-604 du 24 juin 2004, la compétence d'émettre des obligations simples ou assimilées appartient désormais au Directoire.

Il est rappelé que la Société a procédé aux émissions suivantes :

- émission d'une obligation échangeable en actions CapGemini le 19 juin 2003 pour un montant de 279 millions euros d'une durée de 6 ans échéance 19 juin 2009 avec un coupon 2 % ;
- émission d'un emprunt obligataire le 16 février 2004 pour un montant de 500 millions d'euros d'une durée de 7 ans échéance 16 février 2011 avec un coupon 5 % ;
- émission le 23 juin 2004 d'une tranche complémentaire, assimilable à l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis le 16 février 2004, pour un montant de 100 millions d'euros.
- émission d'un emprunt obligataire le 4 novembre 2004 pour un montant de 400 millions d'euros d'une durée de 10 ans échéance 4 novembre 2014 avec un coupon 4,875 % ;
- émission d'un emprunt obligataire le 9 août 2005 pour un montant de 300 millions d'euros d'une durée de 12 ans échéance 9 août 2017 avec un coupon de 4,375 % ;
- émission d'un emprunt obligataire le 24 mai 2006 pour un montant de 400 millions d'euros d'une durée de 10 ans échéance 26 mai 2016 avec un coupon de 4,875 % ;
- émission d'un emprunt obligataire le 26 février 2007 pour un montant de 400 millions d'euros échéance 21 septembre 2015 avec un coupon de 4,875 % ;
- émission le 29 juin 2007 d'une tranche complémentaire, assimilable à l'emprunt obligataire de 300 millions d'euros émis le 9 août 2005, pour un montant de 400 millions d'euros.

AUTORISATION FINANCIÈRE PROPOSÉE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 9 JUIN 2008

Les autorisations financières prévues par les 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e et 19^e résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale du 4 juin 2007 sont valables pour une durée de vingt-six mois, expirant le 3 août 2009.

Il est donc seulement proposé à l'Assemblée générale du 9 juin 2008 de renouveler le programme de rachat d'actions prévu par la 10^e résolution de l'Assemblée. Cette résolution annulera à hauteur des montants non utilisés et remplacera la résolution de l'Assemblée générale 4 juin 2007 ayant le même objet.

Nature de l'autorisation	N° de la résolution	Durée et date d'expiration	Montant autorisé
Autorisation d'un programme de rachat d'actions			
Rachat d'actions	10 ^e	18 mois 8.12.2009	10 % du capital ou 805 094 400 €

TITRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL ET TITRES NON REPRÉSENTATIFS DU CAPITAL

Il n'existe pas de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société, obligations convertibles, échangeables et/ou remboursables en titres – donnant ou pouvant donner accès au capital.

Il n'existe pas de titres non représentatifs du capital tels que, notamment, des parts de fondateur ou certificats de droits de vote.

Par ailleurs, la Société a consenti des options d'achat ou de souscription d'actions, dont les principaux termes et conditions sont décrits au paragraphe B de la partie relative aux intérêts des mandataires sociaux et du personnel de la Société.

La Société a également effectué des attributions gratuites d'actions dont les principaux termes et conditions sont décrits plus haut, ainsi qu'au paragraphe C de la partie relative aux intérêts des mandataires sociaux et du personnel de la Société.

NANTISSEMENT D' ACTIONS DE L'ÉMETTEUR INSCRITES AU NOMINATIF PUR

À la connaissance de la Société, 24 420 actions Wendel inscrites au nominatif pur font l'objet d'un nantissement.

RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

Tableau de l'évolution du capital depuis cinq ans

Date de variation du capital	Nature de l'opération	Variation du nombre d'actions
Situation au 31 décembre 2002		
Mai 2003	Suivant 3 ^e résolution de l'assemblée générale du 27.05.2003	
Juin 2003	Levées d'options	11 722
Juillet 2003	Émission d'actions réservées aux salariés	38 507
Situation au 31 décembre 2003		
Juillet 2004	Levées d'options	12 958
Juillet 2004	Émission d'actions réservées aux salariés	40 154
Décembre 2004	Levées d'options	148 020
Décembre 2004	Émission d'actions suivant décision de l'AG du 03.12.2004	3 394 440
Décembre 2004	Annulation d'actions suivant décision du CA du 03.12.2004	-3 394 440
Situation au 31 décembre 2004		
Janvier 2005	Annulation d'actions suivant décision du CA du 18.01.2005	-2 224 765
Janvier 2005	Levées d'options	21 799
Février 2005	Levées d'options	6 508
Mars 2005	Levées d'options	6 446
Avril 2005	Levées d'options	9 762
Mai 2005	Levées d'options	33 385
Juin 2005	Émission d'actions réservées aux salariés	27 221
Juin 2005	Levées d'options	129 396
Juillet 2005	Levées d'options	35 058
Août 2005	Levées d'options	18 560
Septembre 2005	Levées d'options	43 253
Octobre 2005	Levées d'options	9 329
Novembre 2005	Levées d'options	41 741
Décembre 2005	Levées d'options	372 799
Situation au 31 décembre 2005		
Janvier 2006	Levées d'options	1 098
Juin 2006	Émission d'actions réservées aux salariés	20 070
Juillet 2006	Levées d'options	7 017
Octobre 2006	Levées d'options	20 026
Novembre 2006	Levées d'options	17 743
Décembre 2006	Levées d'options	727 667
Situation au 31 décembre 2006		
Janvier 2007	Levées d'options	3 000
Février 2007	Levées d'options	1 380
Mars 2007	Levées d'options	652
Avril 2007	Levées d'options	15 257
Mai 2007	Levées d'options	24 510
Mai 2007	Annulation d'actions suivant décision du Directoire du 29.05.2007	-5 257 773
Juin 2007	Émission d'actions réservées aux salariés	18 800
Juillet 2007	Levées d'options	1 360
Août 2007	Émission d'actions gratuites	40
Septembre 2007	Levées d'options	1 009
Octobre 2007	Levées d'options	2 834
Novembre 2007	Levées d'options	170
Situation au 31 décembre 2007		

Nombre d'actions composant le capital social	Nominal	Variation du capital social (euros)	Montant du capital social (euros)	Variation des primes d'émission (euros)	Montant des primes d'émission et de fusion
55 931 687	4 €	-	223 726 748	-	226 421 567
		-	-	- 100 000 000	126 421 567
55 943 409	4 €	46 888	223 773 636	84 633	126 506 200
55 981 916	4 €	154 028	223 927 664	592 623	127 098 823
55 981 916	4 €		223 927 664	-	127 098 823
55 994 874	4 €	51 832	223 979 496	120 461	127 219 284
56 035 028	4 €	160 616	224 140 112	1 076 930	128 296 214
56 183 048	4 €	592 080	224 732 192	3 558 877	131 855 091
59 577 488	4 €	13 577 760	238 309 952	162 430 240	294 285 331
56 183 048	4 €	- 13 577 760	224 732 192		294 285 331
56 183 048	4 €	-	224 732 192	-	294 285 331
53 958 283	4 €	- 8 899 060	215 833 132	- 100 714 528	193 570 803
53 980 082	4 €	87 196	215 920 328	616 519	194 187 322
53 986 590	4 €	26 032	215 946 360	202 008	194 389 330
53 993 036	4 €	25 784	215 972 144	206 723	194 596 053
54 002 798	4 €	39 048	216 011 192	303 013	194 899 066
54 036 183	4 €	133 540	216 144 732	1 094 663	195 993 729
54 063 404	4 €	108 884	216 253 616	1 264 415	197 258 144
54 192 800	4 €	517 584	216 771 200	4 001 834	201 259 978
54 227 858	4 €	140 232	216 911 432	1 145 844	202 405 822
54 246 418	4 €	74 240	216 985 672	491 876	202 897 698
54 289 671	4 €	173 012	217 158 684	1 629 216	204 526 914
54 299 000	4 €	37 316	217 196 000	323 360	204 850 274
54 340 741	4 €	166 964	217 362 964	1 312 911	206 163 185
54 713 540	4 €	1 491 196	218 854 160	10 083 025	216 246 210
54 713 540	4 €	-	218 854 160	-	216 246 210
54 714 638	4 €	4 392	218 858 552	34 082	216 280 292
54 734 708	4 €	80 280	218 938 832	1 381 017	217 661 309
54 741 725	4 €	28 068	218 966 900	195 215	217 856 523
54 761 751	4 €	80 104	219 047 004	475 618	218 332 141
54 779 494	4 €	70 972	219 117 976	606 677	218 938 818
55 507 161	4 €	2 910 668	222 028 644	22 296 538	241 235 356
55 507 161	4 €	-	222 028 644	-	241 235 356
55 510 161	4 €	12 000	222 040 644	61 770	241 297 126
55 511 541	4 €	5 520	222 046 164	49 652	241 346 778
55 512 193	4 €	2 608	222 048 772	21 581	241 368 359
55 527 450	4 €	61 028	222 109 800	536 687	241 905 046
55 551 960	4 €	98 040	222 207 840	796 070	242 701 116
50 294 187	4 €	- 21 031 092	201 176 748		242 701 116
50 312 987	4 €	75 200	201 251 948	1 930 948	244 632 064
50 314 347	4 €	5 440	201 257 388	36 965	244 669 029
50 314 387	4 €	160	201 257 548		244 669 029
50 315 396	4 €	4 036	201 261 584	22 158	244 691 187
50 318 230	4 €	11 336	201 272 920	103 829	244 795 016
50 318 400	4 €	680	201 273 600	3 500	244 798 516
50 318 400	4 €	-	201 273 600	-	244 798 516

POLITIQUE DE RACHAT D'ACTIONS ET RAPPORT SPÉCIAL DU DIRECTOIRE

RAPPORT SPÉCIAL DU DIRECTOIRE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-209 DU CODE DE COMMERCE

Cadre juridique

L'Assemblée générale mixte du 4 juin 2007 (10^e résolution) a autorisé un programme de rachat par la Société de ses propres actions dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10% du nombre des actions composant le capital au moment desdits rachats.

L'Assemblée générale du 4 juin 2007 (16^e résolution) a autorisé le Directoire après autorisation préalable du Conseil de surveillance à réduire le capital social de la Société dans la limite de 10% par période de 24 mois, par annulation des actions acquises dans le cadre des différents programmes de rachat autorisés par l'Assemblée générale.

Caractéristiques du programme de rachat

L'autorisation de rachat d'actions est valable pour une durée de 18 mois à compter de la date de l'Assemblée, soit jusqu'au 3 décembre 2008. En vertu de cette autorisation, le prix maximum était de 250 euros.

Le Directoire est autorisé à racheter un nombre d'actions représentant au maximum 10% du nombre total d'actions composant le capital social, ce qui représentait à la date d'octroi de l'autorisation 5 031 840 actions.

Les différents objectifs du programme de rachat conformément à la réglementation en vigueur et aux pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers étaient les suivants :

- la remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, de fusion, scission ou apport, ou ;
- la livraison à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société, ou ;
- l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action de la Société par un prestataire de service d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers, ou ;
- la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, ou ;
- l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, ou ;

- l'attribution ou la cession d'actions au titre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment les articles L. 442-5, L. 443-1 et suivants du Code du travail, ou ;
- l'annulation en tout ou partie des actions ainsi rachetées.

Rachats d'actions réalisés par la Société dans le cadre du programme de rachat approuvé par l'Assemblée générale du 4 juin 2007

Dans le cadre de cette autorisation, entre le 4 juin 2007 et le 31 mars 2008, Wendel n'a acquis directement aucune action propre.

Par ailleurs, le 7 octobre 2005, Wendel a conclu avec Oddo Corporate Finance un contrat de liquidité en vue de l'animation du marché en mettant à la disposition de l'animateur 5 000 000 d'euros et 80 000 titres.

Entre le 4 juin 2007 et le 31 mars 2008, Oddo Corporate Finance a acheté pour le compte de Wendel dans le cadre de ce contrat de liquidité 226 252 actions propres pour une valeur globale de 258 114 943,31 euros et une valeur unitaire moyenne de 114,08 euros. De même, dans le cadre de ce contrat, Oddo Corporate Finance a procédé sur à la cession de 2 179 520 actions propres pour une valeur globale de 247 798 287,47 euros et une valeur unitaire moyenne de 113,69 euros.

Le solde de ces opérations sur le contrat de liquidité entre le 4 juin 2007 et le 31 mars 2008 est de 83 000 actions achetées au cours de la période.

La Société n'a pas procédé à des rachats d'actions au titre des autres finalités autorisées par le programme.

Wendel n'a pas eu recours à des produits dérivés dans le cadre de ce programme de rachat d'actions.

Cession d'actions réalisées par Wendel dans le cadre du programme de rachat

Depuis le 4 juin 2007, Wendel a cédé 2 755 actions au prix moyen d'exercice de 33,35 euros par action en raison de l'exercice d'options d'achat d'actions qui avaient été attribuées par décision du Conseil d'administration de CGIP du 19 juillet 2001.

Comme indiqué ci-dessus, entre le 4 juin 2007 et le 31 mars 2008, Oddo Corporate Finance a cédé dans le cadre du contrat de liquidité 2 179 520 actions propres pour une valeur globale de 247 798 287,47 euros et une valeur unitaire moyenne de 113,69 euros.

Annulation d'actions par Wendel

Sur les vingt-quatre mois précédant le 31 mars 2008, Wendel a annulé 5 257 773 actions.

Situation au 31 mars 2008

Au 31 mars 2008, Wendel détenait 100 401 actions propres, soit 0,20% du capital social, dont 10 401 étaient classées en « valeurs mobilières de placement » car affectées à la couverture des plans d'options d'achat et 90 000 affectées au contrat de liquidité.

Ces actions sont, conformément à la loi, privées du droit au dividende et de droit de vote.

À cette date, à la connaissance de la Société, aucune de ses filiales ne détenait d'actions Wendel.

DESCRIPTION DU PROGRAMME DE RACHAT SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 9 JUIN 2008

Il est demandé à l'Assemblée générale du 9 juin 2008 dans la dixième résolution d'approuver la mise en place d'un nouveau programme de rachat d'actions conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, du Titre IV du Livre II du règlement général de l'Autorité des marchés financiers et du règlement européen n° 2273/2003 de la Commission européenne du 22 décembre 2003.

Dans le cadre du programme, les actions pourront être rachetées en vue de les affecter à l'une des finalités suivantes :

- la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autres) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, ou ;
- la livraison à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société, ou ;
- l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action par un prestataire de service d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers, ou ;

- la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, ou ;
- l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, ou ;
- l'attribution ou la cession d'actions au titre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment les articles L. 442-5, L. 443-1 et suivants du Code du travail, ou ;
- l'annulation en tout ou partie des actions ainsi rachetées.

Ce programme serait également destiné à permettre à la Société d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Société en informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

L'autorisation conférée au Directoire porte sur un nombre d'actions qui ne pourra excéder 10% du nombre total d'actions composant le capital social, ce qui représente au 31 mars 2008, 5 031 840 actions, soit sur la base du prix maximal de rachat de 160 euros par action un investissement théorique maximal de 805 094 400 euros.

Conformément à l'article L. 225-210 du Code de commerce, la Société s'engage à rester dans la limite de détention directe ou indirecte de 10% du capital. Il convient de préciser qu'au 31 mars 2007, le nombre d'actions autres détenues par Wendel est de 100 401. Sur cette base, la Société serait en mesure de racheter 4 931 439 actions compte tenu des actions déjà auto-détenues, soit 9,80% du capital représentant un montant total maximum de 789 030 240 euros sur la base du prix unitaire d'achat maximal de 160 euros. La Société se réserve la possibilité d'utiliser l'intégralité du programme autorisé.

L'autorisation de rachat serait valable pour une durée de 18 mois à compter de l'Assemblée générale du 9 juin 2008, soit jusqu'au 8 décembre 2009.

SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LA SOCIÉTÉ SUR SES PROPRES TITRES DU 4 JUIN 2007 AU 31 MARS 2008⁽¹⁾

	Flux bruts cumulés		Positions ouvertes au 31 mars 2008					
	Achats	Ventes/ Transferts	Positions ouvertes à l'achat			Positions ouvertes à la vente		
			Call achetés	Put vendus	Achats à terme	Call vendus	Put achetés	Ventes à terme
Nombre de titres	2 262 520	2 182 275						
Échéance maximale moyenne			NA	NA	NA	NA	NA	NA
Cours moyen des transactions (en euros)	114,08	113,59						
Prix d'exercice moyen	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Montants (en euros)	258 114 943,31	247 890 166,75						

(1) La période concernée débute à la date de l'Assemblée ayant autorisé le précédent programme de rachat et se termine à la date la plus récente disponible.

INFORMATIONS SUR LES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

RÉPARTITION ACTUELLE DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Au 31 mars 2008, le capital social émis était composé de 50 318 400 actions auxquelles étaient attachés 74 332 792 droits de vote. Le droit de vote double est attribué aux actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au nom du même actionnaire, quelle que soit sa nationalité. À cette date, il existe 24 114 793 actions ayant le droit de vote double.

À la connaissance de la société, les principaux actionnaires à cette date étaient les suivants :

	% du capital	% des droits de vote
SLPS *	35,6%	46,3%
Arnhold & Bleichroeder	8,0%	8,5%
Autodétention	0,2%	-
Salariés	4,1%	3,6%
Public	52,1%	41,6%

* Conformément à l'article L233-10 du Code de commerce les chiffres incluent SLPS et son dirigeant (Monsieur Seillière en qualité de Président du Conseil d'administration de SLPS).

À la connaissance de la Société :

- aucun autre actionnaire ne détient plus de 5% du capital ;
- les membres du Conseil de surveillance et le Directoire détiennent ou représentent 4,9% du capital et 5,9% des droits de vote, étant précisé que leurs membres sont tous des personnes physiques.

Comme chaque année, une étude permettant d'identifier les actionnaires de Wendel au 31 décembre 2007 a été réalisée en janvier 2008 ; à cette date, la répartition de l'actionnariat de Wendel était la suivante :

	% du capital
SLPS*	35,9
Personnes physiques	29,6
Investisseurs institutionnels hors France	22,0
Investisseurs institutionnels France	7,4
Auto détention	0,2
Salariés	4,9

* Conformément à l'article L. 233-10 du Code de commerce les chiffres incluent SLPS et son dirigeant (Monsieur Seillière en qualité de Président du Conseil d'administration de SLPS).

À cette date, le nombre d'actionnaires s'élevait à plus de 60 900, soit une augmentation de plus de 34,4% sur un an et un quasi-doublement depuis 2005.

ÉVOLUTION DE L'ACTIONNARIAT NOMINATIF ET AU PORTEUR

L'évolution de la répartition du capital entre actions au nominatif et actions au porteur est la suivante :

	Situation au 31.12.2005			Situation au 31.12.2006			Situation au 31.12.2007		
	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote	Nombre d'actions*	% capital	% droits de vote
Actions au nominatif	30 397 444	55,6%	73,3%	31 301 634	56,4 %	74,8 %	26 097 831	51,9 %	67,5 %
Actions autodétenues au nominatif	5 265 562	9,6%	-	5 284 562	9,5%	-	10 401	0,02%	-
Actions au porteur	19 050 534	34,8%	26,7 %	18 920 965	34,1 %	25,2 %	24 210 168	48,1 %	32,5 %
Total	54 713 540	100,0%	100,0 %	55 507 161	100,0 %	100,0 %	50 318 400	100,0 %	100,0 %

* Suite à l'annulation de 5257773 titres autodétenus le 29 mai 2007.

MODIFICATIONS SIGNIFICATIVES INTERVENUES DANS LA RÉPARTITION DU CAPITAL AU COURS DES DEUX DERNIERS EXERCICES

	Situation au 31.12.2005		Situation au 31.12.2006		Situation au 31.12.2007	
	% capital	% droits de vote	% capital	% droits de vote	% capital	% droits de vote
SLPS*	36,9	55,0	36,5	53,1	35,9	46,5
Arnhold & Bleichroeder	9,9	7,6	9,8	7,6	6,0	7,1
Autodétention au nominatif	9,6	-	9,5	-	0,1	-
Salariés (Plan d'Épargne Groupe)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5
Public (Actionnaires institutionnels et personnes physiques)	43,3	37,0	43,9	39,0	57,5	45,9

* Chiffres incluant Monsieur Seillière en qualité de Président du Conseil d'administration de SLPS.

Au 31 décembre 2007, aucun autre actionnaire n'avait déclaré détenir, seul ou de concert, plus de 2 % du capital ou des droits de vote.

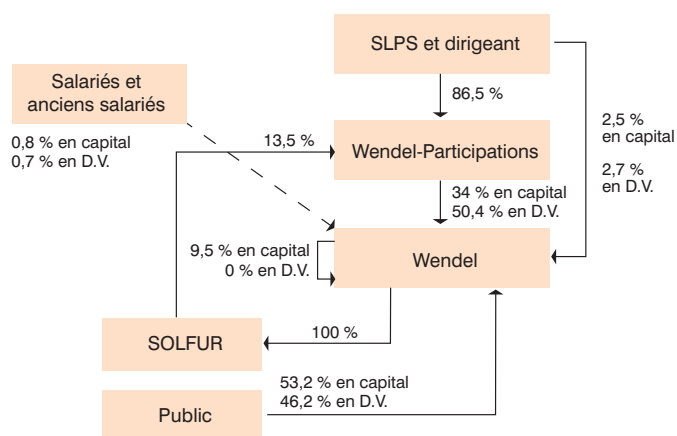
MODIFICATIONS SIGNIFICATIVES INTERVENUES DANS LA RÉPARTITION DU CAPITAL AU COURS DE L'ANNÉE 2007

L'année 2007 a été marquée par la simplification des structures de détention du Groupe en mai et juin qui s'est traduite par les opérations suivantes :

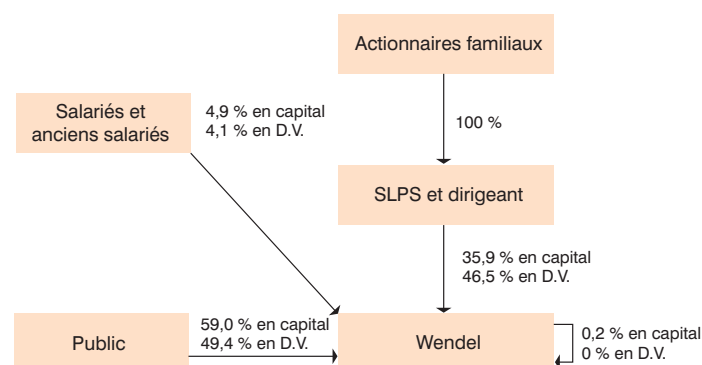
- annulation de l'auto-détention ;
- suppression de la boucle de participation et simplification des structures familiales par l'échange entre les sociétés familiales et l'équipe de Direction de Wendel des titres Wendel-Participations contre des titres Wendel puis, par la fusion de SLPS et de Wendel-Participations.

Les deux organigrammes ci-dessous résument l'évolution des structures de détention au cours de l'année

Organigramme au 31 décembre 2006



Organigramme au 31 décembre 2007



Ces opérations ont permis de rendre l'organigramme plus lisible, de simplifier les structures de détention et d'élargir le flottant qui est passé de 53,2 % du capital au 31 décembre 2006 à 59,0 % au 31 décembre 2007.

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

SLPS

SLPS est une société holding qui détient des titres Wendel.

L'actionnariat de SLPS est composé d'environ 900 personnes physiques (famille Wendel).

La société a pour objet :

- le placement et la gestion des fonds lui appartenant et la prise de participations ;
- la propriété (par suite d'achat, de souscription à l'émission, d'échange ou de toute autre manière) et la gestion de tous titres cotés ou non cotés et droits mobiliers et immobiliers français ou étrangers, la réalisation de tous emplois de capitaux à court, moyen et long terme ;
- la participation à tous syndicats de garantie, de placement ou autres ;
- la constitution de toutes sociétés,
- la préservation des intérêts patrimoniaux et extrapatrimoniaux de la famille Wendel,
- et, généralement, en France, dans les territoires d'Outre-Mer et dans tous autres pays, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant, en tout ou partie, directement ou indirectement à l'objet précité.

Liens économiques et financiers avec Wendel

Il n'y a pas d'autres liens économiques et financiers entre les sociétés SLPS d'une part et Wendel d'autre part, que ceux liés à la détention des titres (dividendes).

Il existe une convention de licence de marque (licence exclusive d'exploitation de la marque Wendel) qui est mentionnée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

Il existe également des conventions d'assistance technique et de location de locaux avec SLPS, lesquelles sont mentionnées dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

ARNHOLD & BLEICHROEDER ADVISERS

2002 :

Par lettre du 16 décembre 2002, Arnhold & Bleichroeder Advisers a informé la Société qu'il détenait 1 720 526 actions Wendel, soit 3,08 % du capital.

2003 :

Par lettre du 24 mars 2003, Arnhold & Bleichroeder Advisers a informé la Société qu'il détenait 3 144 126 actions Wendel, soit 5,62 % du capital et avait franchi en hausse le seuil de 5 % du capital.

2004 :

Par lettre du 15 janvier 2004, Arnhold & Bleichroeder Advisers a informé la Société qu'il détenait 5 603 260 actions Wendel, soit 10,01 % du capital. Le Groupe a complété cette déclaration de franchissement de seuil de la déclaration suivante :

- nous agissons seuls ;
- nous poursuivons notre politique d'achat ou de vente de titres de la société en fonction de la décote par rapport à notre estimation

de la valeur intrinsèque de la société. Nous définissons la valeur intrinsèque de la façon suivante : la somme que paierait un acquéreur stratégique ou financier, en cash, pour la totalité de la société ;

- nous n'avons pas l'intention d'acquérir le contrôle de la société ;
- nous n'avons pas l'intention de demander la nomination d'un membre au Conseil d'administration ;
- nous soutenons toute démarche aux fins de cristalliser la valeur intrinsèque de la société.

Par lettre du 16 mars 2004, Arnhold & Bleichroeder Advisers a informé la société qu'il avait franchi à la baisse le seuil de 10 % et détenait 9,99 % du capital. Par lettre du 26 mars 2004, ce même actionnaire indiquait qu'il avait franchi, à nouveau, à la hausse le seuil de 10 % et détenait 10,01 % du capital. Cette lettre était accompagnée d'une déclaration d'intention en tout point analogue à la précédente. Le 23 juin 2004, il nous informait d'un nouveau franchissement à la baisse du seuil de 10 % et détenait 9,99 % du capital.

2005 :

Le 31 janvier 2005, cet actionnaire nous informait du nouveau franchissement à la hausse du seuil des 10 % et détenait 10,12 % du capital. Il accompagnait cette lettre d'une déclaration d'intention en tout point semblable à celle mentionnée précédemment.

2006 :

Le 26 janvier 2006, il nous informait du franchissement à la baisse du seuil de 10 % et détenait 9,99 % du capital. Le 31 janvier 2006, il nous informait avoir acheté 58 000 actions, avoir franchi à la hausse le seuil des 10 % et détenir 10,1 % du capital de Wendel. Enfin, le 3 avril 2006, il nous informait avoir franchi à nouveau, à la baisse, le seuil des 10 % et détenir 9,8 % du capital de Wendel.

2007 :

Le 6 mars 2007, cet actionnaire nous informait avoir cédé 18 941 actions le 26 février et avoir franchi à la hausse le 2 mars les seuils de 6 % et de 8 % des droits de vote suite à l'obtention d'un droit de vote double sur une partie des titres qu'il détient ; en conséquence, au 6 mars, il détenait 7,87 % du capital et 9,99 % des droits de vote.

Le 7 juin 2007, cet actionnaire nous informait que, suite à l'annulation de l'autodétention, il avait, de nouveau, franchi le 31 mai le seuil de 10 % des droits de vote et détenait 10,09 % du capital et 8,1 % des droits de vote.

Le 11 juillet 2007, cet actionnaire nous informait que, suite à des cessions, il détenait le 6 juillet 7,95 % du capital et 9,99 % des droits de vote. Le 10 septembre 2007, cet actionnaire nous informait ne plus détenir, suite à de nouvelles cessions d'actions, que 5,96 % du capital et 7,63 % des droits de vote.

Le 7 décembre 2007, cet actionnaire nous informait, suite à des achats de titres, détenir 6,01 % du capital et 7,24 % des droits de vote.

2008 :

Le 25 janvier 2008, cet actionnaire nous informait, suite à des achats de titres, détenir 7,41 % du capital et 7,38 % des droits de vote. Enfin, le 7 février 2008, cet actionnaire nous informait avoir franchi à la hausse le seuil de 8 % des droits de vote le 4 février, suite à des achats de titres, et détenir 8,03 % du capital et 8,45 % des droits de vote.

AU NIVEAU DE WENDEL

Dans le cadre de la loi du 1^{er} août 2003, la Société a été informée de la conclusion entre les sociétés SLPS et SPIM et certains actionnaires individuels des engagements de conservation suivants :

- des engagements de conservation d'une durée de six ans conclus en application de l'article 885 I bis du Code général des impôts en date du 23 décembre 2003, du 17 décembre 2004, du 21 décembre 2005, 19 décembre 2006 et 14 décembre 2007 portant sur respectivement 24,95 %, 23,27 %, 36,67 %, 34,49 % et 36,49 % du capital à ces différentes dates ;
- des engagements de conservation d'une durée de deux ans conclus en application de l'article 787 B du Code général des impôts en date du 17 décembre 2004, 19 décembre 2006 et 14 décembre 2007 portant sur respectivement 23,27 %, 33,25 % et 36,16 % du capital à ces différentes dates.

Outre, l'engagement de conserver les titres pour une certaine durée, ces engagements prévoient également un droit de préemption au profit des sociétés SLPS, et SPIM portant sur un total d'environ 10,9 % du capital. Ces engagements ne constituent pas une action de concert.

En application des dispositions des articles 885 I bis et 787 B, du Code général des impôts et L. 233-11 du Code de commerce, ces engagements ont été portés à la connaissance de l'Autorité des marchés financiers.

À l'exception desdits engagements de conservation, il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun accord, pacte ou autre contrat entre ses actionnaires relatif à leur participation dans Wendel.

AU NIVEAU DES PARTICIPATIONS DE WENDEL

PACTE D'ACTIONNAIRES DÉCLARÉ AUPRÈS DES AUTORITÉS BOURSIÈRES : LEGRAND

L'introduction en Bourse de Legrand a eu pour conséquence de mettre un terme au pacte conclu en 2002 entre la Société, KKR et les principaux actionnaires minoritaires.

Un nouvel accord a été conclu par Wendel et KKR le 21 mars 2006. Ce nouveau pacte visant à régir les relations entre KKR et Wendel dans Legrand prévoit notamment :

- le principe d'un contrôle conjoint et différentes dispositions en cas de dépôt d'une offre publique d'achat par l'une des parties ;
- la gouvernance de la Société, notamment la composition du conseil d'administration ;
- certaines règles régissant les mécanismes de sortie (droit de sortie conjointe et droit de première offre) et les cessions de bloc.

Pour plus de détails concernant cet accord, il convient de se référer au document de référence pour l'exercice 2007, enregistré le 23 avril 2008 sous le numéro R08-029.

Ce document est disponible sur le site Internet de Legrand (www.legrandelectric.com) ainsi que sur le site de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).

PACTES D'ACTIONNAIRES CONCLUS PAR LE GROUPE WENDEL : SOCIÉTÉS NON COTÉES

PACTES CONCLUS AVEC DES CO-INVESTISSEURS

Le groupe Wendel est partie à plusieurs accords d'actionnaires et à ce titre a donné ou reçu certains droits régissant ses relations avec ses co-investisseurs dans Materis, Deutsch, Stahl ou AVR.

Ces différents pactes ou accords comportent des clauses standards telles que notamment des clauses relatives à :

- la gouvernance (composition des organes de direction et droit d'information) ;
- les conditions de transfert de titres (inaliénabilité pendant une certaine période, droit de préemption) ;
- les conditions de sortie en cas de cession ou d'introduction en Bourse (droit de sortie conjointe ou de cession obligatoire).

PACTES CONCLUS CONCERNANT LE CO-INVESTISSEMENT DU MANAGEMENT DE CERTAINES PARTICIPATIONS

Dans le cadre du co-investissement des équipes de management de certaines participations du Groupe telles que Editis, Materis, Deutsch ou Stahl (tel que décrit aux pages 182 à 184 du présent document de référence), le groupe Wendel a conclu différents pactes ou accords encadrant ces investissements.

Ces pactes comportent des clauses standards telles que notamment des clauses régissant :

- les situations de départ des managers (vesting) ;
- les conditions de transferts de titres (inaliénabilité pendant une certaine période, droit de préemption) ;
- les conditions de sortie en cas de cession ou d'introduction en Bourse (droit de sortie conjointe des managers, droit de sortie forcée au profit du groupe Wendel) ;
- la liquidité dans certaines situations et notamment en cas d'absence de cession ou d'introduction en Bourse au-delà d'une certaine période.

MARCHÉ DE L'ACTION WENDEL ET DIVIDENDES

ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION WENDEL DEPUIS JANVIER 2006

Mois	Cours extrêmes		Cours moyen en euros	Nombre de titres échangés (moyenne par séance)	Capitaux échangés en milliers d'euros (moyenne par séance)
	+ haut en euros	+ bas en euros			
Janvier 2006	89,75	84,20	87,08	62 592	5 450
Février 2006	99,45	88,60	93,30	70 693	6 596
Mars 2006	100,00	93,20	97,10	68 721	6 673
Avril 2006	107,10	97,65	102,48	145 162	14 877
Mai 2006	105,70	85,10	96,47	91 709	8 847
Juin 2006	94,95	83,10	90,02	64 853	5 838
Juillet 2006	95,50	86,80	91,46	36 208	3 311
Août 2006	91,75	88,00	89,95	33 672	3 029
Septembre 2006	97,60	90,30	94,63	66 481	6 291
Octobre 2006	106,80	96,80	102,39	86 251	8 831
Novembre 2006	115,80	104,10	110,01	72 490	7 975
Décembre 2006	114,60	110,30	112,71	55 169	6 218
Janvier 2007	115,30	109,00	112,47	112 811	12 688
Février 2007	122,99	110,55	118,31	91 739	10 854
Mars 2007	129,20	108,75	119,14	108 862	12 970
Avril 2007	129,93	124,73	127,61	103 989	13 271
Mai 2007	136,90	126,10	130,97	120 957	15 842
Juin 2007	138,90	125,10	132,83	101 299	13 456
Juillet 2007	145,25	127,75	137,84	100 135	13 803
Août 2007	131,68	112,20	123,11	127 188	15 658
Septembre 2007	126,90	116,60	121,34	149 319	18 118
Octobre 2007	129,49	116,11	122,27	187 411	22 915
Novembre 2007	119,38	88,56	105,98	246 590	26 133
Décembre 2007	109,25	96,00	102,73	182 746	18 773
Janvier 2008	99,49	60,62	75,22	356 739	26 835
Février 2008	78,98	67,50	72,40	196 951	14 259
Mars 2008	80,77	70,51	75,15	194 423	14 610

DIVIDENDES DISTRIBUÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Exercices	Dividende en euros	Dividende complémentaire en euros	Montant de dividendes distribués en millions d'euros
2003	1,05	-	58,78
2004	1,15	-	56,48
2005	1,40	0,60	98,90
2006	1,70	0,30	100,40
2007	2,00	-	100,53

INTÉRÊTS DES MANDATAIRES SOCIAUX ET DU PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ

207

A – RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Les rémunérations perçues par les dirigeants au cours de l'exercice 2007, y compris celles reçues des sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 et de la société contrôlant Wendel sont les suivantes :

En euros	2007					2006
	Rémunération brute fixe	Rémunération brute variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Rémunération totale	Rémunération totale
J-B. LAFONTA	1 208 247	750 000	93 734	22 712	2 074 693	1 563 790
B. GAUTIER	596 000	480 000	-	-	1 076 000	870 000
E.A. SEILLIERE	170 910	-	150 751	5 031	326 692	507 694

La rémunération des membres du Directoire de la société est arrêtée chaque année par le Conseil de surveillance du mois de décembre de l'année précédente, sur proposition et après examen par le Comité de gouvernance ; ce dernier appuie sa recommandation de rémunération globale par référence aux pratiques de marché pour les sociétés cotées et à la moyenne des sociétés de « private equity » européennes ; le montant du bonus est fixé en fonction de la progression de Wendel au regard de ses objectifs à moyen terme. Les jetons de présence sont inclus dans la rémunération globale.

RÉMUNÉRATION VERSÉE AUX CINQ PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES

En 2007, les rémunérations versées aux cinq personnes les mieux rémunérées, y compris les mandataires au titre de Wendel et des participations liées, ainsi qu'au titre de la société contrôlante pour les dirigeants, s'élèvent à :

	En euros
Rémunération	3 855 980
Jetons de présence	268 161
Total	4 124 141

AUTRES MANDATAIRES SOCIAUX

Les rémunérations versées par la société et l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du groupe Wendel se composent essentiellement de jetons de présence dont le montant brut s'élève globalement, en 2007, à 499 771 euros, selon le détail ci-dessous :

En euros	2005	2006	2007
Nicolas Celier	-	21 000	50 000
Didier Cherpitel	33 500	39 500	60 000
Béatrice Dautresme Schlumberger	-	21 000	50 000
Jean-Marc Janodet	118 853	134 118	89 771
Édouard de l'Espée	33 500	39 500	50 000
François de Mitry	33 500	39 500	50 000
Grégoire Olivier	33 500	39 500	50 000
François de Wendel	33 500	39 500	50 000
Guy de Wouters	46 500	50 000	50 000
			499 771

B – OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS WENDEL

Les options qui restent à souscrire ou à acheter par les mandataires sociaux et les cadres, au 31 décembre 2007, sont des options de souscription ou d'achat d'actions exclusivement.

POLITIQUE D'ATTRIBUTION DES OPTIONS

Les attributions d'options d'actions Wendel ont pour but de motiver, fidéliser et récompenser les cadres du Groupe. Elles peuvent être, soit des options d'achat, soit des options de souscription, même si le tableau ci-dessous montre que les options de souscription constituent la pratique la plus courante. Depuis plusieurs années, elles sont accordées tous les ans à la même période (après l'Assemblée générale), à un prix calculé sur la base de la moyenne des cours d'ouverture des 20 jours de Bourse précédant leur attribution sans aucune décote.

La politique générale d'attribution est soumise à l'examen du Comité de gouvernance du Conseil de surveillance qui en arrête les principes directeurs; en revanche, la mise en œuvre et les attributions individuelles sont décidées par le Directoire, à l'exception des attributions aux mandataires sociaux du Groupe dont les allocations sont arrêtées par le Conseil, sur proposition du Comité de gouvernance.

Le périmètre des attributaires a varié dans le temps :

- les options ont été accordées à l'ensemble des cadres, y compris le Comité opérationnel jusqu'en 2004 (plan WI 3-1) ;
- le Comité opérationnel et les membres du Directoire ont été exclus du dispositif en 2005 et 2006 ;
- en 2006 (plan WI 3-3), les non-cadres ont été intégrés dans le dispositif de stock-options et ont reçu chacun 100 options ;
- depuis 2007 (plan W 1-1), les attributaires sont tous les cadres, y compris les membres du Comité opérationnel et les mandataires sociaux; en revanche, les non-cadres n'en bénéficient plus mais sont éligibles aux actions gratuites (chacun d'entre eux a reçu une allocation de 40 actions gratuites en 2007). Cette politique sera poursuivie en 2008.

La 18^e résolution, votée à l'Assemblée générale du 4 juin 2007, prévoit un nouveau dispositif dont la première application a été faite en juin 2007 (plan W 1-1) et qui consiste en l'octroi de stock-options chaque année pendant cinq ans.

Le nombre total de stock-options initialement accordé est de 2% par an ; il sera réduit des $\frac{3}{4}$ si l'accroissement de la valeur de l'ANR par action (y compris dividende) ne dépasse pas 30% au terme des cinq années suivant l'octroi de ladite tranche, et maintenu s'il atteint 120% au terme de cette même période de cinq ans ; la réduction sera linéaire entre ces deux bornes. Chaque dotation annuelle sera acquise (règle de « vesting ») par tranche de 20% par an, la première un an après l'attribution ; le départ de l'entreprise, quel qu'en soit le motif, fait perdre le bénéfice des options non « vestées ». Les options ne peuvent pas être levées, même partiellement, avant l'expiration de la période d'indisponibilité de cinq ans qui suit leur attribution ; l'Actif net réévalué par action qui sert de référence est celui publié à l'Assemblée générale précédant l'attribution.

Options levées en 2007

Plans	CGIP3-3	CGIP 4-1	CGIP 4-2	CGIP 5-1	CGIP 5-2	CGIP 5-3	WI 1-1
Date du Conseil d'administration ou du Directoire	02.06.1999	02.06.1999	30.05.2000	20.07.2000	19.07.2001	25.09.2001	17.07.2002
Prix d'achat ou de souscription en euros par action	37,10 €	37,10 €	44,23 €	44,23 €	33,35 €	28,50 €	24,59 €
Options	souscription	souscription	souscription	achat	achat	souscription	souscription
options levées par :							
(i) les mandataires sociaux :			5 000				3 000
M. Janodet							3 000
M. de Moustier			5 000				
(ii) les 10 premiers attributaires :				5 919	10 469		2 962
(iii) les autres attributaires :	4 909	3 065	709				170
Total	4 909	3 065	5 709	5 919	10 469	0	6 132

Plans	WI 2-1	WI 3-1	WI 3-2	WI 3-3	WI-1	Total
Date du Conseil d'administration ou du Directoire	16.07.2003	09.07.2004	06.07.2005	04.07.2006	04.06.2007	
Prix d'achat ou de souscription en euros par action	25,96 €	39,98 €	65,28 €	90,14 €	132,96 €	
Options	souscription	souscription	souscription	souscription	souscription	
options levées par :						
(i) les mandataires sociaux :						8 000
M. Janodet						3 000
M. de Moustier						5 000
(ii) les 10 premiers attributaires :	3 533	22 465				45 348
(iii) les autres attributaires :	2 524	1 735		100		13 212
Total	6 057	24 200	0	100	0	66 560

HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS

Les nombres d'actions pouvant être souscrites ou achetées ainsi que les prix de souscription ou d'achat figurant dans le tableau ci-dessous ont été ajustés afin de tenir compte de :

- l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix anciennes intervenue en décembre 1999 ;

- l'attribution des bons d'acquisition CapGemini Ernst & Young en juin 2001 ;
- de l'OPRA et de l'OPAS de janvier 2002 ;
- de l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour 19 actions anciennes intervenue en juin 2002 et ;
- de l'OPAS de janvier 2005.

Plans Compagnie générale d'industrie et de participations						
	Plan n° 3	Plan n° 4		Plan n° 5		
Date Assemblée Générale	02.06.1999	02.06.1999		30.05.2000		
Nombre total d'options autorisées	602 685	393 022		313 111		
Options non attribuées : plans clôturés	0	0		0		
Options à attribuer : plans en cours	-	-		-		
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	4 909	393 022		313 111		
Date du Conseil d'administration ou du Directoire	02.06.1999	02.06.1999	30.05.2000	20.07.2000	19.07.2001	25.09.2001
Plans	CGIP 3-3	CGIP 4-1	CGIP 4-2	CGIP 5-1	CGIP 5-2	CGIP 5-3
Date de départ de l'exercice des options	02.06.2002	02.06.2002	30.05.2003	20.07.2000	19.07.2002	25.09.2002
Date d'expiration des options	01.06.2007	01.06.2009	29.05.2010	19.07.2010	18.07.2011	24.09.2011
Prix de souscription en euros par action	37,10 €	37,10 €	44,23 €	44,23 €	33,35 €	28,50 €
Rabais	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Options attribuées	169 673	179 997	213 025	5 919	224 549	82 643
dont :						
Options de souscription	169 673	179 997	213 025	-	-	82 643
Options d'achat		-	-	5 919	224 549	-
Nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées au 1er janvier 2007 :						
. par les mandataires sociaux	0	0	9 113	-	0	-
. par les dix premiers attributaires salariés	0	14 930	18 345	5 919	14 038	-
. par les autres salariés	4 909	3 909	5 328	-	6 832	-
Nombre d'actions souscrites au 31.12.2007	169 673	164 223	185 948	5 919	214 148	82 643
Nombre d'options restant à souscrire ou achetées au 31.12.2007	0	15 774	27 077	0	10 401	0
Nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées par les mandataires sociaux :						
M. Seillière						
M. Lafonta						
M. Gautier						

Plans WENDEL-Investissement						Plan Wendel	Total
Plan n° 1	Plan n° 2	Plan n° 3			Plan n° 1		
13.06.2002	27.05.2003	10.06.2004			04.06.2007		
562 410	562 821	564 023			2 000 000		
278 900	239 000	26 200			-		
-	-	-			1 122 500		
283 510	323 821	537 823			877 500		
17.07.2002	16.07.2003	09.07.2004	06.07.2005	04.07.2006	04.06.2007		
WI 1-1	WI 2-1	WI 3-1	WI 3-2	WI 3-3	WI-1		
17.07.2003	16.07.2004	09.07.2005	06.07.2006	04.07.2007	04.06.2012		
16.07.2012	15.07.2013	08.07.2014	05.07.2015	03.07.2016	04.06.2017		
24,59 €	25,96 €	39,98 €	65,28 €	90,14 €	132,96 €		
0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %		
283 510	323 821	428 223	49 000	60 600	877 500	2 898 460	
283 510	323 821	428 223	49 000	60 600	877 500	2 667 992	
-	-	-	-	-	-	230 468	
12 085	0	20 190	-	-	590 000	631 388	
7 066	17 341	53 570	45 000	52 000	188 000	416 209	
9 242	7 571	29 561	4 000	8 600	99 500	179 452	
261 249	304 966	349 102	0	100	0	1 737 971	
22 261	18 855	79 121	49 000	60 500	877 500	1 160 489	
					90 000	90 000	
					350 000	350 000	
		20 190			150 000	170 190	

C – ACTIONS GRATUITES

L'Assemblée générale du 4 juin 2007 (19^e résolution) a donné une autorisation de procéder à des attributions gratuites d'actions dans la limite de 0,5% du capital social.

Au cours de l'exercice 2007, le Directoire a adopté le règlement du plan d'attribution gratuite qui prévoit notamment :

- une « période d'acquisition » de 2 ans au terme de laquelle l'acquisition ne devient définitive que si le bénéficiaire est resté dans le Groupe, sauf cas de décès, de retraite ou d'invalidité ;
- une « période de conservation » de 2 ans pendant laquelle le bénéficiaire ne peut céder les actions qui lui ont été attribuées.

Le règlement du plan prévoit également l'ajustement du nombre d'actions attribuées en cas d'opération sur le capital de la Société afin de préserver les droits des bénéficiaires.

Le Directoire du 4 juin 2007 a décidé d'attribuer gratuitement des actions aux salariés non-cadres, qui ne bénéficient pas par ailleurs de stock-options, à hauteur de 40 actions par personne.

Au total, 1000 actions gratuites d'une valeur unitaire de 138,25 euros (cours du 4 juin 2007) ont été attribuées à 25 bénéficiaires.

Cette politique sera poursuivie en 2008

Il n'a été attribué gratuitement aucune action aux cadres et mandataires sociaux de la Société.

D – RETRAITE ET PRIME DE DÉPART

Le régime de retraite mis en place en 1947 par la Société « Les Petits-fils de François de Wendel et Cie » aujourd'hui devenue Wendel, est un régime de retraite à prestations définies qui a été fermé le 31 décembre 1998. L'ensemble du personnel de la société : dirigeants, cadres et employés, techniciens et agents de maîtrise ayant travaillé dans la société avant cette date peuvent bénéficier, dans les mêmes conditions, de ce régime sous réserve de terminer leur carrière dans le Groupe. Hormis ce régime, il n'existe pas pour les dirigeants de Wendel, de contrat de retraite spécifique. Aucun mandataire social, encore en activité, ne bénéficie du régime de retraite sur complémentaire mentionné.

Aucun dirigeant de Wendel ne bénéficie contractuellement d'une prime de départ au cas où il serait amené à quitter la société à la demande du Conseil de surveillance. Corollairement, aucun mandataire social n'a bénéficié à son arrivée ni ne bénéficie par contrat en cas de départ du Groupe de la garantie d'une rémunération exceptionnelle au sens de la recommandation conjointe Afep/Medef.

E – ASSOCIATION DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION AUX INVESTISSEMENTS DU GROUPE

1. ASSOCIATION DES ÉQUIPES DE DIRECTION DES FILIALES A LA PERFORMANCE DES ENTITÉS

La politique progressivement mise en place par Wendel pour ses filiales non cotées s'inscrit dans le dispositif suivant :

- un système de co-investissement pour les cadres dirigeants qui sont invités à investir individuellement, au travers de sociétés dédiées, en engageant leur patrimoine pour des sommes d'un montant significatif, aux côtés de Wendel ;
- un système de stock-options pour les autres cadres.

L'investissement réalisé par les principaux dirigeants n'est générateur de gains qu'à partir d'un certain seuil de rentabilité de l'investissement pour Wendel (10% à 15%).

Ces investissements présentent un risque pour les cadres dirigeants dans la mesure où en dessous de ce seuil, les sommes investies par eux sont intégralement perdues. En contrepartie de ce niveau de risque élevé, les cadres dirigeants bénéficient d'un partage de la surperformance dans des proportions variables lorsque ce seuil est franchi.

Ces dispositifs s'appliquent à toutes les sociétés, du portefeuille, tant qu'elles sont non cotées : au 31 décembre 2007, de tels systèmes étaient encore en place chez Editis, Materis, Deutsch et Stahl. Ils se débloquent généralement au moment d'une cession, même partielle.

C'est ainsi qu'au cours de l'exercice 2007, le système de co-investissement mis en place chez Bureau Veritas a été débouclé lors de l'introduction en Bourse de la société le 23 octobre 2007. À l'issue des opérations de simplification des structures, les principaux dirigeants du groupe Bureau Veritas avaient acquis 4,5% du capital de Bureau Veritas (autodétention incluse).

Une fois cotées, les sociétés mettent en place de nouveaux systèmes d'association des équipes de Direction à la performance de la société. Pour les filiales cotées (Bureau Veritas, Legrand, Stallergènes), il convient de se référer aux documents de référence de chacune des entités pour la description des modalités d'association des équipes de Direction à la performance de la société.

2. ASSOCIATION DES ÉQUIPES DE WENDEL À LA PERFORMANCE DU GROUPE

Dans un souci de confirmer l'absence de conflit d'intérêt, les règles d'investissement et les montants investis par l'équipe de Direction de Wendel sont systématiquement soumis à l'approbation du Conseil de surveillance, après examen et avis du Comité de gouvernance compétent, notamment, en matière de déontologie.

2.1. CO-INVESTISSEMENT DES ÉQUIPES DE WENDEL JUSQU'EN 2006

2.1.1. Investissement dans les participations

Les membres de l'équipe de Direction de Wendel ont été invités à investir individuellement, en engageant leur patrimoine, des sommes d'un montant significatif dans l'ensemble des nouvelles opérations du Groupe conduisant à prendre un risque économique sur toute entreprise, dans des conditions analogues à celles proposées aux équipes de Direction de ces sociétés.

Ces investissements présentent un risque pour les membres de l'équipe de Direction de Wendel dans la mesure où en dessous d'un seuil de rentabilité minimum des capitaux, les sommes investies par elle sont perdues. En contrepartie de ce niveau de risque élevé, l'équipe de Direction bénéficie d'un partage de la surperformance dans des proportions variables lorsque ce seuil est franchi.

Pour les investissements réalisés avant 2006, de tels systèmes ont été mis en place lors de l'acquisition de Legrand et d'Editis avec des mécanismes similaires à ceux instaurés pour le management de ces filiales.

Pour les derniers investissements réalisés par Wendel en 2006 (notamment Materis, Deutsch, Stahl et AVR qui ont été regroupés au sein de la société d'investissement Winvest International (voir pages 182 à 184, 220), le co-investissement a été réalisé selon les principes décrits au paragraphe 2.2.

2.1.2. Investissement dans les titres de Wendel-Participations

L'option d'achat acquise par l'équipe de Direction en 2004, auprès de Solfur, portant sur des titres Wendel-Participations, a été débouclée en 2007. Cette opération a été approuvée par l'Assemblée générale du 4 juin 2007. Elle a contribué à l'augmentation de la participation des salariés et de l'équipe de Direction dans le capital du Groupe puisque ces derniers détenaient au 31 décembre 2007, 4,9% du capital de Wendel.

2.2. ÉVOLUTION DU SYSTÈME D'ASSOCIATION DES ÉQUIPES DE WENDEL À LA PERFORMANCE DU GROUPE

Suite à la simplification de la structure de détention du groupe Wendel réalisée en 2007, le système d'association des équipes de Direction de Wendel à la performance du Groupe a évolué et repose désormais, pour les cinq prochaines années jusqu'en 2012, sur :

- un programme de stock-options dans la limite d'une allocation annuelle représentant 2% du capital dont les modalités et la mise en œuvre sont décrites page 208 ; la première application de ce nouveau dispositif a été réalisée le 4 juin 2007 ;
- un co-investissement de l'équipe de Direction : conformément à sa stratégie d'entrepreneur-investisseur, Wendel a souhaité que les membres de son équipe soient directement et personnellement associés à ses investissements en partageant les risques et les bénéfices.

Ces deux systèmes, stock-options et co-investissement permettent d'aligner les intérêts de l'équipe de Direction de Wendel et des actionnaires et de trouver un juste équilibre entre la performance du Groupe et celle des investissements nouveaux. L'effet potentiellement dilutif des stock-options devrait être compensé par des rachats de ses propres actions par Wendel suivis de leur annulation.

Les principes du co-investissement de l'équipe de Direction dans les nouvelles opérations conduisant le Groupe à prendre un risque économique sur toute entreprise cotée ou non cotée ont été définis comme suit :

- les intéressés investiront aux côtés de la Société, étant entendu que les co-investissements se monteront à un maximum de 0,5% du montant de l'investissement de Wendel ;
- les intéressés seront seuls responsables du financement de leur co-investissement, et ;
- les co-investissements donneront droit à 10% de la plus-value totale à condition que Wendel ait obtenu au préalable un rendement annuel de 7% et une plus-value totale de 40% sur son investissement. Si l'un de ces seuils n'est pas franchi, les montants investis par les dirigeants seront perdus par eux ;
- les droits liés au co-investissement seront acquis à titre définitif par tranche de 20% par an (20% à la date d'investissement puis 20% à chaque date anniversaire) ;
- la plus-value sera dégagée lors de la cession, et à dire d'expert, au bout de 10 ans s'il n'y a pas eu de cession.

Considérant que certains mandataires sociaux pourraient être concernés, dans un souci de transparence et de bonne gouvernance, ces principes de co-investissement ont été approuvés par le Conseil de surveillance dans ses séances du 6 décembre 2006 et 26 avril 2007 sur avis du Comité de gouvernance, et ont été mentionnés dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées relatives à l'exercice précédent ; ils ont été approuvés par l'Assemblée générale du 4 juin 2007.

Le Conseil de surveillance du 18 juillet 2007 a, sur proposition du Comité de gouvernance, apporté deux précisions à ce dispositif : (i) le seuil de 7 % de rentabilité minimale sera apprécié sur les investissements à leur valeur et aux dates d'origine (ii) s'agissant d'investissements dans des sociétés cotées, le seuil de 40 % s'appliquera à l'issue d'une période de deux ans et demi, à compter de l'investissement ; ces précisions sont mentionnées dans le rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées qui figure aux pages 182 à 184 du présent rapport annuel.

Conformément à ces principes approuvés par l'Assemblée générale, au titre de l'exercice 2007, après accord du Conseil de surveillance du 4 juin 2007 sur avis du Comité de gouvernance du 22 mai 2007, l'équipe de Direction et les membres du Directoire ont co-investi aux cotés de Wendel dans les opérations concernant Compagnie de Saint-Gobain selon les modalités décrites ci-dessus.

Par ailleurs, il est rappelé qu'en application de cette même autorisation, un co-investissement a été mis en place selon les modalités décrites ci-dessus, à l'occasion de la constitution de Winvest International (Société d'Investissement à Capital Risque portant les investissements dans Materis, Deutsch, Stahl et AVR), après accords des Conseils de surveillance du 6 décembre 2006 et du 4 juin 2007 sur avis des Comités de gouvernance du 6 décembre 2006 et 22 mai 2007. Ces opérations ont, en particulier, permis à de nouveaux membres de l'équipe de Direction d'entrer dans le dispositif. En 2008, il est envisagé de réaliser d'autres opérations de co-investissements après accord du Conseil de surveillance statuant sur avis du Comité de gouvernance.

3. INCIDENCE DE CES MÉCANISMES DE CO-INVESTISSEMENT POUR WENDEL

Les dispositifs mis en place pour les investissements effectués, en supposant réalisés les business plans envisagés par Wendel au moment des acquisitions, pourraient avoir un effet dilutif de 10 à 15 % à 5 ans sur le pourcentage de participation de Wendel dans ces sociétés.

4. AUTRES INVESTISSEMENTS DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION DANS LES FILIALES DU GROUPE

Conformément à ce qui a été annoncé dans les documents publics relatifs à l'introduction en Bourse de Legrand

(voir paragraphe 11.5 de la note d'information de l'introduction en Bourse de Legrand), l'équipe de Direction de Wendel a acquis, au travers d'une société nouvelle, auprès d'un établissement financier, des options d'achat portant sur le titre Legrand. Ces options, exerçables à tout moment, avaient une maturité de 5 ans et représentaient environ 1 % du capital de Legrand. Ces options ont été cédées en 2007.

F – INFORMATION SUR LA NATURE DES OPÉRATIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES MANDATAIRES SOCIAUX

La Société n'a pas conclu d'autres conventions avec ses mandataires sociaux ou avec des sociétés ayant des dirigeants communs, hors opérations courantes, que celles qui figurent dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

G – PRÊTS, EMPRUNTS EN FAVEUR DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION

Néant.

H – OBLIGATION DE DÉTENTION DE TITRES ISSUS D'OPTIONS OU D'ACTIONS GRATUITES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux recommandations Afep/Medef de janvier 2007, le Conseil de surveillance du 28 mars 2007, sur proposition du Comité de gouvernance, a demandé que les mandataires sociaux conservent au minimum 30 % des titres Wendel issus de levées d'options ou d'actions gratuites ; par surcroît, il a recommandé que cette demande s'applique y compris aux titres déjà créés antérieurement au 28 mars 2007 pour les mandataires sociaux en exercice à cette date.

De même, le Directoire a formulé la même recommandation aux membres du Comité opérationnel de la société.

I – OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LES MANDATAIRES SUR LE TITRE WENDEL

Le tableau ci-après reprend les opérations d'achat ou de vente de titres Wendel réalisées par les mandataires sociaux au cours de l'année 2007 ; ces informations ont été déclarées sur le site de la société, comme le réclame la réglementation.

N° et date de dépôt AMF	Déclarants	Instruments financiers	Nature de l'opération	Date de l'opération	Nombre	Prix unitaire	Montant brut de l'opération (en euros)	Lieu de l'opération	n° déclaration AMF
2007-19 16.01.08	Personne liée à Nicolas Célier	Actions	Cession	12.2007	1 000	106,19	106 198	Euronext Paris	208D2687
2007-18 19.07.07	Bernard Goutier	Actions	Acquisition	18.07.2007		104,68	220 253	Paris	207D4651
2007-17 19.07.07	Jean-Bernard Lafonta	Actions	Acquisition	18.07.2007		105,58	398 779	Paris	207D4650
2007-16 19.07.07	Ernest-Antoine Seillière	Actions	Acquisition	18.07.2007		119,93	59 005	Paris	207D4649
2007-15 29.06.07	Personne liée à Ernest-Antoine Seillière	Actions	Acquisition	20.06.2007		134,20	10 573 215	Paris	207D4123
2007-14 29.06.07	Personne liée à Ernest-Antoine Seillière	Actions	Cession	20.06.2007		134,20	6 710 000	Paris	207D4122
2007-13 05.06.07	Personne liée à Ernest-Antoine Seillière	Actions	Acquisition	29.05.2007		127,89	64 795 852	Paris hors marché	207D3464
2007-12 05.06.07	Personne liée à Bernard Goutier	Actions	Acquisition	29.05.2007		127,89	35 247 635	Paris hors marché	207D3463
2007-11 05.06.07	Personne liée à Jean-Bernard Lafonta	Actions	Acquisition	29.05.2007		127,89	156 058 540	Paris hors marché	207D3462
2007-10 27.04.07	Personne liée à Nicolas CÉLIER	Actions	Vente	26.04.2007	2 000	127,43	254 860	Euronext Paris	207D2518
2007-09 10.04.07	Personne liée à Nicolas CÉLIER	Actions	Vente	02.04.2007	2 000	129,90	253 800	Euronext Paris	207D2145
2007-08 01.03.07	Personne liée à Nicolas CÉLIER	Actions	Vente	21.02.2007	1 000	120,50	120 500	Euronext Paris	207D1387
2007-07 01.03.07	Personne liée à Nicolas CÉLIER	Actions	Vente	21.02.2007	1 000	119,50	119 500	Euronext Paris	207D1386
2007-06 23.01.07	Didier CHERPITEL	Actions	Achat	04.01.2007	1 143	111,50	128 306	Euronext Paris	207D0561
2007-05 23.01.07	Didier CHERPITEL	Actions	Achat	03.01.2007	900	111,50	101 076	Euronext Paris	207D0560
2007-04 23.01.07	Personne liée à Nicolas CÉLIER	Actions	Vente	16.01.2007	1 000	113,00	113 000	Euronext Paris	207D0575
2007-03 23.01.07	Personne liée à Nicolas CÉLIER	Actions	Vente	16.01.2007	1 000	112,80	112 800	Euronext Paris	207D0574
2007-02 18.01.07	Jean-Marc JANODET	Actions	Souscription	16.01.2007	3 000	24,59	73 770	Euronext Paris	207D0477
2007-01 18.01.07	Jean-Marc JANODET	Actions	Vente	15.01.2007	10 000	111,80	1 115 384	Euronext Paris	207D0478

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

BREF HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

La prise de contrôle par le groupe Wendel du holding Marine-Firminy donne naissance à Marine-Wendel en 1975. La prédominance de ses actifs sidérurgiques (Sacilor, Forges et Aciéries de Dilling, etc.) à côté d'activités diversifiées (Carnaud, Forges de Gueugnon, Oranje-Nassau, Cimenteries de l'Est, plusieurs sociétés du secteur de la mécanique, etc.) conduit, lors de la crise de la sidérurgie européenne en 1977, à une scission du Groupe en deux entités : en faisant apport en novembre 1977 de tous ses actifs non sidérurgiques, Marine-Wendel donne naissance à la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations (CGIP) dont elle ne conserve qu'une participation de 20% dans le capital. Depuis lors, Marine-Wendel s'est progressivement dessaisie de ses actifs sidérurgiques et a renforcé, au fil des ans et des restructurations internes, sa participation dans la CGIP au point d'en prendre le contrôle. En juin 2002, Marine-Wendel et CGIP ont fusionné ; l'ensemble fusionné a pris le nom de WENDEL Investissement. À cette date, la capitalisation boursière s'élevait à 1 190 millions d'euros. L'approche industrielle et la concentration de nos équipes sur le développement à long terme des sociétés contribuent à forger une image spécifique et forte de notre Groupe. Ce positionnement solide d'actionnaire professionnel avec une vision industrielle a conduit, lors de l'Assemblée générale du 4 juin 2007, à une simplification de la dénomination sociale de « WENDEL Investissement » en « Wendel », mettant ainsi l'accent sur des valeurs industrielles et de long terme enracinées dans 300 ans d'histoire. Les faits marquants sont rappelés dans le chapitre « Étapes de développement » de ce document.

Les principaux mouvements intervenus dans le Groupe, au cours des deux derniers exercices, sont rappelés dans les comptes consolidés dans la partie traitant du périmètre de consolidation.

INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES

En application de l'article 28 du règlement (CE) n°809/2004 de la Commission, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- les chiffres clés figurant aux pages 16 et 17 ainsi que les comptes consolidés et les rapports d'audit correspondant aux pages 65 à 142 du document de référence de l'exercice 2006 déposé à l'AMF en date du 23 mai 2007 sous le numéro D.07-0496 ;
- les chiffres clés figurant aux pages 18 et 19 ainsi que les comptes consolidés et les rapports d'audit correspondant aux pages 53 à 119 du document de référence de l'exercice 2005 déposé à l'AMF en date du 24 mai 2006 sous le numéro D.06-0484.

Les parties non incluses de ces documents sont soit sans objet pour les investisseurs soit couvertes par un autre endroit de ce document de référence.

POSITIONNEMENT CONCURRENTIEL

Les concurrents de Wendel sont les sociétés d'investissement européennes ou anglo-saxonnes, les fonds d'investissement et les holdings, cotées ou non cotées. À la différence des fonds d'investissement, Wendel est un actionnaire professionnel qui définit la stratégie de ses filiales et poursuit des objectifs de développement à long terme. Sa vision industrielle et sa stratégie sont de favoriser l'émergence de sociétés leaders dans leur secteur, d'en amplifier le développement à moyen et à long terme, notamment en encourageant l'innovation et en améliorant la productivité de ces filiales. Wendel est un actionnaire et un partenaire actif qui appuie des équipes entrepreneuriales, les responsabilise, les récompense et les accompagne dans la durée, afin d'atteindre des objectifs ambitieux de croissance et de création de valeur pour ses actionnaires.

DEGRÉ DE DÉPENDANCE À L'ÉGARD DE BREVETS, LICENCES, CONTRATS INDUSTRIELS, COMMERCIAUX OU FINANCIERS

Le groupe Wendel cherche une diversification optimum de ses actifs. Pour cette raison, le Groupe n'est pas dépendant, précisément, de manière significative, de tel ou tel brevet, licence, contrat industriel, commercial ou financier.

OPÉRATIONS AVEC LES APPARENTÉS

Les informations relatives aux parties liées figurent en page 93 du présent document dans la partie « Annexe aux comptes consolidés ». Les conventions réglementées soumises à l'approbation du Conseil de surveillance relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007 figurent aux pages 182 à 184 du présent document de référence.

Il n'existe pas entre Wendel et ses filiales et participations, d'accords industriels, commerciaux ou de gestion. Wendel assure à certaines d'entre elles des prestations de conseil et d'assistance en matière stratégique, juridique, fiscale, financière et comptable. Ces prestations sont facturées à des conditions normales sur la base des coûts réels s'ils sont identifiables ou de forfaits.

Les montants des prestations au titre des trois derniers exercices de consolidation sont les suivants (en milliers d'euros hors taxes) :

	2007	2006	2005
Stallergènes	80	80	80
Bureau Veritas	1 620	2 000	2 000
Editis	1 250	1 000	-
Deutsch	-	1 375	-
Materis	-	1 333	-
Trief Corporation	-	17 000	-
Eufor	4 200	-	-
Wheelabrator Allevar	-	-	2 007
Autres filiales	125	104	534

ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

En application de l'article L. 225-100-3 du Code de commerce, à la connaissance de la Société, les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique sont décrits dans les sections suivantes du présent document de référence :

- «Gestion du risque de liquidité» dans l'annexe aux comptes consolidés concernant les emprunts obligataires et certains contrats de financement contenant des clauses de changement de contrôle.
- «Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées» dans «Assemblée générale» : pour les conventions autorisant la Société à utiliser le nom patronymique «Wendel» et contenant une clause de résiliation dans le cas où la participation de SLPS dans la Société serait inférieure à 33,34 % pendant 120 jours consécutifs.
- «Pactes d'actionnaires» dans «Informations spécifiques» concernant notamment les engagements de conservation pris par certains actionnaires et contenant une clause de droit de préemption au profit de SLPS ou de SPIM.

CONTRATS IMPORTANTS

Les contrats importants de la Société, à titre principal, sont décrits dans la partie «Gestion de Risques» des comptes consolidés pour les contrats de financements et emprunts obligataires et dans la partie «Pactes d'actionnaires».

ACTIF NET RÉÉVALUÉ

MÉTHODOLOGIE

L'actif net réévalué de décembre 2007 est calculé sur la base des comptes de Wendel et des filiales consolidées par intégration globale ou par mise en équivalence, arrêtés au 31 décembre 2007.

Les filiales non cotées sont évaluées en appliquant aux principaux soldes de gestion, les multiples de capitalisation boursière de sociétés comparables au cours de la même période de référence. Les soldes de gestion retenus sont le résultat brut d'exploitation – EBITDA – et le résultat d'exploitation avant écriture d'allocation des écarts d'acquisition – EBITA –; ce sont les soldes retraités, le cas échéant, des éléments non récurrents.

L'échantillon des sociétés comparables est stable dans le temps ; il permet de déterminer des multiples sectoriels moyens qui sont retenus pour déterminer la valeur d'entreprise de la société concernée. Les sociétés composant l'échantillon ont un flottant assez important ; les variations des cours représentent donc l'évolution de leur valeur d'entreprise et, de plus, ces sociétés sont suivies par plusieurs analystes qui publient régulièrement sur la société et sur le

secteur concerné ; les estimations de ces analystes sont retenues pour calculer les multiples prévisionnels qui permettent d'intégrer les perspectives de croissance des sociétés et du secteur considéré. De cette valeur d'entreprise sont déduites toutes les dettes financières et le montant estimé des gains revenant aux équipes de Direction au titre du co-investissement si la société venait à être vendue en retenant cette évaluation. Ceci donne la valeur réévaluée de la participation pour un pourcentage de détention de 100 %.

Les nouveaux investissements, non cotés ou cotés, sont valorisés à leur prix de revient pendant les premiers mois qui suivent leur acquisition jusqu'au moment où la société établit des comptes consolidés pour six mois d'activité continue après la date d'acquisition et actualise ses prévisions de résultat pour l'année en cours. Après cette période, les investissements cotés et non cotés sont évalués selon le cas en appliquant la méthode décrite aux paragraphes précédant ou suivant.

Les titres des sociétés cotées sont valorisés en retenant la moyenne des cours de clôture des vingt séances précédant l'évaluation. De cette valorisation est déduite, le cas échéant, le montant estimé des gains revenant aux équipes de Direction au titre du co-investissement.

Les actions Wendel autodétenues qui pourront être cédées aux dirigeants détenant des options d'achat d'actions sont valorisées en retenant la plus basse des trois valeurs : l'actif net réévalué par action, la moyenne des cours de clôture des vingt séances précédant l'évaluation, leur prix d'exercice des options d'achat ; les autres actions sont valorisées en retenant la plus basse des deux valeurs : l'actif net réévalué par action ou la moyenne des cours de clôture des vingt séances précédant l'évaluation.

Oranje-Nassau détient principalement des parts dans des gisements pétroliers. Pour évaluer ses actifs pétroliers, Oranje-Nassau établit un plan par gisement de pétrole en faisant les hypothèses suivantes :

- les réserves et le rythme annuel d'extraction pour chacun de ses gisements ;
- les différents scénarii envisageables pour l'évolution des prix du pétrole ;
- les coûts d'extraction pour chaque gisement ;
- l'évolution de la parité de change euro/US dollar ;
- le taux d'actualisation.

Il en résulte des estimations de chiffre d'affaires et de résultat pour les années à venir ; la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs donne la valorisation de l'activité Énergie.

Les actifs circulants et les passifs sont repris à leur valeur nette comptable ou à leur valeur de marché, si celle-ci peut être déterminée de manière régulière ou est donnée par un tiers.

L'actif net réévalué ne prend en compte aucune décote d'illiquidité, ni prime de contrôle. L'actif net réévalué est donné avant prise en compte de la fiscalité latente sur les plus-values.

En période de forte volatilité, Wendel donnera également une évaluation de son portefeuille établie en retenant un cours moyen calculé sur une période de référence suffisamment longue afin de mieux prendre en considération l'approche long terme qui est l'un des fondements du modèle Wendel d'actionnaire professionnel.

VALIDATION PAR UN TIERS ET COMMUNICATION

À la demande du Comité d'audit, un expert indépendant reconnu sur la place de Paris, Associés en Finance, établit au minimum deux fois par an sa propre évaluation de Wendel. Cet expert indépendant la remet au Comité pour lui permettre de comparer cet actif net réévalué avec celui effectué par Wendel.

L'actif net réévalué est communiqué régulièrement au marché à l'occasion de la publication des comptes semestriels et des comptes annuels, de l'Assemblée générale des actionnaires et de la journée d'information organisée en fin d'année ; il est inséré dans le communiqué diffusé à l'occasion de chacun de ces événements.

ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DE L'ACTIF NET RÉÉVALUÉ

À partir de 2002, Wendel a cédé toutes ses participations minoritaires et la trésorerie venant des cessions a été réemployée. Depuis lors, Wendel investit pour déployer son modèle d'actionnaire professionnel de long terme en prenant des positions d'actionnaire de contrôle ou d'actionnaire principal dans des sociétés en France et à l'international, cotées ou non cotées, et disposant de forts potentiels de développement.

Actionnaire de long terme avec une vision industrielle, Wendel élabore et met en œuvre des stratégies adaptées pour en améliorer le profil opérationnel et en accélérer la croissance.

Entre 2002 et 2007, Wendel a cédé pour 3 600 millions d'euros d'actifs.

La participation dans CapGemini a été partiellement cédée pendant l'exercice 2003. En 2004, la participation dans Trader Classified Media a été cédée ainsi que l'essentiel de la participation dans bioMérieux, lors de son introduction en Bourse. En 2005, Wendel a poursuivi ses désengagements avec des cessions complémentaires de titres bioMérieux, Valeo et CapGemini. Wheelabrator Allevard a été cédée au milieu de l'année 2005. Les cessions complémentaires de 2006 et 2007 ont permis de ramener l'ensemble de ces lignes de placement à un niveau non significatif. En 2007 également, afin d'en accélérer le développement, Bureau Veritas a été introduit en Bourse.

Pendant cette même période, Wendel a investi pour 3 800 millions d'euros d'actifs.

Wendel a acquis 37 % de Legrand en décembre 2002. Au second semestre 2004, Wendel a acheté Editis et s'est renforcé dans Bureau Veritas pour porter sa participation de 34 % à 99 %. En 2006, Wendel a acquis Materis, Deutsch, Stahl et AVR. En 2007, Wendel a pris une participation de 18 % dans le capital de Saint-Gobain.

PROGRESSION DE L'ACTIF BRUT ET DE L'ACTIF NET RÉÉVALUÉ ENTRE DÉCEMBRE 2003 ET DÉCEMBRE 2007

La répartition de l'actif brut et son évolution pendant cette période sont présentées dans le tableau suivant :

En millions d'euros	Déc. 03	%	Déc. 04*	%	Déc. 05	%	Déc. 06	%	Déc. 07	%
Participations dont Wendel est actionnaire principal ou de contrôle	2 430	69 %	3 770	74 %	4 530	74 %	6 470	80 %	7 800	80 %
Investissements minoritaires	970	28 %	520	10 %	300	5 %	230	3 %	60	1 %
Actions Wendel	-	-	240	5 %	430	7 %	570	7 %	10	-
Trésorerie	90	3 %	570	11 %	820	14 %	780	10 %	1 840**	19 %
Actif brut réévalué y compris trésorerie	3 490	100 %	5 100	100 %	6 080	100 %	8 050	100 %	9 710	100 %
Dette financière	(970)	-	(1 670)	-	(1 600)	-	(2 000)	-	(3 160)	-
Actif net réévalué	2 520	-	3 430	-	4 480	-	6 050	-	6 550	-
Actif net réévalué par action	45 €	-	61 €	-	82 €	-	109 €	-	130 €	-

* L'actif net réévalué est calculé y compris l'incidence totale de l'OPAS de Wendel sur ses propres titres, terminée en janvier 2005.

** Trésorerie après fonds propres investis dans Saint-Gobain. La trésorerie libre de tout nantissement à fin décembre 2007 est de 1,7 Md€.

La forte progression de l'actif net sur cette période met en évidence la création de valeur engendrée par la mise en œuvre du modèle Wendel. L'actif net réévalué de Wendel s'élève à 6 550 millions d'euros en décembre 2007 contre 2 520 millions d'euros en décembre 2003. En quatre ans, l'actif net réévalué par action a quasiment triplé, sans prendre en compte les dividendes distribués aux actionnaires en juin de chaque année.

En 2004, l'accroissement de l'actif net réévalué de 910 millions d'euros est lié à la poursuite de la valorisation de Legrand acquis fin 2002 et de Bureau Veritas dont le pourcentage de détention venait d'être porté à 99 %. En 2005, l'accroissement de valorisation est de 1 050 millions d'euros, lié à la poursuite des revalorisations de Legrand, de Bureau Veritas et d'Editis. En 2006, l'accroissement de valorisation atteint 1 570 millions d'euros et est le reflet des bonnes performances de toutes les participations. Legrand qui était valorisé à son prix de revient de 660 millions d'euros fin 2002, était valorisé 1 900 millions d'euros en retenant son cours de Bourse en avril 2006, mois pendant lequel la société a été de nouveau cotée en Bourse. La valeur de cette participation a plus que triplé en un peu plus de trois ans. À fin décembre 2007, les filiales Deutsch, Materis et Stahl acquises en 2006 sont valorisées à leur valeur de marché. En juin 2007 Wendel a annulé près de 10 % des actions que la société détenait ; hors prise en compte de cette annulation la progression de l'actif net est de 1 060 millions d'euros, comparable à celle des exercices antérieurs. L'annulation des actions Wendel n'a pas d'incidence sur la valeur de l'actif net réévalué par action qui progresse de 19 % en 2007.

Fin 2007, Wendel dispose d'un bilan solide et liquide ; l'ensemble des actifs représentent 80 % de l'actif brut réévalué et les actifs cotés représentent environ les deux tiers de cet actif brut réévalué ; enfin la trésorerie près de 20 % de l'ensemble des actifs. Cette structure des actifs avec une trésorerie qui s'élève à environ 1,8 milliard d'euros donne une grande flexibilité à Wendel. La trésorerie libre de tout nantissement à fin décembre 2007 est de 1,7 milliard d'euros.

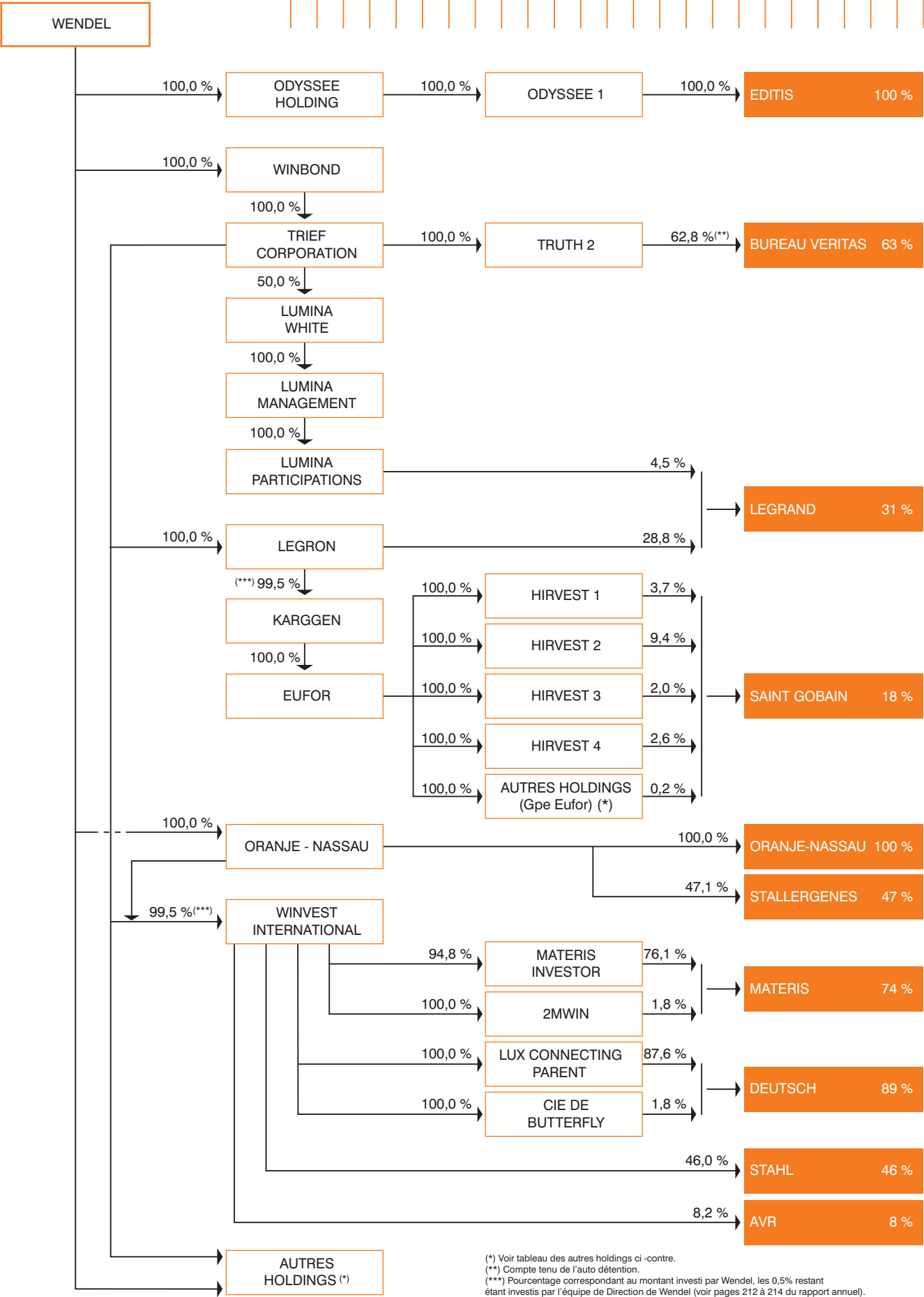
L'endettement financier net⁽¹⁾, qui représente la dette financière minorée de la trésorerie passe de 960 millions d'euros à fin 2002 à 1 320 millions d'euros fin 2007. L'évolution de l'endettement financier net est suivie au travers de l'évolution du ratio d'endettement financier net sur actif brut réévalué qui mesure l'importance de l'endettement par rapport aux actifs gérés par Wendel. Ce ratio qui était de 31 % fin 2002, était ramené à 26 % à fin 2003, 24 % fin 2004, 15 % fin 2005 et à 17 % fin 2006 ; ce ratio est resté inférieur à 20 % en 2007.

(1) L'endettement net est la dette financière, diminuée de la trésorerie, de la société Wendel et des sociétés holdings à l'exclusion de celles dont la dette est sans recours sur celles-ci ; les actions autodétenues sont incluses dans l'actif brut réévalué.

INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

STRUCTURE AU 31 DECEMBRE 2007

220



(*) Voir tableau des autres holdings ci -contre.
(**) Compte tenu de l'auto détention.
(***) Pourcentage correspondant au montant investi par Wendel, les 0,5% restant étant investis par l'équipe de Direction de Wendel (voir pages 212 à 214 du rapport annuel).

AUTRES SOCIÉTÉS HOLDINGS

Ces sociétés, holdings intermédiaires, concourent notamment au financement et à la détention des participations du Groupe.

Raison sociale (actionnaires)	Participations détenues
COMPAGNIE FINANCIERE DE LA TRINITE (100 % WENDEL)	-
SIMFOR (100 % WENDEL)	-
SOFISERVICE (100 % WENDEL)	100 % Lormetal.
WINVEST 10 (100 % WENDEL)	-
WINVEST 11 (100 % WENDEL)	-
WINVEST 12 (100 % WENDEL)	-
WINVEST 14 (100 % WENDEL)	-
WINVEST 15 (100 % WENDEL)	-
COBA (100 % WENDEL)	-
SOFE (100 % WENDEL)	-
COMPAGNIE DU SAHARA (100 % WENDEL)	-
LORMETAL (100 % Sofiservice)	-
WINVEST PART 1 (100 % TRIEF Corporation)	-
WINVEST PART 3 (100 % TRIEF Corporation)	36,2 % Odyssée Management
WINVEST PART 4 (100 % TRIEF Corporation)	-
WINVEST PART 5 (100 % TRIEF Corporation)	-
WINVEST PART 6 (100 % TRIEF Corporation)	-
WINVEST PART 7 (100 % TRIEF Corporation)	-
WINVEST CONSEIL (100 % TRIEF Corporation)	-
SOFISAMC (100 % TRIEF Corporation)	-
OFILUX FINANCE (100 % TRIEF Corporation)	75,2 % Compagnie de l'Odyssée 61,4 % Odyssée 3
ODYSSEE 3 (61.4 % Ofilux Finance) (28.6 % Compagnie de l'Odyssée)	-
COMPAGNIE DE L'ODYSSEE (75.2 % Ofilux Finance)	28,6 % Odyssée 3
ODYSSEE MANAGEMENT (36.2 % WINVEST PART 3)	10 % Odyssée 3
STAHL LUX 1 (100 % WINVEST INTERNATIONAL)	-
FROEGGEN (100 % Eufor)	-
GRAUGGEN (100 % Eufor)	-
HOURGGEN (100 % Eufor)	-
IREGGEN (100 % Eufor)	-
JEURGGEN (100 % Eufor)	-
COMPAGNIE D'ALBERTA (100 % Eufor)	-

FACTEURS DE RISQUES

RISQUE DE LIQUIDITÉ, RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT, RISQUE DE CHANGE ET RISQUE SUR ACTIONS

(Se reporter au paragraphe relatif à la gestion des risques de l'annexe aux comptes consolidés).

RISQUES JURIDIQUES ET LITIGES

RÈGLEMENTATIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU GROUPE ET SITUATION DE DÉPENDANCE

Compte tenu de la variété des activités de Wendel et de ses filiales contrôlées (le « Groupe ») ainsi que de leurs implantations géographiques, aucune réglementation spécifique n'a vocation à leur être appliquée de façon uniforme. Le Groupe n'est soumis directement à aucune réglementation particulière pouvant affecter le cours normal de ses affaires.

Chaque société exerce ses activités dans le respect des lois et réglementations qui lui sont applicables. Pour l'exercice de ses activités, Bureau Veritas bénéficie à travers le monde, de très nombreux agréments, reconnaissances et accréditations de la part d'États et d'organisations internationales qui font l'objet de renouvellements périodiques. Il n'existe pas à la connaissance de la Société de problème de renouvellement pouvant avoir un impact significatif sur les activités de Bureau Veritas. Editis est soumise dans le cadre de ses activités d'édition et de distribution de livres à la réglementation relative au prix unique du livre aux termes de laquelle le prix est fixé par l'éditeur ou l'importateur et les remises accordées par les distributeurs sont encadrées, ainsi qu'à la législation applicable en matière de diffamation, de droit à l'image et de respect de la vie privée. En tant que laboratoire pharmaceutique, Stallergènes est soumis aux Directives sanitaires de la Commission européenne et se conforme aux recommandations et lignes directrices des Bonnes pratiques de Fabrication de l'AFSSAPS. Par ailleurs, Materis et Deutsch ne sont soumis à aucune réglementation particulière susceptible d'impacter significativement leurs activités (à l'exception de la réglementation REACH pour Materis).

Pour plus de détails concernant Bureau Veritas ou Stallergènes, il est possible de se référer au document de référence de ces sociétés. Ces documents sont disponibles sur les sites Internet de Bureau Veritas et de Stallergènes (www.bureauveritas.fr et www.finance.stallergenes.com) ainsi que sur le site de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).

À ce jour, la Société n'a pas connaissance d'évolution prévisible en termes de réglementations ou jurisprudence qui pourrait avoir un effet significatif sur les activités du Groupe.

Par ailleurs, la Société et ses filiales contrôlées ne sont dépendantes d'aucun brevet ou licence ni aucun contrat d'approvisionnement

industriel, commercial ou financier. À la meilleure connaissance de la Société, il n'existe pas dans les sociétés du Groupe de contrats de cette nature, dont l'expiration ou la rupture pourrait avoir une influence significative sur leurs activités.

LITIGES

Dans le cours normal de ses activités, la Société et ses filiales contrôlées sont parties à un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives et sont régulièrement soumises à des contrôles fiscaux, sociaux, ou administratifs.

Une provision est constituée chaque fois qu'un risque est déterminé et qu'une estimation du coût lié à ce risque est possible. La méthode de provisionnement et de comptabilisation des passifs est conforme aux règles comptables en vigueur. Les provisions constituées reflètent la meilleure estimation des conséquences financières pour le Groupe des litiges sur la base des informations disponibles.

Le montant total de la provision pour litiges dans les comptes consolidés est de 107 millions d'euros dont 71,7 millions d'euros pour Bureau Veritas. Dans le cadre normal de son activité, Bureau Veritas est partie à plusieurs milliers de litiges et actions judiciaires visant à mettre en jeu sa responsabilité professionnelle.

À ce jour, au niveau de la Société et des autres sociétés holdings (voir page 221), les principaux litiges sont les suivants :

- le 8 novembre 2004, la société Éditions Odile Jacob a introduit, devant le Tribunal de première instance des Communautés européennes, un recours en annulation de la décision du 30 juillet 2004 par laquelle la Commission a agréé Wendel en qualité de cessionnaire des actifs cédés d'Editis. Wendel participe, en tant que partie intervenante, à cette procédure pour laquelle aucune date d'audience n'a encore été fixée par le Tribunal. Dans son intervention Wendel estime que la Commission a pleinement respecté l'ensemble des conditions d'octroi d'agrément en adoptant sa décision et qu'ainsi le recours d'Odile Jacob n'est pas fondé.
- une pollution découverte sur un terrain situé près de Rouen aurait pour origine les activités sidérurgiques des hauts fourneaux de Rouen (HFR), dont l'exploitation a cessé en 1967. Le préfet de Seine-Maritime, alléguant d'une filiation des HFR avec Sofiservice, a enjoint, par un arrêté de 1998, à cette dernière la réalisation d'une étude environnementale et la remise en état du site. Contesté, cet arrêté a été annulé par un jugement du Tribunal administratif qui a lui-même été annulé par un arrêt de la Cour administrative d'appel en octobre 2002 qui a prescrit la réalisation de l'étude environnementale. Le Conseil d'État dans un arrêt du 10 janvier 2005 ayant confirmé la décision de la Cour administrative d'appel, ce litige demeure provisionné.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et des autres sociétés holding.

ASSURANCES

Dans le cadre de sa politique de couverture de risques, Wendel a souscrit des polices d'assurances auprès de compagnies de premier plan. La Société a principalement couvert les risques suivants :

- Dommages aux biens (bâtiments et/ou risques locatifs) ainsi qu'à leur contenu (couverture : environ 11 millions d'euros). Cette police couvre notamment les dommages matériels causés aux biens ; les couvertures ont été revues et complétées en 2007, notamment en matière informatique ;
- Responsabilité civile d'exploitation (couverture : environ 7 millions d'euros). Cette police couvre notamment les dommages corporels, matériels et immatériels causés à des tiers ;
- Flotte automobile ;
- Déplacements du personnel de la Société, également couverts, depuis 2006, par un contrat d'assistance ;
- Responsabilité civile des dirigeants et mandataires sociaux. Cette police couvre notamment les mandataires sociaux de la Société, ses représentants au sein des organes de direction des filiales ou

participations et les dirigeants de fait ou préposés qui verraient leur responsabilité engagée pour une faute professionnelle commise dans le cadre de leur fonction de direction, de supervision ou de gestion ;

- Maladie, invalidité et décès des personnels de la Société : un nouveau contrat, très couvrant, est en place depuis le 1^{er} janvier 2007 en matière de maladie, invalidité et décès ; la couverture en cas de décès accidentel a également été augmentée depuis 2007.

Par ailleurs, chaque filiale contrôlée gère en direct sa propre politique d'assurance et dispose d'une couverture de risques parfaitement adaptée à son activité.

ACTIFS NON DISPONIBLES

(voir note 38 de l'annexe aux comptes consolidés)

CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIÈRE OU COMMERCIALE

À la connaissance de la Société, depuis le 31 décembre 2007, il n'est apparu aucun fait exceptionnel ou événement susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité, les résultats ou le patrimoine de la Société ou du Groupe à l'exception des événements décrits dans la note « Événements postérieurs à la clôture » des comptes consolidés.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RÉSEAUX PRIS EN CHARGE PAR LE GROUPE

(milliers d'euros)	Exercice 2006				Exercice 2007			
	Ernst & Young Audit		PricewaterhouseCoopers		Ernst & Young Audit		PricewaterhouseCoopers	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidation	3 836	—	5 101	—	3 186	—	4 788	—
– Wendel	250	4 %	325	5 %	409	10 %	624	9 %
– filiales intégrées globalement	3 586	59 %	4 776	77 %	2 777	66 %	4 165	59 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	1 368	—	846	—	556	—	2 072	—
– Wendel	10	0 %	175	3 %	—	0 %	—	—
– filiales intégrées globalement	1 358	22 %	671	11 %	556	13 %	2 072	30 %
Sous-total	5 204	86 %	5 947	96 %	3 742	89 %	6 860	98 %
Autres prestations								
Juridique, fiscal, social	750	12 %	250	4 %	447	11 %	138	2 %
Revue des procédures de contrôle interne – filiales intégrées globalement	99	2 %	—	0 %	—	0 %	—	0 %
Autres	—	0 %	—	0 %	15	0 %	15	0 %
Sous-total	849	14 %	250	4 %	462	11 %	153	2 %
Total	6 053	100 %	6 197	100 %	4 204	100 %	7 013	100 %

RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET RESPONSABLE DU CONTRÔLE DES COMPTES

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE INCLUANT LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion (page 227) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Jean-Bernard Lafonta – Président du Directoire

RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES :

ERNST & YOUNG AUDIT représenté par Jean-Pierre Letartre
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires
aux comptes de Versailles
Tour Ernst & Young – 92037 Paris-La Défense

- date du premier mandat : Assemblée générale mixte du 15 novembre 1988 (ancienne dénomination : Castel Jacquet et Associés)
- date du dernier renouvellement de mandat : Assemblée générale mixte du 4 juin 2007
- durée du mandat : 6 exercices
- expiration du mandat en cours : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2012.

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT représenté par Olivier Thibault
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires
aux comptes de Versailles
63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine

- date du premier mandat : Assemblée générale mixte du 24 novembre 1994 (anciennes dénominations : Befec-Mulquin et Associés, Befec-Price Waterhouse)
- date du dernier renouvellement de mandat : Assemblée générale mixte du 4 juin 2007
- durée du mandat : 6 exercices
- expiration du mandat en cours : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2012.

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

CABINET AUDITEX

Tour Ernst & Young – 11, allée de l'arche – 92037 La Défense Cedex

- date du premier mandat : Assemblée générale mixte du 4 juin 2007
- durée du mandat : 6 exercices
- expiration du mandat en cours : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2012

JEAN-FRANÇOIS SERVAIL

114, rue Marius-Aufan – 92300 Levallois-Perret

- date du premier mandat : Assemblée générale mixte du 13 juin 2002
- durée du mandat : 6 exercices
- expiration du mandat en cours : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2007

RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Gérard Lamy, Directeur de la Communication financière
Tél. : 01 42 85 30 00 – e-mail : g.lamy@wendelgroup.com

DOCUMENTS ACCESSIBLES AUX ACTIONNAIRES ET AU PUBLIC

Les statuts, procès-verbaux des Assemblées générales et autres documents sociaux de la société Wendel, ainsi que les informations financières historiques et autres documents établis par un expert à la demande de la société Wendel devant être mis à la disposition des actionnaires, conformément à la législation applicable, peuvent être consultés au siège social de la Société Wendel, 89, rue Taitbout, 75009 Paris. Par ailleurs, toutes les actualités financières et tous les documents d'information publiés par Wendel sont accessibles sur le site internet de la Société.

TABLE DE CONCORDANCE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

225

Afin de faciliter la lecture du Rapport Annuel déposé comme document de référence, la table de concordance suivante permet d'identifier les principales informations prévues par l'annexe 1 du Règlement Européen n° 809/2004 et renvoie aux pages correspondantes de ce Document.

RUBRIQUES DE L'ANNEXE 1 DU RÈGLEMENT EUROPÉEN N° 809/2004	PAGES
1. Personnes responsables	224
2. Contrôleurs légaux des comptes	224
3. Informations financières sélectionnées	10 - 11
Informations financières historiques	88 - 93, 216
Informations financières intermédiaires	NA
4. Facteurs de risques	47 - 53, 96 - 99, 222 - 223
5. Informations concernant l'émetteur	
Histoire et évolution de la Société	1, 35, 216
Investissements	2 - 33, 47- 53, 88 - 93, 109 - 111, 135 - 136, 142 - 157
6. Aperçu des activités	14 - 33
Principales activités	10, 14 - 33
Principaux marchés	14 - 33
Événements exceptionnels	133, 175
Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets, licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers	83, 102, 216, 217
Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	14, 216
7. Organigramme	220
Description sommaire du Groupe	220, 221
Liste des filiales importantes	14 - 15, 142 - 156, 220
8. Propriétés immobilières, usines et équipements	
Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	83 - 84, 104 - 105
Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	54 - 58, 118, 222
9. Examen de la situation financière	
Situation financière	10 - 11, 70 - 80, 160 - 165, 224
Résultat d'exploitation	10, 78, 164
10. Trésorerie et capitaux	
Informations sur les capitaux	114 - 115, 195 - 199
Source et montant des flux de trésorerie	80, 165
Conditions d'emprunt et structure de financement	88 - 89, 96 - 98, 123 - 125, 171
Restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer les opérations de la Société	128
Sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les investissements sur lesquels la direction a pris des engagements fermes	N/A
11. Recherche et développement, brevets et licences	27, 83, 102, 216, 222
12. Informations sur les tendances	1, 3, 17, 19, 21, 23, 25, 27, 29, 31, 33
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	N/A
14. Organes de Direction et de surveillance	
Renseignements relatifs aux membres du Directoire et Conseil de surveillance	36 - 46, 207 - 215
Conflits d'intérêts au niveau des organes de Direction et de surveillance	43, 44

15. Rémunérations et avantages

Montant de la rémunération versée et avantages en nature	44, 207 - 214
Montant des sommes provisionnées aux fins de versement de pension, retraite ou autres avantages	119 - 121, 170, 212

16. Fonctionnement des organes d'Administration et de Direction

Date d'expiration des mandats	36 - 39
Contrats de service liant les membres des organes d'Administration	214
Informations sur les Comités d'audit et de gouvernance	36 - 43
Déclaration de conformité au régime de Gouvernement d'entreprise	43

17. Salariés

Nombre de salariés	59 - 65, 130, 174
Participation et stock-options des mandataires sociaux	208 - 211
Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital	195 - 196, 212

18. Principaux actionnaires

Actionnaires détenant plus de 5 % du capital ou des droits de vote	12, 202 - 205
Existence de droits de vote différents	194
Contrôle de l'émetteur	202 - 204
Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait entraîner, à une date ultérieure, un changement de contrôle	N/A

19. Opérations avec des apparentés

93, 182 - 184, 216

20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Informations financières historiques	10 - 11, 88 - 93, 216
Informations financières pro forma	72
États financiers	69 - 180
Vérification des informations financières historiques annuelles	216
Date des dernières informations financières	8 - 9, 13
Informations financières intermédiaires	N/A
Politique de distribution du dividende	1
Procédures judiciaires et d'arbitrage	118, 222
Changement significatif de la situation financière ou commerciale	223

21. Informations complémentaires

Capital social	198 - 199
Acte constitutif et statuts	192 - 194

22. Contrats importants

216

23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts

218

24. Documents accessibles au public

13, 51 - 52, 192, 224

25. Informations sur les participations

14 - 33

TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

227

Le présent document de référence intègre tous les éléments du rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier ainsi qu'à l'article 222-3 du règlement général de l'AMF.

Vous trouverez ci-après les références aux extraits du document de référence correspondant aux différentes rubriques du rapport financier annuel.

RUBRIQUES	PAGES
Comptes annuels de la Société	40 - 53, 159 - 180
Comptes consolidés du Groupe	69 - 157
Rapport de gestion	6 - 10, 16 - 33, 36 - 52, 54 - 65, 70 - 75, 160 - 161, 178 - 179, 192 - 223
• Analyse des résultats, de la situation financière, des risques et liste des délégations en matière d'augmentation du capital de la société mère et de l'ensemble consolidé (art. L. 225-100 et L. 225-100-2 du Code de commerce)	70 - 75, 160 - 161, 195, 222 - 223
• Informations requises par l'article L. 225-100-3 du Code de commerce relatives aux éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	217
• Informations relatives aux rachats d'actions (art. L. 225-11, al 2 du Code de commerce)	200 - 201
Attestation du responsable du rapport financier annuel	224
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	180
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	157
Honoraires des Commissaires aux comptes	223
Rapport du Président du Conseil de surveillance portant notamment sur les conditions et préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne mises en place par la Société	47 - 53
Rapport des Commissaires aux comptes sur le Rapport du Président du Conseil de surveillance	53



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 avril 2008, conformément aux dispositions de l'article 212-13 du règlement général de l'AMF.

Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Crédits photos :
pages 2 – 4, Michel Labelle • pages 44 et 45, Stéphane de Bourgies • page 6, Xavier Renauld, photographe • page 13, Jean-Louis Aubert
page 30, Gettyimages/ Mark A.Leman • pages 37 à 39, Philippe Couette • page 66, Jim Goldberg / Magnum Henri Cartier Bresson

Conception-réalisation : ★ *EURO RSCG C&O*



Société anonyme
au capital de
201273600 euros

Tél. : 01 42 85 30 00
Fax : 01 42 80 68 67

89, rue Taitbout
75009 Paris

www.wendelgroup.com